

LA VERITE

Organe du Comité Central
de l'Organisation Communiste Internationaliste.
(pour la reconstruction de la IV^e Internationale.)



■ La libération de Philippe Ries

■ Stéphane JUST

OCI : objectif 10 000

■ Roger FREYSSINET

Six mois de combat politique dans les
PTT

■ Salimé ETESSAM

**Iran : l'aube
d'une révolution**

■ Comité d'organisation pour la
reconstruction de la IV^e Internationale

**Résolutions d'exclusion
de Política Obrera
du Comité d'organisation**

■ Denis COLLIN

**La « nouvelle philosophie »
et la politique**

■ César CORTE

**La place de la social-démocratie
dans la lutte des classes
d'hier et d'aujourd'hui (1^{re} partie)**

Février 1979 – Prix 10 F

N° **585**

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon TROTSKY.

LA VERITE

Organe du Comité Central
de l'Organisation Communiste Internationaliste.
(pour la reconstruction de la IV^e Internationale.)

Numéro 585 - Février 1979

SOMMAIRE

- 3 — ■ La libération de Philippe Ries
- 17 — ■ Stéphane JUST
OCI : objectif 10 000
- 31 — ■ Roger FREYSSINET
Six mois de combat politique dans les PTT
-
- 51 — ■ Salimé ETESSAM
Iran : l'aube d'une révolution
-
- 71 — ■ Comité d'organisation pour la
reconstruction de la IV^e Internationale
Résolutions d'exclusion de Política Obrera
du Comité d'organisation
- 95 — ■ Denis COLLIN
La « nouvelle philosophie » et la politique
- 105 — ■ César CORTE
La place de la social-démocratie
dans la lutte des classes
d'hier et d'aujourd'hui (1^{re} partie)

En raison de la publication de l'article sur la libération de Philippe Ries, nous avons reporté à notre prochain numéro la publication de la seconde partie de la contribution du camarade Michel Dauberny sur les analyses et les propositions économiques du PCF.



OCI LIBERATION IMMEDIATE
DE PHILIPPE RIES
AJS Journaliste d'Informations Ouvrières
et de **KASIMIR SWITON**
responsable du syndicat indépendant



LA SIGNIFICATION
D'UNE IMPORTANTE VICTOIRE
CONTRE
LA BUREAUCRATIE DU KREMLIN
ET LES BUREAUCRATIES PARASITAIRES

la libération de Philippe Ries

Les lecteurs de La Vérité ne l'ignorent pas : notre camarade Philippe Ries, journaliste d'Informations ouvrières, militant de l'Organisation communiste internationaliste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale), a été libéré après avoir été arrêté en Pologne le 6 décembre 1978 par la police de la bureaucratie au pouvoir et avoir été détenu dix-sept jours.

Il faut le dire d'emblée, il s'agit d'une victoire politique considérable dans la lutte contre la répression, pour la défense des libertés ouvrières, des droits démocratiques partout où ils sont bafoués dans le monde.

Il faut le dire encore, cette victoire s'inscrit dans une chaîne de succès qui ont été remportés depuis plusieurs années sur ce terrain contre l'impérialisme et les régimes dictatoriaux plus ou moins directement à sa solde, contre la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites des pays de l'Est de l'Europe. Il n'est pas superflu de rappeler ici la libération de Leonid Pliouchtch, mathématicien soviétique enfermé en hôpital psychiatrique spécial par les bureaucrates du Kremlin, celle d'Hernan Cuentas et de Victor Cuadros, dirigeants ouvriers péruviens enfermés avec six avocats du mouvement ouvrier au camp pénitenciaire amazonien d'El Sepa, celle de treize dirigeants ouvriers et militants anti-impérialistes — parmi lesquels les

camarades Ricardo Napuri et Hugo Blanco — livrés par la dictature militaire péruvienne en juin dernier à la junte sanglante du dictateur argentin Videla.

Au compte de cette bataille inlassable que l'OCI impulse en France depuis plusieurs années, que le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale mène dans tous les pays où il est implanté, il convient de rappeler, plus près de nous, l'obtention de l'arrêt des poursuites contre le militant catalan Jordi Gil que la « justice » de l'Etat franquiste de Juan Carlos voulait condamner pour « insulte au drapeau » de cet Etat issu de quarante ans de fascisme et de l'écrasement en 1938-1939 des masses ouvrières et paysannes d'Espagne. La libération du militant irlandais James Kennedy-Mc Cann, après une très large campagne dans laquelle l'Alliance des jeunes pour le socialisme a particulièrement combattu, est également de grande importance.

L'arrestation de Philippe Ries, sa détention, la nature des interrogatoires qu'il a subis, la campagne sans précédent qui a arraché sa libération ont pourtant leurs caractéristiques propres, à partir desquelles il est possible de dégager toute la signification de cette « affaire », ce qui était exactement en cause, contre qui et par qui cette victoire a été remportée.

LES MASSES, LA BUREAUCRATIE DU KREMLIN ET LES BUREAUCRATIES SATELLITES FACE A FACE

La bureaucratie du Kremlin, les bureaucraties parasitaires satellites sont aux prises avec la montée des masses en URSS et dans les pays de l'Est de l'Europe où le capital a été exproprié, mais où la classe ouvrière n'exerce pas — ou n'exerce plus en ce qui concerne l'URSS — le pouvoir.

Cette situation est certes inégale de l'un de ces pays à l'autre, nous allons y revenir, mais elle est marquée d'un trait commun qui se dégage de plus de vingt-cinq ans d'expériences politiques des masses dans leur lutte contre les bureaucraties, car c'est à Berlin que s'est écrit, en 1953, le premier chapitre des révolutions politiques.

Ce trait commun, c'est la recherche par les masses de ces pays de formes d'organisation indépendantes du pouvoir d'Etat bureaucratique et de ses multiples rouages. Il n'y a nul hasard à ce que la question des syndicats indépendants concentre aujourd'hui les questions vitales dans la lutte entre les masses et les régimes bureaucratiques de l'Est de l'Europe, et cela tout particulièrement en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Roumanie après l'explosion ouvrière de la vallée de Jiu, l'année dernière, et jusqu'en URSS même où Vladimir Khlebanov a fondé en janvier 1978 le premier syndicat indépendant de la bureaucratie de Moscou. Ce syndicat indépendant a été immédiatement dissous et Khlebanov arrêté ; mais en octobre, un deuxième syndicat indépendant a été constitué en URSS par Borrissov, Nikolaïev et cinq autres militants.

Cette question des syndicats ouvriers indépendants, combattant pour les droits ouvriers élémentaires que nient les bureaucraties, liée à la bataille pour le respect des libertés démocratiques, les liens qui existent entre les différentes formes que prennent ces combats, comme par exemple avec le KOR-KSS en Pologne, la « Charte 77 » en Tchécoslovaquie, sont aujourd'hui au cœur des problèmes de la révolution politique contre la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites parasitaires.

Les masses de l'URSS et de l'Europe de l'Est ne sont pas seules dans ce combat. Elles sont totalement partie intégrante de la classe ouvrière mondiale ; leur mouvement est inséparable de toute la nouvelle période de la révolution prolétarienne mondiale qui s'est ouverte en 1968 par l'explosion de la révolution politique en Tchécoslovaquie et par la grève générale française. Les traits marquants de cette période, l'initiative des masses à l'échelle mondiale, leur capacité à porter des coups à l'impérialisme et à la bureaucratie du Kremlin, le renforcement face à elles de la nouvelle Sainte-Alliance contre-révolutionnaire dont le centre est Washington et les deux ailes Moscou et Pékin, se sont renforcés depuis dix ans. Avec la défaite historique de l'impérialisme américain au Vietnam, avec le début de la révolution prolétarienne au Portugal, avec la montée vers l'explosion révolutionnaire en France, en Espagne, en Italie, avec l'aube de la révolution qui se lève aujourd'hui en Iran, avec le mouvement des Assemblées populaires au Pérou, se prépare un nouveau tournant dans toute la lutte des classes mondiale, hors duquel il n'est pas possible de comprendre ce qui mûrit et sourd déjà en maints endroits des masses de l'URSS et des pays de l'Est de l'Europe.

Et, presque comme un symbole, claque le souvenir de cet hiver 1970-1971, où, alors que le prolétariat et les peuples d'Espagne se levaient pour arracher, au garrot meurtrier du boucher Franco, Izko et ses camarades, alors que commençait à s'organiser dans la classe ouvrière du monde entier le boycott de la sanglante dictature, alors que Gomulka, lui, continuait d'envoyer du charbon à Franco, les

ouvriers de Pologne se dressaient à leur tour contre la bureaucratie, balayaient Gomulka et ses hausses de prix pendant qu'Izko et ses camarades étaient sauvés de la mort.

Nous ne pouvons dresser ici un tableau complet des relations internationales et suivre en détail comment les masses y interviennent chaque jour plus puissamment. Mais il faut pourtant réaffirmer ici, sans quoi il serait impossible de comprendre ce qui fut exactement en jeu dans la bataille pour la libération de Philippe Ries, que si les masses ont l'initiative dans la lutte des classes à l'échelle mondiale, toutes les forces de la contre-révolution se liguent — avec d'autant plus d'acharnement que c'est leur propre survie qui les anime —, pour contenir les masses, pour leur porter des coups, pour les faire refluer. La constitution de la nouvelle Sainte-Alliance contre-révolutionnaire Washington-Moscou-Pékin, les accords d'Helsinki et de Belgrade, l'engagement de tous pour maintenir le statu quo dans les pays décisifs de la vieille Europe, les coups d'Etat militaires contre les masses en Amérique latine, les multiples tentatives de « Pax America » au Moyen-Orient contre le peuple palestinien, ne sont que les expressions les plus visibles de cet acharnement contre-révolutionnaire de l'impérialisme, de la bureaucratie du Kremlin, de celle de Pékin, des bureaucraties parasitaires des pays de l'Est de l'Europe.

Et c'est ici qu'il faut revenir sur la politique propre de ces bureaucraties, d'abord et avant tout pour contrecarrer le mouvement de la révolution politique qui sourd contre elles. « Charité bien ordonnée commence par soi-même », serait-on tenté de dire, et, si c'est au compte de l'« ordre » mondial de la contre-révolution que la bureaucratie du Kremlin et ses satellites combattent, elles défendent en même temps leur propre domination usurpatrice, ce qui ne peut aller sans de multiples tensions et antagonismes que nous ne pouvons ré-analyser ici, mais qu'il convient de rappeler.

Réprimer quelque forme d'opposition que ce soit, tenter de disloquer les organisations qui se constituent contre son pouvoir, tel est donc le « credo »

de la bureaucratie du Kremlin, de chaque bureaucratie satellite, dans des conditions spécifiques à chacun de ces pays.

Car, si nous avons essayé de dégager un certain nombre de traits communs au mouvement d'ensemble des masses en URSS et dans les pays de l'Est de l'Europe, et de le resituer brièvement dans le cadre de la nouvelle période de la révolution prolétarienne mondiale, il importe de saisir que le stade atteint dans l'affrontement entre les masses et les bureaucraties n'est pas identique d'un pays à l'autre. C'est en Pologne que Philippe Ries a été arrêté. Saisir ce qui était en jeu autour de l'arrestation de notre camarade implique que nous nous arrêtons maintenant sur la situation particulière de ce pays, et même que nous revenions brièvement en arrière.

LA POLOGNE : UN POINT DE CONCENTRATION POLITIQUE A L'EST DE L'EUROPE

Il est en effet impossible de comprendre la signification de l'arrestation de Philippe Ries — et l'importance de la victoire politique que représente sa libération — sans saisir à quel stade est parvenue dans ce pays la tension de tous les rapports politiques entre les ouvriers, les paysans, les intellectuels et les étudiants, et le régime bureaucratique que dirige aujourd'hui Gierk.

Pour ce faire, il faut apprécier d'abord tout le cheminement politique de la classe ouvrière polonaise, des combats révolutionnaires de Poznan en juin 1956 à la situation présente.

1956 : dans les usines de Pologne, les travailleurs discutent, se réunissent, cherchent. A l'usine Zeran de Varsovie, ils mettent en avant l'idée des conseils ouvriers qui deviendra quelques mois plus tard la réalité de l'organisation des travailleurs dans toute la Pologne.

Le 23 juin 1956, l'assemblée des ouvriers de l'usine Zispo à Poznan a envoyé une délégation à Varsovie pour

présenter les revendications des travailleurs. La délégation ne revient pas. Les ouvriers de Zispo se mettent en grève le 28. Ils descendent dans la rue. La bureaucratie affolée réprime brutalement. Ce sont les arrestations massives.

Meetings et manifestations se multiplient à Varsovie comme dans tout le pays. Sous le choc, l'appareil du parti commence à se briser.

Le Kremlin, devant le danger de la mobilisation des masses, se rallie à la réintégration de Gomulka à la tête du parti stalinien polonais. Pour les travailleurs et jeunes, la désignation de Gomulka leur apparaît comme l'échec de la manœuvre d'intimidation du Kremlin. Ils se tournent vers Gomulka et la nouvelle direction pour leur demander de satisfaire leurs revendications, se mobilisant sur leur propre plan de classe, créant leurs conseils ouvriers, chassant partout, des syndicats, des postes de direction, les éléments les plus représentatifs de l'appareil.

L'orientation des militants de la « gauche communiste » qui se sont battus pour la démocratisation et le redressement du parti stalinien leur interdira dans les faits d'ouvrir la voie à la centralisation des conseils ouvriers, qui dès lors seront disloqués et liquidés par Gomulka lui-même. Contre le pouvoir des conseils, la bureaucratie stalinienne a combattu avec acharnement, et l'acte d'accusation que fait porter Gomulka est clair lorsqu'il interdit le journal « Po Prostu » :

« *Po Prostu* tire la conclusion que les ouvriers et les conseils ouvriers devaient en venir à « l'étape décisive de notre révolution » et détruire l'appareil de l'Etat populaire, au nom du mot d'ordre : « *Tout le pouvoir aux Soviets* ». Ce slogan démagogique et poussant à la révolte, qui reprenait de façon absolument déformée le mot d'ordre historique de la révolution d'Octobre, était en fait dirigé contre le pouvoir populaire et rejoignait les slogans de la réaction qui cherchait, elle, une « seconde étape » des transformations en Pologne : affaiblir et miner notre Etat populaire. »

Quatorze ans plus tard, le 1^{er} décembre 1970, le « libéral » Gomulka décrète contre les masses une hausse brutale des prix. Immédiatement, le lendemain, dans toutes les grandes villes de la Baltique, c'est la grève. A Gdansk, Gdynia, Szczecin, travailleurs des chantiers navals et des usines organisent, sous la direction de comités de grève, des manifestations de protestation, et constituent une milice ouvrière armée. Malgré la répression féroce qui aboutit en quelques heures à des centaines de morts, la classe ouvrière ne plie pas. Réunie dès le début de la lutte autour de ses organes de combat, de ses comités de grève, elle tient tête. La grève menace de s'étendre.

La bureaucratie polonaise et celle du Kremlin, confrontées à la menace d'un affrontement global avec toute la classe ouvrière polonaise, reculent. Elles lâchent Gomulka, font appel à Gierk qui annonce immédiatement l'augmentation des salaires. Mais la bureaucratie ne dit rien des augmentations des prix dont la classe ouvrière exige l'annulation. Dès le 10 janvier 1971, dans la région de Szczecin, la grève redémarre, et le 20, sous la direction du comité central de grève, les ouvriers paralysent la ville.

Ils veulent l'annulation des augmentations et exigent que Gierk et le Premier ministre Jaroszewicz viennent s'expliquer devant l'assemblée des délégués des grévistes des chantiers « Adolph Warski » organisée par le comité de grève présidé par E. Baluka.

Face aux bureaucrates, les ouvriers affirmeront que le socialisme ce n'est pas, comme le dit un délégué, la milice qui traque les ouvriers en grève et ménage les parasites trafiquants.

Le socialisme, ce n'est pas cette inégalité des salaires qui permet aux bureaucrates, directeurs, ministres, de vivre richement, tandis que la classe ouvrière n'a pas même le nécessaire :

« Nous posons la question : quels sont les salaires des directeurs et des ministres ? Nous demandons qu'on nous réponde. S'ils sont deux fois plus élevés que le salaire d'un soudeur hautement qualifié — et son salaire moyen est de 5 000 zlotys —, je répète, s'ils sont le double de cette

« somme, alors nous sommes d'avis qu'il faut réduire ces salaires et les bloquer. »

La bureaucratie ne s'est pas trompée sur la signification du mouvement, exprimant la marche à la révolution politique contre son règne parasitaire. Elle a précipitamment reculé.

Si les ouvriers ont accordé « un sur-sis » à Gierek, la distance parcourue par les masses travailleuses de Pologne, depuis le temps de 1956 où la « gauche communiste » succombait aux illusions de la démocratisation du parti de la bureaucratie, est tout entière donnée dans l'intervention du dernier délégué des grévistes de Szczecin qui, s'adressant à ses camarades délégués puis à Gierek et Jaroszewicz, affirme :

« Les travailleurs de notre département reprochent à tous ceux qui ont parlé avant moi, et qu'ils ont écoutés, d'avoir cédé si facilement sur le point concernant l'annulation de la hausse des prix des denrées alimentaires... »

Se tournant vers Gierek et Jaroszewicz : « Vos interventions n'ont pas convaincu les travailleurs de notre département. Et je voudrais dire ceci : nous arrêtons la grève non pas par conviction, mais parce que les autres l'arrêtent. C'est tout. »

Depuis 1970, comme sous-produit de la grève et du renversement par les travailleurs du gouvernement Gomulka, le niveau de vie des travailleurs polonais n'a cessé de s'élever lentement. La fuite en avant devant les masses a mis la bureaucratie polonaise dans un état de quasi-banqueroute devant les créanciers capitalistes. C'est par rapport à ces exigences inexorables du capital que la décision politique d'une brutale hausse des prix a été prise.

Le 24 juin 1976, Gierek décide une augmentation des prix des principaux produits alimentaires variant de 66 à 100 %.

Immédiatement, les ouvriers polonais ont répondu par la grève, à Ursus et Radom en particulier. En quelques heures, le pays était au bord de la

grève générale. En vingt-quatre heures, la bureaucratie recula, annulant les mesures dans le même temps où elle organisa une féroce répression à la mesure de la peur qu'elle avait devant ces grèves, mais plus encore pour tenter d'annuler la victoire politique que venait de remporter la classe ouvrière.

Quelle est donc la situation en Pologne, aujourd'hui ? L'affrontement entre la classe ouvrière, les paysans, les intellectuels et les étudiants est entré dans une nouvelle phase. L'offensive des travailleurs prend la forme de l'organisation de syndicats indépendants, de la lutte permanente menée avec des organes comme les *samizdats*, comme le journal « Robotnik », édité toutes les deux semaines par l'opposition et libre de toute censure du régime bureaucratique.

Le gouvernement bureaucratique de Gierek est mortellement effrayé par cette attitude de la classe ouvrière et joue la carte de la répression brutale, se servant de tout l'arsenal et de la « tradition » des méthodes stalinienne. Il a jeté en prison Kasimir Switon qui fut le premier à avoir lancé aux ouvriers polonais un appel pour qu'ils s'organisent dans des organisations syndicales indépendantes, l'officier de marine H. Jagiello, possesseur de deux *samizdats*, T. Koslowski, dirigeant d'un comité paysan d'autodéfense.

Le seul rapprochement de ces trois noms démontre que c'est tout le peuple polonais qui organise sa résistance à la bureaucratie haïe et à l'odieux régime de Gierek. En Pologne, le prolétariat n'a jamais cessé d'être à l'avant-garde de cette résistance, et tout indique qu'un nouvel assaut se prépare, dans le prolongement des grandes grèves de 1970-1971 et de 1976.

Interviewé dans « Informations ouvrières » à l'occasion de la tenue de la première conférence du « Frelon » (Bulletin d'information en direction des travailleurs de Pologne), Edmund Baluka, ancien président du comité de grève des chantiers navals A. Warsky en 1970-1971, et l'un des principaux animateurs du « Frelon », devait apporter ces précisions, après avoir rappelé l'importance de l'opposition intellectuelle et paysanne :

« Signalons que dans les grandes entreprises polonaises, le rendement est de 40 à 60 % de ce qu'il devrait être, c'est-à-dire que c'est une catastrophe pour un régime aussi endetté (plus de 20 milliards de dollars) que l'est le régime polonais.

Il faut que les lecteurs d'« Informations ouvrières » comprennent que si les travailleurs polonais refusent de travailler, c'est que, depuis longtemps, il y a des promesses fallacieuses, ça remonte au temps de Bierut, du stalinisme le plus noir où l'on promettait déjà des lendemains qui chantent, ça remonte à Gomulka et à ses quatorze années de pouvoir, à Gierak et ses huit années de régime, chacun faisant ses promesses ; et les gens maintenant, en Pologne, ont compris que ces promesses étaient tout à fait illusoire, et c'est pour cela qu'ils ont une telle attitude, ils n'ont plus confiance, ils ne croient plus aux promesses et refusent donc en quelque sorte de travailler. Mais il faut que les lecteurs comprennent que la base de la lutte n'est pas seulement économique, elle est surtout politique. Les Polonais haïssent ce régime et sont décidés à tout faire pour en finir avec ce régime bureaucratique qui ne leur convient pas du point de vue strictement politique.

IO.— *On a parlé de l'opposition polonaise, mais il faudrait revenir sur un aspect qui n'a pas été abordé, à savoir la question des syndicats indépendants.*

E. Baluka.— C'est vrai qu'en Pologne, il existe deux syndicats indépendants. Le premier est le syndicat libre de Katowice, le second est le syndicat indépendant de la Balutika qui se créa à Gdansk (...).

Cette question des syndicats est centrale. Le motif de l'arrestation de Philippe Ries tient au fait que, dans son reportage d'information, il voulait mettre en rapport la question de l'opposition intellectuelle à Varsovie et la question de la fondation par les ouvriers de leur syndicat libre à Gdansk. Cela, c'est quelque chose de très dangereux pour le régime. Et les lecteurs d'« Informations ouvrières » comprendront que ce n'est pas sa force qu'un régime démontre par une telle attitude, mais c'est bien sa faiblesse et sa peur. »

Voilà donc, rapidement, les principaux traits de la situation en Pologne. Il s'agit d'un point de concentration du point de vue de la situation politique dans les pays de l'Est de l'Europe, d'un pays où le mouvement des masses et les contradictions propres du régime bureaucratique sont arrivés à un stade avancé et où tout est au bord de l'explosion.

C'est dans ce contexte politique qu'il est nécessaire de situer l'arrestation de Philippe Ries et sa véritable signification politique. Mais, avant que d'y venir, il convient de s'arrêter sur une question politique de la plus haute importance, celle de l'« euro-communisme ».

L'« EURO-COMMUNISME » : UN SERVITEUR ZELE DE LA BUREAUCRATIE DU KREMLIN

Grand tapage est mené en effet depuis plusieurs années, dans les milieux bien-pensants de la gauche et de l'« extrême-gauche », autour de ce qui serait un « nouveau phénomène » que l'on a pris coutume d'appeler l'« euro-communisme ». En un mot comme en cent, il s'agirait du fait que nombre de PC dans le monde (ceux de France, d'Italie et d'Espagne principalement, d'où l'expression d'euro-communisme, mais aussi par exemple ceux du Mexique, du Japon, etc.) ne sont plus des agences de la bureaucratie au pouvoir à Moscou, en sont devenus « indépendants », ne déterminent plus leur politique en fonction des intérêts d'ensemble de la caste parasitaire de l'URSS.

Nous n'avons pas l'intention de traiter ici cette question sur le fond, ce qui a été fait dans de nombreux articles de « La Vérité », notamment sous la signature du camarade Michel Lancret l'année dernière. Nous voudrions simplement l'aborder sous un angle précis, au travers de ce qui nous occupe ici, celui de la bataille pour les libertés ouvrières et démocratiques, lorsque c'est contre la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites que cette bataille doit être menée.

Si donc, des PC comme ceux de France, d'Italie ou d'Espagne sont indépendants de la bureaucratie stalinienne de Moscou et d'autant plus que chacun d'eux réaffirme en toute occasion son attachement à ces libertés ouvrières et démocratiques, rien ne devrait s'opposer à ce qu'ils combattent effectivement leur violation permanente en URSS, en Pologne, en Tchécoslovaquie, etc.

Il arrive, c'est un fait, que des PC « euro-communistes » « regrettent » d'un communiqué laconique et parfois même « condamnent » ces violations. Jamais pourtant, en aucune circonstance, ils n'ont engagé quelque bataille que ce soit pour arracher la libération d'un militant emprisonné en URSS ou en Europe de l'Est. On verra plus loin que même cette simple « formalité » ne fut plus de mise en ce qui concerne Philippe Ries. La direction du PCF, Georges Ségué, agissant en son nom à la direction de la CGT, ont refusé obstinément, seuls, quelque prise de position que ce soit pour sa libération. C'est un acte politique parfaitement significatif de ce qu'est l'euro-communisme, nous y reviendrons. Mais il importe de rappeler ici un certain nombre de faits qui permettent de le situer dans la permanence de la politique « euro-communiste » sur cette question de la bataille pour les libertés.

Il n'est pas rare que l'on nous dise aujourd'hui, dans des milieux ou dans des organes de presse pourtant bien informés, que c'est grâce au PCF que Leonid Pliouchtch fut libéré. Rappelons alors simplement que le soir où se tenait, salle de la Mutualité à Paris, un puissant meeting de front unique pour arracher ce mathématicien soviétique aux hôpitaux psychiatriques spéciaux de Brejnev, le PCF avait convoqué précipitamment à l'autre bout de Paris un autre meeting... sur les libertés. Le cynisme n'a jamais dérangé ces gens-là.

Ce n'est qu'à la suite du puissant meeting de la Mutualité, tenu malgré et sans les dirigeants du PCF, qu'ils « prirent position », exprimant ainsi les multiples contradictions auxquelles le stalinisme est confronté à l'échelle internationale. Et rappelons également pour en finir avec cette affaire

que le premier soin du PCF, une fois Pliouchtch arrivé à Paris, fut de tenter de monter une provocation contre lui en niant avoir reçu une lettre que toute la presse avait reçue. L'indépendance du PCF vis-à-vis de la bureaucratie du Kremlin est certainement tout à fait lumineuse dans cette histoire.

Examinons maintenant la réalité de ce qu'est l'« euro-communisme » à la lumière d'un problème plus récent.

Rudolph Bahro, membre du SED, le parti stalinien de l'« Allemagne de l'Est », a écrit un livre qui s'appelle « L'Alternative », et qui a été édité par la centrale syndicale de l'« Allemagne de l'Ouest », le DGB. Il a été condamné de ce fait à quinze ans de travaux forcés « pour espionnage » par un tribunal stalinien de RDA.

Du 16 au 19 novembre dernier, un congrès s'est réuni à Berlin-ouest « pour et à propos de Bahro », connu depuis sous le nom de « Congrès Bahro », regroupant des organisations socialistes (PSI-PSOE), des représentants de la social-démocratie et des syndicats allemands, le « Secrétariat unifié » de la IV^e Internationale, ainsi que le PC italien, le plus « euro-communiste » de tous aux dires des spécialistes, le PC belge, un militant du PCF, V. Adler, l'un des auteurs de « L'URSS et nous », ce monument français d'« euro-communisme » qui a eu droit à de très nombreux satisfecit officiels du bureau politique du PCF dans « L'Humanité ». Que s'est-il passé au « Congrès Bahro » ?

Dès les premières heures du congrès, en séance plénière, un socialiste tchécoslovaque récemment émigré exposa en détail les conditions de l'arrestation de Jaroslav Sabata, porte-parole de la « Charte 77 », et sa signification. Il fut très froidement accueilli. Plus froidement encore, l'intervention d'une militante du SPD : au nom des sociaux-démocrates et des syndicalistes qui combattent pour les libertés démocratiques dans toute l'Allemagne et organisent des délégations de travailleurs et de jeunes en Allemagne de l'Est, cette militante déposa un projet de résolution, demandant que le congrès s'adresse au mouvement ouvrier organisé, SPD et syndicats de Berlin, pour l'envoi d'une délégation exigeant la libération de

Bahro au ministère de l'Intérieur de la RDA, à Berlin-Est. Le président de séance intervint aussitôt pour refuser de soumettre au vote cette résolution : on devait voter le dernier jour du congrès.

Un des organisateurs du congrès, un ancien dirigeant des étudiants gauchistes du SDS il y a dix ans, devait expliquer crûment : on ne peut vraiment pas demander à la délégation du PC italien qui participe au congrès de se prononcer pour un tel outrage à la RDA !

Le second jour, au nom d'un groupe de travail sur le printemps de Prague qui avait adopté cette proposition, un jeune du « groupe d'Iéna », expulsé de Berlin-Est après y avoir été emprisonné, demanda l'envoi par le congrès d'un télégramme à l'ambassade tchécoslovaque, réclamant la libération de Sabata. La présidente de séance lui coupa la parole. Cependant, deux autres jeunes, expulsés de RDA dans les mêmes conditions, intervinrent à leur tour dans le même sens. Alors, le bureau du congrès, après une violente intervention hostile de Rudi Dutschke entre autres, fit voter par une majorité des quelque 3 500 présents le renvoi de la question au dernier jour.

Ce jour vint, le dimanche 19 novembre. Et, bien entendu, on omit de voter sur l'envoi d'une délégation à Berlin-Est, comme d'un télégramme sur la libération de Sabata. La salle était alors presque vide, 2 à 300 personnes dans la salle, ce dont Dutschke tira argument pour affirmer que « personne ne s'intéressait décidément à la libération de Bahro en RFA ».

Dans la résolution finale adoptée, signée entre autres du PC italien, du PS italien, du PS espagnol et du « Secrétariat unifié » de la Quatrième Internationale, il est écrit notamment :

« Nous discutons et manifestons pour et à propos de Bahro, parce que nous sommes pour le socialisme... Nous invitons l'opinion publique mondiale démocratique... à tout entreprendre pour renforcer la pression pour la libération de Rudolf Bahro. »

Tout... mais pas mettre la direction du SPD et des syndicats de Berlin devant leur responsabilité, pour une délégation à Berlin-Est.

Le congrès a également adopté une résolution de salutation à la « Charte 77 » (qui n'a pas été publiée) en réponse à l'adresse de salutation de celle-ci. Mais pas de télégramme à l'ambassade tchécoslovaque pour la libération de Sabata !

L'axe du « Congrès Bahro » a été de s'ordonner par rapport à l'« euro-communisme », la vedette revenant comme il se doit au Parti communiste italien. Ne pas « agresser » la bureaucratie de la RDA en exigeant précisément la libération de Bahro, en lançant une campagne de mobilisation des organisations ouvrières et des masses pour exiger la libération de Bahro, c'est-à-dire ne pas la mettre en cause ; ne pas « agresser » la bureaucratie tchécoslovaque en exigeant la libération de Sabata et en impulsant la mobilisation des organisations ouvrières et des masses pour exiger sa libération, c'est-à-dire ne pas la mettre en cause : telle a été la fonction de l'« euro-communisme ».

Ce « Congrès Bahro » est lui-même un élément de toute une activité politique « euro-communiste » qui, au moment actuel, vise à disloquer en Tchécoslovaquie le mouvement de la « Charte 77 » au nom des concessions et arrangements possibles ou espérés avec la bureaucratie tchécoslovaque (il faut être réaliste...).

Le caractère de masse pris par le mouvement de la « Charte 77 » est devenu une menace brûlante pour la bureaucratie ; il faut absolument détruire ce mouvement. Le vernis démocratique de l'« euro-communisme » est de ce point de vue indispensable. Au cours de ces derniers mois, en relation avec les bureaucraties de l'Est de l'Europe et la bureaucratie du Kremlin, les pionniers de l'« euro-communisme » se sont montrés très actifs. Berlinguer a eu de longs entretiens avec son ami Marchais à Paris, avant de se rendre à Moscou. Des émissaires du parti stalinien bulgare ont eu de longs entretiens avec les dirigeants du PC « euro-communiste » par excellence, le Parti communiste espagnol. Dans la presse

de l'URSS, ont paru des articles estimant que l'accord devait se réaliser entre les partis « euro-communistes » et les PC de l'Est de l'Europe et de l'URSS. En fait, il s'agit d'une harmonisation des politiques des différents PC en Europe, qui restent tous essentiellement des instruments de défense de la bureaucratie du Kremlin contre la révolution menaçante à l'Est comme à l'Ouest de l'Europe.

Les PC d'Europe occidentale ont de ce point de vue un rôle irremplaçable à jouer non seulement en Europe occidentale mais par rapport à l'Europe de l'Est. Fraîchement repeints aux couleurs de la « démocratie », ils doivent contribuer à disloquer tout mouvement de lutte réelle contre les bureaucraties parasitaires. Un des tests les plus importants est sans aucun doute l'isolement dans lequel ils s'efforcent de tenir les militants qui combattent en URSS, en Pologne, en Tchécoslovaquie, pour la construction de syndicats indépendants, des militants comme K. Switon et J. Sabata.

Voilà donc de nouvelles démonstrations de la réalité de ce qu'est l'« euro-communisme ». C'est en fonction des intérêts de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties parasitaires, le cas échéant en prenant la défense dans les faits de la répression qu'elles engagent contre les militants, que les PC « euro-communistes » agissent, comme la direction du PCF, Georges Ségué, le bureau confédéral de la CGT l'ont fait de façon tout à fait significative contre la libération de Philippe Ries.

Il n'est d'ailleurs nullement fortuit de rappeler ici qu'une motion en faveur de la libération immédiate de Jan Simsa et de Jaroslav Sabata fut déposée au 40^e Congrès de la CGT, dont tous les admirateurs de l'« euro-communisme » se sont complus à relever le caractère « nouveau », « démocratique », etc. Malgré une bataille acharnée pour la défendre, cette motion ne put être ni imprimée, ni diffusée, ni soumise au vote. Pour l'avoir diffusée dans le congrès, plusieurs délégués furent bousculés, l'un d'eux frappé et jeté à terre pendant que le bureau du congrès proposait alors une résolution générale sur les « libertés au plan international », ne mentionnant

ni Simsa ni Sabata, ni même aucun pays précis où ces libertés sont violées, énumérant par contre les raisons policières pour lesquelles

« la CGT (...) ne saurait s'associer pour autant à n'importe quelle initiative, aux côtés de groupements dont l'objectif essentiel est de combattre le principe même du socialisme ».

Ce texte, auquel le bureau confédéral de la CGT a donné par la suite une grande publicité, doit être caractérisé pour ce qu'il est : un soutien sans faille de la direction du PCF, agissant au sein de celle de la CGT, à la répression policière en URSS, en Tchécoslovaquie, en Pologne, l'affirmation que le PCF est lui-même totalement partie prenante de cette politique de répression.

Belles preuves d'« indépendance » que tout cela, en vérité !

QUE CHERCHAIT LA BUREAUCRATIE POLONAISE ?

La réponse à cette question est simple. Elle voulait monter, en plein accord avec la bureaucratie du Kremlin, une machination politique de grande envergure lui permettant de déchaîner la répression contre les militants de l'opposition, ceux qui combattent pour construire des syndicats indépendants, ceux qui luttent pour les libertés démocratiques élémentaires. Cela en Pologne, très directement contre l'opposition polonaise évidemment, mais si possible en lui donnant un retentissement pour tous les pays de l'Est et pour l'URSS.

Les circonstances de l'arrestation de Philippe Ries, la nature des interrogatoires qu'il a subis pendant sa détention, sont claires. C'est un « procès » dans la grande tradition stalinienne que cherchait à monter la bureaucratie.

Laissons la parole à Philippe Ries, en rappelant ici quelques passages de sa conférence de presse, publiée par « Informations ouvrières » dans son numéro 881.



Dans le programme
de la IV^e Internationale

Le trotskysme et l'URSS

« Les démocrates petits-bourgeois de l'Occident qui acceptaient hier encore les procès de Moscou pour argent comptant répètent aujourd'hui avec insistance qu'« en URSS, il n'y a ni trotskysme, ni trotskystes ». Ils n'expliquent cependant pas pourquoi toute l'épuration se fait précisément sous le signe de la lutte contre ce danger. Si l'on prend le « trotskysme » comme un programme achevé, à plus forte raison comme une organisation, le « trotskysme » est sans doute extrêmement faible en URSS. Cependant, sa force invincible est d'exprimer, non seulement la tradition révolutionnaire, mais aussi l'opposition présente de la classe ouvrière elle-même. La haine sociale des ouvriers pour la bureaucratie — c'est précisément cela qui constitue, aux yeux de la clique du Kremlin, le « trotskysme ». Elle craint mortellement, et avec pleine raison, la rencontre de la sourde révolte des ouvriers et de l'organisation de la IV^e Internationale. »

(Extrait du *Programme de transition* (1938).
Chapitre : *L'URSS et les tâches de l'époque de transition*)

« Je me suis rendu en Pologne avec un visa officiel pour y effectuer un reportage. J'y ai rencontré, au vu et au su de tous, et notamment au vu et au su de la police polonaise qui m'a surveillé de façon presque constante, des hommes qui poursuivent leur activité politique pour la défense des libertés démocratiques et des intérêts de la classe ouvrière, de façon publique. Ces hommes, ce sont Jan Litinski, membre du KOR et principal responsable du journal clandestin *Robotnik*, perquisitionné et arrêté deux heures après que j'aie quitté son appartement, Adam Michnik que j'ai rencontré le lendemain, historien, membre très actif et également très connu du Comité de défense des ouvriers, qui a été lui-même, dans la période récente, arrêté pour des périodes de 48 heures à plus de vingt reprises.

Ensuite, à Gdansk, j'ai rencontré Bogdan Borusiewicz et Andrej Swajda, qui sont également des militants du KOR et des animateurs du syndicat libre qu'ils ont constitué il y a maintenant plusieurs mois. De ces personnes j'ai reçu, comme je crois n'importe quel journaliste l'aurait fait pour la rédaction de ses articles et pour sa propre documentation, un certain nombre de textes, d'exemplaires de revues littéraires ou politiques qui sont clandestins, naturellement, puisque seules sont autorisées dans ce pays la presse du pouvoir, la presse du parti unique stalinien et la presse de l'Eglise qui ne paraît d'ailleurs elle-même qu'à condition d'être relativement incolore et en faveur du régime. Tout ceci, encore une fois, la police polonaise le savait parfaitement.

Toutes les questions qui m'ont été posées au cours des 50 heures d'interrogatoire que j'ai subies tendaient vers le même objectif, démontrer que je n'étais pas venu comme journaliste mais que j'étais venu pour organiser l'assistance financière, matérielle, technique, à l'opposition polonaise. C'est ainsi qu'on a épluché la totalité de mes dépenses, qu'on m'a demandé de rendre compte de mon emploi du temps minute par minute, et ceci bien sûr avec l'objectif qui porte la marque des fondateurs de ce régime, des staliniens, celui de prouver que

l'opposition polonaise agissait comme une officine manipulée de l'étranger.

Naturellement, j'ai eu droit aux insinuations sur l'activité des services secrets américains. On a même tenté de m'assimiler à un membre du contre-espionnage français, etc.

J'ai plusieurs indices qui me permettent de dire que, dès le départ, l'affaire fut traitée à un très haut niveau. J'ai été inculpé par le vice-procureur de Gdansk, mais la voiture de police qui m'a ramené de Szczecin où j'ai été arrêté à la prison de Gdansk venait de Varsovie, mais la décision d'inculpation a été prise par le procureur après une heure et demie d'attente, après que le protocole ait été fait, ce qui prend d'habitude cinq minutes. Le vice-procureur était vraisemblablement au téléphone avec Varsovie, et la procuration générale de Pologne, en tout cas, a été directement et constamment saisie de cette affaire et, à mon avis, dès le départ. Ensuite, il faut signaler que j'ai été suivi non seulement à Gdansk, où la police, comme à Cracovie, est particulièrement dure, parce que c'est la côte baltique où ont eu lieu les grandes grèves de 1970-1971 et 1976, et qu'il y a là une très grande concentration ouvrière, mais j'ai été suivi aussi bien à Varsovie qu'à Gdansk, et les policiers ont confirmé que lorsque je suis arrivé à Gdansk, j'étais déjà sous surveillance, avant d'avoir commencé le moindre travail. »

En tentant de monter un procès truqué contre Philippe Ries, la bureaucratie polonaise cherchait une nouvelle fois — très certainement à un degré plus élevé — à disloquer l'opposition polonaise, à lui faire subir une répression accrue, à interdire sa jonction avec le mouvement ouvrier européen, et cela par les méthodes classiques du stalinisme, la provocation, le truquage, la machination. Elle a échoué. C'est une défaite cinglante pour la bureaucratie du Kremlin, pour les bureaucraties parasitaires.

Lors de sa conférence de presse que nous avons mentionnée plus haut, Philippe Ries devait également déclarer :

« Bien entendu, et cela est absolument indéniable, mon appartenance politique, ma qualité de militant trotskyste — et je répète encore une fois que j'étais là-bas comme journaliste et pour faire mon travail de journaliste — permettait beaucoup plus facilement de monter une telle opération. »

Il s'agit effectivement d'une question politique de la plus haute importance. En même temps qu'une machination politique contre l'opposition polonaise, la bureaucratie tentait également de porter un coup au trotskysme, à la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Il n'est pas inutile de rappeler que la bureaucratie polonaise monte en permanence de violentes campagnes de presse contre le « sionisme international », le « trotskysme », les « agents de l'étranger », faisant souvent un amalgame des trois, cherchant à faire croire que toute forme d'opposition en Pologne ne peut être que le produit de ceux-ci.

C'est dans ce contexte que la bureaucratie a arrêté Philippe Ries et le contenu de la violente campagne de presse qu'elle avait commencé à monter contre lui est tout à fait significatif de ce qu'elle visait. En voici pour preuve le texte d'une dépêche de l'AFP émanant de Varsovie, en date du 22 décembre 1978, et citant la presse officielle de la bureaucratie polonaise :

« La presse polonaise intensifie sa campagne de mise en accusation de M. Philippe Ries, journaliste français à la revue trotskyste *Informations ouvrières*, détenu depuis le 6 décembre dernier à la maison d'arrêt de Gdansk.

Vendredi en effet, l'organe du Parti ouvrier unifié polonais *Trybuna Ludu*, a emboîté le pas au grand quotidien d'information *Zycie Warszany* (*La vie de Varsovie*) qui a, hier jeudi, consacré un ample article à l'affaire.

A l'instar de *Zycie Warszany*, *Trybuna Ludu* reproche à M. Ries d'être venu en Pologne en qualité de « simple touriste » sans avoir au préalable dévoilé sa véritable profession de journaliste. L'organe du parti

l'accuse ensuite de « délits de droit commun » tels que « marché noir de devises fortes » et « contrebande » (*Zycie Warszany* avait indiqué dans ce dernier cas que M. Ries avait tenté de sortir en fraude de Pologne 20 bouteilles de vodka à des « fins lucratives »).

Trybuna Ludu lui reproche également d'avoir « développé une activité politique » en « colportant des imprimés et des publications dirigés contre la Pologne ». « M. Ries, ajoute-t-il, est venu dans notre pays abondamment pourvu d'imprimés destinés à faire des adeptes pour les rallier sous des slogans aventuriers. »

Dans un amalgame entremêlant « trotskysme » et « terrorisme », l'organe du parti polonais s'en prend ensuite violemment au « neo-trotskysme contemporain » qui, dit-il, « tout en dénonçant la réalité capitaliste est encore plus enragé dans sa lutte contre le mouvement communiste et ouvrier, les partis socialistes et les partis communistes dans les pays capitalistes ».

« Les trotskystes, écrit encore *Trybuna Ludu*, estiment que les pays socialistes qui se prononcent en faveur de la coexistence pacifique, n'ont rien de commun avec les idéaux révolutionnaires. » Le quotidien du parti reproche d'autre part à la presse occidentale d'exploiter les trotskystes pour « compromettre les forces de gauche ». « M. Ries est, pour cette raison, un bon candidat pour être un héros fugace dans la presse bourgeoise. »

Arrêter Philippe Ries, militant de l'OCI (pour la reconstruction de la IV^e Internationale), journaliste d'« Informations ouvrières », l'impliquer dans une affaire montée de toutes pièces, c'était remonter aux sources du stalinisme, revenir à la « grande tradition » des procès de Moscou où le « trotskysme » était mis en « jugement » selon les méthodes des grandes heures du soi-disant « culte de la personnalité ».

C'était d'autant plus nécessaire que l'OCI, le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, « Informations ouvrières » qui sont au centre du combat contre la

répression, l'animent en ouvrant une perspective politique aux militants, aux travailleurs de l'URSS et de l'Europe de l'Est pour qu'ils balaient les bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires, pour qu'ils régénèrent les conquêtes ouvrières et de type socialiste, pour la révolution politique.

L'une des conditions de la réussite de cette opération était qu'elle bénéficie de la couverture de l'« euro-communisme », sur lequel nous nous sommes expliqués. Le silence obstiné de Georges Séguy a parfaitement mis en lumière ce qu'est l'« euro-communisme », une nouvelle couverture de l'appareil international du stalinisme. Celui-ci a besoin que l'« euro-communisme » bénéficie d'une sorte d'aura démocratique, qu'il soit intronisé comme « anti-stalinisme », qu'il se fasse par exemple le champion de la réhabilitation de Boukharine, voire de Léon Trotsky, si possible avec la caution de militants et d'organisations se réclamant du trotskysme. Faire céder l'OCI, le Comité d'organisation, sur ce point précis, est aussi un objectif de la bureaucratie du Kremlin.

**POUR LA LIBERATION
DE J. SABATA,
DE K. SWITON,
DE TOUS LES MILITANTS
EMPRISONNES**

Philippe Ries a été arraché des griffes de la bureaucratie polonaise par une campagne qui fut, comme « Informations ouvrières » l'a écrit, sans précédent. Bien évidemment, l'OCI, les organisations du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, « Informations ouvrières » ont été à l'initiative de cette puissante mobilisation. Dès les premiers jours, les dirigeants des centrales syndicales FO, FEN, CFDT, se sont joints à cette campagne. L'Union nationale des syndicats de journalistes (qui regroupe les quatre syndicats CGT, CGT-FO, CFDT, SNJ de la corporation) s'est pleinement engagée dans la bataille pour exiger la libération de Philippe Ries.

Des centaines de sections syndicales de toutes appartenances confédérales

y ont participé, ainsi que la Fédération internationale des droits de l'homme, des centaines de personnalités attachées aux libertés démocratiques. En quinze jours, 90 000 travailleurs et jeunes ont signé des textes, des pétitions, des télégrammes exigeant la libération de notre camarade.

Dans les usines, les entreprises, dans la jeunesse, des centaines de comités pour la libération de Philippe Ries se sont constitués, et un Comité national s'apprêtait à donner plus d'ampleur encore à la campagne.

Il convient ici de dire que la campagne a été très vite menée au plan international, que de puissantes batailles ont été engagées, notamment en Europe (principalement en Espagne, en Allemagne, en Belgique, au Portugal, en Italie), et jusqu'au Canada et en Amérique latine. Le journal « Informations ouvrières » en a rendu compte.

Le silence total de Georges Séguy, secrétaire du bureau confédéral de la CGT, alerté par une lettre de Pierre Lambert, est d'autant plus significatif.

Rien n'y a fait. Des milliers de syndiqués CGT ont contresigné la lettre ouverte de Pierre Lambert. De nombreux syndicats de la CGT ont participé à la campagne et se sont adressés au bureau confédéral de la CGT pour qu'il intervienne. Georges Séguy, l'appareil du PCF à la direction de la CGT se sont tus, dans une affaire qui concernait les plus élémentaires des libertés démocratiques. Voilà qui donne son véritable sens à la « démocratisation » de l'appareil de la CGT, prolongement de celui du PCF et surtout, son véritable contenu à l'« euro-communisme ».

Cette attitude de Georges Séguy, du bureau confédéral CGT, doit être mise en relation avec leur politique dans la lutte des classes en France, la « tactique » des journées d'action et des grèves tournantes dislocantes, qui tente désespérément d'immobiliser le prolétariat français et qui était la politique du gouvernement Giscard-Barre lorsqu'elle ne prend pas directement en charge son application.

L'appareil du PCF, relais direct de la bureaucratie du Kremlin, a parfaitement jaugé ce qui était en cause dans l'arrestation de Philippe Ries. De la

même façon qu'il a interdit toute prise de position du 40^e Congrès confédéral de la CGT en faveur de Simsa et de Sabata, qu'il a frappé ceux qui combattaient sur ce terrain, qu'il a pris position dans les faits contre la libération de ces militants tchécoslovaques, il a combattu contre la libération de Philippe Ries. Certes, les formes ne sont plus les hurlements hystériques des années 1936-1938 où « L'Humanité » réclamait à la « une » la mort des « vipères lubriques hitléro-trotskyistes » et glorifiait Staline. Le contenu est identique.

Il convient de signaler également que le journal « Le Monde » qui a mentionné l'arrestation de Philippe Ries et fait état après sa libération d'une « vigoureuse campagne », non seulement n'a rien publié sur la conférence de presse que tint la rédaction d'« Informations ouvrières » le 19 décembre, alors qu'il y était représenté, mais par contre a publié dès le lendemain un long article presque idyllique sur la Pologne, au titre évocateur : « Première tentative de dialogue entre le pouvoir et l'opposition sur les problèmes sociaux et économiques ». Faut-il commenter ?...

D'autant plus significative et importante politiquement est donc la libération de Philippe Ries. La victoire qui a été remportée appelle d'autres luttes victorieuses. Dans la lettre que notre camarade a adressé à tous les militants qui ont participé à la campagne pour sa libération, Philippe Ries a immédiatement lancé l'appel suivant :

« Il faut monter la garde, une garde protectrice et vigilante, autour des membres du KOR, des fondateurs des syndicats libres, des militants de la *Charte 77* en Tchécoslovaquie.

Il faut agir avec une énergie déclinée pour arracher la libération de Kasimir Switon, fondateur du syndicat libre de Katowice, et de Jaroslav Sabata, porte-parole de la *Charte 77*.

Vous avez agi pour ma propre libération, vous agirez pour celle de Switon et de Sabata. »

A quelques jours de la Conférence européenne de fin janvier, et du meeting international contre la répression qui se tiendra le 29 janvier à Paris, cet appel doit être puissamment repris. En particulier, tout doit être mis en œuvre pour arracher la libération de Sabata que la bureaucratie de Husak « juge » au moment où nous écrivons.

Le 28 décembre, lors de la conférence de presse que tinrent Philippe Ries et Stéphane Just, celui-ci, membre du bureau politique de l'OCI, a déclaré :

« Il est évident que l'on ne saurait séparer l'arrestation de notre camarade Ries, l'atteinte à la liberté de l'information, aux libertés du journaliste, du fait que cette liberté du journaliste s'exprime notamment dans *Informations ouvrières* sur la défense des libertés, du droit de personnes comme Sabata en Tchécoslovaquie, des militants que nous avons défendus et que nous continuerons à défendre contre la répression de la bureaucratie en place.

D'autre part, pour ce qui concerne *Informations ouvrières* et l'OCI, la bataille que nous avons menée dans le passé, que nous menons aujourd'hui, que nous mènerons demain, la bataille que nous avons menée pour Ries, est très exactement la même ; ce sont les mêmes principes que nous défendons et je pense que c'est aussi pour cela que Ries a été arrêté. C'est une bataille qui a de multiples nécessités, aujourd'hui plus que jamais, et nous avons bien l'intention de la poursuivre et de l'amplifier. »

Au centre de cette bataille, les militants trotskystes mettent et mettront la construction de leur propre organisation, intégreront le résultat positif de la bataille pour la libération de Philippe Ries, les batailles en cours, au plan politique d'organisation pour atteindre l'objectif des 10 000 militants à l'OCI, comme un moment important de la bataille pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

LA VERITE

LA DISCUSSION
CENTRALE
DU PROCHAIN CONGRES DE L'OCI

OCI : objectif 10 000

par Stéphane JUST

Le comité central a décidé de reporter la tenue du XXII^e Congrès de l'OCI d'un mois et demi. Il se tiendra du 8 au 11 février 1979.

Diverses raisons ont amené le comité central à reculer le congrès. Mais la raison essentielle est politique : insuffisance de la discussion à l'intérieur de l'OCI sur les textes présentés en relation avec l'activité militante de l'organisation pour sa propre construction. Le texte issu du comité central des 2, 3 et 4 septembre situait dans quel cadre et sur quels axes le congrès devait être préparé.

« Nous avons à organiser dès septembre, de haut en bas et de bas en haut, la discussion pour le congrès dans toutes les instances de l'organisation en accomplissant les objectifs de recrutement à la date du congrès, afin d'avancer sur la voie de la constitution d'organismes de direction à tous les niveaux qui soient de véritables unités politiques embrassant toute la politique de construction du parti. »

Le même texte mettait en évidence ceci :

« Depuis 1974 (révolution portugaise) et dans la crise pré-révolutionnaire péruvienne qui se développe en crise révolutionnaire, nous ne nous sommes plus contentés

de tirer les leçons, nous avons agi comme acteurs des révolutions en cours, nourrissant par notre politique et nos interventions dans les luttes concrètes la marche à la révolution, en aidant à construire les partis révolutionnaires. »

D'où il suit ce que nous avons déjà affirmé plus haut :

« De la même façon que pour construire le parti révolutionnaire l'OCI doit se construire en parti, pour reconstruire le parti mondial de la révolution socialiste, la IV^e Internationale, il faut se conduire en militants et organisations du parti mondial intervenant directement, globalement et à travers ses sections, dans la lutte révolutionnaire du prolétariat. »

Ce que l'OCI a été capable de faire depuis 1974 est un phénomène nouveau depuis 1923. Le moment est venu où, non pas partout dans tous les pays, mais là où les conditions ont été réalisées par son activité même, dans le cadre du Comité d'organisation, l'OCI est en mesure d'intervenir dans le cours de crises pré-révolutionnaires, de crises révolutionnaires ouvertes et d'en influencer le développement. Comment ne pas comprendre que l'OCI, telle qu'elle est aujourd'hui en France, est capable de jouer un rôle actif dans les processus de la lutte des classes, les processus politiques qui conduisent de la crise de la bourgeoisie à la crise révolutionnaire. Comment ne pas comprendre que la capacité à maîtriser notre intervention politique, à jouer un rôle actif dans la lutte des classes, la marche à la crise révolutionnaire, se manifeste d'abord et avant tout dans la capacité à maîtriser les processus de notre propre construction, en tenant compte et de ce qui est et de ce que nous sommes, évidemment à partir de notre activité politique ? Voilà à quoi correspond la méthode objectifs-résultats, la bataille politique pour atteindre les objectifs du comité central au moment où se tiendra le XXII^e Congrès de l'OCI.

Mais une question se pose, à laquelle il faut répondre, si justement nous voulons atteindre les objectifs que nous nous assignons : pourquoi n'avons-nous pas atteint pleinement ceux que nous nous fixions en septembre 1977 dans le plan de développement élaboré et voté par le comité central des 3, 4, 5 septembre 1977 ? (...)

Le bilan est considérable : jamais une organisation trotskyste n'a été aussi forte en France et dans le monde ; nous avons vérifié en pratique qu'il était possible de commencer à modifier nos relations avec la classe ouvrière avant que ne s'ouvre la crise révolutionnaire. Notre progression globale est de 75 % de juillet 1977 à juillet 1978 ; nous sommes en situation, sur la base de nos acquis et du bilan politique, de faire un nouveau pas considérable en avant. En même temps que cette progression stabilisée est dangereuse et fragile. Nous pourrions rapidement hypothéquer la réa-

lisation de certaines de nos tâches faute des moyens financiers et risquons un déséquilibre si nous n'atteignons pas nos objectifs. La poursuite des faiblesses dans la maîtrise de notre propre construction est révélatrice de nos faiblesses dans notre intervention politique. Elle peut entraîner des déséquilibres internes au sein de l'organisation, dans notre intervention politique, dans notre développement, et brutalement remettre en cause l'acquis. C'est pourquoi il faut y remédier en mettant au jour leurs racines (...).

L'organisation est l'outil de la politique. C'est seulement sur une perspective politique précise et ferme que l'on peut former des cadres. Notre politique part du mouvement objectif de la lutte des classes, et des changements que la marche du mouvement objectif opère sur la situation politique, et des modifications de l'état d'esprit des masses. C'est ainsi que la continuité politique de l'OCI sera assurée par le recrutement intensif en particulier des jeunes générations, de nouveaux combattants convaincus de la nécessité de construire le parti révolutionnaire, outil de la politique révolutionnaire. Groupe ou organisation ? Relais ou unités politiques ? Telles sont les deux questions étroitement reliées auxquelles nous devons répondre pour constituer l'OCI en organisation se préparant et préparant l'assaut ouvrier.

Disons-le nettement, il est temps de briser résolument avec certaines traditions du groupe, dont nous devons intégrer les côtés forts (stricte observance des décisions, rigueur dans la définition des objectifs et dans l'analyse des résultats, combat incessant pour un haut niveau théorique, politique et d'organisation). Il nous faut constituer une OCI capable d'exprimer en toutes circonstances les aspirations des masses. Pour ce faire, nous devons résolument surmonter ce qui constitue la faiblesse la plus préoccupante de notre système d'organisation, qui aboutit à constituer tous les organismes et comités de l'OCI à tous les échelons comme autant de « relais ». Il faut substituer une politique d'organisation qui doit considérer les organismes et comités à tous les échelons, non comme des

relais, mais comme des unités politiques d'intervention dans la lutte des classes, à partir de l'unité centrale, le comité central, dont il faut rappeler la définition : cellule centrale de l'OCI. Plus de confiance dans les capacités de l'ensemble des militants de l'OCI, plus de confiance dans les unités politiques que sont les comités régionaux, les comités de secteur, les comités de rayon, les cellules et les commissions, qui pour fonctionner doivent vivre politiquement comme des unités politiques sous la direction du comité central. Il nous faut réfléchir aux devoirs qui s'imposent à la direction, dans une situation de l'OCI où elle a désormais à diriger une organisation dont la force n'est en rien comparable à la force qu'aucune autre organisation trotskyste n'a connue dans le passé, et dans aucun pays (...).

Comme le prouvent maints aspects de notre activité, l'insuffisance de la discussion politique préparatoire au XXII^e Congrès de l'OCI démontre que nous ne sommes pas encore parvenus à surmonter « la faiblesse la plus préoccupante de notre système d'organisation qui aboutit à constituer tous les organismes et comités de l'OCI à tous les échelons comme autant de relais ». Nos organismes et comités ne sont pas encore devenus de véritables organismes politiques qui élaborent à partir de la ligne politique de l'organisation et engagent le combat politique dans tous les secteurs et sur tous les terrains de la lutte de classe du prolétariat et de la jeunesse. Y parvenir est une bataille politique dont la responsabilité incombe à la direction de l'OCI.

10 000 A L'OCI ET RETOUR SUR LA PERSPECTIVE DE LA LOR

Le bureau politique a donc été amené à relancer la discussion politique préparatoire au XXII^e Congrès de l'OCI. Il l'a fait en précisant l'objectif que l'OCI devait s'assigner, le contenu de cet objectif en relation avec la progression de l'organisation et du développement des rapports entre les classes en Europe et dans le monde. Cet

objectif c'est : pour une OCI de 10 000 militants. Il est bien évident qu'une OCI de 10 000 militants sera une organisation qualitativement différente de l'OCI d'aujourd'hui. Une telle organisation ne sera pas encore le parti révolutionnaire capable de diriger le prolétariat, les masses à la conquête du pouvoir. Elle sera déjà un parti et non plus une organisation du type de celle que l'OCI est encore actuellement. Certes les textes soumis à la discussion, par leur méthode et leur contenu, allaient dans le sens de la définition de cet objectif, sans pourtant le définir, et c'était une grave insuffisance. La discussion préparatoire au XXII^e Congrès était de ce fait mutilée. Elle ne peut être pleine et entière qu'en fixant cet objectif, en définissant son contenu, ce qu'il signifie pour l'OCI, les moyens de l'atteindre.

Depuis que l'ancien noyau qui subsistait du vieux Parti communiste internationaliste s'est fixé il y a maintenant treize ans, au XIV^e Congrès, de passer « du groupe à l'organisation », on peut dire que chaque congrès a marqué une étape de ce processus. Le XIV^e Congrès a, en outre, ouvert une possibilité théorique de construction du parti révolutionnaire en France au travers de la constitution d'une organisation transitoire que, pour fixer les choses, nous avons dénommée la Ligue ouvrière révolutionnaire, perspective théorique réaffirmée et précisée au XVIII^e Congrès. La résolution de ce congrès déclarait :

« Un cadre de militants contrôlés par les vieilles directions s'efforcent de faire pression sur elles pour les amener à répondre aux aspirations des masses. A ce cadre de militants nous offrons une politique, des explications, des mots d'ordre qui sont seuls aptes à répondre aux aspirations des masses. Nous devons leur offrir une forme d'organisation au niveau de leur propre expérience.

Nous dirons à ces militants :

Pour nous il n'est qu'un parti qui puisse répondre aux aspirations des masses : le parti révolutionnaire de la IV^e Internationale qui est l'objectif de combat de l'OCI. Mais le combat de l'OCI sur telle ou telle politique, tel ou tel mot d'ordre, telle ou telle

tactique de lutte, telle explication — vous l'admettez vous-mêmes — peut unir les travailleurs et la jeunesse contre le capital et l'Etat. Vous approuvez cette politique de l'OCI, mais vous n'admettez pas la conclusion que nous tirons : construire un nouveau parti. Vous pensez pouvoir utiliser les vieilles organisations pour la défense des intérêts des travailleurs : c'est votre droit, comme c'est le nôtre de penser autrement. Combattons ensemble sur la politique, les mots d'ordre, pour la tactique sur lesquels nous sommes d'accord. Organisons-nous pour agir sur cette politique, ces mots d'ordre, cette tactique. L'expérience, la libre discussion dans les rangs de la classe ouvrière trancheront.

Tel est le contenu de la Ligue ouvrière révolutionnaire (...). La perspective de la LOR, qui réintègre la transition dans la lutte pour la construction du parti révolutionnaire, laisse donc ouvertes toutes les possibilités selon les circonstances. Le préalable reste la construction d'une OCI ayant passé du groupe à l'organisation communiste, se dotant ainsi des moyens de résister comme organisation indépendante à la formidable pression des appareils dirigeant les organisations traditionnelles, combinée à celle des organisations centristes.

Alors, deux éventualités parmi d'autres peuvent se présenter.

1— fusion avec les militants en rupture avec le PCF se plaçant sur le terrain de l'opposition à l'appareil, et avec tout autre groupement sur la base d'un programme déterminé, les militants de l'OCI continuant à combattre en toutes circonstances pour le programme de la IV^e Internationale.

2— passage direct à l'OCI de ces militants et, avec eux, jeunes, etc.

Bien d'autres éventualités sont ouvertes. Pour le moment, il nous faut construire l'OCI, recruter, renforcer l'organisation des partisans de la IV^e Internationale, en réintégrant le combat pour la construction du parti révolutionnaire dans la transition, la perspective de la LOR nous donnant ainsi toute la flexibilité indispensable, toute la souplesse nécessaire pour accomplir nos tâches,

pour l'immédiat, et dans la situation révolutionnaire.» (*Résolution du XVIII^e Congrès de l'OCI, décembre 1972.*)

DEPUIS LE XX^e CONGRES

Le XX^e Congrès s'est tenu du 26 au 30 décembre 1975. Il marquait une transition dans la construction de l'OCI, dont le véritable contenu n'allait vraiment être dégagé qu'au comité central de la rentrée politique de septembre 1976. S'appuyant sur les acquis antérieurs, un « plan de travail de l'OCI » était élaboré. Les motivations politiques étaient exprimées dans la résolution politique, dont il faut citer de larges extraits :

« Les problèmes politiques en cours sont ordonnés par la mise en place et le développement de tout le dispositif politique des relations entre les classes, et à l'intérieur de celles-ci. Elles sont marquées par la transition de la crise politique qui, inévitablement, par l'intervention des masses, se transformera en crise révolutionnaire.

Le départ de Chirac illustre, comme un de ces moments, la marche inéluctable vers la crise révolutionnaire. Le plan de travail de l'OCI est entièrement basé sur cette perspective qui, en relation avec la stratégie de la « Ligue ouvrière révolutionnaire », débouche sur la possibilité d'aborder la crise révolutionnaire avec une OCI susceptible de combattre pour la construction du parti révolutionnaire à partir de ce qu'elle représenterait dans la lutte des classes.

Cette perspective doit guider notre activité. Il n'est pas superflu néanmoins de rappeler l'alternative établie par la stratégie de la Ligue ouvrière révolutionnaire. En effet, le fait que nous nous fixions l'objectif de construire une OCI capable de constituer un pôle direct de regroupement pour la construction du parti révolutionnaire laisse néanmoins ouverte la question : ou bien l'activité d'une telle organisation, lorsque se dégageront des courants et des formations larges de type centriste des

grandes organisations traditionnelles, sera en mesure de constituer un pôle suffisamment fort pour entraîner directement les meilleurs cadres et militants ainsi dégagés dans la lutte directe pour le parti révolutionnaire de la IV^e Internationale ; ou bien il nous faudra pour ce faire entrer dans telle organisation centriste, soit en fusionnant, soit comme fraction...

Guider comme nous le faisons résolument notre activité sur le premier terme de l'alternative ne peut à l'heure actuelle constituer une réponse excluant l'autre terme de celle-ci. La lutte des classes, le produit de notre activité répondront seuls à cette question.

C'est ainsi que nous devons nous aligner sur une analyse fondée sur les processus politiques en cours, et ouvrant les possibilités de gagner les 2 000 travailleurs et jeunes qui nous donneraient les moyens d'envisager les problèmes de la construction du parti révolutionnaire à partir de l'OCI représentant un pôle suffisamment fort pour faire l'économie du second terme de l'alternative évoquée plus haut.

Pourquoi cet objectif de 2 000 travailleurs et jeunes ? Ce n'est qu'un ordre de grandeur, certes, mais qui n'a rien d'arbitraire : c'est premièrement ce qu'il faut gagner pour que la possibilité soit ouverte d'aborder, dans la période qui vient, la construction du parti révolutionnaire à partir du pôle de l'OCI. En second lieu, c'est ce que l'association régulière, par le biais de diverses campagnes, d'une dizaine de milliers de travailleurs et jeunes à l'activité de l'OCI permet, dans la période politique, de se fixer raisonnablement comme objectif de recrutement.

Enfin, en revenant aux problèmes politiques de fond, pourquoi 2 000 travailleurs et jeunes peuvent-ils être recrutés dans une situation qui, au moment où la crise révolutionnaire dénouera la crise politique, verra les masses et les militants affluer vers les organisations dirigées par les appareils traîtres, contrôlant toutes les conditions du combat, et les formes d'organisation qui jailliront de l'effondrement du bonapartisme sous les coups des masses ?

Il est absolument vital pour l'OCI de comprendre l'ensemble du processus qui est amorcé avec l'agonie du bonapartisme. La phase qui sépare la crise politique de son dénouement est marquée par la farouche volonté des appareils stalinien et réformiste de préserver le système politique de la V^e République des coups des masses.

Nous avons donc en face de nous un mouvement de la classe et des militants qui se dirige contre le gouvernement Giscard, l'Assemblée nationale, et qui par là même est entré en contradiction avec la politique des appareils, qui s'efforceront, jusqu'au moment où, répétons-le, les masses liquideront la V^e République, de protéger la forme bonapartiste de domination en décomposition. A ce moment, lorsque la V^e République s'effondrera, les appareils, pour sauver l'ordre bourgeois, tourneront. »

Ainsi l'OCI abordait-elle une nouvelle étape de sa construction. Le XXI^e Congrès s'est tenu début avril 1977, quelques semaines après les élections municipales. Il était un nouveau jalon sur la voie que le XX^e Congrès et le CC de septembre 1976 avaient ouverte. Les comités centraux qui se tenaient en septembre 1977 et en septembre 1978 étaient encore d'autres jalons sur cette voie. Le « plan politique et d'organisation pour l'accomplissement des tâches préparatoires au XXII^e Congrès de l'OCI » déjà évoqué au début de cet article, appréciant les rapports entre les classes, à l'intérieur des classes, à l'intérieur de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier organisé, après les élections législatives, comme particulièrement favorables au prolétariat, appréciant le développement de l'OCI, forces et faiblesses, fixait de nouveaux objectifs à la construction de l'OCI sur la ligne précédemment définie. Une fois encore, sur la base d'acquis et d'un renforcement considérable de l'OCI, les forces et les faiblesses de l'OCI se sont manifestées.

Il s'agit de savoir comment peuvent être éliminées les faiblesses et dégagées toutes les forces de l'OCI. A cette question une seule réponse : tenant compte du développement de la lutte des classes, tenant compte de ce que

l'OCI est d'ores et déjà, fixer l'objectif politique qui correspond aux exigences conjointes de la lutte des classes et de la construction du parti révolutionnaire en France. Cet objectif n'est, et ne peut être, rien moins qu'une OCI de 10 000 membres.

« ETRE OU NE PAS ETRE »

Sur tous les terrains de la lutte des classes, les choses sont nettes et précises : ainsi que l'écrivait le dernier numéro de « La Vérité » :

« Les élections législatives partielles ont marqué un nouveau développement des rapports entre les classes et de tous les rapports politiques. Elles ont montré que dans le pays le soubassement politique indispensable à tout gouvernement, et à bien plus forte raison de tout régime de domination de classe de la bourgeoisie, s'effondrait, et que, surmontant et submergeant les obstacles, une vague de fond commençait à rouler contre l'Assemblée nationale, le gouvernement Giscard-Barre et sa politique, la V^e République. Désormais, au sens le plus strict et le plus immédiat, la question du gouvernement, du régime, est posée. Toute secousse politique, tout mouvement de classe d'envergure se situe par rapport et en fonction d'elle et peut aboutir à ce qu'elle soit tranchée. Il est indispensable de le rappeler : si les élections ont eu l'avantage d'exprimer de façon politique claire et de centraliser politiquement les aspirations et la volonté des masses, elles ne sont quand même qu'une traduction déformée et affaiblie de celles-ci. Ces élections disent : les masses se préparent à partir à l'assaut de ce gouvernement, de ce régime : ce mouvement doit trouver les voies et les moyens de se traduire sur le plan et selon les méthodes de lutte du prolétariat, en ce sens il se cherche encore ; mais l'explosion politique se prépare. »

Les rapports politiques qui se sont développés depuis ne font que renforcer cette appréciation. La crise politique de domination de classe de la bourgeoisie, qui se combine à l'impasse économique, alimente la décom-

position de la V^e République. Les antagonismes croissants entre le président de la République et une partie de sa « majorité » parlementaire se nourrissent de cette situation et la nourrissent. Le RPR notamment est maintenant pris au piège. Se soumettre à la politique de Giscard-Barre entraîne à plus ou moins long terme la disparition du RPR. Mettre en cause le gouvernement Giscard-Barre jusqu'à entrer dans l'opposition à l'Assemblée nationale entraînerait la dissolution de celle-ci et précipiterait la chute du régime, donc la dislocation du RPR, qui est par excellence le « Parti » de la V^e République, et dont l'existence dépend de son maintien.

Finalement le RPR, groupe le plus nombreux de l'Assemblée nationale truquée, est entré dans une crise sans issue. D'un côté, les ministres RPR sous la direction de Peyrefitte, d'anciens « barons » du gaullisme comme Guichard tentent d'entraîner la majorité du groupe parlementaire à devenir un groupe d'inconditionnels à Giscard d'Estaing, complémentaire à celui de l'UDF, à suivre en quelque sorte l'exemple de Chaban-Delmas, qui s'est fait élire président de l'Assemblée nationale en s'appuyant sur le groupe UDF, changeant de camp avec armes et bagages.

Avec l'appui de Debré, soutenu par un groupe de députés comme Yves Guéna et Jean Foyer, Jacques Chirac et son « brain trust » mènent une politique zigzagante, opposition « de principe » à la politique de Giscard d'Estaing. Chirac déclare par exemple que ce dernier est le chef du « parti de l'étranger » pour finalement affirmer qu'il n'est pas dans ses intentions de mettre en cause la « majorité » actuelle de l'Assemblée nationale. La ligne « dure » revient en effet à précipiter la crise de régime, à jouer le pire, en accélérant la marche à la crise révolutionnaire, et pour y faire face à organiser le noyau constitutif d'une organisation de type fasciste, dont le rôle, à longue échéance, serait d'écraser le prolétariat endigué par un type adapté de « front populaire ».

Cette politique de catastrophe n'est rien moins qu'aventureuse et ne peut obtenir qu'un ralliement très limité des prébendiers de l'UDR-RPR et, à

l'étape actuelle, bien peu de soutien au sein de la bourgeoisie française.

Mais les manœuvres de Giscard-Barre, de l'UDF, des ministres RPR, de certains anciens « barons » du gaullisme sont également très aventureuses. Casser le groupe RPR exige qu'une autre opération complémentaire réussisse : intégrer le groupe socialiste, ou au moins une importante partie de celui-ci, aux contours d'une nouvelle « majorité » parlementaire. L'opération Rocard n'a pas d'autre but, mais pour réussir elle exige ou de faire capituler Mitterrand, ou de le battre. Voilà qui explique l'acharnement contre Mitterrand à l'intérieur du PS comme à l'extérieur, le PCF coopérant pleinement à l'entreprise.

Quand à Mitterrand, il dispose de précieux et puissants atouts : l'inévitabilité de la chute de la V^e République, de l'ouverture de la crise révolutionnaire, oblige la bourgeoisie à tenir en réserve les moyens de faire revivre sous une forme ou sous une autre l'« Union de la gauche », comme barrage endiguant la révolution prolétarienne ; or, jusqu'à présent, Mitterrand reste indispensable à la mise en place d'une politique d'« Union de la gauche ».

UN CONGRES DE LA CGT NON EQUIVOQUE

Dans le même temps, le gouvernement Giscard-Barre, dominé par les impératifs de la marche à la crise, ne peut ralentir son offensive économique contre le prolétariat et les masses exploitées en général. Une nouvelle vague de licenciements déferle, dont les plus massifs affectent la sidérurgie (20 000 nouvelles suppressions d'emplois). Le grignotage du pouvoir d'achat se poursuit. L'indemnisation du chômage à 90 % est remise en cause. Le taux des cotisations à la Sécurité sociale est augmenté. La suppression de milliers de postes d'instituteurs est prévue dès maintenant par la carte scolaire préparée pour la rentrée de septembre 1979. Le mois de janvier va être marqué par de nouvelles et multiples hausses de prix que le gouvernement programme.

La force intrinsèque du gouvernement Giscard-Barre, de la V^e République agonisante, ne leur permet certes pas d'appliquer par leurs seuls moyens cette agression contre les masses, de faire subir à celles-ci les conséquences de l'agonie de la V^e République. Cette possibilité leur est donnée par la politique des dirigeants des organisations ouvrières, syndicats et partis, que la direction du PCF orchestre. A cet égard, le congrès de la CGT a été particulièrement démonstratif. Séguy a expliqué :

« L'action syndicale revendicative, c'est, par définition, la lutte pour des réformes, petites, moyennes et grandes.

Toute amélioration du niveau de vie et des conditions de travail, aussi minime soit-elle ; toute extension même partielle des droits démocratiques des travailleurs élargissant leurs prérogatives, leur pouvoir de décision et de contrôle, leur participation effective à tous les aspects de la vie, à l'entreprise et en dehors d'elle, sont autant de jalons placés sur la voie du progrès social et démocratique vers des réformes de plus grande envergure et des changements plus fondamentaux sur le chemin d'une perspective socialiste autogestionnaire et originale.

De ce point de vue aussi, il convient de nous interroger sur la question de savoir si la tendance à tout rattacher à l'alternance de gauche n'a pas eu pour conséquence de sous-estimer l'intérêt de telle ou telle concession susceptible d'être arrachée par la lutte à la coalition gouvernementale et patronale, ou bien de minimiser la valeur de tel ou tel compromis, ou encore de dénoncer comme intrinsèquement négatif tout accord dès lors que nous avons refusé d'en être signataires.

Certes, la caractéristique des relations sociales depuis plusieurs années c'est la stérilité, l'absence de politique contractuelle réelle. Les dernières négociations avec le CNPF sur l'indemnisation du chômage et la durée du travail n'avaient pour but, dans l'esprit du patronat, que de réduire les acquis, d'où leur échec. D'une manière générale c'est à un

durcissement, un blocage tous azimuts auxquels les syndicats sont confrontés.

Cela dit, il est arrivé, il arrive et il arrivera que l'action impose des concessions. Et, à ce moment-là, la valeur d'un compromis se mesure en fonction des réalités économiques et du rapport des forces au moment où il intervient.

Il reste qu'il n'est jamais bon de laisser à d'autres, qui ne font rien ou qui passent leur temps à vanter les vertus de la collaboration de classes, la possibilité de s'attribuer les mérites de telle ou telle concession, fruit de notre propre action, sous prétexte qu'en dernière analyse nous avons refusé de signer. »

Les mots mêmes y sont : « la participation effective (des travailleurs) à la vie, à l'entreprise et en dehors d'elle », des « compromis en fonction des réalités économiques ». Jusqu'à plus ample informé, l'« entreprise » est l'entreprise capitaliste, les « réalités économiques » sont celles du système capitaliste en crise. En quelques mots, toute une politique est ainsi énoncée. Plus loin, la méthode de la « participation » est développée sous le prétexte de défier le patron sur son propre terrain :

« Prises directement en charge par la présidence du CNPF et bénéficiant de l'appui politique et financier du gouvernement, les nouvelles méthodes patronales ont pour but, ouvertement avoué, d'annihiler l'activité des syndicats qui n'acceptent pas le dialogue — ce qui est manière pudique d'éviter de parler de collaboration des classes. Et spécialement, bien sûr, celle de la CGT.

Elles sont coordonnées par un comité pour le développement social et économique de l'entreprise dont l'objectif déclaré est de démystifier une fois pour toutes les idées que les syndicats se préoccupent du bonheur et les patrons du seul profit.

La conception de base générale c'est : l'information et la communication.

Aucune question individuelle ou collective du personnel ne doit rester sans réponse. Le système assigne à la

petite maîtrise une mission d'animateurs et de chefs du type des sous-officiers de l'armée de Napoléon.

Ils constituent l'ossature d'une organisation parallèle à celle du syndicat, chargée de prendre en compte toutes les questions qui font la vie quotidienne d'un atelier, d'un bureau, d'un chantier.

Parfois ces nouvelles méthodes d'intégration s'accompagnent d'une tolérance insolite envers les élus du personnel.

Nos camarades ne sont pas toujours prémunis contre ces nouvelles méthodes. Il est temps de réagir non pas seulement en criant « Arrière Satan ! », mais en prenant des mesures appropriées de nature à neutraliser les dispositions patronales.

Ils créent des flots de production ? Décentralisons l'organisation en conséquence pour faire face à tous les niveaux ! Ils organisent des conférences-débats ? Allons-y et posons les questions de nature à les plonger dans l'embarras et à les démasquer ! Ils jouent le jeu du libéralisme et prônent la participation ? Faisons-en éclater l'hypocrisie en exigeant l'extension des droits, des libertés syndicales, des pouvoirs de contrôle et de décision des travailleurs... Perfectionnons dans les entreprises notre action revendicative, soyons plus près des travailleurs. »

Pour appliquer cette politique, Séguy a proposé :

« Sans revenir sur nos perspectives relatives à l'unification syndicale, au rassemblement de tous les travailleurs dans une grande centrale unitaire qui reste l'avenir du mouvement syndical français, nous pensons qu'il n'est pas irréaliste de préconiser une pratique d'unité d'action plus systématique et plus permanente.

Cela pourrait être concrétisé par l'institution d'un comité national d'unité d'action au sein duquel les représentants des centrales syndicales les plus représentatives pourraient régulièrement, à part entière, échanger leurs vues.

Y compris, sur leurs divergences, se concerter, rechercher les convergences susceptibles de donner lieu à

des initiatives communes sans que cela limite la libre détermination, la personnalité, le rôle et les initiatives propres de chaque partenaire. »

Il s'agit d'instituer un système de relations au niveau des centrales syndicales s'approchant de l'« unicité syndicale », calquée sur les relations existantes entre les centrales syndicales italiennes, qui est indispensable pour que les appareils syndicaux puissent appliquer pleinement la politique d'austérité du gouvernement Andreotti que le PCI soutient. Au nom de l'« unité », c'est très exactement l'entente et la coordination des appareils bureaucratiques des organisations syndicales au service du capital contre les masses, l'inverse du front unique ouvrier.

Démonstrativement, et sans aucun doute à l'instigation du gouvernement Giscard-Barre, alors même que se tenait le congrès de la CGT, le P-DG de Manufrance a annoncé le licenciement prochain de 1 300 travailleurs s'ajoutant aux licenciements déjà effectués. En juin, Gadot-Clet avait annoncé 334 licenciements. La municipalité de Saint-Etienne, que dirige J. Sanguedolce, membre du comité central du PCF, refusait d'utiliser la minorité de blocage à laquelle lui donne droit sa qualité d'actionnaire principal de Manufrance. J. Sanguedolce prétendait qu'il agissait ainsi « pour qu'il n'y en ait pas plus ». De toute évidence inspirée par le gouvernement, l'annonce des 1 300 licenciements supplémentaires avait une signification politique précise : le PCF, le prolongement de l'appareil stalinien à l'intérieur de la CGT, doivent aller plus loin, toujours plus loin dans l'application de la politique réactionnaire du gouvernement, c'est-à-dire créer les conditions de son application et éventuellement l'appliquer directement. La « réponse » ne s'est pas fait attendre, le congrès de la CGT a refusé d'appeler à la seule réplique efficace, la montée en masse sur Paris des habitants de la région de St-Etienne. Sanguedolce a donné une réponse, ambiguë dans la forme, claire quant au fond : « Le conseil d'administration doit poursuivre énergiquement l'application, après les ajustements nécessaires, du plan de juin. »

La porte est ouverte aux « ajustements nécessaires », les 1 300 licenciements supplémentaires.

Depuis, dans la sidérurgie, dans de multiples corporations, « journées d'action », grèves tournantes, qui n'ont d'autre but que de disloquer la classe ouvrière et d'établir les conditions d'application de la politique patronale et gouvernementale, se sont poursuivies.

L'EXPLOSION POLITIQUE DE SAINT-CHAMOND

La politique des dirigeants des organisations ouvrières, partis et syndicats, de soutien forcené du gouvernement Giscard-Barre, de sa politique, de la V^e République, de défense de cette Assemblée nationale minoritaire dans le pays, n'est pas sans effet : l'agonie de la V^e République se prolonge, l'offensive réactionnaire contre le prolétariat, la jeunesse, les masses exploitées, s'accroît. Pourtant, la puissance des masses, leur volonté politique, loin d'être entamées, se renforcent, mûrissent ; le conflit entre leurs aspirations et la politique des appareils s'accroît.

L'une des principales, sinon la principale caractéristique de la situation actuelle, c'est la recherche par les masses des voies et des moyens de transférer sur le terrain direct de la lutte des classes, en utilisant leurs méthodes de classe, ce qui s'est produit au premier tour des élections législatives et s'est considérablement amplifié dans toutes les élections partielles — défaite du gouvernement Giscard-Barre, des tenants de la V^e République, défaite de tout ce qui est ressenti comme ressortissant de la politique de division, victoire politique des masses en fonction même de l'affirmation de leurs aspirations et volonté. Le prolongement de l'agonie de la V^e République, la politique des appareils bureaucratiques, que celle de l'appareil stalinien ordonne, multiplie la force de cette caractéristique. C'est de là dont doit partir toute organisation et militant révolutionnaire pour développer son action politique, en comprenant que

cette action est partie constitutive du mouvement des masses pour surmonter et balayer tous les obstacles.

C'est pourquoi la plus grande attention doit être apportée à tout mouvement de la classe ouvrière, de la jeunesse, des masses, car si une hirondelle ne fait pas le printemps, elle l'annonce. En ce sens, des explosions politiques comme celle qui s'est produite le 22 décembre 1978 ont une énorme signification et portée politique.

On connaît les faits. Une petite usine qui doit fermer ses portes et qui est occupée depuis un an par les ouvriers. Occupation toute symbolique, deux ouvriers au soir du 22 décembre, et sans espoir. Le préfet de la Loire envoie le commissaire Bardin expulser les deux ouvriers et installer dix vigiles et deux chiens pour garder l'usine car, tout de même, la propriété privée, c'est la propriété privée !

C'est alors que l'imprévu se produit : alertée par différents moyens, dont le tocsin, toute une population, dont les ouvriers des usines d'alentour, déferle sur l'usine qu'occupent désormais les vigiles et leurs chiens. Mais la politique des appareils prend alors une forme précise : contenir la foule qui s'est rassemblée et la disloquer. Discours du maire socialiste dans ce sens, discours des dirigeants CGT et CFDT dans ce sens. Les masses n'acceptent pas, elles réoccupent l'usine, chassent les vigiles et leurs chiens que protègent les dirigeants.

Que faut-il retenir de cet événement ? C'est le mouvement des masses réalisant leur unité, par-dessus tous les obstacles, traînant derrière eux les dirigeants. C'est le mouvement des masses qui engagent le combat contre la politique du gouvernement, contre le patron, contre l'Etat, contre le gouvernement. C'est le mouvement des masses qui, dans un secteur limité, se cristallise un moment et commence à s'ouvrir sa voie. Il s'agit de l'étincelle, des premières flammes, qui annoncent l'incendie. Le transfert sur le terrain de la lutte des classes selon les moyens et les méthodes du prolétariat commence à s'opérer.

Voilà le processus ouvert.

L'OBJECTIF DES 10 000 ET LE COMBAT POLITIQUE DE L'OCI

Il nous faut maintenant revenir à l'objectif énoncé, 10 000 militants à l'OCI, et montrer plus directement la connexion de cet objectif avec le développement de la lutte des classes en France. Comme le texte de la résolution du bureau politique de l'OCI l'explique :

« a) les masses laborieuses attendent de leurs directions — les directions officielles du mouvement ouvrier — qu'elles avancent mots d'ordre et formes d'action — ce qu'elles refusent ;

b) la politique, les mots d'ordre, les formes d'action que l'OCI met en avant rencontrent chez les travailleurs une adhésion massive. Mais les travailleurs tout à la fois comprennent que nous ne pouvons prendre sur nous dans les conditions politiques données de décider de l'« action » et en même temps nous le demandent ;

c) nous ne pouvons résoudre ces problèmes que pas à pas, et nous ne pouvons les résoudre qu'en réalisant une politique qui dans tous les domaines amène les « masses » que nous touchons à construire avec nous les moyens politiques et d'organisation pour aider les larges masses laborieuses à réaliser elles-mêmes la situation révolutionnaire. »

En d'autres termes, énoncer une politique juste ne suffit pas, estiment les travailleurs, il faut encore construire les moyens de cette politique. Construire une OCI de 10 000 membres est la réponse synthétique à cette exigence.

Car il faut comprendre que cette exigence va très loin. Les masses ont le besoin le plus pressant de surmonter et de submerger les obstacles qui s'opposent au combat uni pour leurs revendications, contre ce gouvernement, sa politique, ce régime. L'explosion politique de Saint-Chamond montre la tendance des mouvements des masses. Mais il existe de multiples situations aussi explosives que celle de Saint-

Chamond qui ne se réalisent pas faute d'une ouverture politique concrète et organisatrice. Mais il s'agit de projeter nationalement le contenu du mouvement de Saint-Chamond. Or il est évident que le rôle politique d'une avant-garde — ORGANISEE, S'ORGANISANT, ORGANISANTE — est une partie composante nécessaire à ce mouvement, à son développement. Mais ce qui est impliqué, c'est, dans chaque action des masses : la question du gouvernement, de quel gouvernement. Ce qui est impliqué, c'est l'organisation permanente de l'unité du prolétariat et de ses organisations, les formes nécessaires à cette organisation, autrement dit la question des comités, des conseils ouvriers, des soviets.

A Saint-Chamond en chassant les vigiles et leurs chiens installés dans l'usine par le commissaire représentant de l'Etat, du pouvoir, du gouvernement, les masses laborieuses attaquaient le pouvoir d'Etat, le gouvernement. A Saint-Chamond, spontanément les masses imposaient l'unité. Pourtant, le recul du pouvoir imposé, le flot s'est retiré ; le gouvernement reste en place ; l'unité n'a été que provisoire et limitée. Il faut autre chose : des organismes de type soviétique qui donnent le cadre à l'unité des masses, une alimentation, une impulsion politique constantes.

La construction d'une OCI de 10 000 membres est la réponse concrète et pratique à ces pressants besoins des masses parce que seule une telle organisation donnera la dimension et l'impulsion politique indispensables aux masses.

Pourtant, tout peut être transformé en son contraire, y compris l'objectif d'une OCI de 10 000 membres peut devenir une tarte à la crème, une formule propagandiste et à la limite idéologique, dans la mesure où cet objectif serait présenté en dehors de l'activité pratique de l'OCI pour dégager et ouvrir une voie aux masses. Il prendra au contraire sa pleine signification, intégrée à la préparation et à la réalisation du contenu de l'appel de la III^e Conférence nationale ouvrière et jeune qui s'est tenue les 11 et 12 novembre 1978, par la constitution de comités pour l'unité, par la préparation du rassemblement national que la

Conférence nationale ouvrière et jeune a projeté, « pour que les dirigeants appellent dans l'unité à la manifestation nationale centrale à Paris devant et contre l'Assemblée nationale truquée qui couvre le gouvernement Giscard-Barre ».

Le cadre politique de rassemblement et d'organisation de l'avant-garde indispensable est ainsi donné. Tout un plan politique et d'organisation couvrant l'activité de l'ensemble de l'OCI et de l'AJS doit être élaboré et appliqué. Les premiers éléments en sont fournis par la préparation de conférences nationales dans les PTT, dans la santé. Il n'est pas une corporation, pas une région, pas une entreprise, pas une localité, où la concrétisation de cette orientation ne peut être réalisée.

A Epinal, ainsi que l'engagement en avait été pris à la III^e Conférence nationale ouvrière et jeune, une Assemblée démocratique a été organisée et s'est tenue. Les 50 travailleurs réunis ont décidé de sortir un bulletin, de préparer dans les entreprises, les écoles, les quartiers, des Assemblées démocratiques qui éliront leurs délégués ; une délégation permanente a été élue. Ainsi est prise en charge toute l'activité qui, en s'insérant dans la lutte des classes, la nourrissant, lui ouvrant une voie, prépare le rassemblement national.

La couche de travailleurs et de militants à organiser existe partout, elle est partie des masses.

Ainsi le 19 décembre, à Longwy, à la fin de la manifestation organisée par les dirigeants le jour de l'opération « ville morte », trois cents travailleurs ont refusé de se disperser. Ils scandaient « A Paris, à Paris ! » C'est cette couche de travailleurs qu'il faut rassembler et organiser en Assemblée démocratique, comme avant-garde politique du prolétariat.

La bataille politique que les militants de l'OCI délégués au congrès de la CGT ont menée contre l'appareil stalinien qui contrôle la CGT est sur un autre plan tout aussi significative. Ce congrès a été préparé de la façon la plus antidémocratique qui soit. Il était entièrement contrôlé par l'appareil stalinien, que couvrait la presse en affirmant que ce congrès était marqué par une volonté de « démocratisation ».

Malgré tout, la voix d'une orientation lutte de classe s'y est fait entendre.

La résolution de la section syndicale d'Enertec-Schlumberger condamnant la préparation antidémocratique du congrès, l'orientation qui se traduit par les grèves tournantes et les mouvements disloqués, ouvrant la perspective de la manifestation à l'appel des organisations ouvrières devant et contre l'Assemblée nationale, dénonçant l'alignement de la politique de la CGT sur celle du PCF, a été lue à la tribune. Une résolution reprenant le contenu de l'orientation du texte de la section syndicale d'Enertec-Schlumberger a été déposée à la commission d'orientation.

A l'intérieur du congrès, un texte a été diffusé, qui appelait le congrès de la CGT à répliquer à l'annonce des 1 300 licenciements nouveaux à Manufrance, véritable provocation du gouvernement, par un appel à une descente massive à Paris pour manifester devant et contre l'Assemblée nationale.

Une résolution a été déposée qui proposait que la CGT exige la libération de Jan Simsa et de Jaroslav Sabata, qu'elle envoie une délégation à l'ambassade de Tchécoslovaquie pour exiger leur libération.

Certes, l'appareil stalinien à l'intérieur de la CGT a réussi à bloquer la discussion. Mais il reste que c'est entre l'appareil et les militants de l'OCI que la bataille politique a eu lieu.

Bien mesurer ce que cela signifie est indispensable. Ce serait une dangereuse illusion de croire que l'appareil a été submergé ou même fissuré. L'important est de bien percevoir que si les relativement rares militants de l'OCI qui étaient délégués à ce congrès ont pu combattre ainsi, c'est que précisément toute une activité politique consistant notamment en la signature par 5 000 syndiqués CGT du texte de Enertec-Schlumberger donnait une base à leur intervention. Mais, en outre, ces 5 000 signataires représentaient bien plus qu'eux-mêmes : les millions de travailleurs qui aspirent à en finir avec cette politique que, au compte du PCF et du gouvernement, la direction stalinienne impose à la CGT. Ils étaient les porte-parole des masses.

CE QU'IL FAUT FAIRE

Point n'est besoin de ressasser sempiternellement les malheurs du temps. Les travailleurs, les jeunes, les masses les connaissent, puisqu'ils les subissent. Point n'est besoin de « dénoncer » la trahison des dirigeants ; les travailleurs, les jeunes, les masses le savent, puisqu'ils la subissent. Il faut dire ce qu'il faut faire, s'organiser, organiser, appeler à l'organisation, aux initiatives indispensables pour en sortir, sans pour autant se prendre pour la « direction » du prolétariat.

S'organiser pour aller massivement à Paris au rassemblement national pour que soit organisée la manifestation unie des travailleurs, des jeunes, et des organisations ouvrières, devant et contre l'Assemblée nationale truquée, couverture du gouvernement Giscard-Barre.

- S'organiser pour en finir avec les grèves tournantes disloquées qui ne font que contribuer à l'application de la politique gouvernementale et patronale

- S'organiser pour réaliser l'unité des travailleurs et de leurs organisations pour que s'engagent de véritables et efficaces combats.

- S'organiser pour que toute action devienne réelle et efficace, parce que s'insérant sur une ligne politique qui mène au combat final pour en finir avec Giscard-Barre, la V^e République, porter au pouvoir un gouvernement des partis ouvriers, le PCF et le PS, sans ministre représentant les organisations et partis bourgeois.

- Prendre en charge l'ensemble de cette action politique.

Alors l'objectif d'une OCI de 10 000 militants prend son véritable contenu : ferment indispensable de cette action politique, il l'incarne dans cette action politique, devient tangible, saisissable, ressenti comme nécessaire et possible pour ces milliers de travailleurs et de jeunes que l'OCI doit entraîner dans l'action politique.

L'objectif 10 000 militants à l'OCI est indispensable du point de vue de la progression politique de l'OCI comme un tout, de sa direction, de l'ensemble

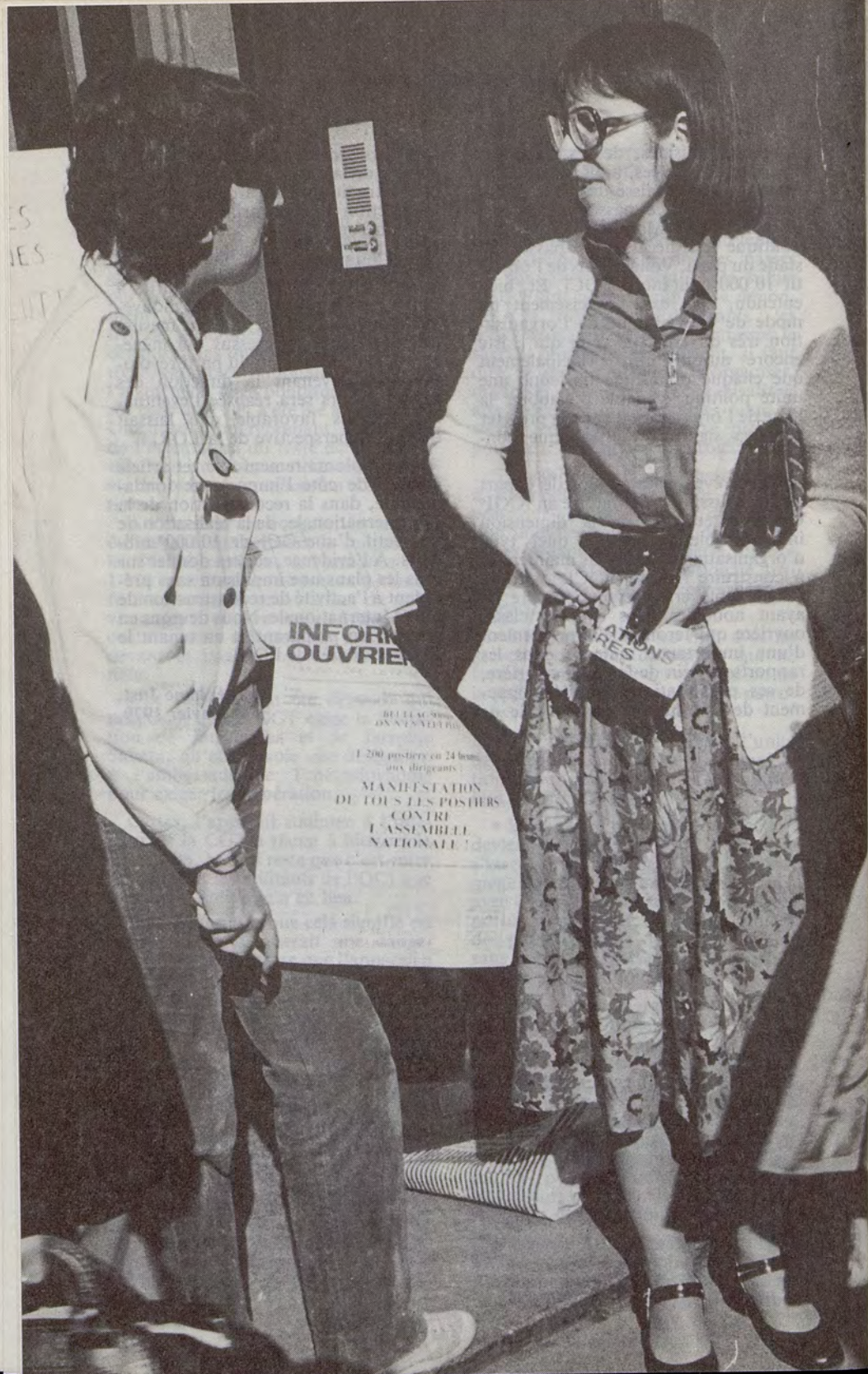
de ses organismes, de ses militants. Pendant des années, nous avons accumulé des forces, tissé des liens politiques, nous sommes passés du groupe à l'organisation. Maintenant, un saut politique est nécessaire : passer au stade du parti. Voilà le sens de l'objectif 10 000 militants à l'OCI. Et, bien entendu, cela exige précisément un mode de vie politique de l'organisation très différent de celui qui existe encore aujourd'hui, principalement que chaque organisme devienne une unité politique capable d'élaborer la ligne de l'organisation et de la projeter dans sa signification politique concrète.

Nous revenons au point de départ de la discussion préparatoire au XXII^e Congrès, enrichie de la dimension indispensable, à savoir : quel type d'organisation avons-nous maintenant à construire ? Ainsi l'OCI abordera l'inéluctable crise révolutionnaire en ayant noué des liens avec la classe ouvrière qui feront d'elle un élément d'une importance majeure dans les rapports au sein de la classe ouvrière, de ses organisations, du développement de la lutte des classes. Elle ne

sera pas encore le parti révolutionnaire au sens de la direction des masses. Les partis traditionnels garderont encore la direction du prolétariat. Les masses continueront à leur demander de répondre à leurs aspirations et besoins. Mais les rapports politiques seront déjà profondément modifiés à l'intérieur du prolétariat et du mouvement ouvrier. L'OCI sera en mesure de contrôler les processus qui mèneront à la construction du parti révolutionnaire devenant la direction des masses. Alors sera réalisée l'éventualité la plus favorable que laissait ouverte la perspective de la LOR.

C'est volontairement que cet article a laissé de côté l'importance fondamentale, dans la reconstruction de la IV^e Internationale, de la réalisation de l'objectif d'une OCI de 10 000 militants. A l'évidence, ce sera donner sur tous les plans une impulsion sans précédent à l'activité de reconstruction de la IV^e Internationale. Nous devons en discuter en préparant et en tenant le XXII^e Congrès de l'OCI.

Stéphane Just,
le 4 janvier 1979.



INFORM OUVRIER

BELLE SAISON
D'ANNEES VIE

1 200 postiers en 24 heures
aux dirigeants

**MANIFESTATION
DE TOUS LES POSTIERS
CONTRE
L'ASSEMBLEE
NATIONALE**

**ATIONS
RES**

DE LA CONSTITUTION
DU COMITE POUR L'UNITE DE PARIS-XI
A L'APPEL
POUR LA CONFERENCE NATIONALE DES POSTIERS

six mois de combat politique dans les PTT

par Roger FREYSSINET

Une OCI de 10 000 membres. Voilà la discussion qui s'ouvre et qui se mène, non pas comme un objectif théorique que l'analyse de la situation justifierait sans aucun doute, mais aussi comme une réponse politique, comme une suite aux réalisations déjà faites. Les initiatives, les réalisations, la signification des combats menés dans un secteur professionnel comme celui des PTT de la région parisienne ne peuvent prendre tout leur sens qu'à partir du moment où il est possible d'aller jusqu'au bout de ce que nous commençons, et aujourd'hui, aller jusqu'au bout, c'est donner les moyens à la classe ouvrière de réaliser ce que nous proposons. Une avant-garde de 10 000 militants organisés, c'est le problème du parti révolutionnaire qui se pose.

QUELS OBJECTIFS DANS QUELLE SITUATION ?

La Troisième Conférence nationale ouvrière et jeune a fixé un objectif : combattre pour le rassemblement national des travailleurs afin que, dans l'unité, soit réalisée la manifestation centrale et nationale à Paris devant et contre l'Assemblée nationale. Mais combattre pour un tel objectif implique sa réalisation, et celle-ci détermine nécessairement des initiatives particulières s'insérant dans le cadre général du mouvement de la classe pour amener celle-ci à forger ses propres armes qui doivent lui permettre de vaincre.

Les comités pour l'unité des PTT ont, dans le cours même de la préparation de la Troisième Conférence nationale ouvrière et jeune, décidé de la tenue à brève échéance d'une Conférence nationale des travailleurs des PTT. Celle-ci doit marquer une concrétisation du passage des regroupements politiques que sont les comités pour l'unité vers des comités de masse. En effet, la préparation de la Conférence nationale des travailleurs des PTT implique obligatoirement que les comités pour l'unité se déploient sous l'impulsion de l'OCI pour convoquer des assemblées de services, de bureaux, de centres, etc., assemblées démocratiques élisant leurs délégués pour la Conférence nationale des tra-

vailleurs des PTT, et en même temps s'efforçant de créer les conditions de nouvelles assemblées plus larges au niveau de la totalité du centre, de la ville ou du département.

L'OCI joue dans ce combat un rôle d'une importance capitale. L'OCI aide les masses pour que la classe puisse s'organiser sur son propre terrain. Du regroupement politique au comité de masse, de l'assemblée démocratique à la Conférence nationale professionnelle, de la Conférence nationale au rassemblement national, ce mouvement est, au moment où la crise révolutionnaire est sur le point de s'ouvrir, celui qui mène aux soviets.

Il s'agit bien de préparer la révolution, il s'agit bien de donner aux masses les moyens de vaincre, c'est-à-dire de montrer, de démontrer comment la classe ouvrière peut s'organiser et créer ses propres organes de classe.

L'absence de cette perspective et le refus de poser en ces termes la signification des initiatives prises par les cellules de l'OCI ne pourraient avoir d'autres conséquences que de se situer sur le terrain de la lutte revendicative et de bâtir des regroupements de pression sur les appareils. On ne peut être clair sur ce point, c'est évident, qu'à partir d'une analyse rigoureuse et précise de la situation.

Il n'est sans doute pas utile de revenir, pour les lecteurs de « La Vérité », sur la situation générale, sur la signification des élections législatives de mars 1978, des élections partielles de l'automne, et sur la façon dont la classe ouvrière se heurte aux appareils, dans un moment où ceux-ci restent les seuls éléments permettant au gouvernement Giscard-Barre de mener une politique réactionnaire sur toute la ligne. Mais cette situation générale a dans les Postes et télécommunications des aspects particuliers qui permettent d'expliquer pourquoi affirmer que ce secteur est au bord de l'explosion n'est pas une vue de l'esprit, mais la conclusion logique, scientifique, de l'examen des faits.

Les Postes et télécommunications sont une administration qui est une partie organisée de l'Etat bourgeois, mais bien sûr elle n'est qu'un secteur périphérique. Au moment où l'Etat bourgeois subit une crise qui mène à sa

dislocation puis à sa décomposition, les premiers secteurs touchés, les premiers que l'Etat bourgeois large pour tenter de sauver l'essentiel de son point de vue, sont justement les secteurs périphériques. Ceux-ci sont donc les premiers à subir la dislocation, les premiers à connaître de façon aiguë la crise de domination politique de la bourgeoisie.

En même temps que l'Etat bourgeois et son gouvernement étranglent un secteur comme celui des PTT, le capitalisme s'efforce jusqu'au bout de soutirer, de récupérer tout ce qu'il peut d'un secteur public qui est en même temps un immense marché pour nombre d'industries (matériel téléphonique, électronique, mais aussi pour les industries de services comme les ventes par correspondance, etc.).

La crise du bonapartisme, les déchirements entre giscardiens et chiraquiens prennent dans les PTT des aspects dont la concrétisation est du domaine du sordide.

Les mouvements des personnels de direction se multiplient. Norbert Segard lui-même, ex-UDR, est passé au giscardisme et a conservé son poste de secrétaire d'Etat ; le directeur général des postes, lui, chiraquien, a été remplacé. On nomme, on déplace, on crée des postes sans pouvoirs, on multiplie les initiatives, les voies de garage, les postes honorifiques, et en même temps on brise le cadre normal de l'administration ; les départements sont regroupés en zones ; aux télécommunications comme à la poste, les régions administratives subsistant néanmoins, plus personne ne s'y reconnaît.

Bien entendu, en même temps, les plans se multiplient ; ils se contredisent ; ils aboutissent souvent exactement à l'inverse des buts déclarés.

Prenons quelques exemples : les bureaux-gares et centres de tri, concentrations importantes de travailleurs (PLM, Austerlitz, par exemple), sont considérés comme de dangereux bastions ouvriers ; l'administration a donc décidé de les « casser » et d'installer une soixantaine de petits centres de tri mécanisés (CTA ou Centres de tri automatisés), mais les CTA ne peuvent assurer le travail, les effectifs manquent, et une grève dans un de ces

centres prive tout un département de courrier (Pontoise, Bordeaux, pour ne citer que les exemples les plus récents). La situation est pire qu'avant.

La grande ligne directrice est la modernisation des services ; mais l'informatique et l'automatisation sous toutes leurs formes représentent des marchés énormes pour le capitalisme, et ils sont d'abord des prébendes pour lesquelles les hauts fonctionnaires s'entredéchirent à belles dents. Des ingénieurs généraux des télécommunications deviennent membres des conseils d'administration de sociétés anonymes qui fournissent le matériel téléphonique, des administrateurs deviennent P-DG de sociétés d'économie mixte créées pour installer ou exploiter tel ou tel nouvel élément qui est retiré du cadre du service public.

La dislocation, la décomposition du service public des PTT est déjà une réalité.

« En haut, on ne peut plus » et en même temps la bourgeoisie multiplie les initiatives pour conserver ses prébendes, ses moyens de subsister, et cela ne peut être qu'au prix d'une attaque en règle contre les travailleurs des PTT : rapport Nora-Minc, rapport Ripert, plan de redressement, et, bien sûr, budget. Celui-ci réduit le recrutement et limite les revendications catégorielles. Ces insuffisances sont des attaques contre les postiers et tendent à franchir le seuil du supportable pour les masses.

Les quarante-deux jours de grève de 1974 avaient éclaté au moment où tous ces problèmes commençaient à poindre. Il est évident qu'ils n'ont été qu'une répétition de ce qui se prépare. Il est clair que la situation des PTT, corporation de 430 000 travailleurs, ne peut se caractériser que par les prémices de l'explosion.

Dans cette situation, le tableau serait incomplet, si les appareils syndicaux étaient oubliés.

Dans les PTT, les organisations syndicales sont fortes, bien implantées, et avouent toutes des effectifs importants. Mais ce sont bien les appareils qui tiennent la situation à bout de bras ; ils retardent de toutes leurs forces les échéances, c'est-à-dire cette explosion irrémédiable. C'est là

que se trouve la signification des séries de grèves tournantes de fin octobre, puis de fin novembre 1978.

Depuis les élections législatives de mars, les grèves locales se sont multipliées. A chaque fois, une brèche pouvait s'ouvrir. A chaque fois, les appareils ont veillé, ils ont pris « les choses en main », et, selon les possibilités qu'ils avaient, ont purement et simplement étranglé le mouvement. Soit en le réintégrant ou en l'intégrant dans les grèves tournantes, soit en lançant le bouchon très loin, c'est-à-dire la grève illimitée, en conservant le caractère exclusivement revendicatif comme l'a fait la CFDT, soit en brisant la grève comme la CGT à Paris-Brune, soit en voulant tout englober dans une grève de 24 heures, comme nombre de dirigeants de Force ouvrière. Mais cette volonté d'utiliser tous les moyens pour garantir l'« ordre » n'a pas été sans problèmes pour les appareils. En effet, de même qu'à la fin de la grève de 1974, les premiers éléments dressant les masses contre les appareils étaient apparus (assemblée des Chèques postaux de Paris, par exemple), de même, aujourd'hui, le mouvement des masses s'est accentué. Ainsi, les décisions des travailleurs d'un bureau ou d'un service d'aller voir les dirigeants pour les obliger à jouer leur rôle et à répondre à leurs besoins se sont multipliées ; en même temps, le refus des grèves tournantes a été manifeste.

Cette situation a été mûrie par les initiatives de l'OCI et en même temps a nourri ces mêmes initiatives.

DE L'APPEL DE SAINT-ETIENNE A L'ASSEMBLEE DEMOCRATIQUE DES POSTIERS PARISIENS

En juin 1978, comme suite logique du meeting de la porte de Pantin, l'OCI prend ses dispositions dans les PTT pour faire signer l'appel de Saint-Etienne. Certes, les préoccupations immédiates des postiers sont incluses dans les discussions, dans les raisons mêmes qui justifient le combat pour les signatures ; mais en partant de l'appel de Saint-Etienne et non des préoccupations immédiates, il est jus-

tement possible de placer sur le terrain politique les revendications immédiates de la corporation. Le lien devient naturel entre la politique des appareils et plus particulièrement celle de l'appareil stalinien, telle qu'elle est menée à Manufrance et telle qu'elle est menée dans les PTT, car au moment même où les préposés parisiens réclament le droit au samedi libre et le droit aux ponts des 14 juillet et 15 août, Roland Leroy, au nom du PCF, pose au secrétariat d'Etat aux PTT une question écrite sur la nécessaire continuité du service public, appuyant ainsi les patrons de la grande presse et utilisant le cadre de l'Assemblée nationale, où règne la « majorité parlementaire » que l'on sait, pour combattre les revendications des postiers.

Parmi les postiers parisiens, l'appel de Saint-Etienne recueille 1 580 signa-

tures. La question se pose en termes précis : que proposer aux signataires ? Les signatures ont été obtenues au niveau des bureaux ou même des services, il est donc logique de réunir les signataires à ce niveau et de constituer, dans la perspective de la Conférence nationale ouvrière et jeune, les premiers comités pour l'unité. Les mois d'été ne ralentissent que très peu l'activité des PTT, les jeunes postiers ne bénéficiant que rarement des mois de juillet et août comme mois de vacances : le développement de notre intervention est donc possible.

Au bureau de poste central du XI^e arrondissement, où nous avons obtenu 100 signatures, un comité pour l'unité s'est réuni. Il est réduit, mais décide d'appeler à une réunion « publique », justement pour se construire.

100 POSTIERS DE PARIS-XI...

« 100 postiers de Paris-XI, contre le gouvernement Giscard-Barre, contre l'Assemblée nationale illégitime, répondent à l'appel des 5 000 travailleurs de Saint-Etienne.

— 100 postiers disent : ce que les capitalistes et leur gouvernement craignent par-dessus tout, c'est que se réalise l'unité des travailleurs et de leurs organisations contre leur politique dévastatrice.

— 100 postiers de Paris-XI, c'est la même volonté que TOUS les postiers de Paris-XI qui pensent : assez de vie chère, assez de démantèlement, assez de plans Barre, assez de division.

— 100 postiers de Paris-XI, comme TOUS les travailleurs, disent : unité contre Giscard-Barre, contre l'Assemblée nationale illégitime.

— Le 12 mars, nous avons démontré que c'est la volonté de la majorité ! Il y a eu la majorité PS-PCF.

L'unité des organisations ouvrières pour aller de toute la France, par millions, à Paris, pour signifier au gouvernement : c'est assez !

C'est la volonté des masses laborieuses de ce pays qui refusent de s'incliner devant ce gouvernement et qui veulent combattre. Le comité pour l'unité de Paris-XI convoque une réunion : mercredi 12 juillet 1978 à 13 heures.

Rejoignez le comité pour l'unité pour que les dirigeants prennent en compte ce que nous voulons tous : que les dirigeants réalisent un accord sur un objectif de combat uni et centralisé contre le 3^e gouvernement Barre et sa cascade de mesures anti-ouvrières.

Collègues et camarades, pour que notre volonté clairement exprimée et majoritaire se réalise, il faut lutter.

La lutte efficace, c'est votre participation au comité pour l'unité.

- signer pour l'unité, c'est permettre que la volonté des travailleurs s'exprime ;
- pour réaliser l'unité, il faut s'organiser.

Le comité pour l'unité regroupe, au-delà des appartenances diverses, les travailleurs qui aspirent et veulent l'unité contre Giscard-Barre, contre l'Assemblée nationale illégitime. »

LE COMMUNIQUE DU COMITE POUR L'UNITE

La réunion se tient, le comité pour l'unité devient une réalité et décide de combattre, c'est-à-dire qu'il publie un

communiqué et convoque une Assemblée démocratique des travailleurs de Paris-XI à la porte du bureau.

« L'unité est possible, l'unité sera réalisée. »

Pourquoi ?

Tous les membres du comité pour l'unité ont exprimé leur accord avec le collègue qui a dit : « *Les gars, dans les services, disent : ça ne peut plus durer, la vie chère, le blocage des salaires, et en plus le budget de démantèlement, véritable attaque contre le statut et tous nos acquis. C'est intolérable. Ils sont de plus en plus nombreux ceux qui pensent que ça va exploser.* »

Un préposé a ajouté : « *Les gars veulent-ils vraiment se battre ?* »

Un autre lui a répondu : « *Celui qui a une famille et à qui on annonce qu'il va rejoindre les 2 millions de chômeurs, c'est une situation dramatique. Le postier qui, avec son petit salaire, n'arrive plus à boucler ses fins de mois, c'est difficile, et à celui-là on annonce l'attaque frontale que représente le budget pour lui enlever tous les droits et acquis. C'est intolérable ! Les gars, ils veulent un changement. La preuve, la majorité PCF-PS du 12 mars ; mais aujourd'hui, c'est la division.* »

Assez de division du PCF contre le PS !

Les travailleurs veulent l'unité, les travailleurs réaliseront l'unité. Le comité, constatant l'énorme impact du combat pour l'unité, a décidé de convoquer une Assemblée démocratique des travailleurs de Paris-XI.

C'est un événement important, car il s'agit que les travailleurs expriment leur volonté d'unité, que l'unité se construise de la base au sommet, l'unité des travailleurs et de leurs organisations.

Postiers de Paris-XI, votre présence à l'Assemblée démocratique des travailleurs est importante, indispensable, car il s'agit du combat efficace pour la victoire des revendications et aspirations contre Giscard et son Assemblée illégitime.

Il s'agit que la voix de la base s'exprime, et que, puissante, elle réalise ce que veulent les 1 580 postiers qui ont signé l'appel des 6 000 travailleurs de Saint-Etienne où nous pouvons lire : « *Le 12 mars, nous avons mis en minorité la coalition gouvernementale giscard-chiracienne, une majorité PCF-PS s'est dégagée. La loi de ce gouvernement n'est pas la loi de la majorité PCF-PS du 12 mars.* »

Faut-il tolérer plus longtemps la loi de la coalition giscard-chiracienne que nous avons mise en minorité ?

N'est-il pas temps de réaliser l'unité contre ses effets dévastateurs ? »

Cette volonté, c'est l'aspiration de tous.

Pour triompher, le combat unitaire exige la démocratie ouvrière, c'est pourquoi le comité pour l'unité invite les militants du PCF, du PS, du PSU, et le militant de la LCR, ainsi que la cellule du PCF et du PS, à venir s'exprimer et participer à l'Assemblée démocratique.

Leur présence serait un élément important dans la voie du front unique ouvrier du PCF et du PS contre le gouvernement de la réaction. »

Mais les militants de l'OCI savent que réaliser une réunion implique une préparation politique ; la confiance des travailleurs qui ont accepté de combattre ne pourra être totale que si les militants trotskystes appliquent ce qu'ils expliquent et réalisent ce qu'ils proposent aux autres de faire.

Le comité pour l'unité de Paris-XI écrit une lettre ouverte au PCF et au PS du bureau, en précisant : « Nous avons convoqué une Assemblée démocratique des travailleurs... Pour l'unité, contre Giscard-Barre, contre sa fausse Assemblée, pour la défense des intérêts ouvriers, pour aller vers de profonds changements, au nom des travailleurs, nous souhaitons une réponse positive. »

En même temps que le comité s'adresse au PCF et au PS, il fait signer les travailleurs pour lancer un appel à tout le bureau pour l'Assemblée démocratique. 38 postiers signent et soutiennent financièrement. « L'Humanité », « L'Unité »,

« Informations ouvrières » et « Rouge » sont invités à être présents.

L'Assemblée démocratique se tiendra, cela ne fait plus aucun doute. C'est à ce moment que la section locale du PS dirigée par la tendance CERES sort un tract qui commence ainsi : « Depuis plusieurs mois, dans notre bureau, une organisation d'extrême-gauche, en l'occurrence l'OCI, s'est lancée à l'assaut de l'unité ouvrière... »

Le lendemain, la cellule PTT-Bréguet du PCF sort un tract de quatre pages.

Depuis le début, les militants de l'OCI n'ont jamais caché leur politique, ils ont vendu leur presse, expliqué pourquoi ils construisaient leur organisation, pourquoi et pour quoi faire ils impulsaient les regroupements politiques ; il appartenait bien à l'OCI de répondre, et en même temps d'associer plus étroitement quelques camarades à la diffusion de la réponse.

LA CELLULE DE L'OCI DE PARIS-XI S'EXPLIQUE

« A Paris-XI, il se passe des choses vraiment étonnantes.

Alors que personne ne disait rien, il a suffi d'une initiative pour l'unité pour que, brusquement, par tracts, certains retrouvent une verve que personne ne pouvait soupçonner.

Que s'est-il donc passé ?

Il y a 105 agents qui ont signé à Paris-XI un appel pour l'unité contre le gouvernement Giscard-Barre.

Si l'on en croit le militant du PS qui a écrit le tract signé « section PTT Paris-XI du Parti socialiste », il y aurait eu « une réunion politique sur le lieu de travail ».

Horreur et damnation !

Et si même cela était vrai — mais cela ne l'est pas —, quel crime cela serait pour un militant qui, organisé dans le groupe socialiste d'entreprise des PTT, revendique avec le PCF le droit de réunion dans les locaux ?

Mais n'y a-t-il pas autre chose ?

Les agents de Paris-XI ont eu la primeur d'un long tract rédigé par un militant, et signé « cellule PTT Bréguet du Parti communiste français ». Sur quatre pages, longues diatribes contre le PS où nous pouvons lire : « Le pouvoir et le patronat ont été sauvés en mars dernier par le PS. »

Et, comme cela ne suffit pas : « Les déclarations compréhensives des dirigeants socialistes, les gestes de bonne volonté et les convergences avec la politique giscardienne ne se comptent plus. »

Le moins que l'on puisse dire, c'est que les propos très « *Programme commun réactualisé* » de la section CERES du PS de Paris-XI n'ont pas attendri le PCF... Bien au contraire.

Mais peut-être avons-nous là l'explication de ce qu'il faut bien appeler une machination.

Le CERES « dénonce » le premier jour dans un premier tract, le deuxième jour le PCF reprend la dénonciation lancée par le CERES... pour ensemble dénoncer des militants de l'OCI, à qui ?... A l'administration !

Qu'est-ce à dire ? Le CERES et le PCF chercheraient-ils une nouvelle fois que l'administration frappe ?

Cela ne leur suffirait-il pas qu'un de nos camarades ait été sanctionné par l'administration pour fait de grève ?

On pourrait le croire en lisant cette phrase du tract PCF : « *Il se trouve curieusement déplacé au bureau desservant l'Hôtel de Ville de Chirac.* »

Crime entre les crimes ! Des préposés desservent les multinationales ! Supposerait-on, au PCF, qu'ils deviendraient des agents des multinationales et des monopoles ?

Des préposés distribuent des lettres aux commissariats de police ! Supposerait-on, au PCF, qu'ils deviendraient des complices de la police ?

Notre camarade, effectivement, travaille à Paris-113. Et alors, et alors ? C'est vrai, nous l'avouons, l'Hôtel de Ville abrite Paris-113.

L'Hôtel de Ville, dont le maire est M. Chirac, abrite les bureaux de Messieurs les Conseillers PCF de Paris, et, pire encore, les conseillers PCF se réunissent régulièrement sous la présidence de M. Chirac ; supposerait-on de ce fait que MM. les Conseillers PCF deviendraient les agents de M. le Maire Chirac ?

Des militants du PCF travaillent au ministère des PTT ; suggérerait-on, au PCF, qu'ils sont les séides de M. Ségard ?

Mais... Mais pourquoi le PCF n'explique-t-il pas le but et les raisons qui ont amené R. Ballanger, président du groupe PCF à l'Assemblée nationale, à se rendre au Palais de l'Élysée serrer la main de Giscard d'Estaing ?

Mais, pour revenir aux différents tracts, reste un point sur lequel l'accord se ferait sans coup férir : des réunions politiques dans le bureau !... Quelle horreur ! ... Mais nos moralisateurs qui traduisent les faits selon leurs besoins pourraient peut-être expliquer qu'il faudrait interdire toutes discussions entre postiers de tous grades dès que la porte du bureau est franchie. Car le chauffoir, lieu de repos, permet justement aux préposés de se reposer et de parler de choses et d'autres. Est-ce cela que les plumitifs du PS et du PCF veulent interdire ?

Dénonciations, calomnies, beaucoup de choses se disent à Paris-XI... C'est impensable !

Peut-on croire un instant qu'un militant, qu'un dirigeant syndicaliste puisse se transformer en dénonciateur, en calomniateur ? C'est impensable !...

Impensable que des dirigeants syndicaux utiliseraient de telles pratiques !

Inconcevable que les militants d'un parti se réclamant de la classe ouvrière se fassent l'écho de telles méthodes.

Pendant ce temps, la division continue, la situation des travailleurs s'aggrave et l'administration de Giscard attaque les droits et acquis des postiers sans oublier de « rogner » le pouvoir d'achat. La division continue, les travailleurs en font les frais. Les travailleurs veulent qu'on en finisse avec ça ! Ils veulent que l'unité des partis se réalise sur un point précis : tout faire pour en finir avec cette Assemblée nationale dont la « majorité » est une insulte à la volonté populaire. »

Il est facile de comprendre les conditions dans lesquelles peut se tenir l'Assemblée démocratique. La pression est énorme, tout le monde s'y est mis ; l'administration très directement, puisque le chef d'établissement est à la porte le jour prévu, les organisations politiques comme on vient de le voir, mais aussi les dirigeants syndicaux, dont certains n'hésitent pas à saisir la direction « pour faire respecter la loi qui veut qu'aucune réunion politique ne se tienne dans le bureau ».

Les travailleurs ne sont pas nombreux à venir, mais beaucoup regardent,

observent, viennent à proximité sans s'approcher trop près ; ce qu'ils veulent voir, c'est tout simplement si le comité pour l'unité, si les militants de l'OCI vont jusqu'au bout, c'est-à-dire font ce qu'ils disent.

Faut-il le dire, au moment où l'appel de Saint-Etienne est signé, il y a une seule trotskyste présente sur Paris-XI ; aidée par sa cellule, elle est allée jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la réalisation, et peu importe l'ampleur à cette étape. Les postiers présents à la porte adoptent la déclaration suivante :

DECLARATION DE L'ASSEMBLEE DEMOCRATIQUE DES TRAVAILLEURS DES PTT DE PARIS-XI

« Depuis quatre mois, le 3^e gouvernement Giscard-Barre préside aux affaires du pays ; on peut s'interroger : où en sommes-nous ?

— la hausse du coût de la vie ne se ralentit pas et la baisse du pouvoir d'achat s'accroît ;

— l'amélioration des conditions de travail et de vie, plus particulièrement par l'obtention de la revendication de samedis libres à la distribution postale, ne progresse pas, comme la volonté de combat des postiers pouvait le permettre.

— le problème de l'accroissement des effectifs et les créations d'emplois, l'amélioration des mesures catégorielles, de l'avancement, du déroulement de carrières sont exclus du budget 1979, budget meurtrier contre les postiers ;

— les déclarations sur le démantèlement des Postes et télécommunications, la remise en cause des garanties du statut de la fonction publique, la privatisation sont de plus en plus à l'ordre du jour.

Qui est responsable ? Qui prendra les décisions ? Qui permettra au gouvernement Giscard-Barre et au ministre Segard d'appliquer une politique dirigée contre les travailleurs des PTT ? Sinon cette Assemblée nationale et sa « majorité » giscard-chiracienne pourtant battue le 12 mars et miraculée le 19 mars grâce à la division et à une loi électorale frauduleuse.

Alors, est-il possible de ne pas combattre pour que l'unité se réalise contre cette Assemblée nationale qui s'arroge le droit de décider du sort des travailleurs ?

« Le 12 mars, les masses ont mis en minorité la coalition gouvernementale giscard-chiracienne, une majorité PCF-PS s'est dégagée. La loi de ce gouvernement n'est pas la loi de la majorité PCF-PS du 12 mars.

Faut-il tolérer plus longtemps la loi de la coalition giscard-chiracienne que nous avons mise en minorité ?

N'est-il pas temps de réaliser l'unité contre ses effets dévastateurs ? »

Voilà ce que disait l'appel des travailleurs de Saint-Etienne, que 100 postiers de notre bureau ont signé.

Convaincus que cet appel concernait tous les postiers, des signataires, à l'initiative de l'OCI, ont constitué un comité pour l'unité. Comité qui a donné connaissance de l'appel, qui a informé, réuni, organisé, et qui, convaincu que l'unité se construit de la base au sommet et du sommet à la base, s'est en même temps adressé aux cellules du PCF et à la section PS du bureau.

Ceux qui ont divisé les travailleurs lors des élections législatives, ceux qui divisent les postiers lorsque ceux-ci combattent pour leurs revendications, ont porté des accusations et calomnies sur ceux et celles qui ont pris l'initiative du combat pour l'unité. Les postiers réunis en Assemblée démocratique ont trop conscience de l'importance des organisations syndicales et de l'instrument qu'elles doivent être pour la défense des travailleurs pour vouloir se substituer à elles ou porter des accusations.

L'Assemblée démocratique constate que la réalisation de l'unité et l'organisation du combat concernent bien tous les travailleurs. C'est pourquoi le comité pour l'unité qui s'est constitué à Paris-XI a décidé la convocation de cette assemblée ouverte à tous sur la seule base du combat pour que l'unité se réalise.

Ayant appris que 1 580 travailleurs des PTT de Paris avaient signé l'appel de Saint-Etienne, l'assemblée des postiers de Paris-XI s'adresse à eux en leur disant ; au niveau de votre bureau, de votre centre de tri, de votre central téléphonique ou télégraphique, ou tout simplement au niveau de votre service, regroupez-vous, organisez-vous et combattez pour la réalisation de l'unité.

Poursuivant le combat mené pour l'unité ouvrière, la délégation permanente désignée après les Première et Deuxième Conférences nationales ouvrières et jeunes prépare une Troisième Conférence nationale ouvrière et jeune à l'automne ; l'Assemblée démocratique mandate le comité pour l'unité pour préparer cette conférence au niveau de Paris-XI, et s'adresse aux postiers des autres bureaux pour leur dire : comme nous, préparez la Conférence nationale ouvrière et jeune, préparez votre participation à cette conférence ; comme nous, organisez le combat pour que se réalise l'unité !

Les combats menés à La Ciotat, chez Renault, l'appel de 58 travailleurs de Dubigeon-Nantes, les milliers de travailleurs et de jeunes qui ont repris l'appel de Saint-Etienne en sont le gage :

Les travailleurs réaliseront l'unité !

Le combat pour l'unité triomphera ! »

VERS L'ASSEMBLEE DEMOCRATIQUE DU 28 SEPTEMBRE

En même temps que l'adoption de cette déclaration, élément indispensable pour développer le combat politique pour la préparation de la Conférence nationale ouvrière et jeune, se constitue une pré-cellule de l'OCI à Paris-XI.

Mais la détermination montrée par l'OCI sur un bureau n'est pas seulement un élément pour permettre la construction de l'OCI sur ce bureau, c'est aussi un élément qui doit servir à toutes les structures de l'OCI. Les différents organismes de l'organisation doivent être des centres de combat politique : cela doit signifier dans le cas présent qu'après avoir été capables d'aider l'élaboration de la cellule de Paris-XI, ils doivent reprendre ce qui a été fait pour amener les autres cellules à prendre des initiatives du même type.

La cellule de Paris-XIV répond, puis d'autres, c'est-à-dire que dans le cours des mois de juillet, août et septembre, vingt-trois comités pour l'unité se constituent dans différents bureaux ou centres parisiens. La constitution de ces comités est cadrée par la perspective ouverte à Paris-XI : « préparer la Troisième Conférence nationale ouvrière et jeune ».

Il convient d'examiner très exactement ce que sont ces comités pour l'unité, et comment on peut avancer.

Ces comités, qui procèdent totalement de l'OCI, sont des regroupements politiques qui posent la question de la réalisation de l'unité contre l'Assemblée nationale. Ils ne sont ni des comités de front unique intégrant, ne serait-ce qu'en partie, dirigeants, militants et travailleurs, ni des comités de lutte qui « pousseraient » à la grève sous quelque forme que ce soit ou à quelque moment que ce soit, jouant ainsi la « pression des masses sur les appareils ».

Regroupements de travailleurs, leur but est de proposer la méthode pour s'organiser, donc pour permettre à la classe ouvrière de vaincre, ce qui signifie qu'en même temps il faut que les comités pour l'unité puissent dans le cadre même du mouvement de la classe déboucher sur les masses, et passer du regroupement politique au comité de masse, c'est-à-dire à un comité d'action tel que Trotsky le définissait en 1935.

Il était nécessaire, avant la Conférence nationale ouvrière et jeune, mais comme élément de sa préparation, d'ouvrir la voie à une initiative qui, partant des comités pour l'unité, serait un pas en avant dans la voie du regroupement et de l'organisation des masses sur leur propre terrain. Constatant l'existence de vingt-trois comités pour l'unité, aux contours flous, mais traduisant tous une réalité militante, la direction de l'OCI des PTT propose la tenue d'une Assemblée démocratique des travailleurs des PTT

de Paris, avec l'objectif de 200 présents.

S'il est exact que dans le cadre de la préparation de cette assemblée l'ensemble des cellules trotskystes des PTT ont réussi à développer d'une façon naturelle les tâches de l'OCI : vente d'« Informations ouvrières », campagne financière, Journées d'études IV^e Internationale, vente de « La Vérité » et recrutement, et ont réussi sans tension à atteindre l'ensemble des objectifs fixés, la difficulté à saisir exactement ce qu'étaient les comités pour l'unité, et l'hésitation à faire de l'Assemblée démocratique elle-même un élément organisé du combat des masses contre la politique des appareils ont limité la participation des postiers (150 présents) et ouvert pendant quelques jours un flottement sur ce qu'il convenait de faire immédiatement.

Pourtant, l'appel voté indiquait clairement la voie.

DE QUEL DROIT ?

« 150 postiers parisiens, réunis en Assemblée démocratique à Paris le 28 septembre 1978, ont adopté à l'unanimité la résolution suivante :

L'Assemblée nationale va se réunir dans une semaine. Dans sa session est soumis le budget d'austérité dans lequel le budget des PTT signifie :

- remise en cause du statut de la fonction publique ;
- des milliers de suppressions de postes.

C'est un budget meurtrier contre les postiers. C'est une attaque contre tous leurs droits, contre tous leurs acquis.

L'Assemblée démocratique juge intolérable de tels faits et estime parfaitement justifié de poser la question : de quel droit cette Assemblée nationale battue, désavouée, s'arrogerait-elle le droit d'aggraver les conditions de travail et de vie des postiers ?

DE QUEL DROIT ?

Cinq élections partielles, jointes au 12 mars, donnent six fois le verdict populaire : cette majorité est déçue dans le pays. Et pourtant elle siège.

DE QUEL DROIT ?

Le verdict est tombé, les masses ont dit : c'en est assez de cette Assemblée nationale !

DE QUEL DROIT ?

Alors qu'aujourd'hui la majorité PS-PCF dans le pays est devenue écrasante. Les postiers, avec les travailleurs de Nancy, ceux du XIV^e, tous sont d'accord sur un point : assez de division ! Ce régime n'a que trop duré ! Nous voulons l'unité du PS et du PCF pour manifester contre l'Assemblée nationale !

Les travailleurs des PTT réunis en Assemblée démocratique décident :

- de s'engager à combattre pour la manifestation de tous les postiers contre et devant l'Assemblée nationale au moment où y sera discuté le budget PTT ;
- proposent que soit engagé le combat uni des postiers contre le budget des PTT ;
- décident de combattre pour que soit décidée, dans l'unité des postiers et de leurs organisations, la manifestation unanime de tous les postiers contre l'Assemblée nationale qui, avec la fausse majorité, veut imposer des mesures contraires aux intérêts des postiers et des travailleurs ;
- décident de poursuivre le combat déjà engagé dans notre corporation et dans le pays pour réaliser l'unité du PS et du PCF, de toutes les organisations ouvrières pour la manifestation contre et devant l'Assemblée nationale ;
- décident de combattre avec les métallurgistes, les sidérurgistes, avec tous les ouvriers et les jeunes. C'est pourquoi l'Assemblée démocratique enverra le 30 septembre 1978 une délégation à la Conférence régionale parisienne des délégués des comités pour l'unité afin de préparer, pour amplifier le combat unitaire, la Conférence nationale des délégués des comités pour l'unité pour forger l'unité de tous et de toutes, à tous les niveaux, de la base au sommet, du sommet à la base, pour la satisfaction des revendications, pour que soit réalisée l'unité PS-PCF, pour la manifestation contre cette Assemblée nationale.

Les 150 postiers présents ont élu à l'unanimité une représentation permanente de dix membres qui impulsera et centralisera toutes les initiatives prises en fonction de la résolution et participera à la Conférence nationale ouvrière et jeune des 11 et 12 novembre à Clichy. »

CONTRE LES GREVES TOURNANTES, CONTRE LA POLITIQUE TRAITRE DES APPAREILS

Les hésitations politiques qui ont précédé l'Assemblée démocratique des postiers parisiens avaient leurs racines dans une sous-estimation de la période politique, et plus particulièrement de la situation dans les PTT ; ce sont en fait les travailleurs eux-mêmes, le développement de la lutte des classes, qui ont très rapidement permis un redressement politique.

La multiplicité des grèves locales dans les PTT fut, quel que soit le jeu des appareils à leur égard, un élément important qu'il convient d'examiner encore une fois dans le cadre du développement de la situation politique.

Pour être précis, voyons ce qu'a expliqué un militant du PCF, travailleur à Paris-Brune, à la Conférence nationale ouvrière et jeune :

« ... Je suis au comité pour l'unité de Paris-Brune et délégué de ce comité. Je vais vous dire pourquoi.

Dans les réunions de cellule du PCF, on nous dit : « *En mars, on a perdu, c'est de la faute des socialistes. Maintenant, il faut lutter et être présents dans les grèves.* » Mais moi, je suis à Brune, et que s'est-il passé ? L'administration a tenté de mettre en place des suppressions de postes au transbordement. Tout de suite, les gars sont allés trouver les syndicats. Ils ont dit : « *Il faut la grève contre les suppressions, on n'accepte pas.* » Les dirigeants ont dit : « *Il y a grève de 24 heures mercredi.* » Les gars ont répondu : « *On est lundi, si on attend mercredi, les suppressions seront appliquées ; c'est tout de suite qu'il faut la grève.* »

Les dirigeants ont dit : « *Non, c'est mercredi.* » Alors, les gars se sont mis en grève sans attendre, et il y a eu la grève totale. Trois jours plus tard, les dirigeants ont appelé les travailleurs à reprendre. Ils ont cassé la grève... »

Les dirigeants cassent les grèves lorsque les travailleurs refusent d'accepter et veulent arracher satisfaction, et, en même temps, ils appellent aux grèves tournantes. La CGT et la CFDT appellent par branches administratives les travailleurs des PTT à se

mettre en grève par roulement du 23 au 28 octobre, FO pense manœuvrer contre les grèves tournantes en appelant à la grève le 25, en plein milieu des grèves tournantes !

Quelques jours après cette semaine d'action, le budget des PTT doit passer devant l'Assemblée nationale.

Le comité pour l'unité de Paris-Brune propose à la signature un texte repris par 27 travailleurs. La délégation permanente issue de l'Assemblée démocratique du 28 septembre organise la reprise de l'appel par les comités pour l'unité, dans la région parisienne comme en province.

L'APPEL DES 27 TRAVAILLEURS DE PARIS-BRUNE

« Il y a eu grève à Paris-Brune. Il y a des grèves dans de nombreux endroits. Il y a des grèves par branche sur une semaine, du 23 au 27 octobre. Il y a une grève générale de 24 heures le 25 octobre 1978.

Nous disons :

- le manque d'effectifs, c'est le budget ;
- la dégradation accélérée des conditions de vie et de travail, c'est le budget : Giscard-Barre-Ségard, leur politique, leurs mesures, nous n'en voulons plus !

Nous n'acceptons pas qu'une Assemblée nationale battue, désavouée, rejetée par tout le pays, s'arroge le droit de décider, en votant le budget, d'aggraver les conditions de travail de 430 000 travailleurs des PTT.

De quel droit ?

Alors que les masses laborieuses ont chassé, du Gers au Pas-de-Calais, de Nancy au XIV^e arrondissement, les candidats de Giscard-Chirac.

Alors que nous avons, avec des millions de travailleurs, donné la majorité au PS et au PCF.

Une chose est claire, pour nous postiers qui avons fait grève à Brune : il faut que tous les postiers, à l'appel des organisations, aillent là où cela se décide.

Une chose est claire : tous les postiers veulent aller, tous ensemble, manifester à l'Assemblée nationale contre les mesures prévues contre nous par Ségard.

Nous, 27 postiers de Brune, avons signé l'appel du comité pour l'unité de Paris-Brune :

« A Paris-Brune, l'administration applique les nouveaux tableaux, c'est la mise en place de la restructuration, la suppression des postes, la remise en cause des acquis.

C'est la mise en place du budget de guerre contre les postiers que s'apprête à voter cette Assemblée nationale truquée.

Nous n'acceptons pas. Assez de division !

En conséquence, nous faisons nôtre la déclaration de l'Assemblée démocratique des 150 postiers de la région parisienne.

Nous décidons :

— de nous engager à combattre pour la manifestation de tous les postiers contre et devant l'Assemblée nationale au moment où y sera discuté le budget des PTT ;

— nous proposons de combattre pour que soit décidée dans l'unité des postiers la manifestation contre l'Assemblée nationale qui, avec la fausse « majorité », veut imposer des mesures contraires aux intérêts des postiers et des travailleurs ;

— nous décidons de combattre avec tous les travailleurs pour préparer, pour amplifier le combat unitaire, pour la Conférence nationale des délégués des comités pour l'unité. »

Nous nous sommes organisés dans le comité pour l'unité.

Nous appelons les postiers de toutes catégories à organiser avec nous le combat pour l'unité des travailleurs des PTT et des organisations pour :

La manifestation centrale, tous ensemble, contre l'Assemblée nationale.

Dirigeants des syndicats à tous les niveaux :

C'est maintenant, c'est tout de suite, que vous devez prendre la décision d'appeler à la grève totale et générale !

C'est maintenant, c'est tout de suite, que vous devez prendre la décision d'appeler à la manifestation centrale de tous les postiers contre l'Assemblée nationale. »

En une semaine, l'appel se couvre de signatures, il est repris dans certaines villes de province : plus de 5 000 postiers ont signé, les comités pour l'unité se sont battus partout pour faire signer ; en même temps, ils se sont renforcés, de nouveaux se sont créés. La préparation de la Conférence nationale ouvrière et jeune prend tout son sens ; ce n'est pas quelque chose de formel, une réunion où on s'informe, où on se reconforte, mais un objectif réel, un regroupement centralisé où les postiers apporteront leur acquis, les leçons de leur propre combat.

En même temps, de la même façon qu'en juillet il fallait au niveau de Paris-XI aller jusqu'à la réalisation de ce qu'on proposait, quels que soient les obstacles, c'était une nécessité qu'avec les signataires de l'appel de Brune une délégation se rende à la CGT, à la CFDT et à FO. Après une semaine, les 3 000 signatures sont atteintes dans la région parisienne, la délégation permanente des postiers convoque les comités pour l'unité. A la réunion, trois délégations sont désignées qui se rendent auprès des dirigeants et reviennent faire le compte rendu.

« Vous n'êtes que 3 000, et il y a 430 000 postiers », répond G. Frischmann, secrétaire de la CGT, à la délégation ; une réponse « astucieuse » qui ne trompe personne, pas même

lui ; et le journal « L'Express » ne s'y trompe pas en écrivant le 21 octobre 1978 : « Bien sûr, A. Bergeron n'est pas directement l'instigateur du conflit des PTT. C'est son syndicat des postes qui a décidé. Un syndicat offensif de tendance trotskyste lambertiste, qui avait joué un rôle de premier plan dans la grève de six semaines de l'automne 1975. »

Mais, comme le faisait remarquer l'éditorialiste d'« Informations ouvrières » n° 872 : « Précisons que, d'une part, la grève générale des PTT s'est déroulée à l'automne 1974 et non en 1975, et que les dirigeants FO du « syndicat des postes » ont certainement été fort étonnés d'apprendre leur appartenance à l'OCI. Michel Jacques est malgré tout un journaliste très informé. Il sait ce qu'il recherche... »

Dans une telle situation, aussi loin que l'intervention des comités pour l'unité aille, l'OCI doit s'exprimer, elle n'a non seulement pas à cacher que les comités procèdent de son activité, mais elle se doit de s'exprimer totalement. La semaine des « grèves tournantes », un « Informations ouvrières » ronéotypé sort dans tous les services des PTT où les trotskystes militent. Ce supplément « Informations ouvrières » reprend l'éditorial d'« Informations ouvrières » hebdomadaire et le compte rendu des délégations aux fédérations syndicales, précédé du chapeau suivant :

« En une semaine, 3 000 postiers de la région parisienne et 2 000 de province ont contresigné l'appel de 27 travailleurs de Paris-Brune qui ont engagé la bataille pour que les dirigeants cessent les divisions, cessent les grèves tournantes et par secteur, les journées d'action, pour qu'ils appellent dans l'unité à la manifestation de tous les postiers contre l'Assemblée nationale où la fausse majorité s'apprête à

voter un budget incluant de nouvelles et graves attaques contre les conditions de vie et de travail de plus de 400 000 postiers.

En une semaine, les cellules de postiers de l'OCI, les comités pour l'unité se sont massivement mobilisés pour la signature de cet appel.

En une semaine, 5 000 postiers disent ce que pense et veut l'immense masse des travailleurs de cette corporation. En leur nom, des délégués des signataires se sont réunis lundi 23 octobre et ont désigné trois délégations de trois camarades qui se sont rendues respectivement aux sièges des fédérations PTT de la CGT, de la CGT-FO et de la CFDT.

Le compte rendu public de ces délégations a été fait immédiatement. Décision prise : diffusion de ce compte rendu. Réunion toute la semaine des comités pour l'unité, élection et désignation de nouveaux délégués à la Conférence nationale ouvrière et jeune, comme cela a déjà été fait au cours de la semaine dernière, par exemple à Paris Central, à Paris-XI, sur la région parisienne, dans plusieurs villes de province. »

UNE DISCUSSION DANS L'OCI

La sortie de ce supplément « Informations ouvrières » a suscité une discussion qui doit être rapportée, parce qu'une fois de plus c'est la place de l'OCI et de sa construction qui est en jeu.

Un camarade proposait de mettre en première page le compte rendu des délégations des comités pour l'unité, et non pas l'éditorial sur les problèmes

internationaux et la reconstruction de la IV^e Internationale. Cette proposition tournait le dos en fait à notre orientation, l'OCI se réduisant à un rôle secondaire, masquant son rôle d'initiateur des combats menés, et glissant sa politique après coup ; une telle conception serait exactement à l'opposé de la perspective des 10 000 trotskystes.

Cette même ligne politique a débouché sur l'engagement d'une cellule sur un combat particulier concernant la maintenance de Paris-Central où le tract sorti dit :

« Les personnels des maintenances ont donc décidé d'œuvrer pour réparer cette injustice qui les frappe en luttant pour l'obtention de cette prime.

Pour mener cette bataille, pour coordonner leur lutte, ils décident de se constituer en comité de liaison des maintenances pour la prime de technicité. Ils demandent à toutes les fédérations syndicales, dans l'unité, de les appuyer et les soutenir dans toutes leurs démarches et les actions qu'ils pourraient être amenés à engager.

Pour commencer, ils décident d'organiser une délégation au ministère pour porter la pétition contresignée par toutes les maintenances et demandent à toutes les fédérations syndicales de les accompagner.

Un compte rendu de cette démarche sera effectué dans toutes les maintenances, et des décisions seront prises éventuellement pour assurer le succès de notre revendication. »

Il ne s'agit plus d'un comité pour l'unité, regroupement politique, mais d'un comité de lutte, comité de pression sur l'appareil. En effet, se plaçant intégralement sur le terrain de la revendication, le communiqué entretient l'illusion parmi les travailleurs que les revendications peuvent être

obtenues à partir « d'une pression suffisante ». La dimension politique disparaît, la politique traître des appareils disparaît aussi. Par là même, réintroduire l'OCI devient artificiel, et la construction de l'avant-garde se fait, si elle se fait, sur une autre politique.

BATAILLE DANS LA CGT

Ce n'est pas sur cette base que la Conférence nationale ouvrière et jeune a été préparée, mais sur la ligne concrétisée par l'appel de Brune. 30 comités pour l'unité des PTT de la région parisienne sont représentés à

Paris les 11 et 12 novembre. Le contenu de la conférence devient lui-même un élément pour avancer.

L'importance du combat politique dans la CGT contre la fraction du PCF et sa politique, donnée à la Conférence nationale ouvrière et jeune, a son prolongement immédiat. La section CGT du centre d'Archives TRN sort le texte suivant :

« La section CGT d'Archives TRN s'élève contre le refus, signifié par les responsables fédéraux, aux camarades Leblanc et Eraso, délégués de la section, de participer aux travaux du congrès départemental.

Il y va de l'indépendance du syndicat. En effet, qui donc a décidé que Fages et Verdon représentaient la section ? Ces camarades ont prétendu que les mandats étaient parvenus trop tard pour qu'un vote puisse avoir lieu. Or, le camarade Fabre, responsable de la région parisienne des Télécoms, nous a dit qu'il y avait un mois que Fages et Verdon avaient communiqué leurs noms comme délégués.

La section d'Archives réunie le mardi 14 novembre a mis en minorité ces deux camarades et décidé que ce soit Leblanc et Eraso qui soient les délégués.

Que veut-on empêcher ? Que s'exprime la position des syndiqués CGT d'Archives, dont la motion dit notamment :

« Non aux grèves tournantes et journées d'action qui signifient dislocation et inefficacité.

Oui à la grève pour la manifestation de tous les postiers avec leurs organisations devant l'Assemblée nationale contre le budget. »

Le congrès départemental est entaché d'irrégularité. Il y va de la vie de notre organisation. Défendre la CGT, c'est défendre la démocratie dans la CGT.

La section d'Archives TRN et ses délégués Leblanc et Eraso s'adressent à tous les congressistes, à toutes les sections CGT des PTT :

Assez de manœuvres et de magouilles ! Respect de la démocratie syndicale pour une libre discussion de l'orientation de notre organisation pour développer le combat contre le gouvernement Giscard-Barre-Ségard et leurs mesures.

La section décide de communiquer la présente résolution au congrès départemental, à toutes les sections CGT-PTT, à *La Vie ouvrière* et au *Peuple*. »

Leblanc, Eraso, Donnadiou, Clovis, Nela, Elodon, Emica, Bercquier, Lailheugue, Pintrand, Ronsier, Dolomingo, Fonrose G., Marie, Jaunay, Daumin, Bourg, Fonrose D., Zamia, Delimard, Henry, Chassagne, Cadass D.

Quatorze syndiqués de la CGT vont diffuser le tract aux congressistes. Le bureau fédéral descend dans la section d'Archives TRN, où il est mis en minorité.

Dans le cas présent, le comité pour l'unité s'est constitué dans la CGT sur le terrain du refus des grèves tournantes et du refus de voir les dirigeants s'arroger le droit de décider.

En même temps, comme prolongement de la Conférence nationale ouvrière et jeune, et comme premier élément de préparation à la conférence

des postiers, les préposés-conducteurs du bureau central de Paris-VIII se réunissent et font une déclaration du comité pour l'unité qui en même temps se constitue. Cette déclaration, faite au moment où l'administration veut aggraver leurs horaires, se termine ainsi : « Prenons en main notre propre combat pour la réalisation de l'unité. Décidons de prendre contact avec les autres préposés-conducteurs des autres centraux pour rassembler la volonté unitaire de tous les conducteurs et lui donner le moyen de s'exprimer en s'organisant. »

Il s'agit, non pas de donner l'illusion que la revendication va être satisfaite à partir de ce que nous proposons, mais, en épousant le mouvement de la classe, de lui donner les moyens de s'organiser, c'est-à-dire les moyens de vaincre sur le terrain même de la classe ouvrière.

Ce mouvement du regroupement politique au comité de masse, c'est

celui qui permet de combattre pour la Conférence nationale des postiers, pour le rassemblement de milliers de travailleurs pour combattre pour la manifestation devant et contre l'Assemblée nationale.

Reprenant les éléments concrets qui existent, l'appel pour une Conférence nationale des travailleurs des PTT se situe dans ce mouvement.

APPEL POUR UNE CONFERENCE NATIONALE DES TRAVAILLEURS DES PTT

« Budgets réactionnaires, décélération des salaires, attaques contre les conditions de vie et de travail... *Il n'est pas possible que cela dure !*

La délégation des comités pour l'unité des PTT de la région parisienne, réunie le 28 novembre 1978, fait sienne la déclaration de la Troisième Conférence nationale ouvrière et jeune qui s'est tenue à Clichy les 11 et 12 novembre 1978, qui décide d'élargir et d'amplifier la mobilisation unitaire en vue d'appeler par dizaines et dizaines de milliers, dans tout le pays, travailleurs, militants et jeunes à se joindre à son initiative pour que les dirigeants appellent dans l'unité la manifestation centrale à Paris devant et contre l'Assemblée nationale.

Trente-cinq préposés-conducteurs de Paris-VIII, réunis en comité pour l'unité, ont diffusé une déclaration qui dit notamment :

« Ce gouvernement de battus, cette administration capitaliste désavouée — les dernières élections et les partielles ont montré que le gouvernement Ségard est minoritaire — veulent imposer une aggravation des conditions de travail en nous obligeant à faire le double travail de tri et de relevage...

Mais une question se pose : par quels moyens ce gouvernement, cette administration peuvent-ils imposer leurs mauvais coups contre les conducteurs ?

Les dirigeants disent : « L'administration a reculé. »

Les dirigeants ne disent pas la vérité ; ils organisent les grèves tournantes, les journées d'action bidon, au lieu de répondre à la volonté de tous les postiers : unité contre Giscard-Barre-Ségard et leur Assemblée minoritaire. Ils font semaine d'action sur semaine d'action...

C'est cette politique qui permet à l'administration des PTT d'attaquer les conducteurs, qui permet le budget de démantèlement, qui permet l'austérité. »

Les préposés-conducteurs de Paris-VIII ont raison, les travailleurs des PTT ont raison de refuser les grèves tournantes.

En décidant de prendre contact avec les autres préposés-conducteurs des autres bureaux pour rassembler la volonté unitaire de tous et lui donner le moyen de s'exprimer, en convoquant une assemblée de préposés-conducteurs, en désignant leurs délégués, ils répondent totalement à l'appel de la Conférence nationale ouvrière et jeune, ils préparent le rassemblement national des travailleurs, militants et jeunes pour que, dans l'unité, soit réalisée la manifestation centrale et nationale à Paris devant et contre l'Assemblée nationale.

De même, la section CGT d'Archives TRN, qui a rendu publique sa position, a raison de refuser d'être représentée par ceux qui s'autodésignent pour accepter les

journées d'actions, les grèves tournantes, régionales, etc., alors que les syndiqués ont clairement exprimé leur volonté en votant une motion qui disait :

« Non aux grèves tournantes et journées d'action qui signifient « dislocation et inefficacité ».

Oui à la grève pour la manifestation de tous les postiers avec leurs organisations devant l'Assemblée nationale contre le budget. »

Les syndiqués d'Archives se sont groupés, se sont rendus au congrès parisien dont on voulait les exclure, ils ont diffusé leur position. Pour combattre, ils ont constitué leur comité pour l'unité, ils se sont regroupés et organisés.

Comme les 5 000 postiers qui ont répondu à l'appel de 27 travailleurs de Paris-Brune lancé fin octobre avant la première série de grèves tournantes, les syndiqués CGT d'Archives TRN expriment la volonté de milliers et de milliers de postiers.

Les dirigeants ont maintenu les grèves tournantes par branche, puis par région ; le budget Giscard-Barre a été voté.

Ségard, secrétaire d'Etat, a paraît-il annoncé qu'il préparait pour dans quelques semaines un plan de redressement de la poste.

Soyons clairs, ce plan de redressement ne peut que se conformer au budget, c'est-à-dire que ce plan, en n'apportant ni effectifs supplémentaires, ni améliorations revendicatives, s'appuie très directement sur la fausse majorité giscardochiraquienne de cette Assemblée nationale sur laquelle Ségard puise son pouvoir et justifie ses décisions contre les travailleurs des PTT.

Alors la voie n'est-elle pas celle indiquée par les syndiqués d'Archives TRN et les préposés-conducteurs de Paris-VIII ?

La voie n'est-elle pas celle d'organiser avec les comités pour l'unité le rassemblement national des travailleurs, militants et jeunes pour que, dans l'unité, soit réalisée la manifestation centrale et nationale à Paris devant et contre l'Assemblée nationale ?

La délégation permanente des comités pour l'unité des PTT de la région parisienne, convaincue que c'est là la voie, décide de convoquer une Conférence nationale des travailleurs des PTT, dimanche 21 janvier 1979, à Paris.

Cette conférence nationale sera un élément de préparation au rassemblement national des travailleurs et jeunes en ouvrant elle-même la voie pour la manifestation de tous les postiers avec leurs organisations devant et contre l'Assemblée nationale.

La délégation parisienne des comités pour l'unité s'adresse aux délégués des PTT des villes de province présents à la Conférence nationale ouvrière et jeune et à tous les postiers convaincus qu'il faut combattre sur les positions exprimées par les préposés-conducteurs de Paris-VIII et les travailleurs d'Archives TRN et leur dit :

Approuvez l'appel à la Conférence nationale des travailleurs des PTT.

Préparez cette conférence en organisant dans vos centres, vos bureaux, votre localité ou votre département une Assemblée démocratique des postiers.

La Conférence nationale des PTT regroupera les représentants des comités pour l'unité et des assemblées de service, et, en les organisant, leur permettra de continuer le combat qui exprime la volonté de dizaines de milliers de travailleurs des PTT.

Conscients de la nécessité d'organiser encore plus nombreux travailleurs et jeunes dans les comités pour l'unité, je signe et je m'engage dans le combat unitaire décidé par la Troisième Conférence nationale ouvrière et jeune, je signe et je m'engage à organiser avec les comités pour l'unité le rassemblement national des travailleurs, militants et jeunes et la Conférence nationale des postiers pour que, dans l'unité, soit réalisée la manifestation centrale et nationale à Paris devant et contre l'Assemblée nationale. »

L'OCI : POINT DE DEPART ET D'ARRIVEE

Il serait totalement erroné de vouloir différencier l'activité de la fraction parisienne des PTT de l'activité générale de l'OCI. Les objectifs et les tâches fixés pour les militants par les cellules l'ont été en fonction des objectifs généraux fixés par le comité central de début septembre. Mais ces objectifs généraux ont été atteints sur une ligne politique générale développée de façon particulière sur un secteur homogène de la classe ouvrière.

L'OCI, avant-garde organisée, a exprimé la volonté de dizaines de milliers de postiers eux-mêmes exprimant la volonté de millions de travailleurs. C'est parce que ce bilan positif a été tiré que les objectifs ont été atteints, que les cellules se sont homogénéisées sur une ligne de combat, en se déployant.

Certes, les problèmes politiques ont surgi à chaque moment, certains ont été évoqués plus haut ; les hésitations dans la préparation de l'Assemblée démocratique, la difficulté à ouvrir clairement une perspective dans cette assemblée, comme à reprendre après la conférence nationale les signatures sur l'appel, sont de même nature. Le poids des appareils reste quelque chose qui, à chaque pas, obère nos initiatives, il est incontestablement lié à la sous-estimation permanente de la situation. Mais ces difficultés ont été surmontées dans le cadre de l'intervention elle-même. Il est clair que l'ensemble de ces problèmes seront

réellement réglés lorsqu'il aura été possible de régler positivement le recrutement.

Le nombre de stagiaires « intégrés » dans les pré-cellules a été certes important, mais l'hésitation à les intégrer définitivement, l'hésitation à le leur demander et à les convaincre ne font que traduire ce qui vient d'être rappelé : les trotskystes ne sont pas tous convaincus des possibilités et de la nécessité immédiate de construire une avant-garde se dirigeant vers les masses.

Pour les mêmes raisons, les cellules qui ont intégré les stagiaires n'ont pas su adapter un plan de formation théorique pour des camarades qui venaient pour se battre sur la base de notre politique.

La perspective des 10 000 répond à ces questions ; un responsable de rayon des PTT, examinant comment, dans la période qui vient, il pouvait disposer ses forces politiques, concluait : « Il faut disposer l'OCI autrement. »

Il a raison, il faut, intégrant totalement l'acquis positif de ces derniers mois, utilisant comme tremplin les comités pour l'unité existant, combattant pour la tenue d'Assemblées démocratiques et de la Conférence nationale des postiers, tourner résolument l'OCI vers les masses, et considérer les « 10 000 militants à l'OCI » comme la réponse aux problèmes politiques qui se sont posés durant la dernière période.

**Roger Freyssinet,
30 décembre 1978.**

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre
des travailleurs eux-mêmes. »

travailleurs

militants

jeunes

Chaque semaine

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

INFORMATIONS OUVRIERES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris
C.C.P. 21 831-73 Paris — Tél. : 246.53.12.

Trois fois par semaine

La Lettre d'Informations ouvrières

*un outil de travail indispensable,
servi exclusivement sur abonnement*

30 numéros : 30 francs
Chèques à l'ordre de Gérard Iltis
87, rue du Faubourg-St-Denis, 75010 Paris



UN DES PILIERS DE L'« ORDRE » DE YALTA ET DE POTSDAM S'EFFONDRE

Iran : l'aube d'une révolution

par Salimé ETESSAM

Le vendredi 8 septembre 1978, une manifestation de milliers de personnes à Téhéran est réprimée violemment par l'armée du chah. Les canons et les mitrailleuses tirent toute la journée sur les manifestants. Le chah, de son hélicoptère, supervise le massacre. Le soir, il y a 4 000 morts sur la place Jaleh (baptisée place des martyrs depuis). Le bain de sang du « Vendredi noir » est la réponse du régime à l'explosion des masses contre la monarchie. Déjà, le 19 août, une autre atrocité avait été commise par le chah : le cinéma Rex d'Abadan a été incendié et 400 personnes y ont été brûlées vives. Dès le lendemain, le peuple dénonce ce crime comme étant l'œuvre de la Savak et du régime. A Abadan, 50 000 personnes manifestent dans la rue et crient : « Chah, nous te brûlerons. »

« A bas le chah ! A bas la monarchie ! »

Pour se dédouaner, le chah destitue le Premier ministre, et le nouveau Premier ministre, Charif Emami, est chargé de mettre en place une politique d'« ouverture ». Mais du lundi 4 au jeudi 7 septembre, se déroulent à Téhéran des manifestations de millions de personnes. Un début de fra-

ternisation avec les soldats s'opère. Les cris de « A bas le chah ! A bas la monarchie ! » sont scandés tous les jours, dans toutes les villes, par des millions de personnes.

Plus de 300 officiers et chefs de l'armée, effrayés par les appels de fraternisation que lancent les masses aux soldats en les couvrant de glaïeuls, écrivent une adresse au chah, lui demandant de mettre un terme aux manifestations.

Téhéran, le 5 novembre 1978. Les masses jettent à terre la statue du chah (Photo Ledru-Sygma).

Zahedi, ambassadeur d'Iran aux USA et agent de liaison avec la CIA, arrive à Téhéran le 5 septembre, porteur d'un message de Carter : un coup de force est nécessaire pour en finir. La politique d'« ouverture » de Charif Emami se transforme en un massacre sanglant. La loi martiale est proclamée dans douze villes dont Téhéran.

Mais le coup de force du « Vendredi noir » n'aboutit pas au résultat escompté par l'impérialisme et par la monarchie : les masses ne sont pas écrasées.

LE PROLETARIAT RENTRE EN SCENE

Dès le 24 septembre, le mouvement rebondit et, cette fois, la classe ouvrière surgit sur la scène politique avec ses propres méthodes (grèves-occupations). De l'explosion populaire des mois précédents se dégage le mouvement propre du prolétariat industriel. Il devient la force qui impulse la lutte. Le mouvement de masse du secteur le plus concentré du prolétariat, celui des travailleurs du pétrole, démarre. Le 24 septembre, des milliers de travailleurs du pétrole se mettent en grève, ils exigent : une augmentation de salaire de 50 % et l'amélioration de leurs conditions de travail.

La grève s'étend rapidement à d'autres secteurs. Dix jours plus tard, le 5 octobre, le secteur bancaire, la télécommunication, les travailleurs de l'électricité, le personnel hospitalier, le personnel de la télévision, les fonctionnaires sont en grève. Ils revendiquent des augmentations de salaire.

Le 6 octobre, le gouvernement Charif Emami propose une augmentation de salaire de 50 % aux fonctionnaires. Le 10 octobre, la grève s'étend à d'autres secteurs : les 30 000 travailleurs de la sidérurgie d'Ispahan se mettent en grève. L'usine est cernée par l'armée. Les travailleurs des mines, des industries de montage, des sociétés d'agro-industries, des petites industries de consommation, se mettent également en grève. D'importantes revendications sont arrachées.

Le 31 octobre, c'est à nouveau la grève de l'industrie pétrolière qui devient une grève générale, entraînant la fermeture des puits, de la raffinerie, des complexes pétro-chimiques et des usines de gaz. Les travailleurs rompent la négociation avec la NIOC (compagnie nationale du pétrole iranien). Ils présentent des revendications politiques : la levée de la loi martiale, la libération de tous les prisonniers politiques, l'interdiction à la Savak et à la police d'intervenir dans l'usine, la satisfaction de toutes les revendications.

La grève s'étend à d'autres secteurs. Partout, les revendications sont devenues ouvertement politiques. La constitution d'un syndicat indépendant est exigée et les travailleurs détruisent en même temps les « syndicats » policiers créés par la Savak. Même les « membres » de ces « syndicats » n'avaient pas le droit de participer aux assemblées générales. Leur action porte un démenti à la politique du parti stalinien Tudeh qui appelait les travailleurs à rentrer dans les syndicats « policiers » pour les transformer. En même temps que l'exigence du syndicat indépendant est avancée, les travailleurs dans leur mouvement créent des organes démocratiques pour contrôler leur mouvement : les comités de grève sont élus, émanation de la volonté des travailleurs.

Le formidable mouvement de la classe ouvrière impulse le combat de toutes les couches de la société. Les universités et les lycées sont en ébullition dans tout le pays. Le régime, par peur, avait retardé de quinze jours la rentrée scolaire et universitaire, et des meetings se succédaient dans les facultés dès la rentrée. Des milliers de personnes y participaient, y compris pour écouter les prisonniers politiques récemment libérés. Les enseignants ont commencé à s'organiser et fondent leur syndicat, ils rédigent une plate-forme revendicative combinant leurs revendications spécifiques et celles concernant les libertés démocratiques.

L'action engagée par les travailleurs de la presse et les journalistes oblige le gouvernement à signer une charte garantissant la liberté de la presse et l'abolition de la censure.

La lutte des minorités nationales, en particulier kurde, s'amplifie, les villages kurdes sont en ébullition. La presse rapporte le 31 octobre :

« Depuis une semaine, chaque jour accentue le climat d'anarchie dans cet

immense pays où, si l'on exclut les cinq grandes villes, Téhéran, Tabriz, Ispahan, Chiraz et Abadan, l'autorité de l'Etat ne semble plus s'exercer et celle de l'armée est battue en brèche. »

impasse politique du régime

C'est pour faire face à cette situation qu'un deuxième coup de force est organisé le 6 novembre. Le gouvernement militaire du général Azhari est mis en place. Mais le développement de la situation depuis novembre prouve très vite que le gouvernement Azhari n'a pas réussi à remplir sa mission : briser le combat des masses, et surtout « casser » les grèves. La grève de résistance s'organise. Les travailleurs, contraints par les baïonnettes de retourner à l'usine, ne travaillent plus qu'à 50 %.

Le 25 novembre, à la raffinerie de pétrole de Chahr-Rey, près de Téhéran, la grève redémarre. Le 4 décembre, elle est à nouveau générale. Les revendications politiques sont maintenues, tandis que le mouvement vers le contrôle ouvrier prend de plus en plus d'ampleur. Les travailleurs de la banque centrale procèdent à l'ouverture des livres de compte et rendent publics les noms de cent quarante quatre personnes qui appartiennent toutes à la classe dirigeante et qui ont transféré 2,4 milliards de dollars à l'étranger en l'espace de deux mois.

La revendication de l'expulsion des experts étrangers (c'est-à-dire des 40 000 experts américains qui sont tous au service de l'armée) est une des exigences fondamentales des grévistes.

Des manifestations gigantesques s'organisent à Téhéran les 11-12 décembre, où trois millions de personnes défilent dans les rues aux cris de « A bas le chah ! » Le processus de la désagrégation de l'armée s'amplifie. A Machad, les soldats refusent de tirer sur les manifestants, à Hamadan ils

abattent les officiers ; dans plusieurs régiments, l'émeute éclate contre le régime et l'Etat-major.

Le gouvernement militaire ne contrôle plus le pays. Dans certaines villes, l'autorité locale est bafouée. Des milices se sont formées. Parfois même, l'organisation de ces milices va plus loin et constitue directement le jalon à des organisations de double pouvoir.

Partout, la même exigence unifie les masses laborieuses des villes et des campagnes : « A bas le chah ! A bas la monarchie ! »

Ce mouvement gigantesque et profond qui a lieu en Iran mobilise des millions d'opprimés et d'exploités contre la monarchie. C'est le profond mouvement de la révolution prolétarienne.

La presse bourgeoise et les gouvernements bourgeois tentent constamment de le présenter comme un mouvement de chefs religieux réactionnaires qui seraient contre la politique de modernisation que le chah aurait pratiquée (!). En fait, tout leur verbiage tente de camoufler la profondeur de ce mouvement, qui a certes utilisé les mosquées mais pour les transformer en lieux de meetings politiques, qui se saisit certes de l'occasion des processions et des rites religieux, mais pour les transformer en de formidables manifestations. Ni les revendications des travailleurs du pétrole, ni celles des autres travailleurs n'ont rien de religieux. Elles sont simples : la chute de la monarchie, les libertés démocratiques, un gouvernement qui satisfasse toutes leurs revendications.

WASHINGTON, MOSCOU ET PEKIN AU SECOURS DU CHAH

Sous les coups portés par les masses, le processus de la décomposition politique de la monarchie s'approfondit, processus désormais classique dans les pays économiquement dominés par l'impérialisme, les structures économiques et sociales bouleversées se décomposent. La dictature du chah perd toute base dans le pays. Désormais, en Iran, la domination de la monarchie s'appuie exclusivement sur l'appareil répressif, l'armée, sur son lien direct avec l'impérialisme et l'appui politique que lui apportent les bureaucraties de l'URSS et de la Chine. La monarchie gouverne grâce à son armée suréquipée par l'impérialisme américain. Depuis 1973, l'Iran a acheté dix-huit milliards d'armes américaines, et les dépenses militaires représentent en moyenne 30 % du budget (proportionnellement le plus lourd budget militaire du monde).

L'armée compte 420 000 hommes, elle est constituée pour les deux tiers de professionnels qui ont joui pendant des années d'énormes privilèges et qui constituent le corps armé de l'Etat. L'apport militaire de l'impérialisme est indispensable au maintien de la monarchie mais, dans le cadre de la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire, la monarchie bénéficie également du soutien politique total des bureaucraties contre-révolutionnaires du Kremlin et de la Chine.

Les bonnes relations entre la bureaucratie du Kremlin et le chah datent d'il y a longtemps, en fait du coup d'Etat de 1953. C'est en 1956 que le chah est allé à Moscou, et, en 1967, il a acheté à l'URSS des fournitures militaires. Ensuite d'importantes relations économiques se nouent : achat du gaz iranien par l'URSS à très bon marché, revendu ensuite plus cher.

Aujourd'hui, Moscou est l'un des défenseurs de la monarchie iranienne. Alors que des millions de personnes sont dans les rues de Téhéran le 11

décembre, l'ambassadeur soviétique aux USA s'empresse d'affirmer que le Kremlin préfère le chah au chaos... Cela se passe de commentaires.

Le soutien fracassant de la bureaucratie chinoise à la monarchie s'est reconfirmé avec la visite de Hua Kuo-Feng au chah le 29 août, quelques jours avant le bain de sang de septembre. Cette collaboration date de 1971, date à laquelle la Chine a ouvert une ambassade à Téhéran. Depuis, les déclarations de la bureaucratie chinoise cautionnent le « régime démocratique du chah », et la visite de ces « dirigeants démocratiques » à Pékin a marqué le renforcement du soutien politique de Pékin au chah.

Faute d'une base politique dans le pays, le régime du chah doit utiliser d'autant plus la répression. Le coup d'Etat de 1953 avait permis à l'impérialisme de remettre le chah sur un trône qui avait fortement vacillé. Pour s'y maintenir, il lui avait fallu tuer des milliers de militants, emprisonner et torturer des milliers d'autres.

En 1957, la Savak fut créée. La Savak contrôle l'armée, et l'armée tient le pays. Dès lors, retournée au pouvoir sur la base d'une répression féroce, la monarchie y reste grâce à son appareil militaro-policier.

La création du parti Rastakhiz en 1975, parti unique, et la création des syndicats policiers, ne donnèrent pas davantage de base à la monarchie mais renforcèrent son caractère militaro-policier.

Le régime est assis sur une pou-drière. En avril 1977, avant même que le mouvement populaire éclate, des bourgeois libéraux et des représentants du Front national, avaient envoyé des lettres au chah, où ils précisait :

« Le pays est en crise... La seule solution, c'est d'appliquer la Constitution de 1906. »

Pour éviter l'ouverture d'une crise révolutionnaire, sa transformation en révolution déferlant sur le pays, les bourgeois préconisaient le passage pacifique de la dictature à une forme de domination parlementaire. Mais c'était impossible. L'impérialisme et le régime du chah en étaient conscients,

cette transformation ne pouvait se réaliser « à froid ».

Nécessairement, les masses allaient s'engouffrer dans les brèches ouvertes et s'engager dans une action révolutionnaire, sur leur propre terrain et pour leur propre compte.

Dès septembre 1977, l'action des écrivains et des intellectuels contre la répression et la censure fusionne avec le mouvement massif des étudiants, qui engage la grève générale en décembre 1977.

En janvier 1978, les masses déferlent sur la scène de l'histoire en posant d'emblée comme première revendication : le départ du chah. Ce mouvement gigantesque, qui entraîne toutes les couches opprimées, charrie certes des illusions, mais sa force réside dans son contenu politique, c'est-à-dire son affrontement avec la monarchie.

LA REVOLUTION EST INELUCTABLE

Par l'action des masses, celle-ci se décompose, devient une peau de chagrin. Il s'agit là d'un nouvel effondrement de l'Etat bourgeois comme il s'en est produit en Chine, au Vietnam. Mais cette fois, les masses sont en pleine ébullition, le prolétariat s'engage comme tel et selon ses propres méthodes à l'avant-garde du combat. En outre, le mouvement révolutionnaire s'inscrit dans la nouvelle période de la révolution prolétarienne mondiale ouverte en 1968.

Pour faire face à la situation, différentes solutions ont été envisagées par l'impérialisme : une « démocratisation » de la monarchie, un coup d'Etat militaire, un gouvernement de front national soutenu par le parti Tudeh. L'ensemble de ces solutions continuent d'ailleurs à être envisagées, voire à se combiner. De son côté, l'ayatollah Khomeyni, de son exil de Paris, exige le départ du chah : l'attitude intransigeante qui est la sienne lui est dictée par le mouvement des masses. Il lui faut chevaucher ce mouvement pour tenter éventuellement de le contrôler. Mais le fait que les masses soient en mouvement à une si vaste échelle rend impossible toutes les savantes combinaisons échafaudées précédemment.

Une solution de monarchie « constitutionnelle » après les coups de force et les bains de sang (avec la bénédiction de la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire), n'est plus possible. Le Front national (qui regroupe trois partis se réclamant tous de Mossadegh, et dont les tentatives d'octobre pour un gouvernement d'union nationale dans le cadre de la monarchie ont échoué) propose maintenant la formule « référendum pour décider si le peuple veut ou non de la monarchie », afin de sauver la monarchie, c'est-à-dire la continuité. Mais cette « solution » reste lettre morte pour ces millions et millions d'hommes et de femmes qui crient « A bas le chah », qui refusent toute élection dans le cadre de la monarchie.

Le parti stalinien Tudeh a officiellement refusé pendant des années de remettre en cause la monarchie. Aujourd'hui, sa politique fondamentale n'a pas changé, mais il est formellement obligé de se prononcer contre la monarchie, de préparer une ligne de retraite, de tenter de permettre une transition politique qui ne disloque pas l'Etat et essentiellement l'armée. Aussi préconise-t-il un gouvernement d'union nationale avec le Front national, et éventuellement une Constituante octroyée.

Mais cette « solution » (de dernier recours, car solution de crise), n'a pas encore été choisie par l'impérialisme. (1). Le départ du chah désagrégerait et disloquerait complètement l'armée, car l'ébranlement de l'appareil d'Etat confondu aujourd'hui avec la monarchie, entraînerait à son tour la dislocation de l'appareil militaire.

Et pourtant, le maintien de la dictature prépare la catastrophe. C'est l'impasse.

Rien n'a pu éviter l'inéluctable déferlement des masses, et rien n'évitera à plus ou moins longue échéance le démantèlement de l'appareil d'Etat : la révolution est inéluctable. Les masses disloqueront l'appareil

(1) Depuis que cet article a été écrit, l'impérialisme a été obligé de se résigner au départ du chah, mais il ne peut lui-même mesurer les conséquences que cela va entraîner.

d'Etat et créeront les organes de double pouvoir. Cela ne veut pas dire que la victoire de la révolution s'ensuivra automatiquement. Comme toujours et partout, celle-ci dépend du facteur

subjectif de la construction du parti révolutionnaire, par l'avant-garde révolutionnaire intervenant dans la lutte des classes sur la base du « Programme de transition ».

Iran : un pays semi-colonial type de la période actuelle

Ce mouvement profond qui mobilise les masses depuis plus d'un an, provient de l'ensemble des contradictions concentrées en Iran et qui sont devenues explosives. Ces contradictions découlent du fait que l'Iran est un pays semi-colonial, qui n'a pas directement accès au marché mondial. Sous l'emprise de l'impérialisme, un certain développement économique a pu se réaliser (création de quelques secteurs industriels en fonction des besoins de l'impérialisme, comme le secteur du pétrole et ses dérivés). Mais l'industrialisation et la solution des tâches démocratiques (le règlement du problème de la terre, la création d'un véritable marché intérieur de consommation, la création d'un Etat national, l'indépendance nationale) ne sont pas réalisées. La politique du chah, complètement aux ordres de l'impérialisme, n'a fait que rendre encore plus explosives ces contradictions.

Ainsi en Iran, l'aspiration à l'indépendance nationale, c'est-à-dire le combat contre la domination impérialiste est un problème central.

La nationalisation des industries pétrolières en 1951 par Mossadegh (qui n'était d'ailleurs pas une expropriation) n'avait rien réglé. Après le coup d'Etat, un consortium international fut créé en 1953, dans lequel l'impérialisme américain s'est taillé la part du lion, et a remplacé l'Anglo-Iranien Oil Company. Ce fut en fait une redistribution des cartes au profit de l'impérialisme américain, dans laquelle les classes possédantes iraniennes n'augmentèrent que de

manière très limitée leur part de profit. Et à partir de 1953, l'emprise de l'impérialisme américain sur les richesses du pays et sur le marché intérieur n'a fait que s'accroître.

LA « REFORME AGRAIRE » DU CHAH ET LA QUESTION PAYSANNE

En 1963, sous la domination pompeuse de « Révolution blanche », le chah a entrepris une « réforme agraire ». En fait de réforme, il s'agissait tout simplement de déposséder encore plus les paysans. A la fin de la réforme agraire, un tiers des paysans, appelés les khochnéghines, sont sans terre. D'autres sont écrasés sous le poids des dettes et, en fin de compte, les gros propriétaires ont gardé les meilleures terres dont l'étendue n'a pas été mesurée. La politique du chah aggravait la situation. La politique des « pôles de regroupement » prive d'une part les fermes marginales (qui ne font pas partie des pôles) de tout soutien et toute aide, ce qui amène la ruine des paysans, et d'autre part, ces regroupements ne sont faits que pour les actionnaires qui ont plus de 20 hectares, or comme la moyenne des petites exploitations individuelles est de 2 hectares, il en résulte que le régime incite et force les paysans à céder leurs actions et à chercher un emploi salarié (1). Ces regroupements forcés ont ainsi expulsé la paysannerie, et l'exode

(1) Rapport de R. Dumont.

rural a été gigantesque dans les dernières années : des millions de paysans sont venus dans les villes, ne trouvant pas de travail, et se sont entassés dans les bidonvilles.

L'impérialisme tire un grand profit de la « réforme » : les agro-business, grandes exploitations agricoles le plus souvent associées à une industrie, se sont emparés des meilleures terres, le sol leur a été concédé presque gratuitement et l'expulsion des paysans s'en est suivie : ainsi, à Dez (le plus important agro-business), sur 38 000 familles expulsées, 68 seulement ont trouvé du travail sur place.

Expulsion des paysans, exode rural, aggravation de la misère dans les campagnes, ces phénomènes sont parallèles à la stagnation ou même au recul de juin 1965 des rendements dans les diverses cultures. Ces rendements sont inférieurs à la moyenne du Proche-Orient. La dépendance de l'Iran en matière alimentaire s'est aggravée et l'Iran est devenu un grand importateur de céréales et de produits alimentaires.

Le bilan de la « réforme agraire » du chah est un désastre. Le problème de la terre et des moyens techniques pour la cultiver, qui est lié au problème du rapport entre la ville et la campagne, est aujourd'hui essentiel pour la masse des paysans qui forment plus de 50 % de la population.

A QUOI ONT SERVI LES PETRO-DOLLARS

L'augmentation du prix du pétrole en 1973 n'a pas constitué non plus une bataille du chah contre l'impérialisme, mais a procédé d'une redistribution des cartes entre les impérialismes. Elle fut décidée avec le consentement des trusts américains qui augmentèrent leur profit. Les pétro-dollars n'ont nullement servi à la satisfaction des besoins des masses iraniennes. Leur recyclage s'est vite réalisé, en achat massif d'armements (30 % du budget), en entretien des techniciens et des cadres de l'armée, en achat d'actions sur le marché occidental (Krupp et d'autres entreprises), en

achat de centrales nucléaires, tout cela permettant la sortie des pétro-dollars, ainsi que d'autres dépenses, aide aux pays du tiers monde, emprunt au FMI, etc.

Bref, les pétro-dollars sont retournés à Wall Street.

Certes, l'impérialisme investit dans les secteurs dont il a besoin mais, entre les industries du pétrole, les industries pétrochimiques, les industries de montage et les petites industries de consommation, la chaîne n'est pas continue. Toutes les productions des industries intermédiaires sont importées (pièces détachées, etc.). Et donc l'industrialisation n'est pas réalisée. La domination de l'impérialisme s'est même accentuée, la structure de la balance commerciale dont le pétrole constitue la plus grande partie en témoigne, ainsi que le montant de la dette extérieure qui est en augmentation (le budget inclut cette année 8,7 milliards de dollars de dettes internes et externes).

Ainsi, la sous-alimentation dans les campagnes, le chômage massif, l'inflation galopante, le manque de logement, d'hygiène, d'éducation, sont le produit de la domination impérialiste. L'exigence d'indépendance nationale est à la base même du mouvement révolutionnaire en Iran.

LA QUESTION NATIONALE

A cette exigence s'ajoute celle des minorités opprimées. L'Iran est un pays multinational et la monarchie centralisatrice opprime sous sa botte les peuples kurde, turc, balouche.

Dans cette prison, les minorités nationales sont dépourvues de tous leurs droits, y compris celui de parler leur propre langue et de l'enseigner. Le problème est d'autant plus aigu que la majorité de la population de l'Iran est formée de minorités non perses.

Les frontières de ce pays sont taillées dans le corps des peuples ; elles séparent artificiellement les peuples ; les Kurdes sont dispersés dans cinq pays (Iran - Irak - Turquie - Syrie et

une minorité vivant en Union soviétique) ; les Azerbaïdjanais sont partagés entre l'Iran et l'URSS ; les Balouches entre l'Iran et le Pakistan. La bataille menée par ces peuples pour leur indépendance et leur unité a commencé dès le début du siècle, son point culminant ayant été la constitution en 1945 de deux républiques en Azerbaïdjan et au Kurdistan, qui ont été écrasées un an plus tard, notamment à cause de la politique traître de la bureaucratie du Kremlin.

Aujourd'hui l'aspiration nationale est un élément déterminant dans la mobilisation de ces peuples contre la monarchie. Ainsi, en juin 1978, 10 000 kurdes ont participé à l'enterrement d'un militant kurde qui a péri dans les geôles du chah, venant de différentes parties du Kurdistan iranien. Les slogans « Kurdistan ou la mort » ont été scandés par la foule.

La bataille menée par ces peuples pour leurs droits nationaux est explosive. La revendication de l'indépen-

dance et de l'unité de ces peuples remet en cause tout l'ordre établi par l'impérialisme et la bureaucratie dans cette région. La situation actuelle correspond à ce qu'explique Trotsky dans le « Programme de transition » :

« Les pays coloniaux et semi-coloniaux sont par leur nature même des pays arriérés. Mais ces pays arriérés vivent dans les conditions de la domination mondiale de l'impérialisme. C'est pourquoi leur développement a un caractère combiné : il réunit en lui les formes économiques les plus primitives et le dernier mot de la technique et de la civilisation capitaliste. »

Ce processus de développement inégal et combiné fait qu'en Iran, en même temps qu'il y a aggravation de l'arriération et de la misère, il y a également un prolétariat certes relativement peu nombreux, mais très concentré. C'est seulement sous sa direction et son hégémonie que les tâches démocratiques peuvent être réalisées.

un des piliers de l'« ordre » de Yalta et de Potsdam

La crise révolutionnaire ouverte en Iran se développe dans un pays qui est un carrefour mondial entre le Moyen-Orient et l'Asie. Sa place géo-politique confère à l'Iran une importance politique, sociale et stratégique capitale. Ce pays est une pièce maîtresse dans tout le dispositif contre-révolutionnaire mis en place dès 1943 par les accords de Téhéran puis de Yalta et de Potsdam. Le régime du chah est considéré par la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire comme un pilier de son ordre réactionnaire. Ce fait est souligné et resouligné par toute la presse bourgeoise internationale. L'« Herald Tribune » écrit par exemple :

« L'importance stratégique de l'Iran ne se fonde pas seulement sur le pétrole, mais sur sa place géographique. Sa position géographique à elle seule, et avant le problème du

pétrole, en fait une valeur importante... L'Iran est une pièce essentielle de la politique stratégique et économique de l'Ouest... »

Rajoutons : et de l'Est. Aujourd'hui, toutes les capitales du monde ont les yeux braqués sur l'Iran. La crise politique déborde le pays lui-même et affecte directement les pays environnants.

A l'est, le sous-continent indien est en pleine déstabilisation (crise politique au Pakistan, en Afghanistan et en Inde), et le problème des nationalités dans toute cette région (dont le problème balouche) remet en cause les Etats bourgeois, et en particulier l'Etat artificiel qu'est le Pakistan. A l'Ouest, en Turquie et en Irak, les problèmes nationaux, en particulier ceux du peuple palestinien et du peuple



kurde coupé entre quatre pays, remet- tent en cause l'ordre établi, et la crise politique est loin d'être réglée.

Enfin au Nord, l'Iran a des milliers de kilomètres de frontière commune avec l'URSS, alors que le combat contre la bureaucratie stalinienne et pour les droits nationaux a déjà commencé dans les républiques du sud de l'Union soviétique.

Cette position stratégique de l'Iran dans le maintien de l'ordre a pris une importance croissante après le coup d'Etat de 1953, qui a renversé le gouvernement Mossadegh et a également été une défaite sanglante des masses. Dès que remis en place avec l'aide directe de l'impérialisme et le soutien politique de la bureaucratie du Kremlin, la monarchie iranienne a été un facteur important de la stratégie américaine au Proche-Orient. En 1955, les Etats-Unis ont voulu mettre en place une armature constituée de la Turquie, de l'Irak et de l'Iran : c'est le « pacte de Bagdad », qui avait pour tâche d'étayer les Etats de cette région

du monde constamment déstabilisés. Le régime du chah est ainsi intégré à toutes les contradictions du Moyen-Orient. Entre 1955 et 1963, les luttes anti-impérialistes se succèdent dans la région. La chute de la monarchie en Egypte en 1952, l'explosion de l'Etat artificiel libanais en 1958, et surtout la révolution en Irak en juillet 1958 qui balaya la monarchie ont disloqué le pacte de Bagdad.

Dans cette situation, la lutte des Kurdes en Irak pour leur indépendance nationale et la question palestinienne remettaient en cause le cadre politique mis en place par l'impérialisme pour diviser les populations en s'appuyant sur les Etats artificiels maintenus à l'aide d'un appareil militaire-policier.

L'impérialisme américain intervient : en 1963, les militaires du Baas prennent le pouvoir en Syrie et en Irak ; à Téhéran, une manifestation de masse dirigée contre la politique pro-impérialiste du chah est réprimée dans le sang (15 000 morts).

Entre 1963 et 1967, c'est la répression la plus sauvage dans ces trois pays contre le mouvement ouvrier et étudiant. A partir de 1968, avec la grève de mai-juin 1968 en France et la révolution politique en Tchécoslovaquie, s'ouvre une nouvelle période de la révolution prolétarienne mondiale. Tout un développement des rapports entre les classes en cours depuis plusieurs décennies vient à maturité. Dans de nouvelles conditions à l'échelle mondiale, où les masses prennent l'initiative, se manifeste au Moyen-Orient une déstabilisation de plus en plus grave des Etats bourgeois.

En 1967, au cours de la guerre des six jours, l'Etat d'Israël, compadore de l'impérialisme, inflige une défaite écrasante aux Etats féodaux bourgeois arabes qui révèlent leur pourriture profonde. Mais après cette défaite, la question nationale palestinienne devient de plus en plus pour les masses un symbole de la lutte contre l'impérialisme, et l'écrasement de la résistance palestinienne devient l'objectif numéro un de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin. En Jordanie, dès 1969, le roi Hussein entreprend au compte de l'impérialisme d'écraser les masses palestiniennes en détruisant l'OLP. En septembre 1970, il lance la légion arabe contre l'OLP. Mais les masses résistent. A Irbid se constitue un véritable soviet. En 1970, le soviet d'Irbid concentre tous les problèmes de la révolution socialiste dans tout le Proche-Orient. Contre le soviet d'Irbid, toutes les forces se coalisèrent (Arabie Saoudite, Syrie, Irak, Algérie, Israël, et la bureaucratie stalinienne qui appuie l'armée jordanienne équipée par les USA et les Anglais).

UN GENDARME DE TOUTE LA REGION

Dans ce contexte de crise générale et permanente au Proche-Orient, qui est une des expressions de la crise générale de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires, les Etats-Unis ont besoin de miser sur un autre gendarme dans le golfe et dans la région, et ce rôle est dévolu à la monarchie iranienne. Dès lors, la pénétration de l'impérialisme américain en Iran s'accroît, le pays est

plus étroitement intégré à l'appareil économique américain et la machine de guerre iranienne se perfectionne.

Jusqu'en 1968, l'armement fourni à l'Iran était de faible qualité, mais avec l'arrivée de Nixon à la Maison-Blanche, commence la vente des derniers-nés des avions de combat et de matériel ultra-sophistiqué.

De cette date, l'Iran devient un pilier sur lequel repose l'ordre de toute la région. Entre 1968 et 1970, un accord est convenu entre l'Iran et l'Arabie Saoudite, qui abandonne ses revendications sur Bahrein, île située dans le golfe et qui était l'objet d'un litige entre ces deux pays. Pour mieux surveiller le golfe et le détroit d'Ormuz qui donne accès à tous les pays producteurs de pétrole de la région, l'Iran annexe les îlots d'Abu Moussa et des Deux Thombes. A partir de 1973-1974 le rôle et la place de l'Iran deviennent encore plus déterminants. Le régime du chah devient le gendarme face à la déstabilisation concentrant toutes les contradictions de la région. Le chah déclare dans une interview à la revue « Newsweek » du 21 mai 1973 :

« La sécurité de l'Europe n'est qu'un vain mot sans la stabilité et la sécurité dans le golfe Persique. L'Europe occidentale, les Etats-Unis et le Japon considèrent le golfe comme faisant partie de leur sécurité, et pourtant ils ne sont pas en mesure de garantir cette sécurité. C'EST POURQUOI NOUS LE FAISONS POUR EUX... L'Amérique répugne à jouer le rôle de gendarme, même lorsqu'il s'agit de ses intérêts vitaux. Quiconque a la moindre notion de géo-politique arrivera à la conclusion que nous n'avions guère le choix, pas plus que les Etats-Unis lorsqu'ils se sont décidés à nous accorder tout leur soutien. »

La doctrine de Nixon, qui consiste à faire prendre en charge par les régimes compradores la lutte contre le prolétariat et les masses pour éviter une intervention directe des Etats-Unis, se matérialise en Iran, à partir de 1973, par des ventes d'armes d'un montant vertigineux.

Comme nous l'avons déjà dit, entre 1973 et 1978, 18 milliards de dollars

d'armes ont été achetées par le régime du chah, c'est-à-dire 40 % du total des armes vendues par l'impérialisme américain. Et pour faire fonctionner ce matériel ultra-sophistiqué, 40 000 « experts » américains (pour la plupart des anciens du Vietnam) sont envoyés en Iran, qui devient la plaque tournante de la politique impérialiste dans cette région du monde.

A quoi servent ces armes ? D'abord à intervenir pour exterminer les mouvements de libération nationale ; ainsi, à Dhoffar, où la lutte des masses pour l'indépendance remettait en cause la « sécurité du golfe », l'armée du chah intervient pour exterminer les masses. Dans la partie du Balouchistan située au Pakistan, la lutte pour l'indépendance déclenchée en 1973-1974 fut également défaite par Bhutto avec l'aide de l'armée du chah, qui intervenait avec d'autant plus d'intérêt que la lutte pour l'indépendance du Balouchistan réveillait le sentiment national des Balouches d'Iran, posant le problème de l'unité du Balouchistan. L'alliance militaire qui lie l'Iran au Pakistan et à la Turquie ainsi qu'aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne, le CENTO, est une armature contre les mouvements révolutionnaires de la région et repose essentiellement sur l'armée iranienne.

Mais l'effondrement du gouvernement et de l'Etat compradore de Thieu au Sud-Vietnam, dont les accords de Paris de janvier 1973 garantissaient la pérennité comme ils consacraient le maintien de la division du Vietnam, a été un événement d'une portée historique. L'impérialisme américain, et avec lui le système impérialiste, ont subi une défaite cuisante. Les bureaucraties chinoise et du Kremlin garantissaient l'application des accords de Paris et ont subi un très dur échec. Les crises politiques qui déchirent les bourgeoisies dominantes comme les bureaucraties parasitaires en ont été singulièrement aggravées. Tous les rapports mondiaux, les rapports entre les classes, en ont subi les conséquences.

Les répercussions de cette défaite, qui constitue une victoire pour la classe ouvrière mondiale, n'ont pas fini de se faire sentir. La défaite de l'impérialisme américain, l'échec des bureaucraties parasitaires devaient

obligatoirement avoir d'énormes échos dans les pays sous le joug de l'impérialisme. La déstabilisation dans tout le sous-continent indien est en relation avec cette défaite de l'impérialisme : ainsi, la chute du gouvernement Gandhi, celle de Bhutto au Pakistan dont la politique d'étouffement des mouvements nationalistes a échoué, l'ampleur que prend aujourd'hui le problème national balouche et pachtoune (autre minorité nationale située à l'est du Pakistan) affaiblissent plus encore le régime du Pakistan, Etat artificiel qui ne repose sur aucune réalité nationale. Le général Zia n'a pas réussi à imposer une solution, après un an de loi martiale.

En Afghanistan, le coup d'Etat a mis au pouvoir un régime que la bureaucratie stalinienne soutient. Le coup d'Etat avait pour but de prévenir la crise révolutionnaire et l'effondrement de l'Etat. Le gouvernement de Taraki n'a évidemment pas réglé les problèmes économiques et sociaux que rencontrent les masses, et il n'a surtout pas réussi à régler le problème national. Les tribus pachtounes continuent leur combat, et d'autres tribus remettent en cause le régime Taraki.

La décomposition de la monarchie en Iran, le formidable mouvement des masses, l'inévitable effondrement de la monarchie s'inscrivent dans ce processus.

A l'ouest de l'Iran, la stabilité est loin d'être installée en Irak et en Turquie. La lutte du peuple kurde pour son unité et son indépendance met en cause l'ordre de cette région. En 1945, la constitution de la République de Mahabad avait ouvert de grands espoirs chez les Kurdes. Néanmoins, après l'écrasement de la République de Mahabad, les Kurdes d'Irak ont poursuivi la lutte. Mais le leader kurde Barzani, pour obtenir l'aide militaire du chah d'Iran, se refusa à poser le problème de l'indépendance et de l'unité du Kurdistan, et il s'opposa à ce que le mouvement pour l'indépendance du Kurdistan s'étende, c'est-à-dire qu'il s'opposa à l'unité du peuple kurde. Résultat : le chah signa en 1975 avec le gouvernement irakien les accords d'Alger et arrêta de fournir des armes aux kurdes d'Irak. Il organisa avec l'armée irakienne l'écrasement du peuple kurde, cela avec

l'appui de la bureaucratie stalinienne, le soutien et la participation du PC irakien.

En avril 1978, des unités militaires iraniennes ont aidé l'armée irakienne dans le bombardement de villages kurdes en Irak.

Les accords d'Alger ont eu pour conséquence la défaite du mouvement kurde en Irak, mais c'est avant tout la défaite de la direction de Barzani. Rien n'était stabilisé pour autant et tout reposait sur le maintien du régime du chah. La monarchie iranienne vacillant, les Kurdes ont déjà commencé la lutte en Iran, alors que leur lutte se poursuit en Irak et en Turquie. Le combat des Kurdes, loin d'être écrasé, est un élément explosif de la lutte des masses de cette région. Il pose inévitablement dans son développement le problème de l'unité du Kurdistan.

C'EST TOUT L'« ORDRE » DE LA SAINTE-ALLIANCE QUI EST EN CAUSE

L'impérialisme espérait remporter un grand succès en imposant sa « solution » à la question palestinienne. Le traité de paix Begin-Sadate, qui prévoit la liquidation du peuple palestinien (malgré l'appui de tous, de la bureaucratie du Kremlin, de l'impérialisme, ainsi que des Etats bourgeois de la région), n'a pu être signé.

La crise de l'impérialisme s'approfondit également en Afrique, où l'on constate un pourrissement du système impérialiste et la décomposition de toute une série d'Etats bourgeois compradore. Ainsi en Ethiopie, l'effondrement de la monarchie par l'action des masses a fait surgir tous les problèmes démocratiques non résolus. Pour sauver l'Etat bourgeois démantelé, le Kremlin et Castro ont dû directement intervenir. Ils tentent de réorganiser l'appareil policier et militaire, afin de casser la rébellion de l'Erythrée, car ce sont les conditions indispensables pour assurer la continuité entre l'empire et l'Etat actuel. L'intervention de la bureaucratie du Kremlin et celle du régime castriste servent directement les intérêts généraux de l'impérialisme.

En Angola, la bureaucratie stalinienne est intervenue pour reconstruire l'Etat bourgeois à partir du MPLA, au moment où le mouvement des masses se développait à la suite de l'abandon de ce pays par les Portugais, abandon qui créait une situation de vide politique.

Les conséquences de la défaite de l'impérialisme et de l'échec des bureaucraties parasitaires au Vietnam se font également sentir en Amérique latine. Une vague révolutionnaire s'y prépare. Au Pérou, pointe avancée du combat des masses, des Assemblées populaires sur le mot d'ordre de « Constituante souveraine » se sont tenues pour balayer la dictature militaire à la solde de l'impérialisme. Et dans d'autres pays d'Amérique latine, le mouvement révolutionnaire des masses s'affronte aux dictatures militaires qui se décomposent (ainsi au Nicaragua, en Bolivie...).

Dans cette situation, l'effondrement du régime du chah et le déferlement de la révolution en Iran ont et auront des conséquences incommensurables pour la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire.

Par rapport à l'URSS, l'ouverture de la révolution en Iran soulève également les plus grands problèmes. En effet, dans les républiques du sud de l'URSS, la politique stalinienne de « russification » perpétrée par les dirigeants du Kremlin tente d'étouffer les aspirations nationales. Mais la politique de la bureaucratie, dans ce domaine comme dans les autres, est un échec. En même temps que la classe ouvrière d'Union soviétique s'éveille, que la question de constituer des syndicats indépendants est posée, que la lutte contre la bureaucratie et pour la démocratie soviétique prend de l'ampleur et que s'amorce, conjointement à la révolution sociale à l'Ouest, une nouvelle phase de la révolution politique à l'Est de l'Europe, la bataille pour les droits nationaux dans les républiques périphériques de l'URSS, et en particulier dans les républiques du sud (ainsi, en Géorgie, la bureaucratie n'a pas réussi à supprimer la langue géorgienne), va prendre une nouvelle ampleur.

Dans la partie de l'Azerbaïdjan rattachée à l'URSS, alors que la lutte pour l'indépendance s'est déjà expri-

mée historiquement dans la partie rattachée à l'Iran, la révolution iranienne ne peut que donner une puissante impulsion au combat pour les droits nationaux, l'indépendance et l'unité nationale, et nouer un nouveau lien entre la révolution sociale et la révolution politique. L'unité de l'Azerbaïdjan repose sur l'éclatement de la monarchie iranienne comme sur celui de la bureaucratie du Kremlin.

Nous pouvons dire que l'effondrement du régime actuel et l'ouverture de la révolution en Iran seront l'effondrement d'un pilier de l'« ordre » de Yalta et de Potsdam. Les répercus-

sions en chaîne seront incommensurables.

Si l'onde de choc de la défaite de l'impérialisme américain et l'échec des bureaucraties contre-révolutionnaires au Vietnam n'ont pas fini de se faire sentir aussi bien dans les pays économiquement développés que dans ceux économiquement arriérés, la débâcle du régime du chah déstabilisera l'Irak, la Turquie, l'Afghanistan, le Pakistan, se répercutera en URSS, etc.

C'est tout le système impérialiste, tout « l'ordre » bureaucratique qui sont en cause. Révolution sociale et révolution politique en recevront une puissante impulsion.

une vieille tradition de luttes révolutionnaires

L'extraordinaire combativité des masses iraniennes contre la dictature plonge ses racines dans une riche tradition de combat, commencée dès la fin du XIX^e siècle contre la domination impérialiste.

La monarchie débile des Kadjars distribuait alors toutes les richesses du pays par des concessions à l'impérialisme anglais, et l'Iran était en passe de devenir une colonie. En 1890, la concession du tabac est donnée à une compagnie anglaise qui obtient ainsi le monopole du commerce du tabac et prive les commerçants iraniens d'un commerce florissant. La hiérarchie chiite soutenue par les commerçants se mit à la tête du mouvement contre la concession. Bientôt, ils donnèrent l'ordre du boycott du tabac, qui fut massivement suivi. Finalement, le chah fut obligé d'annuler la concession en 1891.

Cette première victoire nourrit le mouvement vers la révolution démocratique bourgeoise. L'introduction du capitalisme, qui se fit sous la houlette de l'impérialisme anglais, avait transformé les structures économiques, tandis que l'ouverture du marché national aux produits industriels étrangers empêchait la constitution

d'une bourgeoisie nationale indépendante s'orientant vers la création des industries. Les commerçants se sont retournés vers l'achat des terres en s'appropriant les terres les plus fertiles. L'agriculture et l'artisanat subirent un coup très dur avec la domination de l'impérialisme. Un prolétariat urbain et rural commença à se constituer. Ce sont ces couches opprimées par la domination impérialiste qui se sont opposées à la monarchie absolutiste.

LA « REVOLUTION CONSTITUTIONNELLE »

En 1906, sous l'impulsion et l'impact direct de la révolution russe de 1905, éclate la révolution constitutionnelle en Iran. Au départ, les religieux et les commerçants (la bourgeoisie) étaient à la tête du mouvement. Très vite, la demande d'une Constituante devint prédominante. Sous la pression des masses, le chah garantit la création d'une Madjless (Assemblée), mais tenta de diminuer le pouvoir de cette Constituante, et cela en accord avec la bourgeoisie et la hiérarchie chiite qui voyaient que les exigences

des masses et la révolution allaient plus loin qu'elles ne le voulaient. Ainsi, sur la base du compromis entre la monarchie et la hiérarchie chiite, la Constitution fut approuvée. Elle ne procédait à aucune réforme radicale : la monarchie était maintenue, la laïcité n'était pas obtenue et même le pouvoir du clergé chiite était renforcé, aucune réforme agraire n'était prévue, et la domination impérialiste n'était pas remise en cause. C'est cela la Constitution de 1906, dont se réclament aujourd'hui les formations politiques comme le Front national et la hiérarchie religieuse.

Mais, pour autant, la révolution n'était pas battue. Elle continuait, son centre en était Tabriz où des Andjomanes (conseils) s'étaient constitués et exerçaient le pouvoir contre l'autorité centrale. L'influence des sociaux-démocrates, dont les idées se sont infiltrées à Tabriz par les travailleurs émigrés iraniens à Bakou, fut un facteur important dans la marche de la révolution à Tabriz.

En 1907, l'Iran fut partagé en trois zones d'influence par un accord entre les impérialismes anglais et russe. Le nord du pays était confié aux Russes, le sud aux Anglais, une zone neutre étant prévue au centre. Pour faire reculer le mouvement révolutionnaire, avec l'aide de l'armée tsariste, le chah bombardra le Madjless en 1908.

Mais à Tabriz et dans d'autres villes, un soulèvement général s'organisa. Téhéran est pris par les révolutionnaires et le chah est détrôné. Et encore une fois la bourgeoisie, par peur des masses, se réfugie derrière la monarchie, une commission formée de ministres et de personnalités se constitue et met sur le trône le prince héritier âgé de douze ans.

A partir de là, il fallait à tout prix détruire la résistance de Tabriz et de ses Andjomanes. En 1909, une intervention militaire des Russes a lieu, Tabriz cède après onze mois de résistance.

L'échec de la révolution constitutionnelle démontre l'incapacité de la bourgeoisie « nationale » de s'ériger comme classe indépendante de l'impérialisme et de réaliser les tâches démocratiques, en particulier l'unification du pays dans le cadre d'un Etat démocratique.

Dès lors, le problème des nationalités se posera dans toutes les révolutions en Iran.

LES ORIGINES DE LA DYNASTIE PAHLAVI

La révolution de 1917 et le tournant qu'elle représente, ouvrant l'ère des guerres et des révolutions à l'échelle mondiale, a un impact très immédiat en Iran. La lutte contre l'impérialisme et la monarchie en décomposition des Kadjars reprend.

Le premier acte du gouvernement des soviets par rapport à l'Iran fut de supprimer le traité réactionnaire et inégal de 1907.

L'impérialisme en profita pour tenter de faire de l'Iran un véritable protectorat, par le moyen d'un traité, en 1919. Face à cette politique, le mouvement de libération nationale repartit. En particulier des gouvernements autonomes se formèrent au Guilan (dans le nord), en Azerbaïdjan, et le mouvement se répandit à l'est, en Khorassan.

Pour y faire face, l'impérialisme dut reculer et annuler le traité de 1919. La monarchie Kadjar se démantelait sous les coups des mouvements autonomistes dans diverses régions. L'importance stratégique de l'Iran, qui représentait pour l'impérialisme une base contre l'URSS, amena l'impérialisme anglais à organiser un coup d'Etat militaire contre la monarchie Kadjar. Pour ce faire, il s'appuya sur Reza khan, le chef des cosaques. Après le coup d'Etat de 1921, Reza khan s'occupa de réprimer les républiques et les mouvements autonomistes. En 1925, avec l'aide et l'accord de l'impérialisme anglais, Reza khan, qui s'était présenté comme républicain, se mit sur le trône en fondant la dynastie Pahlavi.

La dictature de Reza khan dura vingt ans, au cours desquels la répression s'abattit. Le jeune Parti communiste iranien créé en 1920 fut complètement liquidé, puis ses dirigeants furent massacrés dans les purges staliennes (ainsi Sultanzadé, le dirigeant du Parti communiste iranien).

L'Iran devint une prison des peuples, la politique de Reza khan consistant à opprimer et étouffer les aspirations nationales des peuples. Sa politique permit également à l'impérialisme anglais de dominer de plus en plus le pays. L'Anglo-iranian-Oil Compagny, créée dès le début du siècle et dont la concession est renouvelée en 1933, devient alors véritable Etat dans l'Etat avec ses installations, son personnel, sa police.

En 1941, avec l'offensive allemande qui se précise au Proche-Orient, Rachid Ali en Irak et Reza khan cherchent à se rallier à l'impérialisme allemand. Les Russes et les Anglais occupent alors l'Iran, déposent Reza chah et installent sur le trône Mohammed Reza, le chah actuel.

LA POLITIQUE DU TUDEH, LE PARTI STALINIEN IRANIEN

Mais le départ de Reza chah, crée une situation de vide dans laquelle s'engouffrent les masses pour ouvrir une période révolutionnaire qui durera jusqu'en 1953. Les libertés démocratiques sont conquises dès la chute de Reza chah, les prisonniers politiques sont libérés, des syndicats sont créés et reliés à l'échelle du pays dans un conseil unifié des syndicats. Le Parti tudeh est créé en Iran en 1941-1942, par un groupe de cinquante-trois cadres formés et envoyés par le Kremlin. Il n'a aucun lien avec l'ancien Parti communiste de l'Iran détruit. Il est créé directement en fonction des intérêts de la bureaucratie stalinienne.

Le Parti tudeh s'était auparavant prononcé contre toute nouvelle concession. En 1944, au moment où Staline revendique les concessions du pétrole du nord, le Tudeh se prononce pour que le gouvernement les accorde. Ses dirigeants expliquent : de la même façon que le gouvernement anglais a des intérêts en Iran, l'URSS en a également, donc il faut accorder les concessions du nord aux Russes, et celles du sud aux Anglais et Américains. Des meetings sont organisés pour défendre cette politique dénommée : équilibre

positif (en effet, le pays serait pillé de « façon équilibrée » par les impérialistes et la bureaucratie stalinienne).

Cette politique heurte directement les aspirations à l'indépendance nationale des masses. Par contre, les dirigeants nationalistes bourgeois, en particulier Mossadegh, qui se sont opposés à ces nouvelles concessions, deviennent extrêmement populaires.

Avec la chute de Reza chah et la décomposition de la monarchie, et avec l'occupation par l'Armée rouge de tout le nord de l'Iran, les aspirations nationales des peuples opprimés rejaillissent.

Ainsi, en 1945, deux républiques se forment, une en Azerbaïdjan, l'autre au Kurdistan (République de Mahabad). La bureaucratie stalinienne, pour contrôler ces deux républiques et les utiliser — comme moyens de pression dans ses marchandages avec l'impérialisme, donne son appui aux directions du Parti démocrate d'Azerbaïdjan et du Parti démocrate du Kurdistan, et devient ainsi leur direction politique. Sur ordre du Kremlin, le Tudeh dissout ses cellules dans les deux régions. Les politiques des directions des deux républiques se résument à « l'autonomie dans le cadre de l'Etat iranien », jamais elles ne proposeront la bataille contre la monarchie, pour l'indépendance. Pourtant, pendant la vie de ces deux républiques (qui dura un an) les masses obtinrent par leur action des acquis : liberté de parler leur langue (le turc et le kurde), occupation des terres par les paysans, libertés démocratiques, etc.

Un accord sera signé entre le Premier ministre Gavam au sujet des concessions du pétrole du nord à l'URSS. Mais au cours de l'été 1946, sous l'impact des mouvements des minorités nationales, une grève se déclenche dans les industries pétrolières sur des revendications politiques. Le Tudeh casse la grève des travailleurs, et trois dirigeants du Tudeh rentrent dans le gouvernement de Gavam, pour sauver la monarchie de l'impasse. Une fois la grève des travailleurs cassée et l'accord avec l'URSS signé, les trois ministres sont éjectés du gouvernement, en même temps que le retrait de l'Armée rouge a lieu par ordre de Staline.

En décembre 1946, sur l'ordre de Gavam, l'armée impériale entre à Tabriz et massacre le peuple de l'Azerbaïdjan. Le même sort est réservé à la République de Mahabad. Ces républiques sont liquidées, les militants fusillés, le mouvement des minorités nationales reflue pour de longues années.

La trahison des staliniens du Tudeh peut seule expliquer cette défaite. En effet, face à la montée de la révolution à l'échelle mondiale et pour la contenir dans le cadre de la politique du partage du monde avec l'impérialisme, Staline liquide les deux républiques pour reconstituer la monarchie iranienne comme un des piliers de l'ordre de Yalta et Potsdam.

MOSSADEGH CONTRE LE MOUVEMENT DES MASSES

A partir de 1947, par la trahison des staliniens, la réaction reprend le dessus et Razmara, général de l'armée, devient Premier ministre avec l'appui de l'impérialisme et de la bureaucratie stalinienne. Mais Razmara est assassiné et le mouvement révolutionnaire redémarre dès 1951, cette fois centralisé dans une bataille contre l'Anglo-iranian-Oil-Compagny et pour la nationalisation des industries pétrolières. La trahison précédente du Tudeh fait qu'apparaissent sur le devant de la scène les nationalistes bourgeois, et en particulier Mossadegh. Le Tudeh aura néanmoins un rôle politique important pour contenir et faire refluer les masses. Mossadegh devient Premier ministre quarante jours après la nationalisation du pétrole, porté par le mouvement des masses contre l'impérialisme.

Toute la politique de Mossadegh tend à faire refluer le mouvement des masses. Les masses exigent la réalisation de toutes leurs revendications. Les libertés démocratiques ne sont pas accordées (ainsi le Parti tudeh interdit en 1949 n'est pas légalisé et son activité est semi-clandestine). Une loi que fait passer Mossadegh interdit les grèves. Aucune disposition n'est prise pour la réforme agraire, et la situation des paysans empire. Les droits des

nationalités sont bafoués. Mossadegh refuse de faire un pas contre la monarchie, et tous les organes de répression, armée, police, restent en place. Même la loi martiale est décrétée à plusieurs reprises. La politique de Mossadegh est de démobiliser les masses, et par contre de demander l'aide des Etats-Unis contre l'impérialisme anglais.

Le Parti tudeh s'oppose dès le départ à la nationalisation du pétrole : il a toujours expliqué qu'il faut accorder les concessions du pétrole du nord à la bureaucratie, il continue d'expliquer que la revendication de nationalisation du pétrole est dénuée de sens, qu'il faut d'abord un gouvernement anti-impérialiste (qui ne peut être que le gouvernement du Tudeh) pour ensuite poser le problème du pétrole. En conséquence, pas la peine de s'opposer à l'impérialisme, et au moment où les masses se battent dans la rue pour réaliser des pas contre l'impérialisme, le Parti tudeh organise des meetings sur la « paix mondiale », s'opposant de fait à la mobilisation des masses.

Cette politique est en fait un soutien implicite apporté au Front national et à Mossadegh, qui deviennent le symbole de la libération nationale.

En juillet 1952, le chah destitue Mossadegh en le remplaçant par Gavam (le massacreur des peuples d'Azerbaïdjan et du Kurdistan). Un formidable mouvement de masse se déclenche (manifestations, grèves). Gavam s'enfuit, et Mossadegh revient au pouvoir. Pourtant, le tournant de juillet 1952 démontre que Mossadegh ne contrôle pas le mouvement des masses qui va beaucoup plus loin ; il faut donc le réprimer, dès que possible. La trahison du Tudeh et la politique de Mossadegh amenèrent un reflux du mouvement des masses. Mossadegh, même au moment où le chah s'est enfui à l'étranger, en août 1953, refuse de proclamer la république. Pour maintenir la continuité, il constitue le « conseil monarchique » ; on ne peut se passer de la monarchie, dit-il.

Quelques jours plus tard, s'appuyant sur cette même monarchie et l'armée, un coup d'Etat est organisé par la CIA. Mossadegh, au courant de la préparation du coup d'Etat, ne fait toujours pas appel à la mobilisation des masses. Le 19 août 1953, le coup

d'Etat fait revenir le « chah fugitif » et la répression s'abat sur tout un peuple.

Les dirigeants du Tudeh, le 19 août, ne tentent d'organiser aucune résistance, et très vite, ils s'empressent de

se réfugier à Berlin-Est, alors que des milliers de militants ouvriers et de travailleurs sont fusillés par le chah, avec la bénédiction du Kremlin ; cette attitude démontre encore une fois le profond cynisme de la bureaucratie stalinienne.

discussion autour du programme révolutionnaire

La crise révolutionnaire est ouverte en Iran. La révolution est inévitable. Les masses dans leur mouvement vont démanteler les institutions monarchiques qui commencent à être sérieusement entamées par les coups qu'elles lui portent.

L'effondrement de la monarchie ouvrira la révolution prolétarienne.

Mais il faut le répéter, l'ouverture de la crise révolutionnaire ne veut pas dire victoire de la révolution. Cette victoire dépend de la construction du parti révolutionnaire.

Pourtant, l'impérialisme et la bureaucratie soviétique n'ont pas, aujourd'hui, les moyens politiques de recommencer un coup d'Etat sanglant comme en 1953. C'est pourquoi le processus révolutionnaire durera très longtemps.

Toutes les forces qui sont actuellement à la tête du mouvement des masses (les nationalistes bourgeois, la hiérarchie chiite comme le Parti tudeh) tentent d'empêcher le démantèlement de l'Etat bourgeois. Si celui-ci est démantelé, ils s'emploieront de toutes leurs forces à sa reconstruction.

Certes, le Tudeh n'est aujourd'hui qu'un appareil à influence limitée. Il est marqué par l'histoire de ses trahisons et son passé cynique. Mais il reste néanmoins une organisation apparaissant comme traditionnelle aux masses iraniennes. Bénéficiant de l'appui de la bureaucratie du Kremlin, d'un afflux plus ou moins important des masses, à la première étape du mouvement révolutionnaire, sa reconstruction est une forte éventualité.

Cet afflux des masses aura des effets contradictoires : d'une part, il renforcera le Parti tudeh, mais en même temps il y introduira des contradictions explosives, les masses tiendront à l'utiliser pour que soient satisfaites leurs aspirations et leurs revendications.

Dans le mouvement et dans les grèves, les masses commencent à mettre en place des formes d'organisation à caractère soviétique (comités dans les usines, assemblées populaires dans les petites villes) visant à démanteler l'Etat et la monarchie. Ces formes existent déjà et vont certainement se développer.

La tâche des révolutionnaires, aujourd'hui, c'est d'aider les masses à démanteler l'Etat bourgeois, de lancer des mots d'ordre qui permettent de centraliser l'activité de la classe ouvrière et des masses, sur l'ensemble des terrains où celle-ci se manifeste : les comités de grève, les manifestations de rue contre la monarchie, les mutineries dans l'armée, les assemblées dans les villes ; la centraliser en posant la question du pouvoir, la question de l'Etat.

Les mots d'ordre — « A bas le chah », « A bas la monarchie », « Constituante souveraine », « République » — sont les mots d'ordre qui permettent de combattre pour la centralisation du mouvement contre la monarchie, pour que les masses décident elles-mêmes, contre les directions traîtres qui mettent en place des formules « d'union nationale », de constituante octroyée, afin d'empêcher la révolution de déferler.

Dire aujourd'hui en Iran : à bas la monarchie, Constituante souveraine, République, c'est permettre la rupture avec tous les gouvernements et les solutions qui tentent de défendre l'Etat bourgeois, c'est ouvrir la voie vers la révolution prolétarienne, vers le gouvernement ouvrier et paysan.

Ces mots d'ordre prennent appui sur l'ensemble des revendications démocratiques et nationales non réalisées, que seul le prolétariat peut réaliser en prenant le pouvoir : ainsi, la revendication de la terre aux paysans et des moyens techniques pour la cultiver, d'indépendance nationale, de non-paiement de la dette extérieure, de rupture de tous les traités inégaux soumettant l'Iran à l'impérialisme, des droits démocratiques et des syndicats indépendants, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et en particulier du droit des peuples kurde, turc et balouche à se constituer en républiques indépendantes et unies, sont les revendications qui permettent au prolétariat de s'allier avec toutes les couches opprimées, et de devenir la force dirigeante des peuples opprimés et des masses exploitées.

Bien entendu le prolétariat a ses revendications propres contre l'impérialisme et la bourgeoisie, qu'elle soit « nationale » ou non. Il ne peut être question que, force motrice et dirigeante de la révolution, le prolétariat les mette en sommeil au nom d'un ne sait quelle alliance. Ces revendications culminent dans l'expropriation du capital, le contrôle ouvrier sur la production, c'est-à-dire pour l'essentiel de l'impérialisme et de ses prolongements « autochtones » dans le pays, sans lesquelles l'indépendance nationale, la terre aux paysans, les moyens techniques pour la cultiver, la constitution d'une économie répondant aux exigences des masses opprimées et exploitées sont impossibles. Les revendications propres au prolétariat, comme sa place sociale et politique dans les rapports entre les classes en font le chef naturel de la révolution, à la condition de les faire valoir.

Mais les mots d'ordre de « Constituante souveraine, République, droit des peuples d'Iran à disposer d'eux-mêmes, à se constituer en républiques indépendantes », ne sont-ils pas des

mots d'ordre démocratiques qui s'opposent à l'hégémonie du prolétariat dans la lutte des classes, à la constitution d'organismes de type soviétique, sur lesquels se fonde le pouvoir ouvrier ? Absolument pas. Ce sont au contraire les leviers politiques pour organiser les masses dans leurs comités, dans leurs conseils pour atteindre ces objectifs qu'il leur est autrement impossible d'atteindre. C'est la conjonction de l'expérience politique indispensable des masses, de leur organisation sur leur propre plan, de l'action du prolétariat comme classe qui rendra caduc le mot d'ordre de Constituante souveraine et rendra possible l'instauration de la dictature du prolétariat sur la base de la démocratie soviétique. C'est l'axe politique de la lutte qui mène au gouvernement ouvrier et paysan, transition vers la dictature du prolétariat.

La crise révolutionnaire qui s'est ouverte en Iran, l'inéluctable révolution qui en résultera s'inscrivent dans la nouvelle période de la révolution prolétarienne qui a commencé en 1968. Elles vont lui donner une fantastique impulsion. La victoire de la révolution en Iran dépend sans aucun doute de la construction d'un parti révolutionnaire en Iran fondé sur le programme de la IV^e Internationale et partie constituante de la IV^e Internationale reconstruite. Mais à son tour le cours de la lutte des classes à l'échelle mondiale, dans les autres pays, et en particulier en Europe influencera décisivement la lutte des classes en Iran, la construction d'un parti de la IV^e Internationale en Iran et la reconstruction de la IV^e Internationale.

C'est en discutant autour du programme que l'avant-garde peut se développer en Iran.

La révolution iranienne s'inscrit dans la vague révolutionnaire à l'échelle mondiale et l'exacerbe. A son tour le cours de la lutte des classes dans les autres pays, et en particulier en Europe, influencera décisivement le cours de la lutte des classes en Iran, ainsi que la reconstruction de la IV^e Internationale.

Salimé Etessam,
20 décembre 1978.

SELIO

87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris
Tél. : 246 09 53 — CCP 31 697 97 La Source

PARUTIONS RECENTES

K. MARX : *Le Capital - Théories sur la plus-value - tome 3* 70 F

Aux éditions A. Colin :

Collectif : *Histoire économique et sociale du monde*

Les 6 volumes sont parus.

Prix exceptionnel Selio 620 F

DOSSIER réuni par le Comité international contre la répression :
Syndicats libres en URSS 10 F

Envoi par 5 exemplaires minimum - les 5 40 F

G. PERRAULT : *Le Pull-over rouge* 53 F

J. ORIEUX : *Talleyrand - Relié* 90 F

R. FALIGOT : *J. Connoly et le mouvement révolutionnaire irlandais* 55 F

J. TULARD : *Vie des Français sous Napoléon - L'envers de la légende* 42 F

R. DUMONT : *Paysans écrasés, terres massacrées* 49 F

J. RAVAN : *Histoire de la social-démocratie allemande* 68 F

A. LEFEBRE : *Le système économique chinois* 47 F

A NOUVEAU DISPONIBLE

M. BLOCH : *La société féodale*
La formation des liens de dépendance
Les classes et le gouvernement des hommes 19 F



Les généraux Pinochet et Videla, dictateurs sanglants du Chili et de l'Argentine. Pour Política Obrera et sa fraction chilienne, les « syndicats » fascistes du premier seraient des syndicats ouvriers, le second aurait un pied dans le « camp national », contre l'impérialisme !... (Photo Sygma).



**Comité d'organisation
pour la reconstruction
de la Quatrième Internationale**

Résolutions d'exclusion de *Politica Obrera* du Comité d'organisation

présentées par Stéphane JUST

Du 8 au 14 janvier 1979, s'est tenue la 8^e session du Bureau international du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Les délais trop courts ne nous permettent pas de donner un compte rendu complet de la discussion sur les différents points de l'ordre du jour.

Mais il importe de communiquer aux lecteurs de *La Vérité* les résolutions votées en conclusion de la discussion du deuxième point de l'ordre du jour que l'OCI avait proposé au Bureau international, à savoir :

- 1) discussion de l'ordre du jour ;
- 2) demande d'exclusion de *Politica Obrera* du Comité d'organisation ;
- 3) rapport sur le développement de la lutte des classes en Amérique latine ;
- 4) rapport sur la situation internationale et les tâches du Comité d'organisation ;
- 5) rapport sur les problèmes européens ;
- 6) mesures politiques et d'organisation.

Le premier point de l'ordre du jour — discussion de l'ordre du jour —, comme il arrive très souvent lorsque des questions politiques décisives sont posées, a été l'objet — le point de départ — d'une longue discussion qui a duré une journée et demie et porté sur une question politique fondamentale : l'incompatibilité entre l'appartenance à la IV^e Internationale et la défense des « syndicats » fascistes, discussion qui a trouvé son prolongement et sa conclusion dans le point 2, par le vote des résolutions que *La Vérité* publie.

Le texte intégral de la discussion a été enregistré sur bandes magnétiques et va être publié par les soins du Bureau international au cours des semaines qui viennent.

La discussion sur l'ordre du jour et sur le point 2 est partie intégrante d'une discussion politique qui a traduit une considérable progression du Comité d'organisation et lui a ouvert de nouvelles perspectives. En progressant, le Bureau international est amené à rejeter les scories et les corps inassimilables qui se forment inévitablement en raison des nouveaux développements de la lutte des classes. C'est ainsi que les origines nationalistes petites-bourgeoises d'une organisation comme Política Obrera ont été plus fortes que son mouvement vers le trotskysme et l'ont emporté. La conjonction du développement de la lutte des classes en Amérique latine et le rôle qu'y jouent, notamment au Pérou, les organisations du Comité d'organisation, ont révélé que Política Obrera était un corps inassimilable au trotskysme. Mais la nature nationaliste petite-bourgeoise, qui a finalement été déterminante à l'intérieur de Política Obrera, ne l'a pas ramenée à son point de départ mais beaucoup plus loin en arrière, jusqu'à cautionner des régimes comme ceux de Videla et de Pinochet, sous le couvert de la participation aux « élections syndicales » que Pinochet a organisées. Ce faisant, Política Obrera se révèle comme non seulement étant inassimilable à la IV^e Internationale, mais encore comme un corps étranger au mouvement ouvrier et, avec elle, son appendice Roberto Gramar.

Le camarade G. Lora, au nom du Parti ouvrier révolutionnaire de Bolivie (POR), a considéré comme extrêmement grave le fait que Política Obrera et son appendice Roberto Gramar aient appelé à participer aux « élections syndicales » de Pinochet. Cependant, au lieu d'en tirer les conclusions qui en découlent, il a fait exactement l'inverse : démissionner du Comité d'organisation. Il est parti sans même participer au vote de l'ordre du jour et à la poursuite de la discussion politique. Le Bureau international ne confond pas Política Obrera, Roberto Gramar et tutti quanti avec Lora et le POR. Il continue à considérer le POR et G. Lora comme appartenant au mouvement trotskyste. Mais la prise de position de G. Lora, s'efforçant de jeter la confusion, n'a d'autre but que d'éviter la discussion politique de questions cruciales concernant sa politique et celle du POR. Il n'est pas nécessaire de souligner longuement combien la manœuvre sans principe de G. Lora et son refus d'engager la discussion politique sur les questions cruciales concernant sa politique et celle du POR sont dangereux pour lui et pour le POR.

La discussion politique s'est poursuivie après l'exclusion de Política Obrera et de sa clique. La Lettre d'Informations ouvrières n° 101 publie la résolution qui a conclu les travaux du Bureau international. Signalons seulement que les dispositions politiques ont été prises pour préparer :

- la conférence européenne sur la défense des libertés démocratiques et la question nationale en Europe qui se tiendra fin janvier ;*
- une campagne internationale contre la répression, notamment sur les cas de J. Sabata et K. Switon ;*
- la préparation d'une conférence anti-impérialiste latino-américaine ;*
- la poursuite de la discussion avec le Secrétariat unifié.*

Un Secrétariat international a été constitué et diverses mesures politiques et d'organisation prises. En outre, se sont réunies différentes com-

missions qui ont mis au point des résolutions politiques sur l'Amérique latine, l'Allemagne, l'Espagne, l'Europe, la conférence européenne de janvier, etc.

La publication dans ce numéro de La Vérité des résolutions excluant Politica Obrera et sa clique du Comité d'organisation nous semble indispensable pour situer ce qui est en cause devant tous les mouvements se réclamant du trotskysme et toutes les organisations ouvrières. Il s'agit d'une mesure de salubrité politique indispensable.

*Stéphane Just,
le 15 janvier 1979.*

résolution déposée par l'OCI

1 — La huitième session du Bureau international du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale considère qu'il est devenu indispensable de régler dans toutes ses conséquences la situation créée par l'organisation argentine Politica Obrera, dont le comportement vise à conduire délibérément le Comité d'organisation sur la voie de la paralysie et de la dislocation.

Cette situation est d'autant moins tolérable que les nouveaux et très importants développements révolutionnaires qui s'annoncent à l'échelle mondiale, dans lesquels, comme hier au Portugal et aujourd'hui au Pérou, les organisations trotskystes sont appelées à intervenir directement et à jouer un rôle objectif qualitativement différent par rapport au passé, ainsi que l'ouverture d'une nouvelle phase du combat engagé en 1952 pour la reconstruction de la IV^e Internationale sur la base du programme, placent le Comité d'organisation et chacune des organisations qui le composent devant de nouvelles responsabilités, appellent une nouvelle progression dans l'élaboration politique et théorique sur tous les problèmes en cause, permettent des pas en avant dans la voie de la centralisation de l'activité du Comité d'organisation.

UNE TENTATIVE DE DISLOCATION DU COMITE D'ORGANISATION (1)

Le Bureau international estime nécessaire de rappeler les principales étapes de ce qu'il faut caractériser comme une opération visant à la dislocation du Comité d'organisation et à la liquidation de ses acquis politiques depuis 1972.

A — En novembre 1976, à quelques semaines de la septième session du Bureau international, « La Vérité » publiait un article intitulé « Pour un bilan du péronisme ». Cet article, rédigé par les camarades Etienne Laurent et Catherine Tavernier, se fixait pour objectif de contribuer à clarifier certaines questions de fond sur lesquelles la discussion internationale avait toujours échoué, notamment la caractérisation du péronisme.

Le Bureau international rappelle que la direction de Politica Obrera a participé fin décembre 1976 à la septième session du Bureau international.

(1) Les intertitres sont de la rédaction de *La Vérité*.

Les délégués de Política Obrera et, parmi eux, le camarade Altamira, avaient alors, bien entendu, lu cet article. Ils n'ont pas estimé que son contenu appelait une discussion particulière, et n'ont pas soulevé le problème au cours du Bureau international.

Un an plus tard, en décembre 1977, la direction de Política Obrera changeait soudainement de position et soumettait à la discussion internationale un texte dans lequel elle caractérisait l'OCI comme suit :

« Toute la position de *La Vérité* est d'un schématisme farouche, qui ne représente pas autre chose qu'un embellissement de la bureaucratie super-corrumpue des pays impérialistes. Cet embellissement est un aspect central de nos divergences dans cette polémique sur les syndicats (...). La bureaucratie et les partis ouvriers des pays impérialistes que l'on prend comme « modèle » sont les grands points d'appui pour l'impérialisme mondial contre les masses exploitées du monde entier. »

Et, à la fin de son texte, la direction de Política Obrera écrit :

« La III^e Conférence devra approuver une résolution condamnant fermement la position sectaire sur les syndicats comme étant incompatible avec la IV^e Internationale »,

paraphrasant le programme de fondation de la IV^e Internationale qui dit :

« Il faut poser ici comme un principe inébranlable : l'auto-isolement capitulard hors des syndicats de masse, équivalent à la trahison de la révolution, est incompatible avec l'appartenance à la IV^e Internationale. »

Ainsi, lors de la session de décembre 1976 du Bureau international et dans les semaines qui ont suivi, la direction de Política Obrera a attaché si peu d'importance à l'article de « La Vérité » « Bilan du péronisme » qu'elle n'a même pas jugé nécessaire d'en faire état. Un an plus tard, elle attache une importance si grande au même article qu'elle veut que soient chassés de la IV^e Internationale ceux

qui — c'est-à-dire l'OCI — se situeraient sur les positions qu'elle attribue aux auteurs de l'article.

Mais la suite allait démontrer que la discussion sur les syndicats, bien que soulevant de très importantes questions de principe, était l'expression d'une orientation de fond aboutissant à une révision sur toute la ligne du trotskysme.

Le Bureau international prend note de ce que la totalité des organisations du Comité d'organisation, à la seule exception du Parti ouvrier révolutionnaire de Bolivie, ont aussitôt condamné comme totalement irresponsable et calomniatrice la caractérisation de Política Obrera tendant à présenter l'OCI, qui a conduit, dès 1950-1952, le combat contre le pablisme, comme « prenant pour modèle la bureaucratie des partis ouvriers des pays impérialistes ».

Le Bureau international dénonce la volonté de scission délibérée exprimée dans ce passage du texte de Política Obrera, qui s'inscrit de la façon la plus claire dans une opération visant à faire éclater le Comité d'organisation.

Le Bureau international estime que la préparation de la III^e Conférence latino-américaine devra pousser jusqu'au bout la discussion sur les syndicats afin de rétablir fermement les positions du marxisme sur cette question.

B — Le Bureau international rappelle qu'il a déjà été amené, lors de sa septième session, en décembre 1976, à repousser les propositions de Política Obrera tendant à isoler la discussion sur les problèmes de la révolution prolétarienne en Amérique latine de l'activité d'ensemble du Comité d'organisation et des tâches d'ensemble de la reconstruction de la IV^e Internationale. Le Bureau international unanime — y compris avec la voix d'Altamira — avait alors refusé la proposition faite par Altamira d'un bulletin de discussion édité sous la seule responsabilité des organisations latino-américaines, avec le droit pour elles de décider ce qui pourrait ou ne pourrait pas être soumis à la discussion. Cette proposition, formulée par

Politica Obrera et abandonnée au cours du Bureau international, revenait à briser le cadre de la discussion internationale et à remettre en cause le rôle du Comité d'organisation.

Or, par lettre datée du 15 mars 1978, et reçue à Paris le 12 avril 1978, le comité central de Política Obrera revient à la proposition repoussée par le Bureau international unanime en décembre 1976. Il s'adresse en effet aux organisations latino-américaines du Comité d'organisation pour leur proposer

« la réalisation immédiate d'une réunion (...) qui pourrait se tenir du 5 au 9 mai à Lima et qui aurait pour ordre du jour l'organisation et la campagne de la III^e Conférence, conférence qui pourrait, à notre avis, se réaliser entre la mi et la fin juillet ».

Dans sa lettre du 15 mars, le comité central de Política Obrera distingue les organisations latino-américaines, considérées comme organisatrices de la réunion proposée, et les autres organisations du Comité d'organisation, qui ne seraient qu'« invitées » à cette réunion.

Le Bureau international rappelle que le Parti ouvrier marxiste révolutionnaire du Pérou (POMR), pressenti pour organiser la réunion à Lima, a refusé de se prêter aux manœuvres de Política Obrera visant à aboutir à une réunion des seules organisations latino-américaines et à en exclure les autres organisations, réduites à un statut d'« invitées ».

Politica Obrera a d'ailleurs menti délibérément au POMR en affirmant que cette réunion n'avait d'autre objet que l'aide au POMR, tandis qu'elle concevait cette réunion comme un moyen d'écartier les organisations européennes de la préparation de la III^e Conférence latino-américaine.

Le Bureau international dénonce, là encore, une tentative qui, avec les caractérisations calomnieuses et provocatrices lancées contre l'OCI, vise à briser le cadre de la discussion d'ensemble et à conduire le Comité d'organisation sur la voie de l'éclatement.

UNE VOLONTE MANIFESTE DE SCISSION

C — Le 19 juin 1978, la direction de Política Obrera remettait à l'OCI, chargée d'assurer le secrétariat technique du Comité d'organisation, un texte daté du 30 mai, destiné aux organisations du Comité d'organisation, et demandait sa publication dans le bulletin de discussion du Comité d'organisation. Mais, le même jour, la direction de Política Obrera faisait diffuser publiquement ce texte à la porte du meeting organisé à Paris par le Comité international contre la répression, salle de la Mutualité.

Le Bureau international condamne les agissements de la direction de Política Obrera comme totalement incompatibles avec les règles d'une discussion correcte au sein du Comité d'organisation et avec la loyauté qui doit commander les rapports entre les organisations du Comité d'organisation. En rendant ainsi public son texte du 30 mai, la direction de Política Obrera s'est placée elle-même en dehors des règles les plus élémentaires du fonctionnement du Comité d'organisation.

Indépendamment de son contenu politique, que la présente résolution examine plus loin, le texte de la direction de Política Obrera, intitulé « La IV^e Internationale n'est pas un grand domaine », prétend que l'OCI traiterait le Comité d'organisation comme un « grand domaine » et y régnerait par la méthode des grands propriétaires fonciers, de leurs régisseurs et de leurs agents recruteurs.

Le Bureau international relève une fois de plus la volonté de scission manifestée par la direction de Política Obrera, qui se manifeste par la multiplication d'insinuations frauduleuses et calomniatrices à l'égard de la direction de l'OCI, ainsi que par un profond mépris affiché à l'égard des organisations du Comité d'organisation en Europe comme en Amérique latine. Le Bureau international n'accepte pas que l'expression d'accords ou de divergences au sein du Comité d'organisation puisse servir à qualifier ceux

qui les expriment d'agents de telle ou telle organisation. Il condamne fermement le procédé de la direction de Política Obrera qui tend à présenter comme des agents de l'OCI toutes les organisations du Comité d'organisation qui, en exprimant leur solidarité à l'égard de l'Organisation communiste internationaliste contre les imputations calomniatrices de la direction de Política Obrera, ont pris position pour la défense du Comité d'organisation et de ses acquis.

Le Bureau international constate qu'il y a eu de la part de Política Obrera — par des méthodes telles que cette diffusion publique — tentative d'organiser un travail de caractère destructif au sein de l'OCI, comme au sein de l'organisation brésilienne et du POMR. Il condamne ces procédés comme totalement incompatibles avec les normes les plus élémentaires du fonctionnement du Comité d'organisation.

REFUS D'UNE VERITABLE DISCUSSION INTERNATIONALE

2 — La campagne scissionniste et les activités provocatrices de Política Obrera interviennent alors même que, dans le cadre de la préparation de la III^e Conférence latino-américaine, la discussion doit s'engager sur le bilan du combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale en Amérique latine, et sur le bilan de l'activité dans chaque pays. Le Bureau international relève que l'attitude de la direction de Política Obrera vise à éviter qu'un tel bilan se fasse dans la clarté. En agissant comme elle le fait, la direction de Política Obrera cherche à esquiver une discussion internationale permettant d'avancer dans la clarification des problèmes en cause. Elle tente en fait de camoufler ses propres positions.

Le Bureau international rappelle que la méthode qui a toujours présidé aux travaux du Comité d'organisation depuis sa fondation en 1972 est celle de la discussion la plus ample et la plus patiente des divergences dans le but de réaliser les conditions d'une homogénéisation politique et théorique réelle

entre les organisations se réclamant du combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale sur la base du programme.

C'est cette méthode de discussion qui, en permettant de surmonter les divergences naissant dans l'intervention dans la lutte des classes, dans et par la discussion, aboutira à restaurer, à une autre étape, les conditions du fonctionnement de la IV^e Internationale reconstruite selon les normes du centralisme démocratique.

Encore faut-il que la discussion ait lieu véritablement et que l'on ne cherche pas à s'y dérober.

Le Bureau international observe que Política Obrera, bien que membre du Comité d'organisation depuis sa fondation, s'est toujours refusée à une véritable discussion internationale, qui aurait permis d'aller jusqu'au bout d'un certain nombre de problèmes hérités de son propre passé et de ses liens antérieurs avec le nationalisme petit-bourgeois.

Le Bureau international rappelle que, de son côté, les tentatives d'ouvrir une discussion de fond avec Política Obrera ont toujours été commandées par la volonté de gagner pleinement au trotskysme, par l'expérience et le combat commun mené dans le cadre du Comité d'organisation, un groupe issu du nationalisme petit-bourgeois.

Mais la direction de Política Obrera n'a jamais accepté d'ouvrir, ni dans le cadre du Comité d'organisation, ni dans les rangs de son organisation, la discussion de fond qui aurait permis à celle-ci de tirer le bilan de ses positions antérieures et de les caractériser complètement. Loin de constituer en quoi que ce soit une quelconque mise en accusation, cette discussion aurait pu contribuer à l'homogénéisation politique et théorique de tout le Comité d'organisation sur la base du programme.

Aujourd'hui, alors que les problèmes politiques non réglés resurgissent avec une force accrue, en raison même de la proximité de nouvelles échéances décisives dans la lutte des classes en Amérique latine, le Bureau internatio-

nal estime nécessaire de rappeler quelques-unes des questions sur lesquelles Política Obrera s'est toujours refusée à une discussion franche dans le cadre du Comité d'organisation.

C'est ainsi qu'au lendemain de la I^{re} Conférence latino-américaine, organisée par l'OCI en février 1971, Política Obrera demandait son adhésion au Comité international et présentait cette décision comme constituant « une étape supérieure dans notre politique de combat pour le parti mondial ». Mais Política Obrera expliquait en même temps :

« En 1967, quand la direction castriste affirma son intention de construire une organisation révolutionnaire latino-américaine, instrument de l'extension de la révolution cubaine, notre parti s'est appuyé sur la nécessité objective de la révolution cubaine, sur la réaction du castrisme contre les trahisons du stalinisme, sur les positions internationalistes de la direction cubaine elle-même, pour agir en vue de la construction d'une authentique organisation internationaliste de ceux qui combattent pour la révolution. » (*Política Obrera*, 5 juillet 1971).

Il n'y a pas de péché originel pour qui s'attache à la construction du parti révolutionnaire de la IV^e Internationale.

Disons seulement que c'eût été un élément de clarification salubre au sein du Comité d'organisation et dans les rangs de l'organisation argentine que la direction de Política Obrera rédige elle-même un document critiquant ses positions antérieures et établissant le caractère incompatible du castrisme et du combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Mais, pour Política Obrera, il n'en était pas question.

En fait, le refus d'entreprendre sérieusement la critique de ses positions précédentes, les équivoques maintenues en permanence au sujet de la caractérisation du castrisme, n'étaient que l'expression d'oscillations et de confusions plus profondes sur la question du nationalisme bourgeois en général et du péronisme en particulier.

A PROPOS DU RETOUR DE PERON EN ARGENTINE

Dans une déclaration du comité exécutif national de Política Obrera publiée le 10 novembre 1972, alors que Peron négocie son retour en Argentine avec les principaux secteurs de la bourgeoisie et les généraux au pouvoir, on lit :

« Le retour de Peron est une victoire sur toute la ligne de la lutte de classe du prolétariat, contre le gorillisme et la direction péroniste. »

Et plus loin, dans la même déclaration :

« Il n'y aura pas de gouvernement à hégémonie péroniste par la voie pacifique (...). Le péronisme ne pourra pas reprendre le pouvoir pacifiquement comme en 1944-1945 (...). Dans l'état actuel des choses, une manifestation isolée et pacifique des masses ne parviendra pas à faire céder le haut commandement militaire, parfaitement uni dans sa volonté de faire échec à un retour inconditionnel du péronisme au pouvoir. »

Pour imposer aux militaires le retour de Peron, et pour réaliser un gouvernement à hégémonie péroniste, Política Obrera propose donc au prolétariat et à la jeunesse d'Argentine, au moment du premier voyage de Peron, de

« se regrouper derrière les commissions internes, les syndicats, les centres étudiants, pour marcher dans l'unité vers Ezeiza (l'aéroport de Buenos Aires où Peron doit débarquer) au moyen d'une grève active nationale ».

En somme, pour faire un accueil triomphal à Peron pour son retour d'exil...

Le fait qu'au cours de ce premier voyage Peron ait mis au point avec Lanusse et les sommets de la dictature militaire les conditions de son retour définitif en Argentine — et notamment accepté de ne pas se porter candidat aux élections de mars 1973 — en indiquait clairement la signification,

au cas où le moindre doute aurait pu subsister. Mais Política Obrera, accentuant encore ses positions antérieures, va s'aligner complètement sur les organisations petites-bourgeoises, « péronistes révolutionnaires », et appeler les travailleurs à voter blanc. C'est ainsi qu'une première fois déjà Política Obrera se refusera à appeler à voter pour les seuls candidats se présentant sous le drapeau de l'indépendance de classe du prolétariat, les candidats du Parti socialiste des travailleurs dirigé par N. Moreno, Coral et Paez, et placera de fait sur le même plan les candidats de la bourgeoisie et ceux du PST. Ce qui est évidemment inacceptable, quelles que soient par ailleurs les profondes divergences qui nous opposent à Moreno. Signalons d'ailleurs qu'à l'époque l'OCI avait écrit à la direction de Política Obrera pour lui signaler l'extrême importance pour elle de combattre pour présenter son propre candidat.

En refusant de se placer sur le plan d'une politique de principes, politique qui exige que soient distinguées les organisations de la bourgeoisie et celles qui se réclament du mouvement ouvrier, et dont le seul critère est celui de l'indépendance de classe du prolétariat, Política Obrera a clairement exprimé les attaches qui la lient toujours au péronisme, d'une part en refusant de combattre pour présenter son propre candidat, et d'autre part en refusant d'appeler à voter pour les candidats du Parti socialiste des travailleurs. Le vote blanc auquel appelait Política Obrera signifiait en réalité que la seule candidature acceptable pour les travailleurs était celle de Peron lui-même. En préconisant le vote blanc, Política Obrera exprimait ainsi sa rupture avec une politique d'indépendance de classe du prolétariat.

Les faits n'allaient d'ailleurs pas tarder à en faire la preuve. Le 16 avril, tirant les leçons du vote de mars qui avait vu l'élection du candidat de Peron, Campora, Política Obrera déclarait :

« Le 11 mars, les masses travailleuses ont arraché un triomphe significatif en infligeant une défaite à la camarilla gorilliste lanussiste. »

L'élection du candidat péroniste Campora est alors présentée comme une victoire pour les masses, et Política Obrera se contente de déplorer que cette victoire soit seulement « partielle et limitée » dans la mesure où Campora « ne se propose pas de liquider la domination impérialiste sur notre pays ». Etait-ce donc de cela qu'il était question ?

Les capitulations continuelles devant le péronisme se traduisent au même moment, et très logiquement, dans de graves concessions sur la question de l'Unité populaire chilienne, qualifiée de « progressiste » dans « Política Obrera » du 13 avril 1973.

Le 15 juin 1973, « Política Obrera » titre sur toute sa première page :

« Retour de Peron : il faut qu'il se prononce contre l'accord social !
Dehors les ministres patronaux !
Pour des ministres ouvriers contrôlés
par les organisations syndicales ! »

En d'autres termes, Política Obrera revendique l'entrée de ministres « ouvriers » (c'est-à-dire appartenant à la CGT péroniste)... dans un gouvernement bourgeois présidé par Peron lui-même.

Et lorsque, le jour du retour de Peron, en juin 1973, les groupes armés à la solde de la CGT péroniste, après avoir prémédité le massacre avec Peron lui-même, tirent sur la foule venue l'accueillir à l'aérodrome d'Ezeiza, faisant plus de 100 morts, des centaines de blessés et donnant le prétexte à des milliers d'arrestations, « Política Obrera » titre (29 juin 1973) :

« Pour une commission d'enquête de Peron, de la jeunesse péroniste et du comité régional de Cordoba, réclamons le châtiment des assassins d'Ezeiza ! »

Ce qui revient à demander au criminel de mener l'enquête sur son propre crime...

On pourrait multiplier les citations tirées des écrits de la direction de Política Obrera elle-même, qui toutes démontrent à quel point la politique de Política Obrera était, à cette époque, imprégnée d'un profond esprit de capitulation devant le péronisme, et

d'un refus obstiné de s'engager dans la définition d'une ligne fondée sur l'indépendance de classe du prolétariat.

Il n'est pas étonnant que, dans ces conditions, la direction de Política Obrera esquive délibérément la discussion politique indispensable et urgente sur le fond, dans le cadre du Comité d'organisation et du combat nécessaire pour son homogénéisation.

Fin août, Política Obrera décide qu'aux nouvelles élections présidentielles de septembre, où, cette fois-ci, Peron se présente, elle n'appellera pas au vote Coral-Paez, mais soit au vote blanc, soit au vote Coral-Paez, présenté comme la « double manière d'exprimer un vote de rupture avec Peron ».

DE LA « REVOLUTION COLONIALE » A LA « THEORIE » DE LA REVOLUTION PAR ETAPES

Le 19 septembre 1973, le camarade Pierre Lambert, au nom de l'OCI, écrit au camarade Jorge Altamira pour que s'engage sans plus tarder une discussion fondamentale sur les positions de Política Obrera :

« Non, en aucun cas, et d'aucune façon, on ne peut défendre une tactique qui contribue à enfermer les travailleurs dans leurs illusions au sujet de Peron et de la nature de classe précise de son programme, de son gouvernement, de ses ministres, illusions qui servent de marchepied au stalinisme (...). Vos propositions tendent à faire admettre que, d'une façon quelconque, Peron pourrait devenir le représentant légitime des masses laborieuses argentines, fût-ce moyennant un « congrès de base ». Alors que Peron trompe les masses et ne peut les entraîner qu'à la défaite... comme Allende. Ce qui, évidemment, ne signifie pas que l'on place un signe égal entre Allende et Pinochet, entre Peron et Lanusse. »

Et le camarade Lambert appelait la direction de Política Obrera à mener franchement la discussion dans le cadre du Comité d'organisation :

« Cette lettre est le témoignage du prix que j'attache à ce que la discussion entre nous ait lieu. Je suis persuadé que tu comprendras l'esprit fraternel dans lequel j'ai écrit cette lettre, en vue d'aboutir à la clarification indispensable à la construction de partis révolutionnaires dans chaque pays dans le seul cadre dans lequel nous puissions avancer : la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale. »

Cette lettre est demeurée sans réponse, et la discussion ne s'est pas ouverte de façon précise sur le bilan de la politique de Política Obrera en Argentine. Certes, la session de novembre 1973 du Bureau international a été marquée par un pas en avant extrêmement positif avec l'adoption d'une résolution unanime proposée par la délégation de l'OCI, caractérisant l'Unité populaire chilienne comme un front populaire, et condamnant les caractérisations fausses concernant le caractère « partiellement progressiste parce que anti-impérialiste » des positions du gouvernement Allende. Mais, sur la question de la bourgeoisie nationale, Política Obrera présentait un texte qui laissait volontairement sans réponse les problèmes précis soulevés dans la lettre du camarade Lambert.

« La construction du parti ouvrier, écrivait Política Obrera, ne se fera jamais en opposant les organisations trotskystes au parti nationaliste, principalement en ce qui concerne les revendications « sociales » (comme dans les pays avancés), ni en s'éloignant des ouvriers d'avant-garde qui réalisent leur expérience dans les rangs du nationalisme (celui-ci se présente parfois comme le parti des travailleurs - péronisme - ce qui ne surprend pas, puisque, dès ses origines, le nationalisme des colonies a cherché à se couvrir des hardes du communisme, chose qui n'arrive pas dans les métropoles). »

Et plus loin, la direction de Política Obrera écrit :

« En déclarant qu'il n'existe pas de « révolution coloniale », mais des « révolutions prolétariennes dans les colonies », l'OCI rompt l'unité réelle de la lutte des classes, l'unité de la

révolution coloniale avec la révolution socialiste mondiale, pour la remplacer par un schéma qui n'est que la somme des révolutions prolétariennes. »

Qu'on le veuille ou non, la conception des dirigeants de Política Obrera, qui est d'ailleurs la conséquence logique de leur capitulation devant la bourgeoisie nationale et le péronisme, revient à la « théorie » de la révolution par étapes, incompatible avec le marxisme et la théorie de la révolution permanente.

Rappelons que, dans les résolutions du IV^e Congrès de l'Internationale communiste, la « révolution coloniale » est toujours traitée comme la forme de la révolution prolétarienne mondiale dans les pays coloniaux ou semi-coloniaux. Il s'agit, comme l'indique le projet de document sur la situation mondiale et les tâches de reconstruction de la IV^e Internationale soumis au Bureau international, d'une « forme différenciée, elle-même différenciée d'ailleurs, de la révolution prolétarienne mondiale ».

Dans les pays arriérés que contrôle l'impérialisme, la bourgeoisie nationale et la petite bourgeoisie sont incapables de mener à bien la lutte anti-impérialiste, en conséquence même des liens de subordination, qu'il faut certes analyser cas par cas, qui les attachent au système impérialiste mondial.

Dans ces pays, où les tâches démocratiques et nationales n'ont pas été — ou pas totalement — réalisées, c'est le prolétariat qui doit prendre la tête de la lutte émancipatrice de la nation opprimée. Il en résulte que, dans ces pays comme dans les autres, l'indépendance de classe du prolétariat, c'est-à-dire la lutte pour ses propres objectifs de classe dominante, qui intègrent totalement la satisfaction des revendications nationales et démocratiques pour lesquelles se mobilisent les plus larges masses exploitées et opprimées, autrement dit la lutte pour la dictature du prolétariat, constitue l'axe stratégique en dehors duquel il est impossible de définir une politique de principes. C'est bien de la révolution prolétarienne qu'il s'agit dans les pays arriérés que contrôle l'impérialisme, et non pas de la « révolution coloniale » qui serait, selon les diri-

geants de Política Obrera, une révolution démocratique dirigée par la bourgeoisie nationale. Ainsi, en ce qui concerne le Nicaragua, Política Obrera écrit :

« Par ses tâches immédiates — jeter à bas une dictature de quatre décennies — ainsi que par les classes qui occupent la position dirigeante du mouvement — une fraction de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie (sandiniste) —, la phase actuelle de la révolution n'est pas socialiste, mais démocratique et anti-impérialiste. » (Política Obrera, octobre 1978).

Ces positions ont donné lieu à deux journées intenses de discussion au cours desquelles l'OCI, la Ligue ouvrière du Mexique, les camarades brésiliens et d'autres organisations ont cherché à démontrer à la délégation de Política Obrera où leurs positions pourraient les mener si elles n'étaient pas redressées. Il appartenait à la direction de Política Obrera de rapporter ces discussions à son organisation et d'ouvrir sur cette base la discussion la plus large dans ses propres rangs afin de permettre à toute l'organisation d'en tirer tout le parti possible et de progresser politiquement, comme conséquence de son appartenance au Comité d'organisation.

« DONNER ET RETENIR NE VAUT... »

Loin de prendre cette discussion au sérieux et de rompre ses attaches avec le péronisme, Política Obrera s'est figée sur ses positions et s'est enfoncée dans un cours dont le document de décembre 1977 donne la présentation la plus achevée lorsqu'il affirme qu'il faut

« occuper sa tranchée dans le camp national dirigé par le péronisme et jeter à bas l'ennemi principal de l'indépendance des travailleurs, c'est-à-dire l'impérialisme et la bureaucratie russe ».

Autrement dit, l'indépendance de classe du prolétariat et de son organisation dans les pays opprimés se conquiert par la subordination à la bourgeoisie nationale ! C'est en somme la

« théorie » de la subordination « permanente » au péronisme, opposée à la théorie de la révolution permanente !

Bien entendu, tout autre est la question d'appuyer les pas en avant de la bourgeoisie nationale (effectués d'ailleurs sous la pression des masses) contre l'impérialisme. Mais la révolution permanente prescrit que, quelles que soient les circonstances, le parti du prolétariat doit mettre en garde les masses laborieuses sur le caractère veule et lâche de la bourgeoisie nationale, et, pour ce faire, s'organiser en toute indépendance de classe dans le combat anti-impérialiste.

Or la direction de *Politica Obrera* écrit :

« La faillite de toute l'analyse de *La Vérité* est de se placer au-dessus des camps concrets en lutte, comme si elle se trouvait dans la stratosphère, et d'un autre côté de faire de l'indépendance ouvrière une position formelle au point de ne pas voir que, dans toute lutte entre le camp impérialiste et le camp national, l'indépendance future du prolétariat passe nécessairement (même si cela n'est pas suffisant) par la défaite du camp impérialiste, plus précisément cette défaite ouvre la possibilité historique insuspectée pour élever et développer la position de classe indépendante du prolétariat au sein de l'Etat bourgeois, possibilités qui peuvent être seulement utilisées à fond à condition de développer la position de classe indépendante par rapport au nationalisme dans tout le cours de la lutte anti-impérialiste. »

« Donner et retenir ne vaut. » Qu'écrivait en effet *Politica Obrera* ? « L'indépendance future du prolétariat passe nécessairement par la défaite du camp impérialiste. » En clair, cela signifie que, dans le combat contre l'impérialisme, avant sa « défaite », le prolétariat ne peut être « indépendant » de la bourgeoisie nationale.

Quel aveu ! Cette seule phrase suffirait à caractériser le lien de subordination totale qui unit *Politica Obrera* au péronisme, investi par *Politica Obrera* de la conduite du combat pour l'indépendance nationale, jusqu'à la défaite de l'impérialisme.

Si tel est le cas, si le péronisme a la mission historique de chasser l'impérialisme, c'est une véritable provocation que de combattre pour la construction d'organisations trotskystes qui se donnent pour tâche d'aider le prolétariat à réaliser sa dictature, seul moyen d'assurer la défaite de l'impérialisme et de réaliser les tâches nationales et démocratiques.

Bien entendu, les dirigeants de *Politica Obrera* utilisent toutes les précautions d'usage. Il s'agit seulement, écrivent-ils, de

« possibilités qui ne peuvent être utilisées à fond qu'à condition de développer la position de classe indépendante par rapport au nationalisme dans tout le cours de la lutte anti-impérialiste ».

Mais « l'indépendance de classe du prolétariat » est néanmoins située au futur, elle est subordonnée « à la défaite du camp impérialiste », tâche dont la direction incombe, selon *Politica Obrera*, à la bourgeoisie nationale. Admirons d'ailleurs la suite : même cette « défaite » ne suffit pas ; elle « ouvre » seulement cette « possibilité » !

ISABEL PERON, LA « CAMARILLA DE DROITE » ET LES « MAUVAIS » MINISTRES

Une fois encore, la lutte des classes a démontré qu'il ne s'agissait pas là de positions académiques. L'enlèvement de plus en plus profond de *Politica Obrera* dans la compromission avec le péronisme s'est manifesté dans toute son intervention ultérieure.

Lors de la grande grève générale de juin-juillet 1975, *Politica Obrera* s'adresse à Isabel Peron pour lui demander de se séparer de son « cabinet réactionnaire » dirigé par Lopez Rega. *Politica Obrera* s'adresse à la direction de la CGT péroniste pour lui demander, sous la direction d'Isabel Peron, de « structurer l'alternative nationale du mouvement ouvrier, au moyen d'un plan économique et politique de sauvetage national ». Quelle

écœurante prostration devant le péronisme décomposé que représente Isabel Peron !

Le 18 juin 1975, alors que les dirigeants péronistes de la CGT combattent la grève générale main dans la main avec le gouvernement Isabel Peron-Lopez Rega et appellent à un « encadrement organique » pour remettre le pays au travail et pour faire respecter leur discipline, Politica Obrera écrit :

« Les dirigeants syndicaux demandent : encadrement organique. Fort bien, camarades dirigeants ! Mais c'est vous qui êtes coupables de l'anarchie et du désordre. Si les travailleurs font des assemblées en marge du syndicat, c'est parce que le syndicat n'appelle pas à ces assemblées (...). Si les ouvriers forment des coordinations régionales entre les commissions internes, c'est parce que les CGT régionales ne fonctionnent pas et ne servent pas à la mobilisation ouvrière. Si les travailleurs se lancent dans la grève active, c'est parce que la CGT ne les appelle pas à organiser une grande grève nationale pour les revendications ouvrières », etc.

Le 27 juin, Politica Obrera se prononce contre « le chantage d'Isabel Peron », qui menace de démissionner, c'est-à-dire pour qu'Isabel Peron reste au pouvoir. Avec quel argument ?

« Nous sommes, écrit *Politica Obrera*, contre toute démission qui peut signifier une succession de type patronal et une solution de rechange sous le contrôle de l'impérialisme et des forces armées. »

Et, le 4 juillet, Politica Obrera se lamente parce que « la présidente de la nation se refuse à rompre avec la camarilla de droite ».

Politica Obrera a caractérisé la situation de juin-juillet 1975 comme révolutionnaire et a même fustigé l'OCI pour ne l'avoir pas fait.

Mais si la situation était révolutionnaire, quel mot d'ordre central aurait-il fallu lancer pour en finir avec le gouvernement Isabel Peron, qui « se refuse à rompre avec la camarilla de droite » ?

La direction de Politica Obrera est revenue dans de nombreux textes postérieurs sur les événements de juin-juillet 1975 et a prétendu faire le bilan de son intervention. Elle n'est cependant jamais revenue sur toute son orientation tendant à « dissocier » la présidente de ses « mauvais » ministres et de la « camarilla de Lopez Rega ».

LE SOUTIEN DE POLITICA OBRERA A LA DICTATURE DE VIDELA

3 — Mais la capitulation de Politica Obrera devant le péronisme n'allait pas s'arrêter là. Elle ne devait pas seulement interdire à Politica Obrera d'élaborer une intervention permettant de combattre pour assurer l'indépendance de classe du prolétariat face aux gouvernements de Peron et de sa femme. Elle devait conduire Politica Obrera à adopter une caractérisation de la junte militaire qui la situe sur le même terrain que le stalinisme et la bourgeoisie argentine.

Le gouvernement de Videla, explique la direction de Politica Obrera, doit être distingué de celui de Pinochet au Chili. Ce qui est exact, mais encore faut-il voir en quoi et comment. Il existe, dit Politica Obrera, une « aile pinochetiste » à l'intérieur des forces armées argentines, mais le gouvernement Videla, c'est autre chose... Il doit être caractérisé comme

« un gouvernement bourgeois, contre-révolutionnaire, de type semi-bonapartiste, c'est-à-dire cherchant à détruire toute organisation indépendante du prolétariat, et qui joue un rôle d'arbitrage entre la bourgeoisie nationale et l'impérialisme. » (*Texte adopté par le congrès de mars 1977, page 3*).

Cette caractérisation paraphrase le texte bien connu de Trotsky sur « les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste ». Aux mains de Politica Obrera, elle ouvre la voie à une appréciation du gouvernement Videla aux termes de laquelle celui-ci pourrait « arbitrer entre la bourgeoisie nationale et l'impérialisme » et même être conduit à se dresser, au moins un peu,

pour le compte des masses, face à l'impérialisme. Ce n'est pas là une hypothèse d'école, mais selon Política Obrera une réalité qui s'est manifestée dans la lutte des classes. Política Obrera écrit en effet ceci :

« Manquant de la plus petite base sociale pour une pratique d'arbitrage, le gouvernement militaire se trouve objectivement et subjectivement (c'est-à-dire du fait de la pression de la crise économique et de l'action des classes) entre la pression de l'impérialisme et la pression de la résistance des masses. De là, on ne doit pas exclure les tendances à arbitrer entre les classes à un certain moment, comme en témoigne son refus d'entreprendre un écrasement direct des grèves dans l'industrie mécanique et l'électricité, ainsi que la déclaration de la « trêve des prix » et l'intervention sur les marchés de gros. Cette tendance est plus accusée dans la tentative existant depuis un an de créer un régime syndical super-contrôlé, qui aide à la destruction des organisations ouvrières indépendantes, en développement avec le concours de la bureaucratie syndicale. La répression limitée contre le stalinisme fait partie de tout cela. »
(*Texte adopté au II^e Congrès de Política Obrera, pages 3 et 4.*)

Le gouvernement militaire est donc, d'un côté, un gouvernement contre-révolutionnaire, issu d'un coup d'Etat dirigé contre les masses, mais, de l'autre, il se trouve, selon Política Obrera, pris « objectivement et subjectivement » « entre la pression de l'impérialisme et la pression de la résistance des masses », allant, dans un tel cadre, jusqu'à refuser d'écraser les grèves.

Mais, comme marxistes, nous sommes pour le soutien inconditionnel de toute résistance, même limitée, de la bourgeoisie nationale face à l'impérialisme. Il faudrait donc, si l'on admettait la caractérisation qu'en donnent les dirigeants de Política Obrera, soutenir la « résistance » anti-impérialiste du gouvernement Videla.

La véritable nature de la direction de Política Obrera est ici clairement formulée. Incapable de combattre pour l'indépendance de classe du prolétariat dans la lutte anti-impérialiste

de la nation opprimée, la direction de Política Obrera est amenée à apporter son « appui » au gouvernement Videla, compadore de l'impérialisme américain.

Pour la direction de Política Obrera, le gouvernement Videla a au moins un pied dans le « camp national ». La preuve en est, selon la direction de Política Obrera, qu'il cherche à « créer un régime syndical super-contrôlé »... avec le concours de la bureaucratie syndicale qui, elle, est péroniste.

POLITICA OBRERA CHERCHE DES ALLIES DANS LE GOUVERNEMENT DES TORTIONNAIRES

Le cadre de pensée et d'action dans lequel se meut la direction de Política Obrera et l'horizon politique qu'elle se donne sont définis avec plus de détails encore dans un texte du bulletin intérieur postérieur de quelques mois au document adopté lors du II^e Congrès.

La direction de Política Obrera écrit :

« Du point de vue de la discussion institutionnelle, nous avons trois blocs. Le premier représente la réaction politique la plus extrême qui veut que les problèmes constitutionnels ne soient pas réglés jusqu'à une défaite préalable décisive des masses... Le deuxième bloc, ce sont les libéraux, dont la position consiste à définir déjà un plan d'institutionnalisation qui consisterait dans l'insertion d'institutions mutilées politiques dans le régime de la dictature militaire. Son noyau politique de base est constitué par les partis du « grand accord national » et le stalinisme.

Entre ces deux blocs, il y a un arc-en-ciel de positions qui va des partisans de la création d'un parti officiel qui serve d'instrument politique à l'aile réactionnaire... jusqu'à ceux qui s'opposent à une ouverture politique immédiate, mais qui ont en vue de parvenir à un arrangement institutionnel avec les partis traditionnels... La résistance de secteurs de la bourgeoisie nationale qu'affectent les

plans de Martinez de Hoz, y compris l'oligarchie financière et exportatrice dominante, tend à s'exprimer à travers le bloc libéral à l'exception du courant « partisan du développement ». Le troisième bloc est constitué par les partisans d'une Assemblée constituante véritablement souveraine et révolutionnaire, représentée par Política Obrera. Entre ce bloc et le bloc libéral, oscillent avec différentes variantes le Parti socialiste des travailleurs, les péronistes authentiques et les ultra-gauches. »

Et la direction de Política Obrera poursuit :

« Le gouvernement militaire est constitué par une coalition informelle des deux premiers blocs : la fraction Videla représente un arbitrage entre ces deux blocs et leurs variantes, avec, toutefois, la réserve fondamentale qu'il s'est, jusqu'à maintenant, adapté à l'offensive de la droite (*admirable ! NDLR*). Il n'est pas possible d'intervenir dans la politique argentine sans caractériser l'affrontement inter-bourgeois qui constitue aujourd'hui le centre de la crise politique, et sans affirmer la nécessité de concentrer tous les coups contre la droite réactionnaire tout en dénonçant les compromis du bloc libéral avec la dictature, le caractère antidémocratique de ses projets, le chemin sans issue où se situent ses propositions les plus mesquines (*sic ! NDLR*) (par exemple, cessation des enlèvements et situation des disparus), et sans orienter la petite bourgeoisie qui le suit vers la lutte pour l'Assemblée constituante, en lui proposant une action précise de front unique pour la démocratie politique et contre l'abandon de l'indépendance nationale. »

Le but politique que s'assigne Política Obrera serait donc d'arracher Videla à l'influence de la « droite réactionnaire », comme hier elle s'attachait à arracher Isabel Peron à l'emprise de Lopez Rega et des « ministres de droite ».

La fanfaronnade pitoyable de la direction de Política Obrera sur le « troisième bloc » représenté par Política Obrera dissimule mal les conséquences extrêmes de l'alignement sur

la bourgeoisie qui conduit Política Obrera à rechercher des alliés au sein même du gouvernement des tortionnaires et des assassins à la solde de l'impérialisme, plus particulièrement en la personne de son chef, le général Videla.

La méthode impressionniste de Política Obrera, dont le fil conducteur n'est pas le marxisme, lequel procède des classes, de leur lutte, de leurs relations à un stade déterminé, mais celle de l'intégration du prolétariat dans la bourgeoisie « nationale », dont il faudrait tenter de définir les fractions progressistes pour s'aligner sur elles, conduit ainsi la direction de Política Obrera à la capitulation pure et simple devant la dictature militaire. Et cela au nom des « trois blocs », (pourquoi pas les quatre classes ?), entre lesquels oscillent à la fois une « bourgeoisie nationale » dont on signale la « résistance », et le chef du gouvernement militaire lui-même, qu'il ne faut surtout pas confondre avec le bloc représentant la réaction la plus extrême.

La même méthode commande les analyses faites dans le journal « Tribuna », publié après le coup d'Etat. On lit par exemple dans le n° 19 bis (fin 1977) un article intitulé « Front unique contre la misère et la répression », où les auteurs se livrent à une tentative d'analyse des tendances dans l'armée : il faudrait distinguer, selon eux, l'armée fasciste de Villas, celle de Massera, celle de Videla. Ces trois fractions se voient, selon « Tribuna », obligées d'assumer des programmes qui reflètent « des tendances plus ou moins définies des classes en lutte ». C'est ainsi que, toujours selon « Tribuna », des réalignements sont en cours : Videla appuie le programme de Martinez de Hoz, et compte sur l'appui des partis libéraux. Massera « converge » avec les partisans du développement, etc. Dans le numéro précédent de « Tribuna », on peut lire un article analysant et caractérisant l'appui donné par le Parti communiste argentin à la junte Videla. Mais force est de constater qu'un examen des positions de Política Obrera conduit à la conclusion qu'en dépit de l'attaque des rédacteurs de « Tribuna » la politique de la direction de Política Obrera rejoint, sur le fond, celle du stalinisme.

A NOUVEAU SUR LE MOT D'ORDRE DE CONSTITUANTE EN AMERIQUE LATINE

4 — Toute l'utilisation qui est faite par Política Obrera du mot d'ordre de la Constituante est commandée, en dernière analyse, par son appréciation du gouvernement Videla. Elle traduit le même alignement sur les composantes « progressistes » de la bourgeoisie argentine et sur leurs porte-parole au sein de la junte Videla.

La partie du document adoptée par le II^e Congrès de Política Obrera au sujet de la Constituante commence par la réaffirmation d'une série de positions en apparence conformes au « Programme de transition ». Mais, à un point déterminé de l'analyse, le document tourne brutalement :

« Maintenant, quel est le lien politique entre ce mot d'ordre et le mot d'ordre de renversement du régime militaire ? Autrement dit : la dictature peut-elle convoquer la Constituante ? Dans l'affirmative : celle-ci ne serait-elle pas complètement impuissante face au monopole du pouvoir réel par les forces armées ? Devrions-nous formuler ainsi la position : pour une Assemblée constituante convoquée par le gouvernement ouvrier et paysan ? Plus généralement : l'Assemblée constituante n'est-elle pas complètement irréalisable, étant donné l'antagonisme atteint entre la bourgeoisie et le prolétariat ?

Faire du renversement du gouvernement militaire la condition de la convocation d'une Assemblée constituante souveraine et démocratique, c'est mettre, dans la situation politique actuelle, la charrue devant les bœufs.

Les masses livrent une lutte défensive sous les slogans généraux de la démocratie : subordonner la revendication de la Constituante à l'élimination préalable de la dictature, c'est la stériliser complètement. L'objectif du mot d'ordre est de doter les travailleurs en lutte d'une perspective politique unifiée, centralisée, qui les aide à s'opposer de façon centralisée

au gouvernement militaire. Introduire la condition préalable de l'élimination de celui-ci signifie que l'on pense que cette centralisation est déjà réalisée et que l'on peut commencer la lutte directe pour le pouvoir. »

Ainsi donc, aux mains des dirigeants de Política Obrera, le mot d'ordre transitoire de la Constituante souveraine, qui ne peut avoir d'autre signification que d'aider les masses à se dresser pour en finir avec la dictature militaire, se trouve totalement vidé de sa substance révolutionnaire et transformé en son contraire. En fin de compte, puisque « le renversement du gouvernement militaire » n'est pas « la condition de la convocation d'une Assemblée constituante souveraine et démocratique », c'est que l'on pourrait attendre de la junte Videla elle-même la convocation d'une telle Assemblée constituante, la « souveraineté » restant évidemment entre les mains des généraux tortionnaires.

Bien entendu, le gouvernement Videla, compadore de l'impérialisme, peut, le cas échéant, convoquer une Constituante octroyée. Mais, indépendamment du fait que, selon les circonstances, le parti révolutionnaire peut participer, ou bien boycotter les élections à cette Constituante octroyée, toute son agitation se mènera contre la Constituante octroyée, lui opposant la Constituante souveraine, qui devient ainsi un levier contre le gouvernement militaire.

Mais, pour Política Obrera, les références au gouvernement ouvrier et paysan ne sont que des phrases vides. La perspective qu'ouvrent les dirigeants de Política Obrera, c'est la demande adressée au gouvernement Videla de convoquer la Constituante souveraine et démocratique. La revendication démocratique de la Constituante est non seulement vidée de sa substance, mais son caractère et son contenu transitoire visant à mobiliser les masses pour le renversement du gouvernement militaire et pour le gouvernement ouvrier et paysan s'en trouvent foulés aux pieds.

Bien sûr, la direction de Política Obrera cherche à brouiller les pistes et à couvrir sa honteuse capitulation en affirmant, une page plus loin :

« Nous ne serions pas réellement révolutionnaires si, en dénonçant l'arbitraire et la terreur gouvernementale, nous n'avancions pas dans notre agitation l'idée qu'il faut en finir avec la dictature. »

Mais s'agissant du mot d'ordre de la Constituante et de son utilisation immédiate, il ne faut surtout pas le lier à l'élimination de la dictature, il ne faut pas conduire le combat sur le mot d'ordre fondamental : « A bas Videla ! » On le comprend, car, pour Política Obrera, Videla est en équilibre « entre la pression de l'impérialisme et la pression des masses ». Toute la politique de Política Obrera, qui abandonne le contenu transitoire de la revendication de la Constituante souveraine, vise en réalité à « accentuer » la pression des masses pour desserrer la pression de l'impérialisme sur Videla ! Belle perspective en vérité !

UN FESTIVAL DE « POLITIQUE-FICTION »

Toujours soucieux de donner le change, les auteurs du document se livrent alors à toute une série de diversions, qui prennent l'allure d'un véritable festival de « politique-fiction ».

« On peut facilement imaginer, écrivent-ils, les possibilités suivantes :

1/ que le gouvernement militaire arrive à vaincre, arrêter ou restreindre la lutte des masses. Dans ce cas, le gouvernement peut profiter de cet avantage pour mettre en œuvre quelques-uns de ses plans « constitutionnels ». Dans une telle situation, nous serions obligés de lutter pour le droit à la participation politique indépendante de la classe ouvrière dans n'importe quelle assemblée limitée qu'on convoquerait, tant que les travailleurs ne seraient pas en mesure de la détruire, pour l'utiliser comme tribune politique d'éducation et d'agitation ;

2/ le mouvement des masses prend un cours ascendant et le gouvernement résiste ou est incapable d'effectuer des propositions « libéralisantes » pour en dévier ou en atténuer le rythme. Dans ce cas, on va vers un

heurt frontal. Si la dictature est vaincue, l'Assemblée constituante pourrait être convoquée par un autre gouvernement ou bien celui-ci recommencerait l'affrontement avec un prolétariat passant à l'offensive révolutionnaire. Tant qu'il n'y aura pas un gouvernement ouvrier et paysan constitué et que la Constituante convoquée n'apparaîtra pas clairement opposée à ce gouvernement, nous devons participer à cette Constituante pour dénoncer le rôle de la bourgeoisie et accélérer le passage total des masses vers la dictature du prolétariat ;

3/ on ne peut écarter l'éventualité que, prévenant une montée des masses ou sous leur pression déjà très forte, le gouvernement militaire cherche à freiner la situation par une Constituante, selon un « modèle » semblable à l'« institutionnalisation » de Lanusse. Il faudrait apprécier tactiquement le rapport de forces, et, sur cette base, décider si la situation doit être utilisée pour éliminer le gouvernement (qui serait vacillant) ou s'il convient d'aller à la Constituante, pour l'opposer de façon révolutionnaire à la dictature qui a encore le monopole du pouvoir. »

Des mots, encore des mots, toujours des mots ! Le petit-bourgeois camoufle toujours sa capitulation derrière des phrases révolutionnaires !

Une nouvelle fois, le mot d'ordre de la Constituante se transforme, aux mains des dirigeants de Política Obrera, en un vulgaire pont lancé en direction de la bourgeoisie nationale, et au-delà vers certains secteurs de l'armée et du gouvernement Videla. Dans le bulletin intérieur postérieur de quelques mois au II^e Congrès déjà cité, on le constate avec une totale clarté. On y lit :

« Il n'y a pas de pire avortement que celui de devenir les propagandistes solitaires de l'Assemblée constituante ou les créateurs de campagnes solitaires sur telle ou telle revendication démocratique. Toujours, absolument toujours, nous devons chercher à intéresser toutes les organisations politiques et non politiques qui s'orientent de façon minime vers la résistance démocratique pour lutter

en commun pour ses revendications. Plus encore, ce qui est correct c'est transformer en une base pour un travail pratique les revendications d'autres camps et dans laquelle sûrement se reflète la pression accumulée des masses, et la propagande et agitation de notre parti, que d'inventer solitairement des propositions d'action. La résistance des masses c'est le fond de la crise politique, mais les travailleurs n'occupent pas le centre de cette crise du fait des défaites subies. Sans une prise de position non seulement déjà par rapport à ce qui est en discussion, mais par rapport aux organisations et fractions militaires qui se trouvent mêlées à cette discussion, il n'y a pas de politique possible qui intéresse les masses. »

Et plus loin :

« Nous avons déjà parlé du rôle temporairement central des partis bourgeois et fractions militaires dans la crise présente. Nous sommes obligés d'organiser une relation systématique avec les ailes non droitières à tous les niveaux et localités, y compris dans leurs sommets. Il importe non seulement que nous progressions dans l'obtention d'informations ; il est aussi important que nous en profitions pour la mobilisation des personnalités dans des actions déterminées pour les emprisonnés ou pour obtenir un plus grand écho à la mobilisation et aux affrontements que développe la classe ouvrière. On ne doit pas placer sur un même plan les partis bourgeois libéraux qui dépendent à la longue d'un certain parlementarisme, avec l'Eglise catholique qui est une organisation féodale historiquement opposée à la démocratie, ennemi combattant du laïcisme et avant-garde de l'abrutissement des masses. Cependant, là aussi se réfèrent les contradictions sociales, et la hiérarchie doit tenir en compte aussi l'état d'esprit des masses et de la petite bourgeoisie. L'Eglise, même si elle peut avancer des positions semblables à celle des partis libéraux, cherche en réalité à occuper la position de ceux-ci à la faveur des partis placés sous le contrôle ecclésiastique. La majorité de l'épiscopat s'est alignée avec Videla et est partisane à la longue d'une convergence civile et

militaire. Son action cherche à attirer la jeunesse à ce programme sous la couverture d'un « catholicisme social ». Il est nécessaire de monter une base de travail au sein de la jeunesse catholique, être près des jeunes et des exploités, ceux qui s'approchent d'elle et participent de sa crise politique inévitable comme en 1965-1967, nous pouvons gagner des cadres importants. Vu la proscription politique, l'Eglise est devenue une porte obligée où vont frapper les familles des emprisonnés et disparus. Nous ne pouvons pas être absents de cette situation. »

POURQUOI LE MOT D'ORDRE « A BAS LA DICTATURE » N'EST PAS MIS EN AVANT

Est-il nécessaire de commenter ? Il ne faut pas mettre en avant le mot d'ordre « A bas la dictature » pour pouvoir faire sa jonction avec « la bourgeoisie nationale » jusqu'au niveau « des fractions militaires » ; bien que l'Eglise soit une « institution féodale »... « nous ne pouvons pas être absents ». Au total, c'est de ces forces sociales et politiques et aussi de l'impérialisme américain, qui est pour une « certaine » Constituante, que *Politica Obrera* attend le cadeau d'une Constituante accordée. Après cela, l'« indépendance du prolétariat », le gouvernement ouvrier et paysan, la dictature du prolétariat, ce ne sont plus que des mots qui appartiennent au rituel.

Le contenu de la presse de *Politica Obrera* est parfaitement conséquent avec cette orientation. Le n° 18 titre : « Face à la crise gouvernementale exacerbée : Assemblée constituante ! » Le n° 19 : « La désagrégation gouvernementale s'approfondit : pour une Assemblée constituante souveraine ». Et, dans le n° 19, les auteurs discutent courtoisement avec le Parti radical argentin (dont *Politica Obrera* accepte l'auto-caractérisation faite par ses dirigeants comme « courant national, populaire et démocratique du peuple argentin ») sous le titre : « Document radical : pourquoi ne propose-t-il pas l'Assemblée constituante ? »

Le Bureau international réaffirme que le mot d'ordre de l'« Assemblée nationale ou constituante » concentre toutes les revendications démocratiques et nationales. Il est inséparable des revendications spécifiques du prolétariat et de l'objectif qu'« à une certaine étape de la mobilisation des masses sur les mots d'ordre de la démocratie révolutionnaire les soviets peuvent et doivent surgir ». Les mots d'ordre de la démocratie révolutionnaire sont de puissants moyens pour faire surgir les soviets. Donc celui d'Assemblée constituante doit obligatoirement être utilisé ainsi qu'un mot d'ordre se situant dans la perspective de la révolution prolétarienne, un mot d'ordre pour, et de la révolution, en opposition à ceux de la « bourgeoisie nationale ». Comme le dit le programme : « Sur la base du programme démocratique, il faut opposer les ouvriers à la "bourgeoisie nationale" ».

Pour toutes ces raisons, le Bureau international affirme que le mot d'ordre de la Constituante est inséparable, là où une dictature est en place, de celui de « A bas la dictature ».

Le Bureau international estime que les positions développées par Política Obrera sur la caractérisation de la junte Videla sont incompatibles avec le « Programme de transition » de la IV^e Internationale et avec l'appartenance au Comité d'organisation.

La politique des dirigeants de Política Obrera, si elle avait été appliquée au Pérou, aurait conduit à l'acceptation du cadre frauduleux de la Constituante octroyée, c'est-à-dire à la capitulation sans phrases devant le gouvernement militaire de Morales Bermudez. Elle aurait à coup sûr signifié un coup mortel porté au POMR.

A PROPOS DE LA SITUATION AU PEROU : UNE CAPITULATION COMPLETE

D'ailleurs, dans un texte intitulé « A la direction et aux militants du POMR », présenté comme un texte intérieur, mais qui, comme c'est maintenant pratique constante de la part

des dirigeants de Política Obrera, a fait l'objet d'une diffusion publique à Lima et à Paris en vue d'une nouvelle tentative de travail de destruction de l'OCI et du POMR, la direction de Política Obrera écrit :

« L'erreur (du POMR) est d'identifier la lutte pour le pouvoir de la Constituante — oui de cette Constituante ! — (la remarque est des dirigeants de Política Obrera, NDLR) avec le soutien du gouvernement qui sortirait de ses rangs. La revendication que le pouvoir exécutif et législatif passe à la Constituante procède d'un principe élémentaire : la dictature que personne n'a élue et qui réprime les masses doit s'en aller ; la représentation populaire, élue par le peuple, doit assumer le pouvoir. Nous sommes pour le plein respect du principe démocratique : c'est aux élus qu'il revient de gouverner ; ceux qui ont été battus doivent s'en aller. Nous sommes pour que cette Constituante assume le pouvoir, même si cela signifie la formation d'un gouvernement APRA-PPC. »

La capitulation est totale. Les dirigeants de Política Obrera se prosternent devant CETTE Assemblée constituante, qui n'est autre que l'Assemblée frauduleuse, octroyée par Morales, fondée sur la privation de tous leurs droits politiques et l'élimination consécutive de millions de paysans analphabètes.

Derrière les phrases radicales sur les prétendues déviations « mencheviques » du POMR, les dirigeants de Política Obrera dissimulent leur propre capitulation devant le gouvernement militaire. A aucun moment de leur texte, ils n'éprouvent le besoin de caractériser cette Assemblée pour ce qu'elle est et d'opposer le mot d'ordre de la Constituante souveraine à la Constituante frauduleuse et octroyée de Morales, ce qui était précisément le sens même de la « motion rouge ». Le rejet de la « motion rouge » est l'expression même de ce que l'Assemblée élue le 18 juin s'inscrit dans le cadre défini par le gouvernement militaire, qu'elle participe de la continuité des institutions en pleine crise de la dictature militaire subordonnée à l'impérialisme. Réclamer le pouvoir pour la MAJORITE ACTUELLE de

la Constituante de Bermudez, comme le font les dirigeants de Política Obrera, cela signifie, après que la « motion rouge » a été repoussée, accepter la continuité du gouvernement militaire.

Les dirigeants de Política Obrera se vautrent dans le crétinisme parlementaire, dont le contenu est la capitulation pure et simple devant Morales, lorsqu'ils écrivent :

« Nous sommes pour que cette Constituante assume le pouvoir, même si cela signifie la formation d'un gouvernement APRA-PPC. »

On constate, là encore, que les positions révisionnistes antimarxistes défendues par les dirigeants de Política Obrera dans leur texte de décembre 1977 s'inscrivent dans la vie en termes de capitulation totale devant l'impérialisme et la dictature militaire péruvienne. Répétons-le : le mot d'ordre de l'Assemblée constituante souveraine est vidé de tout son contenu comme mot d'ordre transitoire, qui permet de dégager dans le développement même de la lutte des classes l'objectif de la dictature du prolétariat comme solution des problèmes posés par la libération de la nation opprimée.

A la « révolution permanente », les dirigeants de Política Obrera opposent la plus vulgaire expression de la révolution par étapes. Leur pensée est organiquement commandée par leurs liens avec le nationalisme bourgeois, qui les rend complètement incapables de comprendre que le combat pour les revendications nationales et démocratiques, dans un pays opprimé, dont le mot d'ordre de Constituante souveraine est l'expression, renferme comme contenu anti-impérialiste le combat pour la dictature du prolétariat.

6/ La maturation d'une nouvelle situation révolutionnaire à l'échelle de tout le continent latino-américain place le Comité d'organisation et ses sections devant des responsabilités nouvelles et considérables. Les tâches de la reconstruction de la IV^e Internationale et de la construction de ses sections en Amérique latine sont désormais étroitement confondues avec l'intervention politique directe dans

les processus révolutionnaires en cours, où les militants et organisations trotskystes sont appelés à jouer un rôle direct.

Tous les problèmes politiques sont ainsi posés sur le tranchant du couteau, toutes les orientations stratégiques et tactiques sont soumises immédiatement à l'épreuve impitoyable des faits et des événements. L'alignement de la direction de Política Obrera sur le nationalisme bourgeois se révèle pour ce qu'il est, au feu de la crise révolutionnaire qui mûrit au Pérou.

Ce n'est pas, décidément, un hasard que les dirigeants de Política Obrera se soient engagés dans leur tentative de dislocation du Comité d'organisation au moment même où les événements se précipitent sur tout le continent, dégageant en toute clarté l'incompatibilité fondamentale entre le révisionisme petit-bourgeois et le trotskysme.

Prise à la gorge par des événements qui révèlent sa totale incapacité à répondre aux grands problèmes que pose le combat pour la reconstruction de la IV^e internationale dans le cours même du puissant mouvement qui dresse des millions d'hommes contre l'impérialisme et les bourgeoisies nationales qui lui servent de relais, la direction de Política Obrera est inévitablement conduite à utiliser contre le Comité d'organisation les procédés du mensonge, du trucage, de la falsification, qui l'amènent, par exemple, à accuser l'OCI et le Comité d'organisation d'avoir manqué à leurs obligations de solidarité à l'égard des militants de Política Obrera frappés par la répression. Le Bureau international déclare que l'OCI et le Comité d'organisation ont accompli jusqu'au bout et continuent d'accomplir toutes leurs obligations de solidarité à l'égard des militants de Política Obrera frappés par la répression. Le Bureau international déclare que l'OCI et le Comité d'organisation ont accompli jusqu'au bout et continuent d'accomplir toutes leurs tâches de solidarité internationale, qui sont un élément constitutif du combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Ils condamnent les procédés méprisables de la direction de Política Obrera, profondément étrangers aux traditions du trotskysme et du mouvement ouvrier.

**« LES SYNDICATS ACTUELS
AU CHILI
SONT DES SYNDICATS
OUVRIERS » !...**

7/ Tout ce qui a été dit plus haut permet de comprendre à quel point la discussion sur les syndicats, que la direction de Política Obrera a estimé nécessaire d'ouvrir avec son texte de décembre 1977, s'inscrivait dans une orientation visant à disloquer et à désagréger le Comité d'organisation.

Le texte de Política Obrera a déjà fait l'objet d'une réponse de la Ligue ouvrière du Mexique d'une part, et de l'OCI d'autre part, publiées dans le bulletin intérieur du Comité d'organisation.

Remarquons seulement ici que, si elle avait été appliquée au Pérou, la politique préconisée par les dirigeants de Política Obrera aurait abouti à torpiller le combat de classe contre les tentatives du gouvernement Velasco Alvarado de mettre en place, avec la CTRP, une centrale officielle intégrée à l'appareil d'Etat, suivant les schémas de l'« unicité syndicale ».

Au nom de quoi, en effet, combattre la CTRP velasquiste, puisque, si l'on suivait les dirigeants de Política Obrera, il aurait fallu considérer que ce « syndicat » est un syndicat au même titre que la CGT péruvienne ? Le combat décisif mené au Pérou pour assurer l'indépendance de classe du prolétariat, combat qui a abouti à la constitution des fédérations indépendantes, lesquelles sont devenues par la suite un puissant point d'appui dans la lutte pour le front unique anti-impérialiste, ce combat aurait alors été purement et simplement saboté.

La logique de la position des dirigeants de Política Obrera aurait été au Pérou d'aider les stalinien et les castristes dans leur tentative de faire aboutir l'opération de Velasco visant à détruire le mouvement syndical indépendant. Rien de moins.

Et, au Chili, la fraction dirigée par Política Obrera dans le Comité de liaison des militants trotskystes chiliens, écrit, sous la plume de Roberto Gramar :

« Les syndicats actuels au Chili (rappelons que la CUT est interdite, et qu'il s'agit donc des « syndicats » mis en place et contrôlés par Pinochet - NDLR) sont des syndicats ouvriers, que, si l'on suivait l'OCI, il faudrait appeler à détruire. »

Oui, il faut détruire les syndicats de Pinochet ! Oui, il faut lutter pour la reconstitution de la CUT !

Même les stalinien n'osent pas aller aussi loin que la direction de Política Obrera. Y a-t-il quoi que ce soit de commun entre les aberrations réactionnaires des dirigeants de Política Obrera et le programme de la IV^e Internationale ?

8/ Le Bureau international considère qu'il y a un lien étroit entre les positions petites-bourgeoises, révisionnistes, antimarxistes et anti-ouvrières de la direction de Política Obrera sur la question des syndicats et l'offensive menée contre l'OCI et le Comité d'organisation.

La direction de Política Obrera estime qu'un syndicat intégré à l'appareil d'Etat dans un pays arriéré est dans tous les cas préférable à un syndicat ouvrier fonctionnant sous le contrôle de la bureaucratie réformiste ou stalinienne dans un pays capitaliste avancé.

En effet, dans le premier cas, selon la direction de Política Obrera, le syndicat véhicule la pression de la bourgeoisie nationale, classe qui se situe du côté de la révolution, tandis que, dans le second cas, le syndicat est purement et simplement l'instrument de la bourgeoisie impérialiste.

C'est en fait, conformément aux thèses de la petite bourgeoisie tiers-mondiste, tout le prolétariat et le mouvement ouvrier des pays capitalistes avancés qui se situeraient, selon les dirigeants de Política Obrera, dans le camp des « pays oppresseurs », c'est-à-dire dans le camp de l'impérialisme.

La caractérisation inadmissible portée par les dirigeants de Política Obrera contre l'OCI, accusée d'« embellir la bureaucratie supercorrompue des pays impérialistes », et de « prendre pour modèle la bureaucratie et les partis ouvriers des pays impérialistes », trouve ici sa pleine signification.

C'est bien d'une opération visant à la dislocation du Comité d'organisation qu'il s'agit, une opération dirigée directement contre le combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Le Bureau international rejette avec mépris et indignation les allégations mensongères de la direction de Política Obrera. Il condamne les procédés méprisables utilisés par les dirigeants de Política Obrera pour fuir une discussion qui aurait permis de caractériser au grand jour leurs positions comme totalement incompatibles avec le programme de la IV^e Internationale.

Il constate que les dirigeants de Política Obrera se sont définis eux-mêmes comme des ennemis de la IV^e

Internationale en reconstruction et qu'ils doivent donc être exclus du Comité d'organisation.

Le Bureau international appelle chacune des organisations du Comité d'organisation à organiser en son sein une discussion qui aille au fond des problèmes de principes soulevés par le combat contre les positions anti-marxistes et anti-ouvrières des dirigeants de Política Obrera, de sorte que l'acte de salubrité politique que constitue l'exclusion de Política Obrera s'intègre comme un élément de la progression politique et de l'homogénéisation de tout le Comité d'organisation.

**Adopté à l'unanimité
le 14 janvier 1979.**

résolution présentée par six organisations latino-américaines du Comité d'organisation

La fraction Gramar de Política Obrera a affirmé que les « syndicats » de Pinochet sont des syndicats ouvriers. Dans un document interne du 14 septembre 1978, ils disent :

« Pour *La Vérité* et pour E., les syndicats actuels au Chili ne sont pas des syndicats ouvriers (...). Nous devrions donc au Chili appeler à la destruction de ces syndicats et à la construction de nouveaux syndicats. »

Oui, il faut détruire les syndicats fascistes au Chili. Oui, il faut reconstruire la CUT. Voilà la seule position conforme aux principes du mouvement ouvrier. Gramar, lui, se prononçait déjà pour le soutien aux syndicats fascistes.

« L'identification de la dégénérescence politique des syndicats avec leur transformation en institutions bourgeoises n'a aucun antécédent théorique dans le marxisme (y compris dans le cas de syndicats fascistes

nazis). » (*Texte de Política Obrera sur les syndicats*).

Ces positions portaient déjà en germe le passage sur l'appui aux syndicats fascistes de Pinochet.

Et Altamira-Gramar iront plus loin dans leur passage ouvert à la défense de la dictature sanglante de Pinochet. Dans une déclaration publique du 26 novembre 1978, à propos des élections « syndicales » organisées par Pinochet, ces individus précisent :

« Sans aucun doute, la réponse du mouvement ouvrier (*sur les élections syndicales*) — *NDLR* a été extrêmement inégale. Dans certains syndicats et usines, on a pu voter pour des dirigeants représentatifs grâce à la concertation préalable des éléments d'avant-garde (...).

Mais ce qui est décisif, c'est qu'avec les nouvelles directions, il y a aujourd'hui une base matérielle pour impulser une tâche centrale : la réor-

organisation du mouvement ouvrier. Toutes les conditions sont réunies pour impulser et organiser la tâche d'un congrès d'unité syndicale. Plus encore, la présentation immédiate de cahiers de revendications offre le cadre le plus favorable pour la mener à bien dans chacun des secteurs et réorganiser ainsi les fédérations par branches et la centrale unique. »

Ces déclarations qualifient leurs auteurs pour ce qu'ils sont : des agents politiques de la junte militaro-fasciste chilienne.

Dans la conférence de presse de la CUT, parrainée par la CGT, la CGT-FO, la FEN et la CFTD, la CUT a déclaré à propos de ces élections :

« Les prétendues élections syndicales organisées le 31 octobre sont une tentative de liquidation du mouvement ouvrier existant et d'installation d'un syndicalisme « vertical », à l'imitation du système franquiste. Les nouveaux dirigeants désignés lors de la consultation frauduleuse seront sans doute convoqués par Pinochet afin de former les fédérations par branches, et, de là, peut-être une centrale syndicale dépendant de la Junte fasciste aujourd'hui au pouvoir au Chili. »

Quelles que soient nos divergences avec eux, sur ce point nous disons : les dirigeants de la CUT ont raison.

Usurpant le nom du Comité de liaison et du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, les agents de la dictature fasciste proclament ouvertement la défense directe du sanglant Pinochet.

Nous saisissons le Bureau international en demandant l'expulsion immédiate de Politica Obrera et de sa fraction chilienne.

Nous nous refusons à rester un seul instant dans la même salle que des provocateurs chiens de garde du fascisme.

Signé par les représentants des groupes suivants :

OSI, Brésil ;
Groupe IV^e Internationale, Venezuela ;
POMR, Pérou ;
Comité de liaison, Chili ;
LOM, Mexique ;
Initiative ouvrière, Honduras.

**Adopté à l'unanimité
le 14 janvier 1979.**

CAHIERS DU MARXISME



L. TROTSKY

LES SYNDICATS A L'EPOQUE DE LA DECADENCE IMPERIALISTE

Préface de S. JUST



5

SELIO

Une brochure à lire :

Importante préface de S. Just situant le caractère des syndicats dans « la période du capitalisme pourrissant » et les rapports syndicats-parti révolutionnaire :

La période du capitalisme pourrissant et la révolution prolétarienne - « Néo-théoriciens », « néo-capitalisme » et « néo-syndicalisme » - La classe ouvrière, les syndicats et les appareils syndicaux - La nouvelle période révolutionnaire - Les syndicats et les formes soviétiques d'organisation - Syndicats et parti révolutionnaire.

Prix 4 F - Envoi franco à partir de 10 exemplaires.



UNE NOUVELLE CHARLATANERIE AU SERVICE DE L'ÉTAT BOURGEOIS

la « nouvelle philosophie » et la politique

par Denis COLLIN

Maurice Clavel : *« Et tout d'abord, mes pères, assez du socialisme ! Assez, ras le bol, fini, râpé, comme on voudra ! »* (Dieu est Dieu, nom de Dieu !).

Guy Lardreau : *« Il est temps de monter à nouveau en épingle la franchise grecque, de dire qu'en effet l'esclave et la femme sont sans raison, que lorsqu'un esclave en tant qu'esclave, une femme en tant que femme, raisonnent sur l'esclave et la femme, ils ne peuvent que déraisonner. »* (L'Ange).

Un grand tapage s'est mené en l'an 1977 : quelques charlatans, d'anciens maoïstes de la Gauche prolétarienne, le gaulliste Maurice Clavel, aidés d'un jeune et dynamique épicier des éditions Grasset, y lancèrent la « nouvelle philosophie ». Les salons parisiens qui s'étaient enthousiasmés jadis de la prétendue philosophie de Bergson, les dames patronnesses du XVI^e qui fréquentent les conférences de Lacan, les journalistes du « Nouvel Observateur », du très saint et objectif organe officieux de la hiérarchie catholique

« Le Monde », les « gauchistes » atteints de la « crise du militantisme », Giscard d'Estaing soi-même et bien d'autres encore (il ne manque que le raton-laveur cher aux inventaires de Prévert), tous se rallièrent à la bannière levée par M. Bernard-Henry Lévy. S'il ne s'agissait que de « philosophie », il n'aurait pas vraiment été nécessaire de consacrer quelques pages de « La Vérité » aux nouveaux philosophes. Cela a déjà été abondamment démontré : la « nouvelle philosophie » n'est ni nouvelle, ni philosophie. A côté de Glucksmann, Lardreau, Jambet et compagnie, Victor Cousin et son école font figure de géants de la pensée (ce qui n'est pas peu dire !). Un immense fatras religieux, amalgamé à une ignorance et à une bêtise sans bornes, voilà le « contenu » de la « nouvelle philosophie ».

Maurice Clavel et Bernard-Henri Lévy dans la cour d'honneur du palais de l'Élysée, le 7 septembre 1978, se rendant à l'invitation à déjeuner fort civile de Valéry Giscard d'Estaing... (Sygma).

Mais précisément, il ne s'agit pas de philosophie. Il s'agit plutôt d'une entreprise politique qu'il faut mettre en relation étroite avec la crise mortelle qui frappe les institutions bonapartistes, expression française de la décomposition du système impérialiste dans son ensemble. La cible de cette entreprise : le marxisme, le mouvement ouvrier. L'objectif : la défense inconditionnelle de l'oppression et de l'exploitation capitalistes. Voilà le « programme commun » des Clavel et des Glucksmann, de Lardreau et de Jambet (anciens de la Gauche prolétarienne), de Jean-Marie Benoist, ex-attaché culturel de l'ambassade de France à Londres et candidat giscardien aux dernières élections législatives à Villejuif. C'est donc un programme qui n'a rien de nouveau. Par contre, si nouveauté il y a, c'est dans la façon de présenter cette ancienne camelote et dans l'évolution politique des hérauts de la « nouvelle philosophie » qu'on peut la trouver. Le thème des « anciens combattants de Mai 68 » combiné avec l'utilisation du slogan « marxisme = goulag », telle est la base d'où opèrent les « nouveaux philosophes ».

DES STALINIENS REPENTIS

Lardreau, Jambet, Glucksmann, pour ne citer qu'eux, ont une origine commune. Ils ont fait leurs premières armes dans le gauchisme petit-bourgeois décomposé, sous l'étiquette de la Gauche prolétarienne et de la « pensée Mao Tsé-Toung ». Nous avons avec eux quelques produits types de ce qui peut pousser sur ce tas d'immondices qu'est le stalinisme international. Ces anciens fanatiques de la « Grande Révolution culturelle prolétarienne » se retirent aujourd'hui à Vézelay pour prier en compagnie de Maurice Clavel.

F. Aubral et X. Delcourt, dans un vigoureux pamphlet contre les « nouveaux philosophes », s'interrogent :

« L'alliance des « nouveaux philosophes », athées, ex-maoïstes, avec un chrétien fanatique comme Maurice Clavel, reste une énigme. » (François Aubral et Xavier Delcourt : *Contre la nouvelle philosophie* — *Idées/Gallimard*, p. 34).

Pour qui connaît un peu l'évolution de la pensée de Lardreau, cette énigme n'en est pas une. Au point culminant de sa période de « folie Lin Piao », Lardreau publiait un livre intitulé « Le Singe d'or », où tous les thèmes du mysticisme religieux sont déjà en voie de développement. Dans « Le Singe d'or », Lardreau développe le caractère non scientifique du « Capital » et réduit tout le marxisme à cette sentence de Mao : « On a toujours raison de se révolter. » Lardreau, fidèle disciple de Mao et de Lin Piao, érige le « discours de la révolte », revu et corrigé par le bureau politique du PC chinois, en moteur suprême de la lutte des classes. Dès lors, inutile de se poser toutes ces questions « révisionnistes » : la construction du socialisme est-elle possible dans un seul pays ? Quelle stratégie pour la révolution prolétarienne ? Tout cela a disparu. Lardreau a mis la politique maoïste au poste de commande ; mais la politique maoïste n'est pas autre chose que la fuite en avant face aux contradictions dans lesquelles est enserrée la bureaucratie chinoise. Quand les brouillards de l'idéologie de la révolution culturelle furent dissipés, Lardreau retomba sur terre et se mit à brûler ce qu'il adorait la veille, avec la même ferveur.

Revenant sur cette période du maoïsme, Jambet, le compère de Lardreau, écrit dans son « Apologie de Platon » :

« De l'idiotie victorieuse du conquérant crétinisme, je me sentais glisser vers une imbécillité immobile et marbrée. »

Rien de plus juste. Pour une fois, se fait jour chez lui une certaine lucidité. Mais il faut ajouter simplement que la conversion n'a rien changé à l'affaire. Comme le disent Aubral et Delcourt :

« Catéchumènes du *Livre rouge* hier, les voilà aujourd'hui mages de l'Ange. Réactiver la croyance, telle est bien leur démarche fondamentale. » (op. cit., p. 46).

Premier diagnostic : nous avons affaire ici, une fois encore, à un cas clinique de stalinien rejetés vers la religion. Garaudy avait précédé nos maoïstes.

UNE VIEILLE AFFAIRE

Ce type de démarche est classique. Les « nouveaux philosophes » ont identifié la bureaucratie et la révolution prolétarienne ; ils ont identifié la politique révolutionnaire à la politique stalinienne. Quand, pour des raisons diverses, la désillusion s'abat, c'est sur le même fond qu'ils continuent de penser, mais cette fois en affectant d'un signe moins ce sur quoi ils avaient mis un signe plus. La bureaucratie est mauvaise, donc à bas la révolution ! La politique stalinienne est mauvaise, donc à bas toute politique ou, plus exactement, à bas la politique révolutionnaire ! Le stalinisme a engendré le Goulag : mais puisque le stalinisme est le léninisme de notre temps, le marxisme-léninisme ainsi que l'a enseigné Mao, alors il faut dire que c'est Lénine qui est le père légitime du Goulag. Et le tour est joué. Lardreau est un habitué de ce genre d'escroquerie. Avant de se plonger dans les délices populistes de la Gauche prolétarienne, Lardreau passa par l'école althussérienne. Voilà ce qu'il en dit dans « Le Singe d'or » :

« Avec Althusser, nous eûmes l'impression « d'en sortir », tout simplement. Nous nous précipitâmes sous son joug « rigoureux ». Nous lisions beaucoup, nous conceptualisions ferme, nous étions fascinés par la science ; nous étions chargés d'une mission qui était de savoir et de faire savoir. » (Le Singe d'or, p. 21).

Or donc, Lardreau adora la science althussérienne... Quand il s'aperçut qu'Althusser l'avait trompé, il rejeta la science tout court et écrivit « Le Singe d'or », qui exalte « la vision romantique du marxisme ». Puis, déçu par la « vision romantique du marxisme » du Grand Timonier, il rejette aujourd'hui le marxisme, devenu, aux côtés de la science, l'ennemi numéro un. Nous avons là la reproduction du comportement d'un certain nombre de journalistes, écrivains et autres intellectuels petits-bourgeois qui, entre les deux guerres, flirtèrent avec la bureaucratie stalinienne en croyant être devenus ainsi des amis de la révolution d'Octobre et

qui, au moment de la préparation immédiate de la guerre impérialiste, se rangèrent ouvertement dans le camp de l'impérialisme, répétant sur tous les tons que Trotsky ne valait guère mieux que Staline.

DES VIEILLES RECETTES DANS UNE NOUVELLE SITUATION

Les époques de crise produisent toujours leurs lots de magiciens et de charlatans qui redécouvrent le monde et se mettent à faire le commerce de la religion et des miracles. La décomposition de la société capitaliste atteint tous les domaines de la vie politique, économique, sociale et culturelle. Alors que la bourgeoisie révolutionnaire s'était d'abord dressée contre le féodalisme sous le signe de la lutte contre l'Eglise et les superstitions, la bourgeoisie parasitaire et agonisante emploie de préférence tout l'arsenal de la barbarie religieuse et de la superstition.

Quel spectacle étonnant ! Le développement prodigieux des sciences cohabite avec la sorcellerie. Plus, toute une série de gens se font un métier de falsifier les découvertes scientifiques pour en faire la base de nouvelles croyances. C'est une des expressions les plus nettes de l'impasse de la société capitaliste dans tous les domaines. Cette situation se traduit évidemment dans le domaine de la philosophie. La philosophie classique, de Descartes à Hegel, a été une gigantesque entreprise pour désinsérer la pensée rationnelle du carcan de la théologie. Kant a porté un coup décisif en montrant que l'existence de Dieu ne pouvait pas être l'objet d'une preuve scientifique. Avec Marx, le drapeau de la défense de la pensée scientifique passa des philosophes à la classe ouvrière. Désormais, la philosophie bourgeoise est virtuellement morte. Ce qui ne signifie pas que plus rien d'intéressant ne peut être dit dans le domaine de la philosophie ; mais la philosophie faiseuse de systèmes est finie. Les philosophes bourgeois optent pour la défense de l'irrationnel, et le retour à la religion s'accomplit ouvertement. De Bergson à l'existen-

tialisme chrétien et aux nouveaux philosophes, la réaction bourgeoise s'exprime pleinement sur le terrain de la philosophie.

Ce sont exactement les mêmes thèmes qu'utilise la « nouvelle philosophie », bien que, et nous verrons pourquoi, elle parte souvent d'un certain « gauchisme » verbal. Que dit par exemple Christian Jambet dans son « Apologie de Platon » ? Il se fait l'apologue de la rébellion contre le « maître ». Mais attention, il est hors de question que la rébellion aboutisse au renversement du maître :

« Il est frappant de voir, dans les cas où la rébellion ne veut pas savoir où elle va, sinon comme une nuit qui s'oppose radicalement au monde illuminé de l'oppression, combien elle vise plus directement au cœur de la maîtrise qu'aucune « révolution réussie ». Et certes, elle ne « réussit » pas, elle ne reproduit pas la maîtrise sous de nouvelles formes. » (p. 27).

Autrement dit, Jambet est pour la révolte, pour le rebelle, à condition que le rebelle se fasse écraser. Car s'il ne se fait pas écraser, il reproduit « la maîtrise » sous de nouvelles formes. En fait d'apologie de Platon, nous avons là une apologie des camps de concentration qui sont le moyen radical pour éviter que « la rébellion ne reproduise le maître ».

Ces fermes assises étant posées, tout le bavardage sur la rébellion et la maîtrise va naturellement se transformer en apologie du maintien de l'ordre établi.

Puisqu'il n'y a pas de « bonne terreur » (page 40), Jambet aurait eu quelque sympathie pour les bolcheviks à condition qu'ils aient eu le bon goût de se laisser massacrer et écraser par les armées coalisées de l'impérialisme international et par la réaction blanche des Kornilov et autres Wrangel. Bref, pour la « nouvelle philosophie », il n'y a de bon révolutionnaire que le révolutionnaire fusillé.

Voilà la raison pour laquelle la « nouvelle philosophie » voue une haine mortelle à tout ce qui peut, de près ou de loin, rappeler la révolution.

« Tant qu'il y a la moindre chance d'un optimisme historique, l'âme méconnaît le maître »,

nous dit encore Jambet. Ainsi la ruse suprême de l'oppression est de laisser croire qu'il est possible d'en finir avec l'oppression. Dès lors, la rébellion chérie des nouveaux philosophes n'est plus qu'une idée métaphysique servant à justifier l'oppression, et encore pas n'importe quelle oppression en général, mais plus exactement l'oppression capitaliste. Jambet est très clair, la révolution prolétarienne n'est pas autre chose que

« l'égoïsme collectif où resurgit sous ses formes les plus hideuses la barbarie et l'oppression. Au monde des propriétaires succède celui des gardiens de camps » (p. 62).

Que les « gardiens de camps » soient précisément l'instrument de défense du « monde des propriétaires », voilà qui n'effleure pas une minute notre « nouveau philosophe » en train de défendre cyniquement la société bourgeoise et le libéralisme très avancé dont font preuve Pinochet, Carter, la CIA et le chah d'Iran pour n'en citer que quelques-uns.

Face à tous ces malheurs, il ne reste qu'à restaurer la religion chrétienne ; la rébellion des « nouveaux philosophes », ce n'est pas autre chose que la vie religieuse : il faut en finir « avec le corps, avec l'âme qui sont le lieu de l'égoïsme et du désir, et alors la rébellion a un sens » (p. 83). Et de nous expliquer son secret désir :

« Ce rêve antiaristotélien, anti-leibnizien, une tradition le fit, sur quoi nous nous appuyons, celle de la théologie négative. » (p. 34).

La hargne du curé contre le monde réel, contre la vie humaine, resurgit pleinement : « Il n'est d'amour que du maître » (Jambet).

Le désir, c'est le désir du maître, etc. En puisant dans la logomachie lacanienne, Jambet y va des maximes de la morale de castrat qu'a toujours prêchée l'Eglise catholique, romaine et apostolique.

A la clé de la « pensée » de Jambet, il y a la Sainte Inquisition, le bûcher où l'on brûla Giordano Bruno, et le procès de Galilée :

« Tout part donc de l'expérience pratique d'une haine angélique de la pensée. » (p. 38).

Pour Jambet, comme pour la plupart des nouveaux philosophes, il faut en finir avec ce qui a constitué l'acquis culturel de l'humanité, il faut en finir avec la science qui est la source du péché originel. Chacun le sait, Adam fut condamné pour avoir mordu le fruit défendu qui était le fruit de l'arbre de la science. Il n'y a là aucune exagération, car le péché originel figure quasi en toutes lettres chez Jambet, qui rejette « la conception politique du monde » parce que « il n'y a pas de mal radical, voilà ce qui gît au plus profond de la conception politique du monde » (p. 69).

Il est donc tout à fait évident que le « discours » de la « nouvelle philosophie » n'a rien de nouveau, puisque voilà bientôt un millénaire que toutes les forces de l'ordre établi, toutes les forces de la défense des privilèges le répètent et tentent de l'enfoncer dans la tête du commun des mortels tant par le bourrage de crâne que par des moyens beaucoup plus directement matériels — le bâcher, la torture, la police politique, etc.

Mais hélas, l'optimisme historique n'en finit pas de renaître. Fatigué d'attendre le bonheur céleste, le peuple opprimé renversa la féodalité, vendit les biens des Eglises, décapita les « ci-devant », et ce fut la Révolution française. La tâche révolutionnaire de la bourgeoisie étant épuisée, le drapeau de l'émancipation de l'humanité passa aux mains du prolétariat. Et c'est précisément au moment où la révolution prolétarienne mine, désagrège les bases de la domination de classe de la bourgeoisie, que paraissent les nouveaux chiens de garde des éditions Grasset.

ET LA PHILOSOPHIE ?

La « nouvelle philosophie » n'a donc rien à voir avec la philosophie. La philosophie, autant qu'elle ait un sens, ne peut être que l'étude des lois générales de la pensée humaine. La « nouvelle philosophie » est favorable au contraire à une entreprise de décerelage systématique.

Dans un premier temps, il s'est agi de rendre Lénine responsable du Goulag, puis Marx. Maintenant, avec

Glucksmann, ce sont les « maîtres penseurs » qui sont placés sur le banc d'accusation. Hegel, Fichte, Kant, voilà les véritables créateurs des camps de concentration. L'antisémitisme a pris sa racine chez Spinoza. Tous les jours, de telles découvertes sont faites. La télévision reproduit pour des millions de téléspectateurs ces inepties. Haby, qui rêve d'en finir avec l'enseignement de la philosophie, doit se frotter les mains ; il est vrai qu'il n'a plus beaucoup d'alliés, face aux enseignants. Il n'est même plus sûr d'être lui-même l'auteur de ses propres décrets. Que voilà donc de braves jeunes gens !

Ce n'est évidemment pas un hasard si la bourgeoisie tente de liquider aujourd'hui sa propre philosophie. La période d'essor de la philosophie a correspondu à la montée révolutionnaire de la bourgeoisie. Face à la décomposition du monde féodal, les philosophes des Lumières, en France, ont formulé les premiers le programme de la bourgeoisie : liberté, lutte contre la superstition religieuse, lutte pour la justice. La raison était pour ces philosophes une arme dirigée contre le vieux monde « irrationnel » du féodalisme. On connaît la célèbre anecdote de Kant, qui ne s'est détourné qu'une fois de sa promenade quotidienne, pour apprendre la nouvelle de la Révolution française. L'œuvre de Hegel est complètement imprégnée du bilan de cette révolution bourgeoise victorieuse, de la tentative de comprendre sur le plan historique le plus général ce qu'ont signifié les guerres napoléoniennes.

Certes, nous savons aujourd'hui que la liberté n'était pour la bourgeoisie que la liberté d'exploiter le travail salarié, que l'égalité n'était pas autre chose que l'égalité devant la loi bourgeoise — devant laquelle certains sont plus égaux que d'autres —, que la fraternité n'était qu'un mot creux.

Mais de même que le développement capitaliste a accompli une œuvre civilisatrice gigantesque, a créé les possibilités d'un développement illimité des forces productives — possibilités qui sont entravées, bloquées, détruites par l'appropriation privée des moyens de production —, la philosophie de la bourgeoisie révolutionnaire, tout en étant marquée par les limites de son

époque, représenta un gigantesque pas en avant de la pensée humaine. Son développement est d'ailleurs étroitement lié au développement des conquêtes scientifiques et techniques. Les philosophes français furent, pour la plupart, des matérialistes. Diderot et d'Alembert dirigèrent la rédaction de « L'Encyclopédie », première tentative de synthèse des progrès scientifiques, techniques, culturels.

Alors qu'auparavant la morale descendait du ciel, les philosophes commencèrent à la remettre sur ses pieds comme règle de la vie sociale.

Alors que l'histoire se résumait à la chronique doublée de l'intervention de la providence divine, la philosophie classique allemande — et surtout Hegel — tenta de donner une explication rationnelle de l'ensemble du développement historique.

Pour les révolutionnaires, ce ne sont pas là questions sans importance. Le marxisme, le socialisme scientifique est né du développement croissant des antagonismes au sein de la société bourgeoise. Mais l'expression théorique de ces processus ne put être formulée qu'en s'appuyant sur tout le bagage culturel antérieur. On sait le mépris que Marx portait à tous ceux qui traitaient Hegel de « chien crevé ».

LA SCIENCE EST-ELLE REPRESSIVE ?

A l'époque de l'impérialisme, « réaction sur toute la ligne », pour reprendre la formule de Lénine, la bourgeoisie remet en cause tous les acquis de la démocratie bourgeoise. Elle doit s'attaquer sur tous les fronts à la classe ouvrière. Elle doit interdire au prolétariat d'utiliser les armes que la bourgeoisie elle-même a forgées, pour les retourner contre la bourgeoisie. L'attaque obscurantiste qui se livre sous le signe de la lutte contre la pensée rationnelle et la philosophie des Lumières s'inscrit complètement dans ce cadre. En 1973, Lardreau, encore maoïste, intitulait un chapitre entier de son livre « Le Singe d'or » : « Vers la mort de la science ». Sur ce plan, le lien avec la bourgeoisie fut direct.

L'attaque menée contre la « science répressive » n'a pas le mérite de l'originalité. L'angle sous lequel s'est effectuée cette attaque emprunte beaucoup à ce qui constitue le fond commun du gauchisme décomposé. « Le savoir est répressif », les enseignants sont des « flics », tels sont ses mots d'ordre.

Certes, la bourgeoisie utilise les découvertes scientifiques pour son profit et les dirige donc de plus en plus ouvertement contre la classe ouvrière. Nous savons que les forces productives dans la société capitaliste sont les forces productives du mode de production capitaliste, et les trotskystes n'ont jamais chanté les louanges de la « croissance illimitée des forces productives » à l'ère impérialiste. Mais attribuer à la science le pouvoir magique d'être source de l'oppression, voilà qui indique la dépendance la plus complète par rapport à l'idéologie bourgeoise.

Marx l'a montré, la forme marchandise masque la réalité des rapports sociaux. Les rapports sociaux prennent la forme fantastique de rapports entre les choses. Ainsi le capitaliste attribue tout naturellement le profit à la « rémunération du capital », donc aux propriétés particulières d'une marchandise magique, le capital. Ainsi, quand le taux de profit augmente par suite de l'augmentation de la productivité due à l'introduction de nouvelles machines, c'est à elles que le capitaliste attribue cette augmentation du profit, alors que la technique n'est que le moyen grâce auquel le capitaliste augmente le taux d'exploitation du travail, la part de travail gratis dans la journée de travail.

Ainsi, en attribuant à la science le pouvoir d'être en soi oppressive, le gauchisme décomposé ne fait que reprendre très strictement le point de vue capitaliste sur le processus de production. Et c'est précisément par ce point que le gauchisme décomposé ouvrait la voie à la « nouvelle philosophie » ouvertement pro-bourgeoise.

Il faut noter aussi que les élucubrations du gauchisme décomposé n'étaient que le strict revers de la glorification des « sciences et des techniques, forces productives directes », glorification dans laquelle l'appareil stalinien a joué le rôle moteur.

LE MARXISME, ENNEMI PRINCIPAL

Une fois qu'on a déclaré la science répressive en soi, il n'y a plus qu'à passer à l'attaque directe contre le marxisme.

Ce n'est pas pour rien que Marx s'est attaché à fonder scientifiquement le socialisme. Le socialisme utopique, aussi important qu'il ait été, ne faisait qu'exprimer l'indignation morale contre les méfaits du capitalisme. Incapable, en raison de l'insuffisant développement de la classe ouvrière, de discerner dans la société bourgeoise la force sociale capable d'accomplir la révolution, il se bornait rapidement à la tentative de convaincre la classe dominante de la « rationalité » de son projet. Avec le développement du mouvement ouvrier, la naissance du marxisme, le socialisme utopique dégénéra en philanthropie bourgeoise, couverture d'opérations réactionnaires contre l'indépendance du mouvement ouvrier.

Le marxisme, en tant que théorie scientifique de l'émancipation de la classe ouvrière, est le fondement du parti d'avant-garde. La haine du marxisme que professent les « nouveaux philosophes », c'est d'abord la haine contre l'organisation du mouvement ouvrier. Glucksmann, en exaltant la « révolte plébéienne » contre la révolution, dirige ses coups contre la classe ouvrière. La seule classe ouvrière qui lui plaît, celle à qui ses sympathies peuvent aller, c'est la classe atomisée, pulvérisée, soumise à l'exploitation.

Mais l'opération à laquelle se livre Glucksmann sur le plan de la « théorie », c'est l'opération que le fascisme mène en pratique. Le fascisme utilise la révolte du lumpen-prolétariat, de la « plèbe », pour la diriger contre le mouvement ouvrier organisé, et ce au plus grand profit du capital.

Il s'agit bien d'une opération au sens où l'on parle d'opérations financières pour désigner certaines escroqueries. La pensée de Marx telle qu'elle s'exprime dans son œuvre écrite et dans son action n'intéresse

aucunement les « nouveaux philosophes ». Ainsi Jambet peut écrire tout de go et sans l'ombre d'une démonstration :

« Marx laisse intacte la prétention de la conception politique du monde : qu'il y a des contraintes éternelles et qu'elles traduisent la nature. » (Apologie de Platon, p. 52).

Alors que toute l'œuvre de Marx, c'est précisément de montrer le contraire !

Clavel réfute Marx en 13 pages ! Ce qui, avouons-le, est une sorte de record du genre. Quant à Françoise Lévy, dans son « Karl Marx, histoire d'un bourgeois ordinaire », c'est l'histoire vue par le trou de la serrure qui lui sert d'« argument ».

Il n'est pas sûr que la France ait « la droite la plus bête du monde », mais en matière de bêtise réactionnaire, les « nouveaux philosophes » sont bien placés pour décrocher l'oscar.

BOLCHEVISME ET STALINISME

L'argument suprême de la « nouvelle philosophie » a un nom : Goulag. La révolution prolétarienne est mauvaise, car elle a produit l'horreur stalinienne.

Notons d'abord que pour tous ces messieurs la révélation vient de Soljenitsyne. Avant « L'Archipel du Goulag », tout comme Kanapa, Aragon et Cie, ils ignoraient, mais alors ils ignoraient vraiment tout des camps... Il est vrai qu'avant de se retirer en prière à Vézelay et de soutenir Giscard d'Estaing, il fallait bien que jeunesse se passe... Glucksmann, Lardreau, Jambet et autres Philippe Sollers occupaient une bonne partie de leur temps à agoniser les trotskystes, qui ne pouvaient être que des « hitléro-trotskyistes » ou des « vipères lubriques », puisqu'ils dénonçaient les crimes de la bureaucratie stalinienne et luttèrent pour les libertés démocratiques en Europe de l'Est et en URSS, et en particulier pour la liberté de Soljenitsyne d'écrire et de publier ce qu'il voulait en URSS même.

Mais après tout les « nouveaux philosophes » sont peut-être revenus de leurs anciennes erreurs ? En fait, il n'en est rien ; ils continuent d'assimiler révolution et stalinisme et de concentrer leurs coups contre les véritables bolcheviks, c'est-à-dire contre les trotskystes. Est-il encore nécessaire de répondre à la vieille antienne du bolchevisme père du stalinisme ? L'argumentation n'a pas changé. Les méthodes du bolchevisme sont « immorales » et « totalitaires ». Trotsky répliquait :

« Les impostures stalinienne ne sont pas le fruit de l'« amoralisme » bolchevique ; comme tous les événements importants de l'histoire, ce sont les produits d'une lutte sociale concrète, et de la plus perfide et cruelle qui soit : celle d'une nouvelle aristocratie contre les masses qui l'ont portée au pouvoir.

Il faut, en vérité, une totale indigence intellectuelle et morale pour identifier la morale réactionnaire et policière du stalinisme avec la morale révolutionnaire des bolcheviks. Le parti de Lénine a cessé d'exister depuis longtemps ; les difficultés intérieures et l'impérialisme mondial l'ont brisé. La bureaucratie stalinienne lui a succédé, et c'est un appareil de transmission de l'impérialisme. En politique mondiale, la bureaucratie a substitué la collaboration des classes à la lutte des classes, le social-patriotisme à l'internationalisme. Afin d'adapter le parti gouvernant aux besognes de la réaction, la bureaucratie en a « renouvelé » le personnel par l'élimination des révolutionnaires et le recrutement des arrivistes. » (Leur morale et la nôtre, p. 83).

A la dialectique réelle des événements, les « nouveaux philosophes » n'ont rien d'autre à opposer que de misérables arguties : les bourreaux et les victimes sont identiques, la réaction et la révolution, c'est jus vert et vert jus. Que reste-t-il à faire ? Défendre la société libérale comme un moindre mal, ainsi que l'explique Bernard-Henri Lévy. Trotsky, en 1938 déjà, avait répondu :

« Quand les représentants de la vieille société opposent sentencieusement à la gangrène du stalinisme une

abstraction démocratique stérilisée, nous avons bien le droit de leur recommander, comme à toute la vieille société, de s'admirer eux-mêmes dans le miroir déformant du Thermidor soviétique. Il est vrai que, par la franchise de ses crimes, le Guépéou dépasse de loin tous les autres régimes. C'est par suite de l'ampleur grandiose des événements qui ont bouleversé la Russie dans la démoralisation de l'ère impérialiste. » (Leur Morale et la nôtre, p. 64).

Par un paradoxe apparent, tout le verbiage sur la « maîtrise » et le Goulag inévitable finit par donner une justification aux crimes de la bureaucratie.

Xavier Aubral et François Delcourt, dans le livre déjà cité, notent à propos de Maurice Clavel :

« Les démonstrations claveliennes sont hallucinantes autant qu'apocalyptiques, mais le désert de la pensée fidiste où il embouche son clairon lui interdit toute intelligence de l'histoire comme de la politique. Il est incapable de prendre au sérieux ce Goulag dont il parle tant. Personne ne peut utiliser le Goulag comme prétexte à ses délires individuels sans, du même coup, entacher toute sa pensée d'ignominie. Clavel n'est pas seulement un crétin, il est aussi un écœurant manipulateur de cadavres. » (Contre la nouvelle philosophie, pp. 289-290).

DANS L'ETAT-MAJOR DE LA BOURGEOISIE

On pourrait encore passer de longues pages sur les œuvres malodorantes de Maurice Clavel. Mais les choses sont claires. La marche de la révolution nécessite pour la bourgeoisie de rameuter le ban et l'arrière-ban de la réaction.

« Et tout d'abord, mes pères, assez du socialisme ! Assez, ras-le-bol, fini, râpé, comme on voudra. »

Tel est le cri du cœur de Maurice Clavel !

« Il ne s'agit pas pour nous de vaincre la droite », disent encore Lardreau

et Jambet dans une interview au « Magazine littéraire ».

Réaction sur toute la ligne :

« Il est temps de monter à nouveau en épingle la franchise grecque, de dire qu'en effet l'esclave et la femme sont sans raison, que lorsqu'un esclave en tant qu'esclave, une femme en tant que femme raisonnent sur l'esclave et la femme, ils ne peuvent que déraisonner. » (*Lardreau dans L'Ange, p. 17*).

Est-il besoin d'aller plus loin ? Née sur la décomposition du stalinisme, la « nouvelle philosophie » s'est parfaitement intégrée à l'état-major de combat de la bourgeoisie, contre la révolution prolétarienne.

En tant que « système d'idées », qu'« école philosophique », ce n'est rien. La mode passera. En tant que courant politique, c'est une expression

claire, nette, sans bavures, de ce qui se mijote dans les fourneaux de l'Etat policier. Si la situation le permet, nul doute qu'une partie des « nouveaux philosophes » serviront d'idéologues à quelque mouvement fasciste. Quant à la « nouvelle philosophie », tout le monde l'aura oubliée.

Avant de conclure, disons que les staliniens, affairés à sauvegarder l'Etat bourgeois, ont reconnu dans la nouvelle philosophie et leur enfant légitime et la « voix de son maître » ; ils ont fait preuve d'une grande compréhension, et Elleinstein trouve la « nouvelle philosophie » intéressante. Encore une fois ce n'est pas un hasard, c'est la disposition réelle des figures sur l'échiquier politique du monde.

Denis Collin,
1^{er} mars 1978.



DANS L'ETAT DE
DE LA NO

On peut
sans danger
de la
non réact
réaction

de la
réaction
de la
réaction

Maurice

la place de la social-démocratie dans la lutte des classes d'hier et d'aujourd'hui

(1^{re} partie)

par César CORTE

Un phénomène d'un caractère général se produit sous nos yeux : la reconstruction d'anciens PS. C'est le cas en France, au Portugal, en Espagne, tandis qu'en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Autriche, les partis social-démocrates se maintiennent comme partis uniques de la classe ouvrière tandis que, dans les pays scandinaves, ces partis pèsent d'un poids déterminant.

Du point de vue qui est le nôtre, celui de trotskystes combattant pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire, la reconstruction de la IV^e Internationale, un tel phénomène est de la plus haute importance.

Pour résoudre ses tâches historiques, la classe ouvrière part des conditions pratiques qui résultent de sa propre histoire. Si la crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire, si donc le problème historique à résoudre est que les masses se convainquent dans la lutte concrète contre la société bourgeoise que la direction qu'il leur faut pour mener à bien l'entreprise est celle de la Quatrième Internationale, cette conviction ne peut résulter que de l'expérience pratique, du combat de classe lui-même, au cours duquel la Quatrième Internationale, aidant les masses à réaliser par elles-mêmes la révolution prolétarienne, se construira.

Au centre du problème à résoudre par la classe ouvrière, la question de son unité de classe, de sa constitution comme classe politique dominante contre la société bourgeoise, du front unique ouvrier dressant comme classe politique la classe ouvrière contre l'Etat bourgeois, la rassemblant par-delà son hétérogénéité politique, professionnelle, catégorielle.

C'est dans ces conditions bien déterminées que la classe ouvrière aborde ses tâches historiques. Elle le fait avec ce que lui a légué sa propre histoire : partis politiques et organisations de classe diverses (syndicats, mutuelles). C'est de ce point de vue qu'il est nécessaire, essentiel, d'avoir une caractérisation juste et précise des organisations et partis qui l'organisent comme classe, qu'il est essentiel d'apprécier le caractère de classe des organisations qui s'en réclament, de cerner le pourquoi et le comment de la renaissance des partis socialistes.

1904 : au Congrès d'Amsterdam de la Deuxième Internationale. Au premier rang : T. Katayama, G. Plekhanov, Bracke. Au-dessus d'eux, R. Luxemburg, Adler, K. Kautsky et Vandervelde (Ph. R. Viollet).

ce qui est en jeu

Ce n'est donc pas ici d'« histoire » dont il est question, bien que l'analyse exige de remonter aux racines historiques et aux développements concrets, au travers de l'histoire de la lutte des classes et du mouvement ouvrier.

Il s'agit d'aboutir à une caractérisation précise par rapport aux partis socialistes, qui est tout à fait indispensable pour saisir le rôle qu'ils sont amenés à jouer, comme pour saisir les possibilités qu'ils ouvrent à la classe ouvrière.

Il s'agit de la compréhension de ce que ces partis sont des partis ouvriers bourgeois, comme les PC, mais d'un type bien particulier et qui les différencie des PC.

Le numéro spécial de « La Vérité » consacré au quarantième anniversaire de la fondation de la Quatrième Internationale a traité de la naissance et du développement des partis social-démocrates dans sa première partie, montrant comment, de partis révolutionnaires qu'ils étaient, ils se sont transformés en partis ouvriers-bourgeois parlementaires, montrant comment la Deuxième Internationale est passée définitivement du côté du maintien de l'ordre bourgeois en 1914.

Nous y renvoyons nos lecteurs pour nous consacrer ici, pour ce qui est de cette même période, à la mise en lumière d'un certain nombre de problèmes politiques qui ont présidé au développement de la social-démocratie et qui, non résolus dans la période antérieure à 1905, ont été au cœur de cette transformation de la social-démocratie, de parti révolutionnaire en parti ouvrier-bourgeois. Nous tenterons ensuite de dégager ce qui nous semble essentiel pour comprendre cette perpétuation des organisations socialistes entre les deux guerres mondiales et ce qui permet d'expliquer cette renaissance de partis socialistes dans des pays où leur politique contre-révolutionnaire de collaboration de

classes les avait amenés à une quasi-inexistence.

CONTRE LE FRONT UNIQUE OUVRIER : UNE CARACTERISATION OPPORTUNE DE L'APPAREIL STALINIEN

On le sait, l'OCI a mené campagne pour que la direction du PCF s'engage avant le premier tour des élections législatives de mars 1978 à ce que les candidats du PCF arrivés après ceux du PS se désistent au second tour pour ces derniers. « L'Humanité » écrivait à ce propos le 21 février 1978, dans un article intitulé : « Pour qui roule l'OCI ? » :

« L'OCI épouse la démarche social-démocrate, proclamant « candidat ouvrier » le candidat du PS sans en référer une seule fois à leur programme... et à l'histoire de leur parti marquée par la collaboration de classes. »

Des mois et des mois durant, les dirigeants du PCF ont mené campagne pour empêcher qu'il y ait une majorité PS-PCF en députés comme en voix aux élections législatives. Ils ont réussi à ce qu'une minorité dans le pays élise une majorité de députés qui servent de couverture parlementaire au gouvernement bonapartiste Giscard-Barre-ter. Pour aboutir à ces résultats, au cours de la campagne pour maintenir Giscard en place et depuis lors pour permettre à cette majorité de députés à l'Assemblée nationale qui est minoritaire dans le pays de faire son office, ils ont martelé et martèlent à qui mieux mieux que Giscard et Mitterrand, c'est « blanc bonnet et bonnet blanc ».

Dans le même temps, ils vantent les vertus du RPR comme « parti natio-

nal » avec lequel ils sont prêts à réaliser l'Union du peuple de France. Ils retrouvent les accents de la troisième période, au cours de laquelle les dirigeants stalinien qui les ont précédés caractérisaient la social-démocratie comme la sœur jumelle du fascisme et du nazisme. En divisant ainsi la classe ouvrière allemande, ils permirent à Hitler de prendre le pouvoir et d'écraser le prolétariat. Tout naturellement, dans ce droit fil, ceux-là déniaient à la social-démocratie son caractère d'organisation ouvrière et affirment que le PS est un parti bourgeois.

Pour ce faire, l'appareil stalinien qui, en toute occasion, proclame bien haut qu'il n'est pas question aujourd'hui de socialisme, de communisme, fait appel à la notion de « seuil de classe » à propos des nationalisations. Selon cette conception, la frontière de classe des organisations dépendrait des décisions politiques du PCF, qui déclare selon l'opportunité que tel « seuil » est ou non « seuil de classe ».

Cette politique de division, dont le but, dans la logique même du « Programme commun » de défense de l'ordre bourgeois et des institutions de la V^e République, est de donner un sursis au maintien du bonapartisme, se pare de couleurs « ouvrières » alors qu'elle est à l'inverse de la politique prolétarienne.

Il ne faut pas chercher dans les justifications idéologiques variées de cette pratique des stalinien une autre logique que la division elle-même. Apparemment, c'est un chaos d'arguments formellement contradictoires qui n'ont en commun que de permettre d'affirmer que le PS est une organisation bourgeoise. Qu'importe la logique, qu'importe si l'on affirme aujourd'hui le contraire d'hier, que demain le contraire de ce qui est dit le soit, passez muscade : il se trouvera toujours un intellectuel du PCF pour faire demain la théorie de cette pratique. Ils sont là pour cela et si, pour le moment, ils n'y sont point parvenus, c'est que la pratique va trop vite...

Nous nous passerons donc de cette justification idéologique d'ensemble pour dégager la logique contre-révolutionnaire de quelques-unes des affirmations contradictoires du PCF.

Aujourd'hui, le Mouvement des radicaux de gauche — en particulier Fabre — s'intègre ainsi qu'un rouage direct de la V^e République. Cela est utilisé par les stalinien comme preuve du « virage à droite » du PS, comme preuve de son caractère d'organisation bourgeoise, quoi que puisse dire et faire le PS.

Le PCF n'en continue pas moins de caractériser le parti radical de gauche et d'autres formations bourgeoises comme des « organisations démocratiques », prétendues représentations politiques de la petite bourgeoisie.

Si les radicaux de gauche, les gaullistes, sont des démocrates, si le RPR lui-même est présenté comme partenaire politique possible en tant que parti national, si le PS, lui, est caractérisé comme parti bourgeois, on peut se demander comment il est possible de constituer un « front prolétarien » au nom duquel est avancée la politique de division contre le PS : le « front unique à la base ».

Ce qui donnerait, selon les stalinien, un caractère prolétarien hier à l'« Union de la gauche », aujourd'hui à l'« Union du peuple de France », union allant du PCF au RPR et dont nous avons eu un avant-goût au cours des élections législatives quand des candidats du PCF se retirèrent au profit de candidats gaullistes, ce ne serait rien moins que la présence ou non dans ce « front » du PCF. Mieux, il suffit que le PCF baptise tel ou tel front « front de classe » pour que cela en soit un. Ainsi le pacte de la Moncloa est-il sanctifié « front de classe », de même que l'ignoble front réalisé dans les faits avec Juan Carlos et la police fasciste contre l'ETA et le peuple basque. De la même manière en Italie, la Démocratie chrétienne devient-elle l'instrument du front de classe, etc.

Puisque, selon cette conception, il n'y aurait dans la bonne vieille tradition stalinienne de « prolétarien », d'« ouvrier », que le parti stalinien lui-même (« Nous sommes le parti de la classe ouvrière, le parti des ouvriers »), le caractère prolétarien d'un « front » ne tiendrait pas aux organisations qui le composent, mais ne saurait s'acquérir que par l'« impo-

sition », par le label que l'appareil stalinien octroie selon ses besoins. En 1972, le PCF caractérise l'Union de la gauche-front populaire comme un « front de classe », mais à partir de septembre 1977 il affirme que le prétendu « virage à droite du PS », matérialisé dans le non-alignement de ce dernier sur les soudaines exigences du PCF quant aux nationalisations, l'aurait vidé de son contenu de classe.

MARS 1978 : CONTRE LA DIVISION

Toutes ces élucubrations, dont l'appareil du PCF se moque d'ailleurs royalement, disent ceci aujourd'hui pour affirmer l'inverse demain, ces théories subjectivistes selon lesquelles le caractère ouvrier d'une organisation tiendrait au jugement que porte sur elle, à tel ou tel moment, le secrétariat du PCF, n'ont qu'un sens : justifier le combat contre la politique classe contre classe telle qu'elle devait se manifester dans le cours des élections et pour laquelle a combattu l'OCI.

Rappelons la politique de l'OCI à ce moment de la lutte des classes. Elle se résume en une simple formule : pour un gouvernement du PCF et du PS sans ministres représentants des organisations et partis bourgeois, classe contre classe, pas une voix aux candidats de la bourgeoisie. Au premier tour, on se compte sur les divers partis ouvriers, PCF, PS, au second on élimine les candidats des organisations et partis bourgeois. Engagement au désistement réciproque, engagement du PCF à se désister au profit des candidats du PS parvenus en tête au premier tour. C'était, en des circonstances concrètes, l'application de la politique du front unique ouvrier telle qu'elle avait été explicitée au cours des

Troisième et Quatrième Congrès de l'Internationale communiste. Cette politique était fondée sur la reconnaissance du fait que les partis social-démocrates, bien qu'étant définitivement passés du côté du maintien de l'ordre bourgeois, continuent à organiser la classe comme classe, demeurent des partis ouvriers.

Pour ceux dont l'objectif dans ces élections était d'interdire que la classe ouvrière et la jeunesse affirment leur rejet des gouvernements bourgeois et particulièrement de ce gouvernement bourgeois, ceux qui combattaient en toute logique de leur respect de la V^e République pour le maintien au pouvoir de Giscard-Barre, il fallait, pour tenter de justifier la division, nier le caractère de classe du PS.

La préférence donnée à la bureaucratie du Kremlin par rapport à la bureaucratie social-démocrate, comme si la première était moins contre-révolutionnaire, théorisée par le pablisme, est un phénomène politique courant dans les cercles de l'extrême gauche... Et l'accusation portée contre les trotskystes d'être des agents de la social-démocratie ne date pas d'aujourd'hui. Les petits bourgeois de gauche qui couvraient hier les camps de concentration staliniens, les massacres des vieux-bolcheviks et des trotskystes, manifestent aujourd'hui leur stalinophilie dans leur participation au concert politique visant à dénier le caractère d'organisation ouvrière à la social-démocratie. Non qu'il ne s'agisse d'organisations contre-révolutionnaires, liées à la bourgeoisie et à l'Etat bourgeois par mille liens. Mais de quel type sont ces liens et est-ce qu'ils transforment pour autant ces organisations en organisations bourgeoises, telle est la première question à laquelle il nous faut maintenant répondre.

Il faut absolument lire :

**Thèses, résolutions et manifestes
des Quatre Premiers Congrès
de l'Internationale communiste**

(en vente à la Selio)

bourgeoise, à la contre-révolution triomphante. La nécessité de la Quatrième Internationale fut affirmé par Trotsky dès 1933. Elle fut fondée en 1938, mais elle naquit des plus grandes défaites du prolétariat et du mouvement ouvrier.

DANS LA NOUVELLE PERIODE DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE

C'est donc en l'absence même d'un instrument comparable à ce qu'avait été la Troisième Internationale, lors de ses Quatre Premiers Congrès, que se poursuit la lutte des classes, que, de la seconde guerre impérialiste, sortit une nouvelle vague révolutionnaire.

Cette remontée révolutionnaire de la classe ouvrière, la nouvelle vague révolutionnaire, classiquement, a emprunté le chemin des organisations traditionnelles. En outre, les circonstances précises de la guerre, la défaite infligée à l'impérialisme allemand par les masses travailleuses de l'URSS en dépit de la politique militaire catastrophique de Staline, comme expression des rapports d'Octobre vivant dans la conscience des masses, ont fait que celles-ci, identifiant cette victoire à la victoire du parti stalinien de l'URSS, sont allés vers ces partis, croyant aller vers Octobre.

Cette remontée vers les organisations traditionnelles, qui porte au faite de leur puissance et de leur contrôle sur les masses les partis staliniens, ne sera pas comprise par la direction de la Quatrième Internationale. Cette incapacité de la direction de la Quatrième Internationale, en relation avec ces données objectives, aboutira à la dislocation organisationnelle de la jeune organisation mondiale.

Ce qui portait les partis staliniens au faite de leur puissance était ce qui allait amener à la crise de la bureaucratie du Kremlin, conjointe à la crise de l'impérialisme. La révolution qui se développait en l'absence de direction révolutionnaire minait ce qui s'était constitué comme expression et instrument de la contre-révolution bourgeoise : la bureaucratie stalinienne.

Dans l'entre-deux-guerres, la faiblesse politique des partis communistes d'abord, puis le passage de l'Internationale communiste du côté du maintien de l'ordre bourgeois — phénomènes distincts — ont été les facteurs essentiels du maintien et de la survie de la social-démocratie. La nouvelle période de la révolution prolétarienne ouverte en 1968 pose la question en termes différents.

La nouvelle période de la révolution prolétarienne ouverte en 1968 dégage la tendance de la classe ouvrière à remonter sur un nouvel axe, celle du mouvement ouvrier à se reconstruire également sur un nouvel axe, comme le pronostiquait Trotsky dès 1936.

Finalement, c'est l'essentiel de la période. C'est au cours de développements non rectilignes, mais faits d'assauts de la révolution et de la contre-révolution, de développements complexes, que triomphera la révolution prolétarienne sous la direction de la Quatrième Internationale reconstruite.

C'est là qu'il faut se poser la question de la place et du rôle des organisations social-démocrates, de ces organisations contre-révolutionnaires. Une des leçons les plus importantes de notre histoire, une de celles pour lesquelles le trotskysme a payé le plus cher, est la claire compréhension de ce que, à une première étape, le mouvement révolutionnaire des masses renforcera les organisations traditionnelles de la classe ouvrière.

Il nous faut examiner la situation à la lumière de la révolution, pour saisir les rapports qui se nouent entre le parti révolutionnaire en construction, les masses, les appareils contre-révolutionnaires, les organisations ouvrières-bourgeoises, tant social-démocrates que staliniennes. Ce qu'il s'agit de comprendre, c'est ce qui motive, dans certaines conditions, un mouvement plus important vers les organisations social-démocrates que vers les partis staliniens, comme le Portugal par exemple l'a montré.

Force est donc de constater que, pour « puante » qu'elle soit, comme le disait Rosa Luxemburg, la social-démocratie, non seulement n'a pas disparu après la Première Guerre

mondiale, mais que, comme expression des rapports politiques nouveaux entre les classes, elle semble par endroit renaître, et même se renforcer.

Non seulement la social-démocratie est toujours restée, en Grande-Bretagne, le parti dirigeant de la classe ouvrière, non seulement la remontée du prolétariat allemand s'est faite dans le cadre de la social-démocratie comme parti de tout le prolétariat allemand, ainsi qu'en témoigna l'accueil réservé à Brandt par les prolétaires de l'Allemagne de l'Est, mais, en France même, on a assisté à la reconstruction d'un parti socialiste, non comme un parti social-démocrate classique, mais comme parti socialiste au-delà des politiciens bourgeois qui le sillonnent, parti occupant la place de la SFIO, sans être la SFIO.

Dans d'autres pays, après quarante ans d'inexistence, comme au Portugal par exemple, ces partis se sont reconstruits comme les partis ouvriers les plus importants.

Au Portugal, en 1934, après la défaite du prolétariat allemand, le Parti socialiste, qui subissait depuis 1926 les attaques de Salazar, disparaissait totalement. Il n'existait plus même un cadre formel, un appareil en exil : rien. Il fut reconstitué en 1973 sous l'impulsion d'un groupe d'intellectuels venus du mouvement libéral et ne disposant à la veille de la révolution que d'une poignée d'hommes.

Aidé par la social-démocratie internationale, particulièrement la social-démocratie allemande, l'appareil qu'il a constitué à la veille de la révolution est faible, permettant une plus grande initiative aux travailleurs et militants qui rejoignent ses rangs. Au feu de la révolution, quand l'appareil stalinien monte en première ligne contre les masses pour défendre la société bourgeoise, l'Etat bourgeois, prenant directement en charge la contre-révolution, le PSP devient très rapidement le premier parti ouvrier du pays, parti de masse regroupant en son sein une fraction importante des travailleurs les plus avancés.

Comprendre le rôle, la place des organisations social-démocrates dans la lutte des classes et la révolution n'a donc rien à voir avec la curiosité de l'historien, mais découle des objectifs

mêmes des combattants révolutionnaires constructeurs du parti mondial de la révolution, la Quatrième Internationale.

Précisément, c'est la nature de parti ouvrier-bourgeois parlementaire qui a fait du Parti socialiste portugais un des terrains d'affrontement entre la classe ouvrière combattant pour la révolution et l'appareil bourgeois.

COMMENT TROTSKY ABORDAIT LA QUESTION EN 1934

Trotsky, en 1934, parlant de la SFIO, disait que celui qui se contenterait de répéter les formules d'hier, « réformisme », « Seconde Internationale », « support politique de la bourgeoisie », pour caractériser la SFIO à ce moment-là, porterait un jugement comparable à celui d'un révolutionnaire qui dirait de l'Etat bourgeois en France après le 6 février 1934 que c'était « une république parlementaire démocratique ».

« Est-ce que ces définitions sont correctes ? demande Trotsky. Oui et non. Plutôt non que oui. La vieille définition de la social-démocratie correspond encore moins aux faits que la définition du présent Etat comme « une république démocratique parlementaire »... Mais les mêmes lois de la pensée dialectique s'appliquent au Parti socialiste, qui, comme il a déjà été dit, partage le destin de l'Etat démocratique, seulement dans la direction inverse. A quoi il faudrait ajouter, à un degré important eu égard à l'expérience de l'Allemagne et de l'Autriche, que l'évolution du parti social-démocrate devance même l'évolution de l'Etat jusqu'à un certain point ; ainsi, la scission d'avec les néos précède le coup d'Etat du 6 février de quelques mois. Naturellement, ce serait une grossière erreur que de penser que rien ne reste du réformisme et du patriotisme dans le parti depuis la scission. Mais c'est non moins une erreur de parler de lui comme de la social-démocratie dans l'ancien sens du terme.

L'impossibilité d'employer à l'avenir la simple définition habituelle, figée, est précisément l'expression mouvante du fait que ce que nous avons précisément là, c'est un parti centriste, qui, en vertu de la longue, traînante évolution du pays, unit encore les contradictions des pôles extrêmes. Il faut être un scolastique sans espoir pour ne pas distinguer ce qui se passe en réalité sous l'étiquette « Deuxième Internationale »... Simultanément à la « bonapartisation » de l'Etat et à l'approche du danger fasciste, la majorité du parti deviendra inévitablement radicale ; la différenciation interne, qui est loin d'être complète, entrera dans une nouvelle phase. »

Ce que nous explique ici Trotsky est de la plus haute importance. Non que le cours, l'évolution des PS qui existent ou renaissent soient identiques à

ceux que décrit Trotsky après février 1934.

Mais ce que nous dit Trotsky, c'est que, sur une base de principe, il est nécessaire de procéder à l'analyse concrète de la situation concrète. Voilà ce qu'il nous faudra tenter de faire pour comprendre la place des organisations social-démocrates dans le moment présent du développement de la révolution prolétarienne. Que la différence avec les organisations social-démocrates d'hier soit importante, il suffit pour s'en convaincre de comparer cette nébuleuse qu'est aujourd'hui le PS en France à ce qu'a été la SFIO. Quel rôle dans le cours de la révolution peut être amené à jouer ce parti, comme parti ouvrier-bourgeois parlementaire ? Subira-t-il le sort du Parti socialiste italien, que sa direction a liquidé un temps, comme en France la politique de Mollet avait abouti à la destruction de la SFIO ?

la social-démocratie et le programme de l'internationalisme

Comprendre pourquoi la social-démocratie n'en finit pas de mourir nécessite de remonter à ses origines, d'apprécier sa place dans la constitution de la classe ouvrière comme classe.

C'est parce que la social-démocratie a son origine au plus profond de la construction du mouvement ouvrier comme mouvement révolutionnaire que, malgré son adaptation la plus étroite aux exigences de l'impérialisme, elle a continué à vivre. C'est pour cela, et en raison de la dégénérescence de la III^e Internationale, du stalinisme.

Elle s'est formée comme l'héritière des batailles par lesquelles la classe ouvrière s'est constituée pour elle-même jusqu'à la formation et la dissolution de la Première Internationale, comme conclusion de la première phase de la construction du parti mondial de la révolution.

Après l'écrasement de la Commune de Paris, le pivot du mouvement ouvrier se situe en Allemagne. C'est à partir et sur le modèle de la social-démocratie allemande que se construiront les partis qui formeront la Deuxième Internationale.

C'est dans le cadre d'un développement gigantesque du capitalisme que vont se constituer au sein de la société bourgeoise et contre elle les partis social-démocrates.

Si la Première Internationale avait été l'affirmation politique du prolétariat comme classe internationale, la Deuxième Internationale va développer au sein de la société bourgeoise ces foyers de démocratie prolétarienne dont la classe ouvrière a besoin pour son émancipation. C'est en cela qu'a constitué son travail positif, ainsi que l'explique Trotsky dans un célèbre article sur l'Allemagne.

« Pendant de nombreuses décennies, à l'intérieur de la démocratie bourgeoise, se servant d'elle et luttant contre elle, les ouvriers édifièrent leurs fortifications, leurs bases, leurs foyers de démocratie prolétarienne : syndicats, partis, clubs d'éducation, organisations sportives, coopératives, etc. Le prolétariat peut arriver au pouvoir non pas dans les cadres formels de la démocratie bourgeoise, mais seulement par la voie révolutionnaire, cela est démontré en même temps par la théorie et par l'expérience. Mais c'est précisément pour la voie révolutionnaire que le prolétariat a besoin des bases d'appui de la démocratie ouvrière à l'intérieur de l'Etat bourgeois. C'est dans la création de telles bases que s'est exprimé le travail de la Deuxième Internationale à l'époque où elle remplissait encore un travail historiquement progressif. »

LA CONSTRUCTION DU PARTI SOCIAL-DEMOCRATE ALLEMAND

C'est dans le cadre d'une période de réformes, définissant un programme minimum qui ne peut s'imposer que par la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière, que se sont construits les partis social-démocrates. Pour comprendre la social-démocratie internationale, il est absolument nécessaire de revenir sur la construction du Parti social-démocrate allemand, car les problèmes théoriques que soulève sa construction seront ceux de l'ensemble des partis socialistes.

En 1875, deux organisations fusionnent au Congrès de Gotha : l'Association générale des ouvriers allemands fondée par Lassalle en 1863, et le Parti ouvrier social-démocrate constitué par Bebel et Liebknecht. Dans la fusion de ces deux organisations qui constitueront le Parti social-démocrate allemand, vont triompher les idées de Lassalle, qui n'était pas marxiste. La critique par Marx et Engels du programme de Gotha est capitale pour savoir ce qu'est la social-démocratie, car, ce dont il s'agit, c'est de ce qui s'exprimera avec éclat lors de la pre-

mière guerre impérialiste, à savoir l'adaptation aux classes dominantes sous la forme de l'adaptation à l'Etat national et de l'abandon de l'internationalisme prolétarien.

« Contrairement au *Manifeste communiste* et à tout le socialisme antérieur, Lassalle avait conçu le mouvement ouvrier du point de vue le plus étroitement national. On le suit sur ce terrain, et cela, après l'action de l'Internationale ! Il va absolument de soi que, ne fût-ce que pour être en mesure de lutter, la classe ouvrière doit s'organiser chez elle en tant que classe et que les pays respectifs sont le théâtre immédiat de sa lutte. C'est en cela que sa lutte de classe est nationale, non pas quant à son contenu, mais, comme le dit le *Manifeste communiste*, « quant à sa forme ». Mais « le cadre de l'Etat national actuel » par exemple de l'Empire allemand, entre lui-même, à son tour, économiquement, « dans le cadre » du marché universel, et politiquement, « dans le cadre » du système des Etats. » (*K. Marx* : Critique du programme de Gotha. ES 1966, p. 35).

Parce que la question programmatique était des plus importantes, Marx et Engels affirment qu'il eût mieux valu se contenter d'un accord pour l'action contre l'ennemi commun qu'élaborer un mauvais programme : « Tout pas en avant du mouvement réel vaut plus qu'une douzaine de programmes. »

Ils menacent de ne pas adhérer au Parti social-démocrate allemand, et si, ultérieurement, ils modifient leur position, c'est précisément parce que l'unification du prolétariat allemand par la fusion ouvrirait les conditions du redressement indispensable du programme.

Les mêmes questions de fond vont se retrouver posées dans la critique par Engels du programme d'Erfurt en 1891, dont nous publions un passage essentiel à la page suivante. Cette question de l'adaptation au cadre, à l'Etat national, tous les partis social-démocrates vont y être confrontés au cours de leur construction.

La constitution du prolétariat en tant que classe, la conscience de classe

F. Engels, dans la critique du programme d'Erfurt :

Les revendications politiques

« Les revendications politiques du projet ont un grand défaut. Ce que justement il eût fallu dire *ne s'y trouve pas*. Si ces dix revendications étaient toutes accordées, nous aurions, il est vrai, divers moyens de plus pour faire aboutir la revendication politique principale, mais nous n'aurions absolument pas cette revendication principale elle-même. La Constitution du Reich est, en ce qui concerne la limitation des droits reconnus au peuple et à ses représentants, une copie pure et simple de la Constitution prussienne de 1850, Constitution où la rédaction la plus extrême trouve son expression dans des paragraphes où le gouvernement possède tout pouvoir effectif et où les Chambres n'ont pas même le droit de refuser les impôts ; Constitution qui, pendant la période de conflit, a prouvé que le gouvernement pouvait en faire ce qu'il voulait. Les droits du Reichstag sont exactement les mêmes que ceux de la Chambre prussienne, et c'est pourquoi Liebknecht a appelé ce Reichstag la feuille de vigne de l'absolutisme. Vouloir, sur la base d'une alliance entre la Prusse et Reuss-Greiz-Schleiz-Lobenstein, Etats dont l'un couvre autant de lieues carrées que l'autre couvre de pouces carrés, vouloir sur une telle base réaliser la « transformation des moyens de travail en propriété commune » est manifestement absurde.

Y toucher serait dangereux. Mais, de toute façon, les choses doivent être poussées en avant. Combien cela est nécessaire, c'est ce que prouve précisément aujourd'hui l'opportunisme qui commence à se propager dans une grande partie de la presse social-démocrate. Dans la crainte d'un renouvellement de la loi contre les socialistes ou se souvenant de certaines opinions émises prématurément du temps où cette loi était en vigueur, on veut maintenant que le Parti reconnaisse l'ordre légal actuel en Allemagne comme pouvant suffire à faire réaliser toutes ses revendications par la voie pacifique. On fait croire à soi-même et au Parti que « la société actuelle en se développant passe peu à peu au socialisme », sans se demander si par là elle n'est pas obligée de sortir de sa vieille constitution sociale, de faire sauter cette vieille enveloppe avec autant de violence que l'écrevisse crevant la sienne ; comme si, en Allemagne, elle n'avait pas en outre à rompre les entraves de l'ordre politique encore à demi absolutiste et, par-dessus encore, indiciblement embrouillé. »

du prolétariat ne se développent pas dans le vide, mais dans un cadre historique par lequel lui-même est marqué. Les partis social-démocrates se sont construits comme des partis de classe, fondés sur la lutte révolutionnaire du prolétariat, mais à une époque bien déterminée : celle du développement du capitalisme, c'est-à-dire une époque de réformes. Ces réformes seront arrachées, révolutionnairement, par le prolétariat dans son combat de classe — que l'on songe à la liberté de la presse, au droit de grève, à la liberté

d'association, toutes choses pour lesquelles le prolétariat a payé de la vie de milliers de travailleurs.

Mais elles le seront dans une période de développement général du capitalisme, qui permettra la séparation entre le but (le socialisme considéré comme programme maximum) et le moyen (le programme minimum sur lequel, au sein de la société bourgeoise, le prolétariat s'affirme comme classe).

DES PARTIS OUVRIERS REVOLUTIONNAIRES A L'EPOQUE DES REFORMES

Si, après la première manifestation de la révolution prolétarienne en 1848, c'est à juste titre que Marx proclame dans l'« Adresse à la Ligue » la nécessité de la « révolution en permanence », la période historique qui s'ouvrait à ce moment-là était celle d'un développement général du capitalisme, changeant les rythmes de la lutte de la classe ouvrière pour son émancipation, s'il n'en changeait pas, bien entendu, les objectifs finaux.

C'est Marx qui élabore en 1880 le programme du Parti ouvrier français, qui définit celui-ci comme un parti révolutionnaire, parti de classe dont le but final est l'appropriation collective des moyens de production par l'action révolutionnaire du prolétariat organisé en parti distinct. C'est en fonction de cet objectif que le Parti ouvrier décide de participer aux élections sur un « programme minimum » de revendications immédiates, un programme minimum concourant à l'organisation du prolétariat comme classe opposée à la société bourgeoise au sein de celle-ci.

Très rapidement, au sein du parti, va se développer une bataille dont le contenu est la remise en cause du caractère révolutionnaire du parti lui-même, aboutissant à la scission avec les broussistes, du nom de leur dirigeant, à la séparation des révolutionnaires et des réformistes au Congrès de Roanne.

Est en cause la question de l'utilisation du suffrage universel et, au-delà, la question de l'action révolutionnaire elle-même. Pour les réformistes, la participation aux élections, l'utilisation du suffrage universel ne sont pas des moyens utilisés pour l'émancipation du prolétariat par la lutte révolutionnaire, ce sont le but lui-même, le socialisme pouvant être réalisé au sein de la société bourgeoise, morceau par morceau. Si l'affirmation programmatique selon laquelle « l'émancipation... ne peut sortir que de l'action révolutionnaire » était maintenue, ce n'était plus que pure forme, puis-

que était affirmé dans les considérants du programme adopté par les broussistes à St-Etienne qu'il y avait « lieu de poursuivre comme moyen la conquête des pouvoirs publics dans la commune, le département et l'Etat ».

Aux ateliers nationaux de 1848, chers au petit-bourgeois contre-révolutionnaire Louis Blanc, va répondre la « théorie » des services publics qui dispensait de la révolution, de la destruction de l'Etat bourgeois.

« L'effort humain, écrivait Paul Brousse, se meut d'abord à l'intérieur du cercle familial. Puis il se spécialise, se constitue en métier ; un jour vient où la concurrence se déchaîne, la concurrence appelle l'association, mère du monopole, et le monopole tôt ou tard amène l'intervention de l'Etat qui se résout en service public... Le service public est le dernier terme du développement de chaque spécialité du labeur humain. Sa formation résulte de la nature même des choses et il se constitue sous quelque gouvernement de classe que ce soit... Le mouvement communiste se résout en un phénomène scientifique observable : la formation du service public... »

LUTTE DE CLASSES ET DEVELOPPEMENT DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE

Dès la reconstitution du mouvement ouvrier en France, nous trouvons les problèmes politiques qui vont être au cœur de la transformation des partis social-démocrates en partis réformistes, partis ouvriers-bourgeois parlementaires, partis de collaboration de classes.

Les conditions générales dans lesquelles vont se développer ces partis sont celles qu'Engels décrit dans la préface de 1895 à « La Lutte des classes en France », que nous publions page suivante.

Les conditions qui ont présidé à la construction des partis social-démocrates, ce sont celles du développement du capitalisme, du développement à travers le heurt entre les classes de la démocratie bourgeoise parlemen-

F. Engels, en 1895 :

Les conditions du développement des partis social-démocrates

« Grâce à l'intelligence avec laquelle les ouvriers allemands utilisèrent le suffrage universel, institué en 1866, l'accroissement étonnant du parti apparaît exactement aux yeux du monde entier dans des chiffres indiscutables. En 1871, 100 000, en 1874, 352 000, en 1877, 492 000 voix social-démocrates. Ensuite, survint la reconnaissance de ces progrès par les autorités supérieures sous la forme de la loi contre les socialistes. Le parti fut momentanément dispersé. Le nombre de voix tomba à 312 000 en 1881. Mais ce coup fut rapidement surmonté, et dès lors c'est seulement sous la pression de la loi d'exception, sans presse, sans organisation extérieure, sans droit d'association et de réunion, que l'extension rapide va vraiment commencer. 1884 : 550 000 voix, 1887 : 763 000, 1890 : 1 427 000 voix. Alors, la main de l'Etat fut paralysée. La loi contre les socialistes disparut. Le nombre de voix socialistes monta à 1 787 000, plus du quart de la totalité des voix exprimées.

Le gouvernement et les classes dominantes avaient épuisé tous leurs moyens, sans utilité, sans but, sans succès (...). L'Etat était au bout de son latin. Les ouvriers étaient au commencement du leur.

Mais les ouvriers allemands avaient, après le premier service que constituait leur simple existence en tant que parti socialiste, parti le plus fort, le plus discipliné et qui grandissait le plus rapidement, rendu à leur cause un autre grand service. En montrant à leurs camarades de tous les pays comment on se sert du suffrage universel, ils leur avaient fourni une nouvelle arme des plus acérées.

Depuis longtemps, déjà, le suffrage universel avait existé en France, mais les urnes étaient tombées en discrédit par suite du mauvais usage que le gouvernement bonapartiste en avait fait. Après la Commune, il n'y avait pas de parti ouvrier pour l'utiliser. En Espagne aussi, le suffrage universel existait depuis la république. Mais en Espagne, l'abstention aux élections fut de tout temps la règle chez tous les partis d'opposition sérieux. Les expériences faites ensuite avec le suffrage universel étaient tout, excepté un encouragement pour un parti ouvrier. Les ouvriers révolutionnaires des pays romains s'étaient habitués à regarder le droit de suffrage comme un piège, comme un instrument d'escroquerie gouvernementale. En Allemagne, il en fut autrement. Déjà le *Manifeste communiste* avait proclamé la conquête du suffrage universel, de la démocratie, comme une des premières et des plus importantes tâches du prolétariat militant et Lassalle avait repris ce point. Lorsque Bismarck se vit contraint d'instituer ce droit de vote comme le seul moyen d'intéresser les masses populaires à ses projets, nos ouvriers prirent aussitôt cela au sérieux et envoyèrent Auguste Bebel au premier Reichstag constituant. Et, à partir de ce jour-là, ils ont utilisé le droit de vote de façon à être récompensés de mille manières, de servir d'exemple aux ouvriers de tous les pays. Ils ont transformé le droit de vote, selon les paroles du programme du parti marxiste français, de moyen de duperie qu'il avait été jusqu'ici en instrument d'émancipation. [Ici, Engels cite le programme du Parti ouvrier français élaboré par Marx et cité plus haut.] Et si le suffrage universel ne nous avait pas donné d'autres bénéfices que de nous permettre de nous compter tous les trois ans, que d'accroître, par la montée régulière constatée, la rapidité inattendue du nombre de voix, la certitude chez les ouvriers dans la même mesure que l'effroi chez les adversaires, de devenir ainsi notre meilleur moyen de propagande, de nous renseigner exactement sur notre propre force ainsi que sur celle de tous les partis adverses, de nous fournir ainsi pour proportionner notre action un critère supérieur à tout autre, nous préservant ainsi d'une pusillanimité inopportune aussi bien que d'une hardiesse folle tout aussi inopportune, si c'était cela le seul bénéfice que nous ayons tiré du droit de suffrage, ce serait déjà bien et plus que suffisant. Mais il a encore fait bien davantage : dans l'agitation électorale, il nous a fourni un moyen qui n'a pas son égal pour entrer en contact avec les masses populaires. Par cette utilisation efficace du suffrage universel, un tout nouveau mode de lutte du prolétariat a été mis en œuvre, et il se développa rapidement. »

taire. C'est à travers la parlementarisation des partis ouvriers que s'est opérée leur transformation en partis réformistes, partis ouvriers-bourgeois.

Si les partis ouvriers se développent, arrachent droits et conquêtes à l'Etat bourgeois par les méthodes de la lutte de classe, celle-ci est néanmoins contenue dans des limites précises qui résultent des capacités de développement du capital à cette époque, qui permettaient la croissance du prolétariat comme classe, de concéder des réformes, d'améliorer les conditions d'existence de la classe ouvrière.

En même temps que se développait le capitalisme, que l'impérialisme prenait forme, se construisirent les partis socialistes et la Deuxième Internationale. On assiste à un puissant développement du mouvement ouvrier dans toute l'Europe. Pierre Broué, dans le chapitre II de son ouvrage « La Révolution en Allemagne », le montre : la social-démocratie allemande constitue un véritable Etat dans l'Etat. C'est un parti qui compte en 1914 plus d'un million d'adhérents, qui a recueilli aux élections législatives de 1912 plus de 4 200 000 voix. Les syndicats qu'il a créés comptent plus de deux millions de membres. Autour du parti existe un réseau d'organisations encadrant la quasi-totalité des salariés dans tous les domaines de la vie sociale :

« Associations de femmes socialistes, mouvements de jeunes, universités populaires, bibliothèques et sociétés de lecture, organisations de loisirs et mouvements de plein air, maisons d'édition, journaux, revues, magazines. » (Pierre Broué : La Révolution en Allemagne).

Comme l'écrivait Ruth Fischer :

« Le Parti social-démocrate allemand devint une manière de vivre. Il fut beaucoup plus qu'une machine politique : il donna à l'ouvrier allemand dignité et salut dans un monde à lui. L'ouvrier en tant qu'individu vivait dans son parti, le parti pénétrait les habitudes quotidiennes de l'ouvrier. »

Ce qui est vrai de l'Allemagne à la veille de 1914 l'est à un moindre degré des autres partis social-démocrates. En Autriche-Hongrie, aux élections de

1907, la social-démocratie recueillit plus d'un million de voix, a 87 élus, et ces chiffres sont confirmés en 1911 lorsque, malgré l'attaque coalisée des partis bourgeois, la social-démocratie envoya 82 députés au Reichsrat, conquérant la majorité des députés à Vienne. En Hongrie, le parti social-démocrate compte plus de 100 000 membres en 1913, il est capable de mobiliser les larges masses.

De 17 sièges en 1905, les sociaux-démocrates suédois passent à 77 en 1914. Entre 1906 et 1914, la SFIO passe de 44 000 à 90 000 adhérents. Le Parti socialiste italien recueillait en octobre 1913, lors des premières élections au suffrage universel, plus de 880 000 voix. Si le Parti socialiste ouvrier espagnol n'a au moment de la guerre que 15 000 adhérents, l'UGT organise 130 000 travailleurs en 1912, ayant triplé ses effectifs en deux ans. C'est 1 600 000 adhérents que compte le Labour Party en Grande-Bretagne, parmi lesquels 33 000 membres des organisations socialistes.

Par les méthodes de la lutte de classe, se sont constitués ces partis contre la bourgeoisie, dans l'intervention concrète dans la lutte des classes. Procès, emprisonnements, tel était le lot des militants révolutionnaires qui construisirent ces organisations. C'est vrai de la social-démocratie allemande, comme de la social-démocratie russe, comme cela l'est des organisations socialistes françaises. En août 1891, une fois encore, Paul Lafargue est emprisonné sous l'accusation de provocation au meurtre pour avoir dit qu'il fallait « se débarrasser des patrons comme de la vermine avec un insecticide ».

Si réformes et conquêtes sociales sont obtenues dans cette période d'expansion du capitalisme, ce serait sombrer dans les justifications idéologiques de la trahison social-démocrate, concernant la « démocratie » comme un développement pacifique continu, que de ne pas voir que c'est par les méthodes de la lutte de classe qu'elles ont été arrachées.

Qu'il s'agisse du droit de grève, du droit d'organisation indépendante, de la presse, du suffrage universel, tout cela a donné lieu aux plus grands com-

bats entre les capitalistes et les travailleurs. En France, c'est à travers de sanglantes luttes de classes que, sous la III^e République, se sont constitués partis et syndicats.

Mais ces développements du mouvement ouvrier s'intégraient dans cette période de constitution de l'impérialisme, d'expansion générale et de sur-

profits coloniaux qui donneront les bornes entre lesquelles seront contournées les luttes de la classe ouvrière.

Les problèmes théoriques qui avaient présidé à la naissance des partis social-démocrates, rôle de l'Etat national, des institutions de la bourgeoisie, vont resurgir avec force à la veille du XX^e siècle.

Internationale et partis révolutionnaires le combat d'Engels

Si Engels s'était lancé en 1889 dans la bataille qui verra la fondation de la Deuxième Internationale contre son avis même, c'était pour une raison précise : interdire que les héritiers des bakouninistes, les Hyndman et Brousse, ne constituent sous leur direction une organisation internationale qui eût été un obstacle à la construction de partis ouvriers révolutionnaires, de partis de lutte, se fixant pour but l'abolition de la propriété privée des moyens de production par la lutte révolutionnaire.

LA FONDATION DE LA DEUXIEME INTERNATIONALE

Dans une lettre à Laura Lafargue, Engels écrit :

« Je considère que ces congrès sont des maux inévitables du mouvement ; on veut à tout prix jouer à tenir des congrès, et, bien qu'ils constituent en un sens des manifestations utiles et qu'ils aient l'avantage de rassembler des gens de divers pays, je me demande si le jeu en vaut la chandelle quand il existe des différends sérieux. Mais les efforts persistants des possibilistes et des hyndmanistes pour se faufiler à la direction d'une nouvelle Internationale au moyen de leurs congrès ont rendu la lutte inévitable pour nous, et voici le seul point sur lequel je suis d'accord avec Brousse : c'est une fois de plus la

même vieille scission de l'Internationale qui maintenant pousse les gens dans deux camps opposés. D'un côté, les disciples de Bakounine, sous un pavillon différent... de l'autre côté, le vrai mouvement de la classe ouvrière. » (11 juin 1889).

Dès 1882, dans une lettre à Becker, Engels s'était clairement expliqué sur le problème de l'Internationale. Nos lecteurs en trouveront ci-contre le passage principal.

Pour Engels, la reconstitution de l'Internationale était en 1889 prématurée, risquant d'être un obstacle à la constitution de la classe comme classe, c'est-à-dire en parti de « lutte ». Lors de la convocation du Congrès international de Bruxelles, il s'en explique de nouveau à Laura Lafargue, le 17 août 1891 :

« D'après le *Standard* d'aujourd'hui, ni Hyndman ni Brousse ne sont venus, et Allemane devait prendre la direction des possibilistes. En ce qui concerne donc cette catégorie-là d'opposition, la victoire ne sera qu'un jeu pour nos amis. Une fois cette question réglée, le congrès n'aura plus grand-chose à faire de sérieux, à moins que les diverses velléités de reconstituer l'Internationale ne tentent de s'exprimer. J'espère que non, car cela provoquerait de nouvelles scissions et nous ramènerait en arrière, du moins ici en Angleterre, pour de nombreuses années à venir. C'est une absurdité à tous égards, surtout tant qu'il n'y aura

1882 : la position d'Engels sur une nouvelle Internationale

« Premièrement, une nouvelle Internationale, formellement réorganisée, ne ferait que susciter de nouvelles persécutions en Allemagne, Autriche, Hongrie, Italie et Espagne, et ne nous laisserait finalement que le choix entre laisser tomber l'affaire bientôt ou l'entreprendre *secrètement*. Ce dernier procédé serait un malheur à cause des inévitables vellétés de conspiration ou de putsch, ainsi que des inévitables mouchards qui s'infiltreraient dans nos rangs. Même en France, il n'est pas impossible que la loi contre l'Internationale, qui n'a nullement été abolie, entre de nouveau en application.

Deuxièmement, étant donné les actuelles chamailleries entre *L'Egalité* et *Le Proletaire*, il n'est pas possible de compter sur les Français. Il faudrait, en effet, se déclarer pour l'un des partis, ce qui a aussi ses méchants côtés. En ce qui nous concerne personnellement, nous sommes du côté de *L'Egalité*, mais nous nous gardons bien d'intervenir publiquement *en ce moment*, ne serait-ce que, malgré nos avertissements exprès, parce qu'elle fait gaffe sur gaffe sur le plan tactique.

Troisièmement, moins que jamais on ne saurait actuellement entreprendre quelque chose avec les Anglais. Durant cinq mois, j'ai tenté, par le truchement du *Labour Standard*, dans lequel j'ai écrit une série d'éditoriaux, de renouer avec le vieux mouvement chartiste et de diffuser nos idées, afin de voir s'il y a quelque écho. Absolument rien ! Cependant, comme le directeur — plein de bonne volonté, mais faible, une véritable savate ! — finit tout de même par prendre peur des doctrines « hérétiques » provenant du continent que j'écrivais dans sa feuille, je dus renoncer.

Il ne resterait donc plus qu'une Internationale qui — en dehors de la Belgique — se limiterait à la *seule émigration* (...).

Au demeurant, l'Internationale continue effectivement de *subsister*. La liaison entre les ouvriers révolutionnaires de tous les pays, pour autant qu'elle puisse être efficace, est là. Chaque journal socialiste est un centre socialiste ; de Genève, Zurich, Londres, Paris, Bruxelles, Milan, les fils courent et se croisent dans toutes les directions, et je ne vois vraiment pas en quoi le regroupement de tous ces petits centres autour d'un grand centre principal pourrait donner une force nouvelle au mouvement, cela ne ferait qu'augmenter les frictions. Néanmoins, lorsque le moment sera venu où il importera de rassembler les forces, pour toutes ces raisons, il ne faudra pas une longue préparation.

Les noms de tous ceux qui forment l'avant-garde militante d'un pays sont connus de tous les autres, et un manifeste dans lequel tous seraient représentés et que tous signeraient ferait une impression colossale, toute différente de celle que fit celui où figuraient les noms, pour la plupart inconnus, de l'ancien Conseil général. Mais, précisément pour toutes ces raisons, il faut ne pas galvauder une telle manifestation tant qu'elle ne peut avoir un effet percutant, autrement dit tant que des événements européens ne la provoqueront pas. Sinon, on gâche l'effet pour l'avenir et on ne donne qu'un coup d'épée dans l'eau.

Or, de tels événements se préparent en Russie, où l'avant-garde de la révolution trouvera à frapper un grand coup. Cela et son contre-coup inévitable en Allemagne, il faut savoir l'attendre, et — à notre avis — le moment sera venu alors aussi pour une grande manifestation et la reconstitution d'une Internationale formelle, *officielle*, qui justement ne saurait plus être une simple société de propagande, mais un parti pour l'action. C'est pourquoi nous sommes décidément de l'avis qu'il ne faut pas affaiblir un organe de lutte aussi remarquable, en en usant (et en abusant) à une époque encore relativement tranquille, mais à la veille de la révolution. »

pas en France et en Angleterre un parti fort et uni. Si tel était le cas, et si Français et Anglais s'unissaient de cœur et d'âme avec les Allemands, le but serait alors atteint sans union formelle. Il suffirait de l'effet moral produit par l'action commune des trois grandes nations occidentales. Mais tant que cela sera impossible, toute tentative de reconstituer une Internationale donnerait à l'une des petites nations, probablement aux Belges, une prééminence imméritée, et tout finirait en querelles. En réalité, le mouvement est trop grand, trop vaste, pour être entravé par de tels liens. »

Et c'est du même point de vue qu'il se félicite du Congrès de Bruxelles, parce qu'il dégage la possibilité de construire des partis de lutte comptant avec les faits, le 2 septembre de la même année :

« Nous avons tout lieu d'être satisfaits du Congrès de Bruxelles. On a bien fait de voter l'exclusion des anarchistes : par là avait fini la vieille Internationale, par là recommence la nouvelle. C'est la confirmation pure et simple, dix-neuf ans après, des résolutions du Congrès de La Haye.

Non moins importante a été la porte largement ouverte aux Trade-Unions anglaises. La mesure prouve combien on a compris la situation. Et les votes qui ont lié les Trade-Unions à « la lutte des classes et à l'abolition du salariat » font que ça n'a pas été une concession de notre part.

L'incident Domela Nieuwenhuis a montré que les ouvriers européens ont définitivement dépassé la période de la domination de la phrase ronflante et qu'ils ont conscience des responsabilités qui leur incombent : c'est une classe constituée en parti de « lutte », parti qui compte avec les « faits ». Et les faits prennent une tournure de plus en plus révolutionnaire. »

En 1888, les socialistes allemands, soutenus par le Parti ouvrier français que dirigeait Guesde, prenaient l'initiative de convoquer un congrès socialiste international à Paris à l'occasion du centième anniversaire de la prise de la Bastille. Parallèlement, les possibilistes, en accord avec le comité parle-

mentaire du British Trade-Union Congress, convoquaient un congrès à Paris au même moment. Au congrès de la salle Pétrelle, fut représenté le socialisme international, tandis que les possibilistes n'eurent que les syndicalistes anglais comme représentants étrangers. L'ordre du jour du congrès de la salle Pétrelle vit la discussion sur l'abolition des armées permanentes, la mise à l'étude d'une législation internationale du travail. C'est lui qui adopta une résolution en faveur d'une campagne internationale pour la journée de huit heures et qui décida une manifestation internationale sur cette question pour le 1^{er} mai 1890.

En 1891, grâce à la bataille politique d'Engels, ne se réunit à Bruxelles qu'un seul congrès. C'est à la dimension de la Première Internationale qu'Engels voulait que soit la Deuxième, intégrant en son sein les organisations authentiques du prolétariat. C'est dans le même esprit que celui qui avait présidé à la fondation de l'Association internationale des travailleurs que le Congrès de Zurich tenu en 1893 proclame :

« Considérant qu'il est désirable que les démocraties socialistes soient organisées sous un titre commun, mais attendu que les restrictions imposées à la liberté d'association par les lois réactionnaires de plusieurs pays sont un obstacle à la réalisation immédiate de ce désir,

Le congrès reconnaît comme membre du Parti socialiste révolutionnaire démocratique international toutes les organisations et sociétés qui admettent la lutte des classes et la nécessité de socialiser les moyens de production et qui acceptent les bases des congrès socialistes internationaux. »

C'est dans cet esprit que fut menée la bataille contre les anarchistes à propos de la conquête des droits politiques démocratiques, comme c'est partant de la même motivation que la lutte fut menée contre la création d'une Internationale syndicale concurrente, pour l'admission au sein des congrès de l'Internationale de « tous les syndicats professionnels ouvriers », comme le stipule l'amendement présenté par Bebel et adopté par le Congrès de Zurich. Les statuts

adoptés au Congrès de Stuttgart en 1907 stipulaient que les syndicats pouvaient se faire représenter aux congrès de l'Internationale socialiste. Et ce n'est qu'après le Congrès de Londres, après qu'eurent été expulsés les anarchistes et face à la désertion des congrès de l'Internationale des syndicats qu'ils représentaient, que syndicalistes français et anglais avancèrent l'idée de la constitution d'une Internationale syndicale.

Au cours de ces années de constitution de l'Internationale, la lutte contre les tendances à l'adaptation à la société bourgeoise va se développer.

DEVELOPPEMENT DU CAPITALISME ET REFORMISME

La bataille contre les broussistes et les hyndmanistes est gagnée au Congrès de Bruxelles en 1891. Les tendances au réformisme, au parlementarisme, n'en sont pas détruites définitivement pour autant. Au sein de l'Internationale et de ses partis, vont se développer des courants d'adaptation pure et simple à la société bourgeoise, à l'Etat bourgeois. Du vivant d'Engels, ces tendances s'étaient manifestées non seulement chez Vollmar, un député social-démocrate au Landtag de Bavière, mais parmi les collaborateurs d'Engels lui-même. La célèbre préface à « La Lutte des classes en France » avait été édulcorée de façon à apparaître comme une défense à tout crin de la légalité bourgeoise, alors qu'à l'inverse, si Engels montrait comment les socialistes devaient utiliser le suffrage universel pour renforcer leur organisation, il affirmait non moins clairement la nécessité de la lutte violente pour la destruction de l'Etat bourgeois. Le temps des coups de main et des barricades est passé, disait-il, nous ne sommes plus en 1848 et, pour vaincre, il faudra décomposer l'armée.

A la mort d'Engels, dans l'Internationale comme dans les partis qui la composent, les tendances réformistes vont se cristalliser, trouver une forme théorique dans une révision du marxisme par le légataire testamentaire d'Engels : Bernstein.

En 1889, Bernstein entreprend une révision en règle du marxisme qui trouve ses origines dans une pratique réformiste et des manifestations de révisionnisme antérieures combattues par Engels, Bebel et Kautsky. Dès 1891, avant le Congrès d'Erfurt, Vollmar se range du côté du révisionnisme, de l'utilisation des institutions bourgeoises : « Utiliser les formes actuelles pour exercer une influence sur celles de demain. » Il affirme devant ses électeurs en juillet 1891 :

« Les hommes sérieux se représentent qu'un ordre de choses rattaché par mille fils au passé ne peut pas, d'un seul coup, faire place à un nouvel ordre, mais que toute évolution se produit peu à peu... »

C'est contre cela que Bebel fit voter, au Congrès d'Erfurt, un ordre du jour réaffirmant que

« la conquête du pouvoir politique était le but principal que devait poursuivre le mouvement prolétarien conscient des antagonismes de classes ».

Trouvant sa source dans la pratique électorale, le révisionnisme va se manifester avec force en 1894 et 1895 à propos de la question agraire. A partir d'une discussion sur la mise sur pied d'un programme agraire vers la petite et moyenne paysannerie, ce qui va se dégager, au-delà de la condamnation des thèses de Vollmar au Congrès de Breslau en 1895, c'est la remise en cause du parti comme parti de classe. Edward David, répondant à « La Question agraire », de Kautsky, souhaite ainsi la formation d'un parti populaire interclasse unissant le prolétariat, les paysans et la petite bourgeoisie contre les féodaux et la classe capitaliste.

La ligne réformiste, exprimée mais battue au Congrès de Breslau, va se développer à partir de 1897 dans les « Sozialistische Monatshefte », organe indépendant du parti. C'est Vollmar qui développe une politique d'alliance parlementaire avec les partis bourgeois, similaire à celle de Millebrand en France. C'est chez Max Scheppel, un autre député social-démocrate allemand, l'alignement sur son propre impérialisme et l'adhésion

à la politique d'expansion coloniale au nom de la survie de l'ouvrier allemand. C'est enfin David qui prône l'abandon du programme au profit des revendications immédiates.

Bernstein va théoriser cette pratique réformiste qui se cristallisait dans la Deuxième Internationale en publiant « Les Prémisses du socialisme et les Tâches de la social-démocratie ». Il s'agissait de transformer le parti, de parti révolutionnaire se donnant pour but la destruction de la société bourgeoise, l'expropriation du capital, la prise du pouvoir par le prolétariat, en un « parti de réformes socialistes et démocrates ».

Bernstein développait en théorie une pratique réformiste ayant cours dans le parti allemand, mais que l'état politique de l'Allemagne interdisait cependant de pousser jusqu'à son terme. Voilà pourquoi, à l'inverse, c'est en France que la théorie de Bernstein, dans le cadre d'un régime bourgeois parlementaire, fut poussée jusqu'à ses conséquences politiques les plus élevées dans la participation au gouvernement bourgeois, la participation du « socialiste » Millerand au gouvernement Waldeck-Rousseau en 1899 aux côtés du fossoyeur de la Commune, Galliffet.

LE REVISIONNISME SE DEVELOPPE EN PRATIQUE

Les réponses politiques au révisionnisme de Bernstein vont être fournies par Rosa Luxemburg, Parvus et Kautsky, aboutissant en 1899 à la condamnation formelle de ses thèses lors du Congrès de Hanovre, condamnation répétée en 1901 à Lübeck, puis en 1903 à Dresde où Bernstein avait formulé le vœu que le parti réclame pour lui le poste de vice-président du Reichstag. Cette position vivement combattue par Bebel amène le congrès à réaffirmer son opposition à

« une tactique tendant à changer notre ligne d'action éprouvée et glorieuse, basée sur la lutte des classes, et à remplacer la conquête du pouvoir politique de haute lutte contre la bourgeoisie par une politique de concessions à l'ordre établi ».

Mais, malgré les condamnations formelles des positions de Bernstein, celles-ci envahissent, au fur et à mesure du développement du parti, de ses organisations, l'appareil du parti, ses administrateurs qui siègent aux rédactions des journaux, au Parlement, dans les secrétariats du parti, qui sont issus du prolétariat mais se sont élevés peu à peu au-dessus de lui, recevant des rétributions supérieures à celles des ouvriers et qui regardent l'organisation qu'ils ont contribué à constituer comme une fin en soi, que mettrait en danger une politique qui dépasserait le cadre de la légalité bourgeoise. Plus encore que dans le parti, qui reste marqué par l'attachement aux principes révolutionnaires malgré l'impuissance à élaborer une politique concrète conforme à cette affirmation formelle dont Bebel sera l'expression, c'est au sein de l'appareil syndical que se développera le révisionnisme.

De 300 000 cotisants en 1890, on passe à 680 000 en 1900 et 2 500 000 en 1913. Dans le même temps se crée une bureaucratie syndicale qui va se faire le porte-parole de la « neutralité » des syndicalistes, bien que les syndicats soient présentés comme une « école de recrutement pour le parti ». Le porte-parole de cette position, c'est Legien, influencé par Lassalle et pour lequel la lutte syndicale ne relevait pas de la lutte de classe, mais débouchait sur l'« égalité des droits ». L'appareil syndical a été un des piliers de la transformation de la social-démocratie allemande de parti révolutionnaire en un parti de praticiens de la réforme faisant des références formelles à la révolution. Les chefs syndicaux disent tout haut ce qu'est la pratique réelle de la social-démocratie. Jacques Droz, dans son « Histoire générale du socialisme », rapporte les propos de l'un de ces dirigeants syndicaux au Congrès d'Iéna, en 1905 :

« Si nos syndicats évoluent toujours plus dans la voie du trade-unionisme, la cause n'en réside pas dans la prétendue « scélératesse » de quelques-uns de leurs chefs, mais dans la nature des choses : ils se placent délibérément sur le terrain de l'ordre existant. »

C'est clair : c'est l'inverse de ce qu'expliquait Marx sur le problème

des syndicats, consigné dans la résolution adoptée par l'Association internationale des travailleurs.

La condamnation du révisionnisme bernsteinien fut suivie de la condamnation par l'Internationale du millérandisme lors du Congrès de 1904 à Amsterdam, jalon important dans la constitution d'un parti unifié en France. Dès 1900, le Congrès de Paris avait pris position contre la participation des socialistes à un gouvernement bourgeois en adoptant une motion de Kautsky, motion caoutchouc qui couvrait en fait la participation, la présentant comme un recours exceptionnel.

C'était dire que, tant que la bourgeoisie n'avait pas besoin des chefs ouvriers pour la défense de l'ordre du capital et de l'Etat bourgeois, on se refusait à y participer, mais que, si les choses devenaient sérieuses, on pouvait compter sur ces « socialistes ». Voilà clairement la signification de cette motion :

« L'entrée d'un socialiste isolé dans un gouvernement bourgeois ne peut être considérée comme le commencement de la conquête du pouvoir politique, mais seulement comme un expédient forcé, transitoire et exceptionnel... En tout cas, le congrès est d'avis que, même dans

ces cas extrêmes, un socialiste doit quitter le ministère lorsque le parti organisé reconnaît que ce dernier donne des preuves évidentes de partialité dans la lutte entre le capital et le travail. »

Les conditions politiques dans lesquelles cette motion était adoptée l'éclaircissent singulièrement : la bourgeoisie française, qui n'avait plus besoin des socialistes au gouvernement, larguait le bloc des gauches. Non indispensables à la bourgeoisie, les réformistes se ralliaient à la condamnation de la participation, se réservant toutefois, avec la bénédiction de l'« orthodoxe » Kautsky, la possibilité d'y retourner si la nécessité s'en faisait sentir...

Avec la constitution de l'impérialisme, quand apparaissent les prémices de la crise de l'impérialisme, les tendances à l'adaptation à la société bourgeoise, à l'Etat national bourgeois, qui s'étaient manifestées au plan théorique dans la période précédente — combattues par Marx et Engels, et dont la « Critique du programme de Gotha », « L'Anti-Dühring », la « Critique du programme d'Erfurt » étaient les étapes essentielles —, vont trouver une traduction pratique.

l'impérialisme, la révolution et la social-démocratie

Derrière la condamnation du révisionnisme, derrière la fidélité proclamée au but révolutionnaire, fidélité qui n'était mise à l'épreuve et ne résistait que pour autant que le problème de la prise du pouvoir ne se posait pas immédiatement, vont triompher les forces sociales attachées au maintien de l'ordre bourgeois antérieur. Le programme minimum des partis ouvriers correspondait à une période historique de développement du capitalisme constituant et unifiant le marché mondial, réalisant un gigantesque développement des forces productives. Mais dans les années 1900-1905 apparaissent les prémices de la crise mon-

diale de l'impérialisme qui nécessitent l'élaboration d'une stratégie, d'une tactique pour la lutte pour le pouvoir dans l'ensemble des pays européens. Alors se concentrent les éléments de ce qui ouvrira l'ère des guerres et des révolutions. C'est à cette dimension qu'il faut examiner les réponses politiques apportées par la Deuxième Internationale et ses partis.

Fidélité proclamée à la lutte des classes, au marxisme, mais la majorité de la social-démocratie allemande est, dans les années 1900-1905, sur une position d'attentisme général. Bebel, qui affirme : « Pas un homme, pas un

sou à ce système », considère en même temps comme inéluctable que la révolution soit l'aboutissement d'un processus naturel de progression du parti, de développement de ses succès électoraux. Ce fatalisme antimarxiste sera théorisé par Kautsky, qui se refuse à préparer une révolution de toute façon inéluctable. Dès 1893, il définissait toute une attitude politique d'attentisme, sous prétexte que ce n'est pas le « parti » qui « fait » la révolution, mais que celle-ci s'impose comme un fait objectif aux classes, aux partis :

« Nous savons, *écrivait-il*, que nos buts ne peuvent être atteints que par une révolution, mais nous savons aussi qu'il n'est pas en notre pouvoir de faire cette révolution, pas plus qu'à nos adversaires de l'empêcher. Aussi n'avons-nous cure de la préparer ou de la mettre en route. Et comme la révolution ne peut être faite que par des méthodes violentes, nous est-il impossible de dire quand, sous quelle forme et dans quelles circonstances elle fera son apparition. »

La discussion sur le ministérialisme qui avait vu au sein de l'Internationale s'opposer Kautsky et Jaurès n'est pas seulement importante du point de vue de l'examen de la position opportuniste de Kautsky, qui a couvert la participation aux gouvernements bourgeois en cas de nécessité et singulièrement en cas de guerre, elle l'est d'un autre point de vue. Jaurès cherche à définir une voie, un chemin, des perspectives pour la prise du pouvoir. Il est d'accord avec Millerand et le dit. Il n'est pas marxiste, mais que reproche-t-il au « marxiste » Kautsky ? Que lui reproche-t-il, sinon d'être incapable de définir une quelconque perspective politique ?

Les réponses révolutionnaires « idéologiques », les proclamations de fidélité à l'« orthodoxie » marxiste concouraient au même résultat que le réformisme avoué, dans leur incapacité à avancer dans la définition d'éléments programmatiques visant à la mobilisation des masses en vue de la prise du pouvoir. Ce qui se pose dans ces années de constitution de l'impérialisme, c'est la nécessité de l'élaboration d'une stratégie épousant et nourrissant le mouvement des masses, la question des voies et moyens de la

lutte pour le pouvoir à partir d'une vue théorique d'ensemble. C'est cette discussion que, dans la Deuxième Internationale, mènent Lénine, Trotsky, Rosa Luxemburg, posant les problèmes fondamentaux. Dans leur discussion se constitue une gauche qui, en 1914, résistera et combattra.

La discussion sur la grève de masse, relancée par la révolution russe de 1905, place au centre du débat la question de l'appréciation de ce qui est ouvert comme perspective pour la révolution par la transformation du capitalisme en impérialisme. Ce qui est en cause à travers la discussion sur la révolution russe, c'est l'unité mondiale de la lutte des classes. Ce qui est en cause, c'est l'appréciation du stade atteint par le capitalisme et des tâches qui en découlent pour le prolétariat. Parce qu'il s'agit de la révolution à l'ordre du jour au plan international, la révolution russe montre la voie. C'est la révolution prolétarienne elle-même qui nécessite d'en finir avec les schémas d'organisation précédents, et c'est de ce point de vue que se place Rosa Luxemburg dans la discussion sur la grève de masse.

LA DISCUSSION SUR LA GREVE DE MASSE

En Belgique, en Hollande, en Suède, se sont développées des grèves politiques. En 1905, c'est la révolution russe. En France, nourrie et renforcée par le parlementarisme et l'opportunisme des organisations socialistes, nourrie par le dogmatisme impuissant des guesdistes, partagée par socialistes parlementaristes et anarcho-syndicalistes, la grève générale était la pancée derrière laquelle se cachait l'incapacité des organisations ouvrières à définir une ligne de combat politique. A juste titre, les marxistes, dans l'Internationale, avaient combattu cette conception de la grève pressébouton qui tournait le dos à la définition des tâches concrètes. A travers la discussion dans l'Internationale sur la grève générale puis la grève de masse, il est possible de saisir les éléments d'adaptation opportuniste de la social-démocratie à la société bourgeoise.

En 1900, au Congrès de Paris de l'Internationale, Aristide Briand soulève la question de la grève générale. Legien mène la contre-offensive, mais le terrain sur lequel il la mène révèle l'opportunisme foncier des dirigeants de la Deuxième Internationale. Il répond que la grève générale est impossible, car la classe ouvrière n'est pas suffisamment organisée. A cette question, Rosa Luxemburg répondra à travers les leçons de la révolution russe de 1905.

Ce qui est en cause, dès cette époque, c'est le caractère politique du mouvement de la classe ouvrière. La grève de masse, c'est la révolution elle-même. En 1904, à la grève des ouvriers du textile de Silésie qui culmine dans le rassemblement de 500 000 travailleurs en grève, les patrons ont répondu par le lock-out. C'est clair. Les moyens ordinaires du syndicalisme ne suffisent plus. C'est la question politique qui est posée. Comme la pose la grève spontanée de la Ruhr en janvier 1905, qui se heurte au refus du Landtag de Prusse de voter les mesures pour la sécurité du travail.

Avec la révolution russe, la question de la grève de masse, des perspectives pour la lutte pour le pouvoir, va prendre une autre dimension. Au Congrès syndical de Cologne, en mai 1905, les dirigeants syndicaux réaffirment leur hostilité à la grève générale, concevant la grève de masse non comme mouvement politique, mais trade-unioniste. Il est impossible de s'orienter sur le combat pour la grève de masse, disent les dirigeants syndicaux, car les caisses ne sauraient être suffisamment remplies pour envisager une telle grève. Et Théodore Bömberg, un des membres de la Commission générale, éclaire le débat en affirmant que, pour se développer, les organisations « ont besoin de la paix sociale ». Le mouvement est tout, le but n'est rien. De moyen de combat pour l'émancipation du prolétariat, l'organisation devient le but, c'est-à-dire l'obstacle à la révolution.

Contre cette droite dans la social-démocratie allemande, la gauche combattra, emportant une victoire au Congrès d'Iéna, amenant Bebel à affirmer qu'il faut que la grève de masse soit retenue comme une mesure défensive, « indispensable au maintien

des droits qui sont nécessaires à la vie et à la prospérité de la classe laborieuse ».

Mais la lutte du prolétariat, son caractère révolutionnaire vont amener les dirigeants historiques de la social-démocratie allemande à bloquer avec la droite du parti, les responsables syndicaux. Effrayés par les mouvements de masses qui s'étaient développés en 1905 pour la défense des libertés démocratiques, et qui avaient culminé lors de la célébration de l'« anniversaire du dimanche rouge » de la révolution russe, les dirigeants syndicaux réitérèrent leur condamnation de la grève générale au Congrès de Mannheim, mais mieux, trouvant l'appui de Bebel lui-même, ils font adopter par le congrès une résolution qui oblige le parti et les syndicats à prendre leurs décisions en commun, subordonnant ainsi l'activité du parti aux syndicats.

Et ce qui est en cause, dans ce débat, c'est le caractère même du mouvement de la classe ouvrière. Il s'agit de savoir si les organisations que le prolétariat a construites vont être transformées en obstacles à la liberté de manœuvre des ouvriers, à leur combat pour leur émancipation. C'est ce qu'affirme clairement Rosa Luxemburg, en disant que la révolution russe, c'est l'affaire des ouvriers allemands, lorsqu'elle déclare :

« Une année de révolution a donné au prolétariat russe l'éducation que trente années de lutte parlementaire et syndicale n'ont pu apporter artificiellement au prolétariat allemand. »

La question se résume à savoir ce qu'est le rôle du parti. Doit-il être aligné sur la préparation de la révolution, sur la destruction des chaînes du prolétariat, ou doit-il attendre ? Rosa Luxemburg aborde la question de l'organisation du prolétariat par rapport à cette perspective :

« Quand donc tirerez-vous enfin les leçons de la révolution russe ? Là, les masses ont été jetées dans la révolution : pas trace de syndicat, et pas à pas elles ont construit et fortifié leurs organisations au cours de la lutte. C'est une conception mécanique et non dialectique selon laquelle les organisations puissantes doivent toujours précéder la lutte ; au contraire,

l'organisation est née pendant la lutte, pendant ce processus même de clarification de la lutte des classes. »

Officiellement, la social-démocratie allemande comme l'Internationale et ses partis se prononçaient pour la grève politique de masse. C'était, nous l'avons vu, avec pour le moins de sérieuses réserves qui se manifestaient à l'occasion des combats réels qu'engageait la classe ouvrière. Ces prises de position ainsi que la réaffirmation de la fidélité au but final, aux méthodes de la lutte des classes, avaient ainsi un caractère de pure forme. Cette « fidélité » au marxisme, à la révolution, était d'autant plus proclamée que la question du pouvoir ne se posait pas comme question immédiate.

FACE A LA MONTEE DE LA GUERRE IMPERIALISTE

A partir des années 1900, les prémices de la crise de l'impérialisme vont poser à la classe ouvrière, à ses partis, la question de la lutte pour le pouvoir, et des méthodes comme problème présent, immédiat. Les premières guerres inter-impérialistes commencent, en apparence marginalement — guerre hispano-américaine, guerre russo-japonaise —, et se nouent les conflits fondamentaux : impérialisme français et impérialisme anglais contre impérialisme allemand, à propos du Maroc notamment.

La question coloniale va apparaître en 1900 au Congrès de Paris, qui condamne « la politique coloniale de la bourgeoisie ». Au Congrès d'Amsterdam en 1904, deux tendances se manifestent et, en face de Bracke qui maintient le point de vue qu'il n'y a pas d'autre politique socialiste que de dénoncer l'impérialisme, se lèvent ceux, tels Bernstein, qui réclament « une politique coloniale socialiste ». Après l'insurrection algérienne, les soulèvements de Madagascar, la question coloniale prend une tout autre importance et c'est au Congrès de Stuttgart que se dessinent trois positions : la droite, dirigée par le député

David, affirme voir dans « l'idée colonisatrice un élément intégral du but universel des civilisations poursuivi par le mouvement socialiste ». Le centre, autour de Bernstein-Jaurès-Vandervelde, dénonçait la barbarie coloniale mais ne mettait pas en cause la colonisation qui, en apportant le capitalisme dans les pays arriérés, était un facteur de progrès. La gauche, en la personne de Kautsky, montrait que la colonisation ne contribuait pas à développer les forces productives ni les moyens de production des pays arriérés.

Relayant la discussion sur la grève politique de masse et la lutte pour le pouvoir, sur la question coloniale va s'engager dans l'Internationale une discussion sur l'attitude à adopter en cas de guerre impérialiste.

Au Congrès de Stuttgart, en 1907, deux positions sont en présence. D'une part celle de Jaurès et des Anglais selon laquelle, à la guerre impérialiste, il faut opposer la grève générale, d'autre part celle de Lénine, de Rosa Luxemburg, de Martov, qui soulève la question des conditions concrètes de la lutte, des mesures à prendre pour « réveiller les peuples » qui, endormis pour un temps par l'impérialisme, se seraient vu imposer la guerre. Si la guerre impérialiste a été imposée aux prolétariats des différents pays, cela signifie précisément que comme classe celui-ci a subi une défaite. Aborder donc le problème sous l'angle de la « grève générale », c'est faire fi de la réalité des rapports entre les classes. C'est non seulement demain s'interdire d'utiliser les éléments qui aboutiraient à ce que, dans la guerre elle-même, le prolétariat relève la tête, s'interdire de s'en servir pour provoquer la chute de la domination du capital comme le dit l'amendement adopté au Congrès de Stuttgart, mais c'est dès maintenant s'interdire de combattre pour que l'impérialisme n'impose la guerre au prolétariat.

L'amendement qui sera adopté au Congrès de Stuttgart marque toute la différence entre le réformisme et le marxisme, entre le radicalisme de la phrase des Vaillant, qui ne fait que couvrir l'attentisme, l'adaptation à sa propre bourgeoisie, et une politique révolutionnaire qui dégage des développements concrets de la lutte des

classes, les éléments permettant au prolétariat de provoquer la chute du capitalisme.

« UN ABCES QUI DEVAIT PERCER... »

A la veille de la première guerre impérialiste, au-delà des résolutions de congrès réaffirmant formellement la fidélité de la Deuxième Internationale et de ses partis au marxisme, les actes politiques de ces partis délimitent ce qu'ils sont, ce qui n'apparaîtra qu'à la lumière des plus grands événements historiques : la guerre impérialiste et la révolution. La participation des socialistes au gouvernement bourgeois, le bloc des gauches, le vote des crédits de guerre en 1913 par les députés socialistes allemands au Reichstag au nom de la réforme des impôts, couvrant une pratique qui déjà, malgré les résolutions de congrès, avait vu à plusieurs reprises les députés socialistes dans les divers Landtag voter les budgets, tous ces éléments jalonnent la transformation de l'Internationale en organisation contre-révolutionnaire. Ils ne se cristalliseront, opérant un changement qualitatif, qu'avec la guerre impérialiste.

En août 1914, hormis le Parti socialiste serbe et le Parti bolchevique, la social-démocratie fera bloc avec sa propre bourgeoisie contre le prolétariat, votant les crédits de guerre, constituant des gouvernements d'union sacrée. Partis ouvriers-bourgeois parlementaires, ayant scellé leur sort au maintien de la domination de leur propre bourgeoisie, en 1914 passés définitivement du côté du maintien de l'ordre bourgeois.

Analysant les bases sociales, politiques, de la transformation des partis social-démocrates en partis ouvriers-bourgeois, liés par mille ramifications à leur bourgeoisie, Lénine explique, dans « La Faillite de la Deuxième Internationale », comment « la contradiction était un abcès qui devait percer un jour, et qui a percé ».

« Le caractère relativement « pacifique » de la période 1871-1914 a nourri l'opportunisme, état d'esprit d'abord, tendance ensuite, et enfin groupe ou couche comprenant la

bureaucratie ouvrière et les compagnons de route petits-bourgeois. Ces éléments ne pouvaient se soumettre le mouvement ouvrier qu'en reconnaissant en paroles les objectifs révolutionnaires et la tactique révolutionnaire. Ils ne pouvaient gagner la confiance des masses qu'en jurant que tout le travail « pacifique » n'était qu'une *préparation* à la révolution prolétarienne. Cette contradiction était un abcès qui devait percer un jour, et qui a percé.

Il est évident que ceux qui ont voté les crédits de guerre, qui sont entrés dans les ministères et ont soutenu l'idée de la défense de la patrie en 1914-1915 ont trahi le socialisme. Seuls des hypocrites peuvent nier ce fait. Il est nécessaire de l'expliquer.

Quelle est la nature économique de l'idée de la défense de la patrie dans la guerre de 1914-1915 ? La bourgeoisie de toutes les grandes puissances fait la guerre afin de partager et d'exploiter le monde, afin d'opprimer les peuples. Quelques miettes des gros profits réalisés par la bourgeoisie peuvent échoir à une petite minorité : bureaucratie ouvrière, aristocratie ouvrière et compagnons de route petits-bourgeois. Les dessous de classe du social-chauvinisme et de l'opportunisme sont identiques : c'est l'alliance d'une faible couche d'ouvriers privilégiés avec « leur » bourgeoisie nationale contre la masse de la classe ouvrière, l'alliance des valets de la bourgeoisie avec cette dernière contre la classe qu'elle exploite.

Le contenu politique de l'opportunisme et celui du social-chauvinisme sont identiques : c'est la collaboration des classes, la renonciation à la dictature du prolétariat, à l'action révolutionnaire, la reconnaissance sans réserve de la légalité bourgeoise, le manque de confiance dans le prolétariat, la confiance dans la bourgeoisie. Le social-chauvinisme est le prolongement direct et le couronnement de la politique ouvrière libérale anglaise, du millerandisme et du bernsteinisme » (La Faillite de la Deuxième Internationale).

Venus du sein même de la Deuxième Internationale, les « véritables internationalistes », les courants réelle-

ment révolutionnaires du mouvement ouvrier se regrouperont autour du Parti bolchevique qui était l'expression, le lien vivant dans la continuité historique du mouvement ouvrier se constituant à l'échelle internationale. Dès avril 1917, Lénine combat pour la FONDATION immédiate de la Troisième Internationale :

« Attendre des conférences ou des congrès internationaux, c'est trahir l'internationalisme (...). Notre parti ne doit pas attendre : il doit fonder tout de suite la Troisième Internationale. »

Avec la victoire de la révolution russe, des milliers d'ouvriers tournent la tête vers le Parti bolchevique. Se délimiter politiquement de la social-démocratie, la combattre au feu de la révolution, telle est la tâche que se fixent les deux premiers congrès de l'Internationale communiste.

César Corte,
octobre 1978.

(A suivre)

LA VERITE

Organe du Comité central de l'Organisation Communiste Internationaliste

adhérente du Comité d'organisation
pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Rédaction et administration :

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 PARIS

Abonnements :

FRANCE : Pli non clos : 1 an (5 numéros) : **43 F** - 2 ans (10 numéros) :
80 F - 2 ans soutien : **125 F**.

Pli clos : ajouter 4 F par numéro pour les frais d'envoi.

ETRANGER :

Pli non clos : 1 an : **70 F** - **Pli clos :** demander à l'administration.

Tous versements : Gérard SERFATI.

Le directeur de la publication : Pierre LAMBERT.
imprimerie ABEXPRESS - PARIS.



Commission paritaire n° 51 695